

# LE MONDE

## diplomatie

OCTOBRE 1976

N° 271 - 23<sup>e</sup> année

Puissance  
de  
l'Allemagne

(Pages 9 à 14.)

Prix : 5 F  
Algérie : 3,00 DA  
Canada : 1,50 \$  
Espagne : 60 pes.  
Italie : 650 lire  
Maroc : 3,00 dir.  
Moy.-Ost : 80 p.  
Suisse : 2,50 S.  
Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 18

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 08

## Majorité

Par CLAUDE JULIEN

**V**OLANT leurs propres principes, trop de régimes démocratiques installent en pouvoir ou soutiennent de leurs deniers et de leurs armes, en divers pays, d'étonnantes dictatures. Comment donc ne pas se réjouir lorsque, enfin, la plus grande démocratie, soutenue par ses alliés européens, parvient à faire admettre, en Rhodésie, la règle de la majorité, loi fondamentale de toute démocratie ?

L'incertitude reste pourtant grande aussi bien chez M. Kissinger que chez M. Ian Smith et chez les Noirs qui se voient finalement accorder ce qui leur fut si longtemps refusé. Too little and too late ? Telle est bien leur inquiétude profonde. Too little car, dans la phase transitoire, la règle démocratique est assortie de nécessaires conditions qui en limitent la portée : non seulement au Blanc est chargé du maintien de l'ordre, mais encore la majorité des deux tiers est requise au sein du gouvernement de transition. Too late, surtout, car une longue obstination a privé de toute formation sérieuse les Africains maintenant appelés à faire preuve de leur compétence dans l'administration du pays.

Rien de tout cela n'a pas sans de sérieuses difficultés. Car tous les Blancs n'acceptent pas les contraintes qui ont fait céder le gouvernement et le parti de M. Ian Smith, et tous les Africains ne sont pas persuadés que la négociation puisse leur ouvrir les voies de la liberté. C'est plus qu'il n'en faut pour provoquer de sanglants incidents, sur une période de deux ans, peuvent à chaque instant tout remettre en cause.

**E**T pourtant, si fragile soit-il, si délicat à mettre en œuvre, l'accord est là qui marque une étape décisive dans l'histoire de l'Afrique australe. La lutte des seuls Africains de Rhodésie n'aurait certes pas suffi à atteindre un tel résultat. Indispensable, car aucun droit, si légitime soit-il, n'est jamais gracieusement octroyé, cette lutte fut appuyée, et de manière décisive, par les absurdités d'une colonisation blanche particulièrement rétrograde et par l'accession de l'Angola et du Mozambique à l'indépendance, sans parler des émeutes raciales en Afrique du Sud.

Une « théorie des dominos » a donc joué, comme elle jouera chaque fois que des hommes s'acharneront à préserver des situations anachroniques, et elle inquiète au plus haut point la République d'Afrique du Sud. C'est pourquoi M. Vorster s'est tellement dépensé pour convaincre M. Ian Smith d'accorder aux Africains ce que lui-même leur refuse. Le rapport des forces est ici déterminant : sur le plan humain, les deux cent soixante mille Blancs de Rhodésie sont invités à faire des concessions dans l'espoir d'obtenir un répit à prix de quatre millions de Blancs d'Afrique du Sud ; sur le plan démographique, car l'essentiel des ressources à protéger est au pays de M. Vorster et non au pays de M. Smith. Si cette Realpolitik devait aller jusqu'au bout de sa froide logique, des pressions encore plus considérables s'exerceraient pour convaincre Pretoria de ne pas commettre l'erreur de Salisbury, de ne pas faire too little, too late. Pour d'évidentes raisons, il n'en est pas question.

**M**AIS les Africains soumis aux derniers « pouvoirs blancs » ne sont pas les seuls auxquels soit refusée la règle de la majorité. M. Kissinger, qui vient de l'imposer à la Rhodésie, faisait savoir il y a pas si longtemps qu'elle ne devait pas être imposée aux communistes au pouvoir. Voilà trois ans, il imposait à Santiago une junte dont l'assise sociologique est de plus en plus minoritaire. Neuf ans plus tôt, le département d'Etat, avec le concours, localement, de l'ambassadeur Lincoln Gordon et du colonel (depuis général) Vernon Walters, installait la dictature brésilienne. Ignorée pendant quarante ans de l'histoire portugaise, la loi de la majorité découvrait soudain un ordre défensif en la personne de M. Kissinger lorsqu'il put légitimement s'inquiéter de certaines menées subversives. Et la Grèce des colonels, et l'Indonésie, et les Philippines : majorité ?

Si le plan rhodésien se traduit finalement en actes, il coûtera cher non seulement aux Etats-Unis mais aussi à l'Europe occidentale invitée à financer le fonds spécial qui va être créé à cet effet. Car les erreurs politiques prolongées doivent tôt ou tard être payées d'un prix politique mais aussi d'un prix financier. Règle de la majorité ? Mais alors pourquoi ces crédits refusés à l'Allemagne et accordés à Pinochet, pourquoi ces largesses aux régimes qui règnent par la terreur ?

Imposer un principe démocratique à la Rhodésie permettra peut-être de sauver quelques vies. Mais que lui ne s'y trompe : ces principes-là sont universels et ne peuvent être saisis qu'à la condition d'être partout respectés par ceux qui s'en réclament. L'opération de Salisbury restera vaine aussi longtemps que les ressources de la Banque mondiale, du F.M.I. et de tant de gouvernements démocratiques seront offertes à des régimes qui ont le pouvoir des régimes qui soumettent aux pieds la règle de la majorité.

## LE NOUVEAU JEU DE L'ÉGYPTE EN AFRIQUE

Par notre envoyée spéciale  
MARIE-CHRISTINE AULAS

**L**ORSQUE le cinquième « sommet » des non-alignés s'ouvrit à Colombo, le 16 août dernier, les relations égypto-libyennes étaient entrées dans une de leurs phases les plus critiques. Après un séjour de quarante-huit heures, le président Sadate quitta la capitale ceylanaise le matin même du jour où le colonel Kadhafi montait à la tribune pour dénoncer les « chevronnés de Troie », « ceux qui tombent dans les bras des colonialistes et des impérialistes » (1). Les journalistes égyptiens venus pour la conférence étaient priés de ne pas assister au discours du dirigeant libyen.

A cette époque, Kadhafi était accusé d'avoir financé les auteurs des différents attentats qui contèrent la vie à plusieurs Égyptiens et finirent par créer, en Égypte, un climat d'insécurité intolérable. Le 3 juillet, deux bombes avaient éclaté au Mogamma, l'immense bâtiment qui regroupe les bureaux du ministère de l'Intérieur au cœur de la capitale. Le 14 août, une bombe avait fait huit morts dans le train d'Alexandrie au Caire. Dix jours plus tard, la tentative de détournement d'un Boeing des lignes intérieures égyptiennes était imputée à ce « jeu de Troie » par le premier ministre, M. Mamdouh Salem, qui s'était rendu à Louxor pour assister à la libération des otages.

Face à cette vague de terrorisme attribuée au colonel libyen, les responsables égyptiens lancèrent un sérieux avertissement : le 27 août, une partie de l'armée égyptienne fit mouvement vers la frontière libyenne. Le quotidien américain Boston Globe indiquait alors : « Ces troupes comprennent cinq à six brigades d'infanterie, deux brigades d'artillerie, deux régiments équipés de missiles sol-air et au moins une escadron de chars de chasse, soit un effectif d'environ trente mille hommes » (2). La tension, portée à son paroxysme, risquait de s'envenimer dans une phase conflictuelle aux issues incalculables. La Libye était pratiquée par les grandes puissances, la manœuvre pouvait permettre aux éléments de l'intérieur de prendre l'initiative. Ainsi, les possibilités offertes à un éventuel coup d'Etat étaient-elles déjouées par une protection accrue des hauts dignitaires de l'Etat libyen. Mais une armée forte de la plupart des états-majors du monde est d'accumuler le plus possible de matériel sophistiqué et de moderniser constamment leurs divisions. Les maîtres, quant à eux, invoquaient une foule d'exemples historiques pour justifier leurs thèses. Depuis la révolution américaine jusqu'à la récente guerre du Vietnam, ceux-ci ne manquaient pas. Un autre de leurs arguments est que la Chine, pays relativement pauvre, ne pourrait entretenir une armée de type classique (et nécessairement budgétaire) qu'au prix d'énormes sacrifices financiers qui entraveraient gravement son développement.

La crise venait de prendre une tournure suffisamment grave pour justifier la publication d'un article signé « l'Observateur » dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 30 août. Sous cette signature anonyme, qui exprime généralement l'opinion des dirigeants du Kremlin, l'Union soviétique prenait fermement le parti de la Libye et appelait les « forces progressistes » à la soutenir.

Depuis, la tension s'est flegée. La violence, même verbale, s'est apaisée. En Égypte, tandis que les forces armées restent cantonnées sur la frontière, on ne parle plus de la Libye

qu'à l'occasion des procès intentés aux auteurs des différents attentats. Dans aucun de ceux-ci la justice égyptienne n'est parvenue à déceler la preuve irréfutable de la participation libyenne, ce pourquoi, sans doute, aucune sentence de mort n'a été prononcée. De son côté, le colonel Kadhafi estompe ses critiques à l'égard du régime égyptien et n'applique aucune mesure de rétorsion sur les deux cent vingt mille Égyptiens qui travaillent actuellement en Libye, ce qui avait été le cas en d'autres occasions. Au contraire, il a saisi l'opportunité que lui donnait l'interview qu'il accorda, à Colombo, à l'hebdomadaire égyptien *Ross El Youssef* (4) pour demander à rencontrer le président Sadate afin de régler le litige. Jusqu'à présent, la proposition est officiellement demeurée sans réponse, mais il semble qu'elle fasse l'objet de conversations par le canal diplomatique (5).

Comment expliquer une telle levée de boucliers alors que la similitude des drapeaux qui flottent à Tripoli et au Caire évoque le passé encore récent de deux pays qui se préparaient à s'unir ? Au-delà des outrances verbales du leader et de sa radio, qui avaient perdu une partie de leur audience depuis 1973, la Libye, tout comme les Palestiniens au Liban, les progressistes au Koweït, reste une terre où se jouent des enjeux de civilisation. Au-delà de la paix arabe qui accueille la paix américaine dans la région. Certes, les incohérences politiques du colonel Kadhafi permettent à certains de le qualifier de « fou » mais, au-delà, sa naïveté reste gênante dans ses accents de vérité. C'est la voix d'un « refus arabe » à l'individualisme. De plus, la Libye étant moins intégrée que d'autres états du monde à l'économie posée par le chef d'Etat libyen est, en

quelque sorte, l'affaire personnelle du régime égyptien pour des raisons tant géographiques qu'historiques, l'Égypte ayant introduit Kadhafi sur la scène arabe. On saisit ainsi l'importance de l'ancien partenaire qui voit son protégé prendre une orientation opposée. L'accord de coopération militaire signé en mai 1975 avec l'Union soviétique permet aujourd'hui à la Libye d'avoir les armes qu'elle souhaite sans en faire bénéficier l'Égypte, qui ne peut, par ailleurs, obtenir les mêmes facilités de son ancien allié. D'autre part, cette pénétration soviétique (toujours moins importante en Libye qu'elle ne le fut en Égypte) sur le flanc occidental de l'Égypte limite la portée stratégique des initiatives égyptiennes à l'encontre de Moscou. C'est donc tant au niveau arabe qu'au niveau égyptien que le colonel Kadhafi est gênant. « Cette fois, il ne m'échappera pas », déclarait le président Sadate au quotidien koweïtien *Al Siyasi* (6).

Une « sainte alliance » contre la Libye était formée à Ryad au cours du mois de juillet à l'initiative de l'Égypte. Là, pendant trois journées consécutives, le roi Khaled et les présidents Sadate et Nemeiry s'étaient réunis pour étudier les moyens d'isoler le colonel Kadhafi. Une telle décision avait pour origine la tentative de coup d'Etat qui, au Soudan, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet, avait failli coûter la vie au général Nemeiry et dont le président libyen était accusé d'être l'instigateur.

En fait, là encore, plusieurs mystères planent, dont le moindre n'est pas le caractère tardif de l'accusation du Soudan contre la Libye ni le retrait rapide de la plainte soudanaise tant à l'O.U.A. qu'à la Ligue arabe. Par ailleurs, cette volonté de prouver que la Libye est coupable de tous les maux se trouvait étayée par une série d'articles publiés dans la presse américaine (7), accusant Kadhafi de la plupart des actes de terrorisme commis sur la planète.

### Le pacte avec le Soudan

**M**AIS si les origines et le déroulement du coup d'Etat soudanais restent encore flous et imprécis, l'analyse, par contre, peut s'éclaircir à la lumière de la situation. Trois semaines avant la tentative du coup d'Etat, le général Nemeiry s'était rendu en visite privée, de travail, aux Etats-Unis et en France pour demander une aide économique et militaire qui lui fut refusée. Ses interlocuteurs le considéraient, en effet, comme beaucoup trop impopulaire et vulnérable au sein d'une population et d'une armée qui lui sont, en grande majorité, hostiles. L'Arabie Saoudite, de son côté, n'avait pas donné suite aux promesses de prêts qu'elle avait faites. Aujourd'hui, la situation de Nemeiry se présente sous un autre jour, grâce à l'appui que lui a apporté le président Sadate. Le 15 juillet, le président soudanais rencontre le président égyptien à Alexandrie et signe

avec lui un pacte de défense commune pour vingt ans. Deux jours plus tard, les deux chefs d'Etat se rendent auprès du roi Khaled d'Arabie saoudite, qui apporte cette fois une contribution concrète aux besoins économiques du Soudan. Au niveau économique comme au niveau militaire, le président soudanais se trouve ainsi dégagé de l'isolement qui avait justifié son voyage outre-Atlantique. Jusqu'à quel point ?

(Lire la suite page 4.)

### Dans ce numéro :

Les capitaux pétroliers  
et la réforme de l'ordre  
financier international  
(Page 6.)

La gauche portugaise victime  
de ses contradictions  
(Page 15.)

CHILI : le dernier article  
d'Orlando Letelier  
(Pages 16 et 17.)

LA POLOGNE A L'ÉPREUVE  
(Pages 18 à 21.)

## L'ARMÉE CHINOISE ET LA SUCCESSION DE MAO

Par JEAN DAUBIER

**L'**APRÈS-MAOÏSME a débuté. Le décès du guide historique de la révolution chinoise ouvre une période de transition incertaine. Le rôle très particulier de Mao Tse-toung à la tête du parti, son prestige inégalé, la part très grande qu'il a prise à la formation et au fonctionnement du régime, rendent sa succession très difficile.

La société chinoise va évoluer de façon peu prévisible. Des forces complexes et contradictoires vont contribuer à sa mutation. De nombreux observateurs estiment que, parmi elles, l'armée pourrait jouer un rôle décisif en devenant l'ultime arbitre des conflits qui affectent le parti et les milieux gouvernementaux. Son intervention directe dans la vie politique et le fonctionnement des institutions civiles a un précédent récent, puisqu'à la fin des années 60 elle s'est largement substituée aux comités du parti et à l'administration. Aujourd'hui, pourtant, de multiples facteurs agissent dans le sens de la séparation du civil et du militaire.

« Les armes sont un facteur important mais non décisif de la guerre. Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel. Le rapport des forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le rapport des ressources humaines et des forces morales. » Cette phrase de Mao Tse-toung exprime l'essentiel de sa doctrine.

trine militaire. Une armée peut être mieux ou moins bien équipée qu'une autre, plus ou moins nombreuse, plus ou moins entraînée, elle n'en sera pas, *ipso facto*, supérieure ou inférieure. Le moral du soldat, son niveau politique et idéologique, compensent, dans certaines conditions, les insuffisances techniques. De plus, une armée révolutionnaire trouve, dans la population, un appui, des compléments qui sont un atout essentiel. Joint à une grande mobilité, il peut contribuer à mettre en difficulté les adversaires les plus puissants.

Sans négliger la technique et le matériel, les communistes chinois ont privilégié le maintien des caractéristiques révolutionnaires de leurs troupes. Ils en ont fait un corps politisé où l'éducation idéologique est très poussée, gérant ses propres entreprises et subvenant à ses besoins. Un certain égalitarisme prévaut en son sein, d'autant que l'armée « sert le peuple » et doit « être liée aux masses ». La mobilité et le côté relativement défensif de sa stratégie (1) sont d'autres principes importants de sa doctrine.

Peu d'officiers classiquement formés dans des écoles militaires admettraient la validité de ces notions et l'ordre de prio-

rité qu'elles impliquent. Le souci de la plupart des états-majors du monde est d'accumuler le plus possible de matériel sophistiqué et de moderniser constamment leurs divisions. Les maîtres, quant à eux, invoquaient une foule d'exemples historiques pour justifier leurs thèses. Depuis la révolution américaine jusqu'à la récente guerre du Vietnam, ceux-ci ne manquaient pas. Un autre de leurs arguments est que la Chine, pays relativement pauvre, ne pourrait entretenir une armée de type classique (et nécessairement budgétaire) qu'au prix d'énormes sacrifices financiers qui entraveraient gravement son développement.

La ligne militaire maoïste a parfois rencontré de vives oppositions. Les textes chinois consacrés à ce sujet (2) font référence à une « lutte entre deux lignes ».

(Lire la suite page 22.)

(1) Elle consiste, notamment, à laisser ennemi techniquement supérieur s'avancer à l'intérieur du territoire pour l'attaquer, ensuite, sur des points faibles en concentrant chaque fois des forces supérieures aux siennes. Cette stratégie implique que l'ensemble de la population soit armée, que les milices, les groupes de partisans et les forces principales de l'A.P.L. agissent en coordination.

(2) Voir, par exemple, le *Drapeau rouge* du mois d'août 1976 : « Suivre à jamais la ligne du président Mao en matière de formation militaire. »

**RLVES**  
la grande maroquinerie  
de Paris

156, rue de Rivoli, métro Louvre



## Quatrième dissolution du Parlement en un demi-siècle

# L'ÉMIR DU KOWEÏT DEVANT UNE BALBUTIANTE DÉMOCRATIE

Un certain libéralisme confronté au jeu pétrolier  
et au problème palestinien

Par CHRIS KUTSCHERA

La famille Al Sabah répute mentalement à perdre la moindre parcelle du pouvoir absolu qu'elle détient depuis 1789 : la dissolution, le 29 août dernier, du Parlement koweïtien n'est que le plus récent épisode de l'histoire des efforts des Koweïtiens pour imposer à leurs princes une certaine mesure de démocratie.

Dès 1922, le premier Parlement koweïtien, dont les membres avaient pourtant été désignés par l'émir Ahmed Al Sabah, fut dissous au bout de quelques mois. Une nouvelle expérience parlementaire, en 1937-1938, ne devait pas connaître un meilleur sort : l'Assemblée législative, dont les membres avaient été cette fois élus, fut à son tour, dissoute pour avoir voulu empêcher sur les prérogatives des princes. En 1957, un « Majlis uni » (Chambre unique) est élu : mais certains de ses membres, comme le Dr Khatib, sont obligés de démissionner.

Mais lorsque, le 26 août 1961, l'émir Abdallah Al Sabah signe le décret promulguant l'élection d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer une Constitution, on peut croire que l'heure de la démocratie a enfin sonné au Koweït.

L'émir Abdallah Al Sabah était venu au libéralisme par des chemins détournés : en 1921, à la mort de son père, l'émir Salem, auquel il espérait succéder, le conseil de la famille Al Sabah lui avait prêté son cousin Ahmed, qui devait rester sur le trône jusqu'à sa mort, en 1950. Ulcéré, l'émir Abdallah s'installa alors dans une espèce de semi-exil volontaire sur la petite île de Failaka, au

large du Koweït, où il eut tout loisir, jusqu'à son retour en 1938, de lire les livres qui devaient plus ou moins le familiariser avec des idées modernes. Après être enfin monté sur le trône en 1950, l'émir Abdallah, souvent qualifié de « chance historique » du Koweït, ouvrit de nombreuses écoles, malgré les vicissitudes de son pouvoir voisin, le roi Saoud d'Arabie, qui lui dit : « Mais ils vont te renverser ! ».

L'émir Abdallah devait aller beaucoup plus loin en acceptant, le premier de tous les souverains d'Arabie, de limiter son pouvoir par une Constitution. Son libéralisme n'était peut-être pas seul en cause : aussitôt après la proclamation de l'indépendance du pays, le 19 juin 1961, le président Kassam avait envisagé d'annexer le Koweït à l'Irak, intention tenue en échec par la menace d'une intervention britannique. Et l'on peut se demander dans quelle mesure le décret du mois d'août 1961 prévoyant la mise en place d'un régime constitutionnel du Koweït ne fut pas le « prix » de la protection britannique.

montée de l'opposition — malgré l'interdiction des partis politiques — et redoutant qu'elle n'obtienne une majorité aux élections pour la deuxième législature (1967), le gouvernement des Al Sabah truqua les élections, allant — d'après les membres de l'opposition — jusqu'à procéder à la substitution des

urnes devant les caméras de la télévision ! Douze députés devaient démissionner pour protester contre une fraude au « flagrant ».

Le gouvernement dut alors modifier sa tactique, et adopter des méthodes moins voyantes : renoncement à changer les bulletins de vote, il décida de changer... la population.

Le Dr Khatib fut néanmoins réélu. Mais, trois cents nouveaux votants, c'est beaucoup plus qu'il n'en faut pour faire une circonscription à Koweït où sur cinq mille électeurs, il arrive que deux mille seulement prennent part au vote, le vainqueur obtenant six cent cinquante voix, tandis que ses rivaux en obtiennent cinq cent quatre-vingt-dix-huit et quatre cent quatre-vingt-dix-huit (1).

Selon certaines sources, le nombre de ces « nouveaux Koweïtiens » se situerait entre cent mille et deux cent mille. Ce chiffre est évidemment invérifiable mais une circon-

scription périphérique qui comptait aux premières élections, en 1963, quelques cinq cents votants, en a aujourd'hui six mille ou sept mille : comme le remarque le Dr Khatib, « la poussée démographique n'explique pas tout ». Et, comme le souligne un autre député qui appartenait au Parlement qui vint d'être dissous, M. Salem Marzouk Koweït, qui ne comptait que cinquante-cinq mille habitants en 1961, en comptait deux fois plus (cent trois mille) en 1970 : phénomènes inexplicables autrement que par la naturalisation massive de bédouins libérés.

Quoi qu'il en soit, le dernier Parlement du Koweït comprenait un certain nombre de députés d'origine non koweïtienne, comme M. Salem Sultan bin Hashim, dont le grand-père vit toujours en Arabie Saoudite (c'est le chef de la tribu Ajman, ou M. Fayçal Al Douwih, chef de la tribu des Mutair, « ennemis traditionnels » des Koweïtiens, mais que le président de la commission des finances, M. Nasser Hosseini, appartenant à la tribu non koweïtienne des Oteib).

En dépit de ces procédés, un certain nombre de personnalités progressistes réussissent à se faire élire : celui du Dr Ahmed Khatib, ce groupe — puisque les partis sont interdits — composé M. Abdalla Naibari, qui faisait partie de la commission des finances, M. Ahmed Naif et Sami Mueyri, le rédacteur en chef d'Al Talia (l'« Avant-Garde »). Volontiers considérés comme des extrémistes par les princes koweïtiens, ils font, en fait, partie de l'aile modérée du « mouvement des nationalités arabes » et se sont vu reprocher par les dirigeants de la rébellion du Dhofer — à laquelle ils donnaient pourtant une large place dans leur magazine Al Talia — de poursuivre une politique « droite » (2).

### L'« opposition » et le pétrole

Constatant avec M. Abdalla Naibari que « le Koweït n'est pas mûr pour des changements radicaux », ces hommes qui rêvent de renverser les monarchies arabes pour créer une fédération socialiste arabe se contentent, jusqu'à la dissolution du Parlement, d'objectifs « réformistes » : « Nous nous consacrons aux questions sociales, au contrôle de la politique pétrolière, et à la protection de la démocratie », répètent volontiers M. Abdalla Naibari (3).

Mais le groupe du Dr Khatib n'était pas le seul foyer d'opposition au sein du Parlement : des hommes appartenant à l'establishment koweïtien, comme M. Abdou Aziz Al Mas-

saeed, un ancien pêcheur de perles devenu propriétaire d'un groupe de presse (Al Rai et Al Am — l'« Opinion publique » — et le Koweït Daily News) et président de la commission des affaires étrangères du Parlement, ont figuré parmi les critiques les plus acharnés de la politique gouvernementale de soumission aux intérêts saoudiens ou américains.

M. Salem Marzouk, dont le frère est ministre de l'éducation dans l'actuel gouvernement, est un des représentants typiques de cette « opposition loyale » composée d'anciens universitaires qui, sans remettre en cause les institutions, voulaient instaurer un régime démocratique. Benjamin du Parlement — il a trente-cinq ans — ayant fait ses études à l'université d'Iowa, M. Salem Marzouk affirmait qu'il ne pouvait y avoir au Koweït de « véritable vie démocratique sans partis politiques », et ne cessait de faire campagne pour la légalisation des partis. Il avait déposé un projet qui donnerait le droit de vote « à tous

### La Constitution de 1962 et ses limites

promulguée à temps pour mettre un peu d'ordre administratif dans cet émirat dont les revenus pétroliers annuels frôlaient alors le demi-milliard de dollars, faisant de l'émir Abdallah un des hommes les plus riches du monde. Et l'élection d'un Parlement devait satisfaire autant les exigences extérieures que les revendications internes.

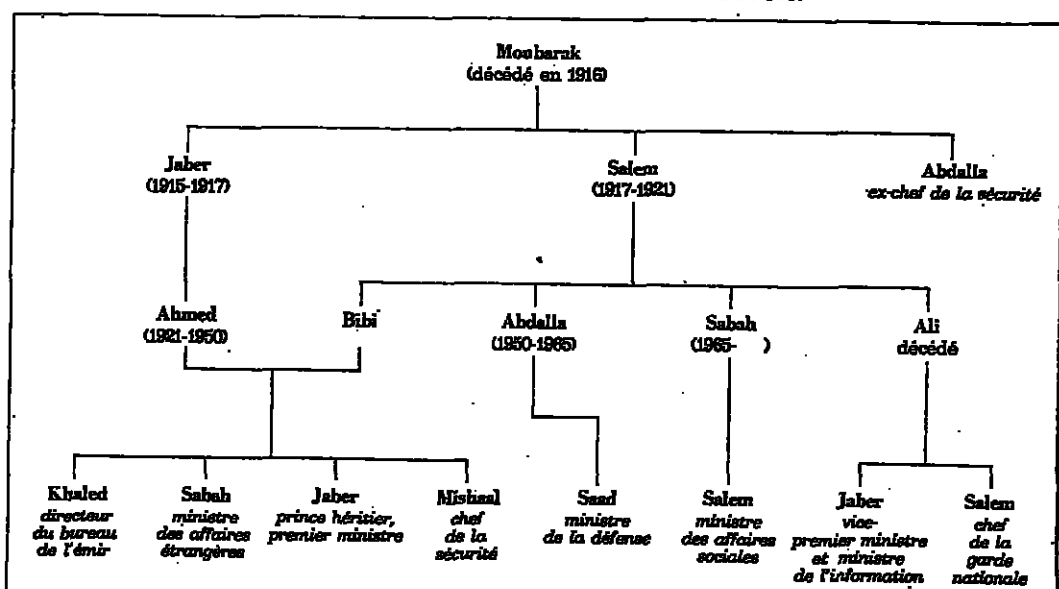
Les modalités de l'élection des députés permettaient, en effet, aux princes Al Sabah d'espérer contrôler le Parlement sans trop de peine. Cinquante députés étaient élus par les dix circonscriptions de Koweït, à raison de cinq députés par circonscription ; mais seuls pouvaient voter les Koweïtiens mâles de plus de vingt ans, soit, actuellement, un corps électoral d'environ cinquante mille personnes composé de l'élément le plus privilégié de la population : les Koweïtiens de souche ou ayant apporté la preuve qu'ils résidaient à Koweït avant 1920, qui seuls ont droit aux bénéfices sociaux de la manne pétrolière (éducation et santé gratuites, et, pour les moins favorisés, logement gratuit, allocation en cas de chômage). Mais le Parlement comprenait aussi des hommes choisis par la famille princière : les membres du gouvernement, qui participaient de droit aux votes.

Le jeu parlementaire était encore

compromis par un savant règlement prévoyant un quorum sans lequel aucune loi ne pouvait être adoptée : dans le Parlement qui vient d'être dissous, prenaient part au vote les 50 députés plus 14 ministres (2 membres du gouvernement sur 16 avaient été choisis parmi les députés), soit 64 votants. Le quorum était de 33. Mais, contrairement aux règlements parlementaires habituels, où le quorum concerne le nombre de députés présents, le règlement du Parlement koweïtien exigeait que le nombre des votes « pour » ou « contre » atteigne ce chiffre — les abstentions étant considérées comme des... absences ! Disposant déjà des seize voix du gouvernement, les princes Al Sabah pouvaient facilement torpiller tout projet de loi qui leur déplaisait, simplement en encourageant l'abstention.

Tout contribuait donc à faire du Parlement une simple chambre d'enregistrement. Mais, alarmés par la

### LA SUCCESSION DES AL SABAH AU POUVOIR



(1) Cas de la circonscription de M. Salem Marzouk aux élections de janvier 1975.  
(2) Voir Arabie without Frontiers, Fred Halliday, p. 422, note 9.  
(3) Entretien avec l'auteur, Koweït, mars 1973, décembre 1975.

## Les « Sept Sœurs » : un siècle d'histoire du pétrole

Il ne subsiste aujourd'hui à peu près rien de la première station de forage montée en 1839 à Titusville, en Pennsylvanie. C'est pourtant là qu'est née l'industrie du pétrole, dont la répercussion sur l'économie mondiale a été presque aussi importante que celle de l'électricité. L'ouvrage d'Anthony Sampson, Les Sept Sœurs, va plus loin que son titre ne le laisserait croire (1). Il ne décrit pas seulement la naissance et la croissance des sept plus grandes sociétés pétrolières du monde, mais aussi la formation de l'Amérique moderne, la constitution de mégalopoles, celles de Rockefeller ou de Gulbenkian, la lente évolution des mentalités qui président aux rapports entre le monde surdéveloppé consommateur et le tiers-monde producteur, etc.

Ces quelques cinq cents pages constituent une remarquable enquête, au fil de laquelle l'auteur expose posément les péripéties et les arguments.

La réalité qui reconstruit les activités des « Sept Sœurs » est à l'image de leur flotte pétrolière, « entreprises dépourvues de centre ou de base géographique, dont le cœur navigue en haute mer entre une source intermittente d'approvisionnement et une destination sujette à changement » enfin, pour couronner le tout, « n'ayant d'allégeance envers aucun pays particulier ». Il y a eu les fondations américaines d'abord. Les pionniers avaient le goût et le courage du risque, même si ils ont voulu par la suite y trouver une justification à tous leurs excès, exultant ce qu'ils devaient à une nature extrêmement généreuse. Eux-mêmes ou leurs successeurs immédiats ont fourni quelques-uns des plus beaux exemples de ce que peut donner le « capitalisme sauvage » pratiqué par des hommes de fer. Les particularités du pétrole aggravant d'ailleurs considérablement les conséquences de cette agression : tendances au gigantisme, au monopole et, faute de mieux, au cartel, intégration verticale. Sampson montre comment

ces problèmes existaient déjà au début du siècle : on les retrouve presque inchangés aujourd'hui, comme si l'activité pétrolière restait en dehors de l'économie générale, inamalgamable, indomptable.

Les hommes, après les Américains, les Anglais et les Hollandais, puis tard les Français et les Italiens, se sont donné, si l'on ose dire, des « sœurs » à leur mesure. L'histoire de chacune de ces sociétés pétrolières est une histoire de géopolitique et de géographie humaine. L'histoire de Texaco, l'exhébérante Mobil — est broyée

quand l'essence arrive jusqu'à la station-service, et payée, ou ne rien dire de tout, quand la pompe est à sec, et payer encore, si possible un peu plus, pour que le précieux liquide y revienne. L'auteur montre bien comment l'étranger, la nouveauté d'un produit qui paraissait devoir rester ubiquitaire, ont favorisé chez les gouvernements des États consommateurs une attitude de démission, ou à tout le moins de délégation de pouvoir, dont leurs populations devaient inévitablement faire les frais.

D'autre raison, la simple négligence ont sous-tendu la politique de ces gouvernements.

passivement les conséquences des décisions incontrôlées des pétroliers. La recherche principale de l'auteur est de montrer comment les majors se sont alliées pour aller toujours de l'avant — en termes de production ou d'exploitation — quitte à freiner des quatre fers lorsque apparaît, récurrente, une période de surproduction. Comme la dit très bien Sampson, pendant des années, « la vente des produits pétroliers était considérée moins comme une source de profits que comme une solution au problème de leur écoulement ». Le seul souci alors était de maintenir le marché de la production et celui de la consommation dans un état « confortable » pour les grandes sociétés pétrolières. On imagine aisément quelle « diplomatie » est édictée d'esprit à pu engendrer.

Par ALAIN-MARIE CARRON

par Sampson avec un sens de l'anecdote qui a ici toute sa valeur. On frémit rétrospectivement en pensant à l'irresponsabilité des États laissant des originaux jouer en toute innocence avec une géopolitique qui devait se révéler explosive. La race des acheteurs-producteurs de pétrole en croissance, naturellement une autre, celle des technocrates des États pétroliers. Élever appliqués, parfois d'une brillante intelligence, apprenant d'une génération à l'autre ce que l'on voulait bien leur enseigner, mais aussi, et chaque fois un peu plus, découvrant eux-mêmes les tricheries dissimulées par les « Sept Sœurs », leurs faiblesses, découvrant, comme le dit l'un d'eux, « que ces géants étaient des gens ordinaires et qu'en vérité, le rocher de Gibraltar n'était que du carton pâte ». Leurs portraits figurent aussi dans le livre de Sampson.

Le lecteur découvre sans surprise qu'en tant que consommateur individuel les actions de ce drame ne lui réservent que le rôle de figurant le moins intelligent possible : dire « Ah ! »

Il s'agit parfois d'une adhésion béate au dogme du libéralisme économique (quitte à lancer périodiquement de violentes campagnes antitrusts contre les géants du pétrole) ou de la volonté de ne pas laisser — politiquement ou financièrement — dans des zones lointaines apparemment subalternes par rapport à d'autres théâtres d'opérations (colonies souvent) promettant, eux, de substantiels dividendes électoraux. Il y a aussi, dans le cas des États-Unis notamment, les conséquences d'une diplomatie pro-Israélienne, heureuse de pouvoir concéder à des intérêts privés le soutien des rapports avec les pays arabes. Enfin et surtout, les « Sept Sœurs » sont apparues longtemps comme un précieux corps intermédiaire, régulateur d'une façon à peu près satisfaisante une distribution mondiale, ce qu'aucun État ou aucun groupe d'États n'était et n'est encore en mesure de faire, évitant en outre aux pays acheteurs et aux pays producteurs les frictions d'une diplomatie directe.

Par suite, l'économie internationale devait subir

LES États producteurs, négociés par les sociétés pétrolières et par les États consommateurs, s'apparentent d'eux-mêmes que le pétrole pouvait devenir une arme politique ; et il le devient. Sampson relate tout au long cette prise de conscience, cette prise de pouvoir, commencée par les accords de Téhéran et de Tripoli, et qui s'affirmera lors de l'embargo pétrolier de 1973. Sa connaissance des principaux protagonistes de cette histoire, sa maîtrise de la langue, sa lucidité, chacun a compris l'impact politique que recouvrent, cent dix-sept ans après l'éphémère Titusville, la production d'énergie. Mais le problème est plus complexe, et à ce niveau, peu de progrès ont été faits depuis un siècle. Au centre de l'échec, les « Sept Sœurs », servies par l'impunité et la division des États, ont encore un bel avenir devant elles.

(1) Les Sept Sœurs, Anthony Sampson, éditions Alain Moreau, Paris, 1976, 515 pages, 54 F.

مكتبة الشارقة



les Koweïtiens (hommes et femmes) âgés de dix-huit ans, sachant lire et écrire, ce qui lui valut l'hostilité des traditionalistes, hostiles au vote des femmes et des princes. Le Parlement comprenait enfin un quatrième groupe : les bédouins, représentant ces clans tribaux que les princes Al Sabah regrettaient maintenant d'avoir « étouffés ». Ils passent plus volontiers des heures à discuter de problèmes mineurs que des grandes questions politiques ou économiques, ce qui obligeait parfois le gouvernement à s'appuyer sur l'opposition contre des députés qu'il avait contribué à faire élire.

Sans doute, le plus grave de tous les conflits qui opposèrent le Parlement au gouvernement de cheikh Jaber Al Ahmed, le conflit sur la participation pétrolière, remonte à la législature précédente : dès le mois d'avril 1972, les députés manifestèrent leur hostilité au projet gouvernemental — semblable à celui qui allait être signé à New-York en octobre 1972 par M. Yamani, le ministre saoudien du pétrole, au nom des autres Etats arabes du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar et Abou-Dhabi) — qui prévoyait une participation de 25 % seulement au capital des compagnies pétrolières opérant au Koweït.

Signé le 8 janvier 1973 avec les actionnaires de la Kuwait Oil Co. (K.O.C.) et BP, l'accord est aussitôt soumis pour ratification au Parlement : pas moins de trente-cinq députés demandent à prendre la parole pour critiquer ce texte, des députés d'opinions aussi différentes que MM. Salem Marzouk, Abdoul Aziz Al Massaad, Abdalla Nalbati et Abdoul Muttaleb Al Kazemi (l'actuel ministre du pétrole), demandant que la « participation » commence immédiatement avec un pourcentage de 51 %, que le gaz soit exclu de l'accord, et que le montant des indemnités devant être versées aux actionnaires de la K.O.C. soit réduit (4).

M. Abdour Rahman Alkhi, ministre des finances et du pétrole, souligna que le Koweït pouvait difficilement se désolidariser des autres membres de l'OPEP, qui avaient collectivement adopté ce pourcentage de 25 %, et se borna à menacer l'assemblée de démissionner si l'accord n'était pas ratifié. Mais quand un des députés suggéra de soumettre l'accord à un référendum, assurant qu'il serait rejeté par 99 % des Koweïtiens, cheikh Saad Al Abdalla déclara que « l'accord devait être adopté et ratifié par l'assemblée » (5). Malgré ce ton menaçant le Parlement refusa de le ratifier, avec d'autant plus d'obstination que, fin février 1973, le cheikh conclut à Saint-Moritz, avec les

compagnies du consortium pétrolier opérant en Iran, un accord lui donnant le contrôle à 100 % de son industrie pétrolière.

La position du gouvernement de cheikh Jaber devenait insoutenable, et à la mi-juin 1973, M. Alkhi invita la Gulf Oil et BP à « reconsidérer le contenu de l'accord sur la participation » : cette fois-ci, le gouvernement visait une participation de 60 %, mais les députés voulaient aller beaucoup plus loin et, après la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 et la nationalisation par les Irakiens des intérêts américains et hollandais dans la Basra Oil Co., il apparut clairement qu'une fois de plus le gouvernement koweïtien était en retard sur les événements. Le 8 décembre 1973, un certain nombre de députés, parmi lesquels MM. Abdoul Aziz Al Massaad, Khaled Al Massoud et Jasssem Al Yassin, déposèrent une motion demandant la nationalisation pure et simple des compagnies pétrolières opérant au Koweït.

Mais, début janvier 1974, ignorant l'opposition du Parlement et de l'opinion publique, le gouvernement conclut un nouvel accord avec la Gulf Oil et BP, sur la base d'une prise de participation immédiate de 60 %, qui serait portée à 80 % en 1982. Le 8 mars 1974, le Parlement rejeta cet accord, et M. Alkhi jura alors de « manger sa chausure » s'il ne parvenait pas à soumettre l'assemblée (6). Finalement, le 14 mai 1974, l'accord fut ratifié de justesse : 33 voix pour, 2 contre, 19 abstentions, et 8 absents. Si l'on exclut des 33 voix « pour » les votes des seize ministres, il ne restait finalement que dix-sept députés à avoir donné leur approbation.

Quelques jours plus tard, douze députés déposèrent une motion de censure contre le ministre du pétrole et réussirent à rallier 19 voix contre lui tandis qu'un député votait pour lui et que treize s'abstenaient (7). Il s'en était fallu de 7 voix pour que M. Alkhi soit battu, ce qui aurait entraîné la démission du gouvernement (pour une motion de censure, la majorité simple suffit). Mais l'abstention des députés n'avait pas été vaine : en septembre 1975, le gouvernement nationalisa intégralement la K.O.C.

Ce long débat, souvent houleux, n'avait pas seulement opposé les parlementaires aux princes : au-delà du gouvernement de cheikh Jaber Al Ahmed, la polémique qui se poursuivait pendant trois ans visait le régime saoudien et les Etats-Unis. « Nous avons un Parlement, une presse libre et une opinion libre », écrivait à l'époque un editorialiste koweïtien, qui ajoutait : « Le gouvernement ne peut pas aller contre leur volonté et insister pour faire ratifier cet accord uniquement parce

que M. Yamani pousse M. Alkhi à signer des morceaux de papier à New-York et à Koweït » (8).

Les attaques contre les Etats-Unis étaient particulièrement violentes : « La participation est un produit de l'ingéniosité américaine », devait déclarer un ancien député, M. Jasssem Al Qatani (9), tandis qu'un editorialiste s'étonnait que les Etats du Golfe puissent signer un tel accord avec les compagnies américaines, alors que « les Etats-Unis fournissent à Israël de plus en plus d'armes pour tuer des Arabes » (10).

## Le rôle des Palestiniens

civil libanaise et son soutien matériel à la droite chrétienne, et le président Sadate, dont la presse est engagée dans une polémique particulièrement acerbe avec la presse koweïtienne, auraient exercé de nouvelles pressions sur l'émir du Koweït pour qu'il dissolue son Parlement.

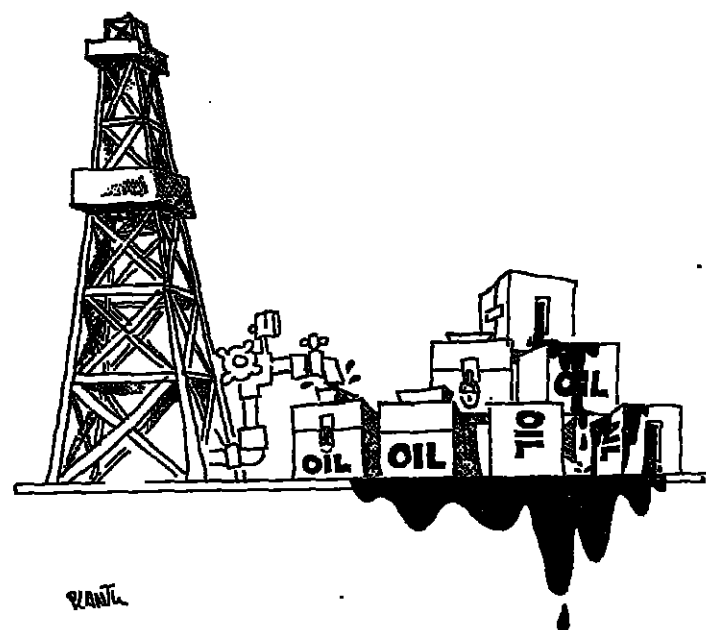
Mais ces démarches ne suffisaient pas à expliquer des mesures aussi radicales que la dissolution du Parlement et la suspension de quatre articles de la Constitution (11).

En fait, depuis plusieurs mois déjà, cheikh Jaber avait envisagé de dissoudre le Parlement, de donner sa démission et de porter le problème devant l'opinion publique, en procédant à un référendum. Mais, craignant que l'électorat ne confirme son vote précédent en désavouant les princes, il opta finalement pour la dissolution pure et simple.

Selon d'autres sources, la décision de cheikh Jaber serait, comme semble le confirmer un éditorial du journal koweïtien *Al Qabas* (12), une mesure préventive : hantée par les événements du Liban, persuadée que le Koweït serait « la prochaine étape » pour les Palestiniens, ayant appris que les Irakiens auraient proposé aux organisations palestiniennes de prendre l'Irak comme base « à condition de coopérer avec eux dans le Golfe » — proposition repoussée par le Front mais acceptée par les organisations du Front du refus — les princes Koweïtiens auraient décidé de dissoudre le Parlement, de suspendre certains articles de la Constitution et de limiter la liberté de presse pour pouvoir prendre des mesures très énergiques contre les Palestiniens du Koweït et étouffer d'éventuelles protestations.

Ces attaques étaient d'autant plus graves que, si personne ne le désigna nommément, tout le monde savait que, derrière M. Yamani, celui qui était visé, c'était le roi Fayçal, qui avait écrit personnellement au président Nixon pour lui demander de faire entrer par les compagnies pétrolières américaines l'accord sur une participation de 25 %. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, dès le printemps 1973, le roi Fayçal — selon des députés koweïtiens — demandait à l'émir du Koweït de dissoudre purement et simplement son Parlement.

Ces derniers mois, les députés koweïtiens avaient multiplié les attaques contre des chefs d'Etat étrangers : le président Sadate, le roi Khaled d'Arabie et... le président Georges Pompidou. Certains d'entre eux avaient déploré l'accueil réservé à un « sioniste » (à cause des relations de la Roumanie avec Israël) et le président Georges Pompidou avait décidé de reporter sa visite à une date ultérieure, incident qui avait vivement irrité le gouvernement koweïtien. Le roi Khaled d'Arabie, vivement critiqué pour son attitude devant la guerre



Koweïtienne, qui tira : « Comme les arbres, les héros de Tell-Al-Zaatar sont morts debout » (Al Siyassah), ou « Ce sont vos consciences qui sont tombées » (Al Rai el Aam), ce fut un cri unanime pour mettre en accusation le gouvernement koweïtien lui reprochant de ne pas dénoncer nommément les « criminels » responsables du massacre de Tell-Al-Zaatar... et de faire du Koweït un « Etat de dixième catégorie » (14).

Deux attentats à la bombe, l'un au siège de la compagnie aérienne syrienne, l'autre contre un journal koweïtien, devaient achever d'alarmer les princes : selon les enquêteurs, ces engins n'auraient pas été fabriqués au Koweït mais en Irak. Les princes décidèrent alors de prendre des mesures préventives radicales.

Il n'est pas sûr que ces mesures soient approuvées par beaucoup de Koweïtiens, qui avaient appris à respecter leur Constitution : sans remettre en cause le pouvoir des princes — beaucoup d'hommes d'affaires koweïtiens voyaient dans le fait que le premier ministre soit automatiquement un membre de la famille princière un « facteur de stabilité » — ils estimaient que cette Constitution était un contrat inviolable entre les Al Sabah et la population.

Fait surprenant, les ministres — et parmi eux M. Alkhi, pourtant l'un des plus critiqués par les députés — ont manifesté une certaine réti-

cence devant la brutalité de ces mesures. Mais les princes sont convaincus que l'opinion publique, dont ils ignorent l'état d'esprit réel, les approuve. Ce trait est révélateur de leur penchant pour l'absolutisme. Comme cheikh Saad le dit un jour à un député koweïtien, « Nous autres Sabah, nous préférons régner à Koweït pendant dix ans sans que personne nous demande des comptes, plutôt que cinquante ans en rendant des comptes. » C'était en 1967...

CHRIS KUTSCHERA.

- (4) Koweït Times, 31 janvier 1973.
- (5) Koweït Daily News, 7 janvier 1973.
- (6) Daily Star, 29 mai 1974.
- (7) Daily Star, Beyrouth, 4 juin 1974.
- (8) Editorial du Koweït Times, 1<sup>er</sup> mars 1973.
- (9) Koweït Daily News, 6 février 1972.
- (10) Koweït Daily News, cité par le Daily Star de Beyrouth, 21 janvier 1972.
- (11) Notamment l'article prévoyant de nouvelles élections dans un délai de six mois, et l'article sur le maintien de l'immunité des députés jusqu'à l'élection d'un nouveau Parlement.
- (12) Editorial du 1<sup>er</sup> septembre 1976, cité par le Koweït Times, 2 septembre 1976.
- (13) Selon le premier recensement (1957), le Koweït comptait alors 100 794 habitants, dont 36 % de Koweïtiens, soit environ 100 000. En 1972, ces pourcentages étaient inversés : 375 100 Koweïtiens (46 %) et 440 300 non-Koweïtiens (54 %). Les Koweïtiens étaient devenus majoritaires chez eux.
- (14) Revue de la presse arabe de Koweït par le Koweït Times, 14, 16, 17 août 1976.

(Publité)

## ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de commerce étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, sessions orales à Lavallois (32).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 18-7-71). Inscriptions en toute période de l'année.

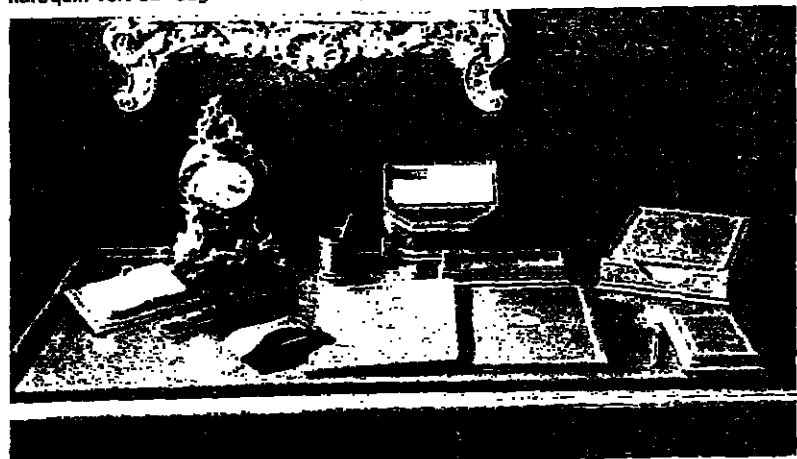
Documentation gratuite (n° 1583) à

LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 93303 Paris-Levallois.

Tél. : 270-81-88 (enseignement privé à distance).

## ARMORIAL GRAVEUR - MAROQUINIER

un décor de bureau par ARMORIAL. Idées de cadeaux : très beaux sous-main maroquin vert ou rouge décor or de style, ainsi que toutes les pièces complémentaires



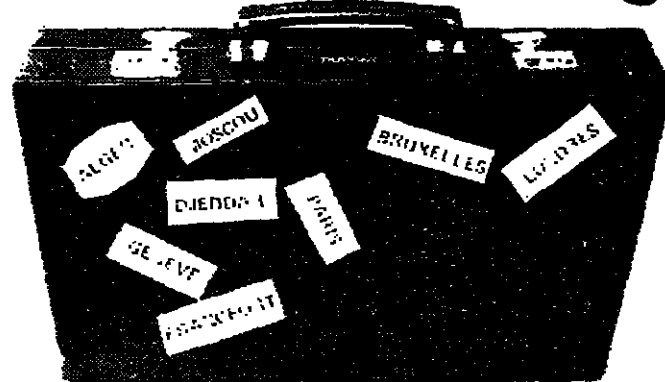
38, FAUB° ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27 bis, BOUL° RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS PTE MAILLOT  
PARIS

Vient de paraître aux  
Editions Cujas

## Kadhafi le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO,  
le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

## Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela  
près de 25 pays et de 50 escales.  
Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure.  
Pour y aller conclure vos marchés.  
A partir de Londres, Paris,  
Francfort, Bruxelles, Prague,  
Genève ou Moscou. Vite. Confortablement.  
Au rythme de vos affaires.



خطوط الجوية الجزائرية  
AIR ALGERIE

مكتبة النسخ



# Un nouveau jeu diplomatique en Afrique

(Suite de la première page.)

Les termes vagues du pacte de défense militaire conclu avec l'Égypte ne laissent pas entendre un renforcement du potentiel militaire de l'armée soudanaise. Il assure, par contre, le président soudanais d'une aide égyptienne en cas de besoin. Cette aide peut se traduire par l'envoi de troupes venant d'Égypte même, comme ce fut le cas lors du coup d'État pro-communiste de juillet 1971, mais aussi, comme c'est le cas aujourd'hui, par la présence de douze mille soldats égyptiens stationnés au Soudan pour assurer la sécurité du régime de Khartoum jusqu'à l'établissement d'un régime démocratique dans le pays (8). Ces forces armées retrouvent ainsi les bases militaires du Djebel Auri (Académie militaire prénommée de Khartoum), de Waddi-Balfa et de l'aérodrome d'Omdurman entre autres, qu'elles avaient dû évacuer au cours de 1972, au moment de la tension entre l'Égypte et le Soudan. D'autre part, elles peuvent servir tant à des fins proprement soudanaises — aider ou contrôler Némery — qu'à des fins égyptiennes, Khartoum étant à deux heures du Caire.

Sur le plan économique, l'aide désormais accordée par l'Arabie Saoudite permet de réaliser les espoirs concernant l'exploitation agricole de la fertile Guezeirah soudanaise, située entre les deux branches du Nil. Les études concernant les possibilités agricoles du Soudan ne sont pas récentes ; plusieurs experts s'y intéressent depuis longtemps, en particulier M. Sayed Marei, actuel président de l'Assemblée du peuple égyptien, à plusieurs reprises ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire sous Nasser (1954-1959/1967-1970). M. Marei a écrit plusieurs ouvrages sur la question et présida la Conférence mondiale de l'alimentation, à Rome en 1974, où les potentialités agricoles du Soudan ont occupé une part importante des débats. A ce sujet, il nous a récemment déclaré :

« Il faut trouver une solution au problème de l'alimentation par nous-mêmes. Le Soudan est l'un des pays qui offrent cette possibilité. Il a une terre fertile, de l'eau et il se situe au centre de l'Afrique. Le Soudan, par lui-même, en fonction de ses ressources, pourrait couvrir tous les besoins de l'Afrique et du monde arabe en matière alimentaire. Mais, ce dont le Soudan a besoin, c'est d'une infrastructure. Ici, j'ai pensé qu'une étude, le plan Marshall (9) pourrait fonctionner immédiatement au Soudan, de façon à couvrir les besoins. Ils ont besoin de capitaux et ont commencé à avoir un développement avec l'Arabie Saoudite à propos de certaines régions qui repré-

sentent 500 000 acres. Mais ce dont je parle est d'un projet plus ambitieux... L'Égypte pourrait apporter son aide technique. »

La réalisation d'un tel projet pourrait permettre de résoudre une grande partie des problèmes économiques de la vallée du Nil, tant au Soudan qu'en Égypte, car les deux pays paraissent liés dans l'hypothèse d'un développement de la Guezeirah. Le Soudan manque, en effet, de main-d'œuvre et de cadres techniques que l'Égypte est à même de fournir. Quant à cette dernière, ses terres cultivables (10), très limitées, ne sont plus en mesure de suffire aux besoins en alimentation et en travail d'une population de plus de trente-huit millions d'habitants. De plus, le mode de production capitaliste que le président Sadate a mis en train sous le slogan de l'infitah (11) se révèle incapable d'assurer un développement vertical au sein du pays. Aussi est-il permis de penser qu'un développement horizontal, élargissant l'espace vital de l'Égypte, pourrait fournir l'issue à la crise économique que traverse l'Égypte, tout en la maintenant dans le giron de l'Occident capitaliste. Déjà huit cents mille à un million de cadres techniques et intellectuels égyptiens travaillent dans les pays arabes, privant le pays de 25 % de sa population laborieuse et de ses éléments les plus qualifiés. Jusqu'à pré-

sent, le phénomène de l'immigration a peu atteint la classe paysanne qui n'a d'autre issue que l'émigration vers les villes du delta, déjà saturées.

Aussi le projet soudanais vient-il à son heure et se substitue-t-il avantageusement à l'échec des relations d'interpénétration tentées par le Soudan avec la Libye à une époque, avec l'Arabie Saoudite ensuite. De toute façon, des relations privilégiées avec ces pays auraient sans doute accru les possibilités financières de l'Égypte grâce aux ressources du pétrole, mais n'auraient pas pour autant permis de résoudre le problème du sous-emploi. Avec le Soudan, de nouvelles possibilités s'offrent à la fois pour le développement et pour la mise en œuvre.

Mais, d'ores et déjà, on peut considérer que les perspectives militaires et économiques de ce type d'échange permettent de dégager un ensemble de facteurs qui donnent corps à une nouvelle stratégie. Le Soudan n'a-t-il pas toujours assuré à l'Égypte une profonde stratégie en Afrique, pour l'aider ou la combattre, selon les moments historiques ? C'est par le Soudan que Nasser faisait parvenir des armes aux partisans de Lumumba pendant la guerre civile au Congo. Mais c'est aussi le Soudan qui a fermé son espace aérien à l'Égypte lorsque Nasser a décidé de mettre ses troupes jusque-là sous contrôle de l'ONU au service de Lumumba.

## Un prestige déjà entamé

Le Soudan, lié à l'Égypte, permet à cette dernière de devenir un centre de décision au sein d'une Afrique en pleine mutation. Mais où en est la politique égyptienne à l'égard de l'Afrique ?

Dans son livre, la Philosophie de la révolution, Nasser considérait que le rôle de l'Égypte dans le monde était dicté par des considérations géographiques et historiques qui en faisaient le centre de trois cercles concentriques : le monde arabe, l'Afrique, l'islam. Comme l'écrit Anthony Nutting, « son désir de jouer un rôle en Afrique était dicté par des considérations plus politiques que personnelles » (12). A la suite du succès de Nasser lors de la conférence afro-asiatique de Bandung en 1955, le Caire était devenu le foyer des mouvements révolutionnaires africains dans l'atmosphère fiévreuse de la décolonisation et des guerres d'indépendance nationale. Les frères arabes y trouveraient refuge pendant la guerre d'Algérie, tout comme les frères africains : en 1956, si tôt après sa formation, le M.P.L.A. d'Angola s'y installa pour sa première représentation au Caire. Dans leur lutte pour l'indépendance contre le colonialisme et l'impe-

rialisme, l'Égypte aidait ces mouvements sous toutes les formes : financierement, armement, entraînement. Le radio du Caire permettait de diffuser des émissions sur l'ensemble du continent africain, dans sa diversité linguistique. Mohamed Fawzi, considéré comme le meilleur spécialiste égyptien de l'Afrique, conseillait Nasser sur la question. Le président égyptien ne ménageait pas ses efforts pour attirer les représentants des États africains à l'Égypte, à une époque où ce continent se trouvait encore colonisé pour 80 % de son territoire.

Les procédés ambigus de la décolonisation, comme les propagandes américaines et israéliennes, ne permirent pas au Soudan de cerner leur véritable rôle. Les fruits de ce qu'il avait semé. Les efforts complémentaires d'autres partenaires allaient y parvenir. Ainsi, lors du quatrième « sommet » des non-alignés à Alger, en septembre 1973, 61-ou la majorité des pays africains basculer dans le camp arabe. La guerre d'octobre allait sceller la rupture en chaîne des relations diplomatiques entre le Soudan et les États arabes et israéliels. Les tentatives nassériennes relayées par l'Algérie, comme les facilités financières accor-

dées par l'Arabie Saoudite et la Libye, étaient parvenues à lier l'Afrique arabe à l'Égypte au sort du monde arabe.

Mais, depuis, où se situe l'Égypte ?

L'African Society, qui regroupait au Caire les différents mouvements d'indépendance, n'est plus qu'un corps sans âme, tout comme les services des émissions vers l'Afrique de la radio du Caire. L'appareil bureaucratique continue d'exister, mais se garde de toute initiative. Les ministères des affaires étrangères ont à peu près renoncé sur les questions africaines qu'il lui arrive parfois de se trouver dans des situations difficiles. Certes, on refuse d'y recevoir la Ligue africaine pour l'indépendance de Djibouti, afin de ne pas gêner la France, mais c'est à la dernière minute qu'on oriente Hissène Habré, dont on ignore les problèmes avec la France, vers un responsable de rang inférieur.

Au-delà de ces quelques éléments indicatifs, on a pu remarquer la position de l'Égypte lors du deuxième « sommet » de l'O.U.A. qui s'est tenu à Kampala en août 1975. Alors que l'atmosphère de l'époque se prêtait à une condamnation d'Israël à l'ONU pouvant conduire jusqu'à son exclusion (13), le président Sadate déclara, lors d'une conférence de presse, l'aérodrome de Khartoum, le 27 juillet, qu'il n'était pas favorable, dans l'immédiat, à une mesure d'expulsion d'Israël. Quelques jours plus tard, le ministre d'État pour les affaires étrangères, M. Mohamed Riad, était allé à soutenir à la tribune de Kampala : « Si vous, Africains, voulez qu'Israël soit expulsé du monde arabe, vous, Égyptiens et Arabes, n'avez pas l'occasion d'insérer des résolutions internationales à l'ONU. Il faut qu'Israël soit toujours membre des Nations unies pour qu'on puisse arriver à ce qu'il obéisse à la Communauté internationale. » L'argument s'inscrivait sans doute dans le cadre des efforts diplomatiques qui devaient conduire, un mois plus tard, à la signature de l'accord du Sinai.

Au-delà, la neutralité de l'Égypte sur les graves problèmes que connaît actuellement l'Afrique dénote une position inconfortable, à mi-chemin entre un rôle historique et à assumer et de nouvelles options difficiles à préciser. Sa position lors du « sommet » extraordinaire de Kampala, réuni début 1976 pour débattre du problème arabo-israélien, est révélatrice. Pour la première fois dans l'histoire des « sommets » africains, le président égyptien ne se déplaça pas en personne, mais envoya le vice-président, qui refusa de recevoir les représentants du M.P.L.A. Sous couvert d'hospitalité à l'intervention de toutes puissances

étrangères ». M. Hosni Moubarak condamnait les Soviétiques sans pouvoir prendre délibérément le parti des forces opposées (P.N.L.A. et UNITA pro-américaines), étant donné l'aide apportée antérieurement par l'Égypte au M.P.L.A. La neutralité comme l'improvisation tendant à devenir une politique qui porte préjudice au prestige de l'Égypte en Afrique. L'échec du « sommet » de Kampala devait conduire à la division de l'Afrique en deux blocs de même importance, du fait de l'attitude de l'Égypte qui n'a été que le trente-sixième pays à reconnaître la république d'Angola.

Dès lors, on ne peut pas ne pas lier cette politique au jeu américain dans la région, et les Africains en sont conscients. Lors du « sommet » de l'O.U.A. à l'île Maurice, ils ont longuement hésité avant d'accepter un siège à l'Égypte dans la nouvelle distribution géographique qui a été décidée. C'est l'Algérie qui avait d'abord reçu le siège attribué aux pays arabes d'Afrique. Celui-ci a été finalement concédé à l'Égypte, mais contrebalancé par celui de l'Algérie qui a conservé le sien pour d'autres motifs. La même situation s'est répétée lors du « sommet » des non-alignés à Colombo où l'Afrique a, cette fois, refusé de donner à l'Égypte un siège dans le comité de coordination.

Restent son rôle historique dans le tiers-monde, l'Égypte s'isole progressivement de ses anciens partenaires. Mais ses nouvelles alliances pourront-elles lui assurer le rôle éminent qui lui incombe ?

MARIE-CHRISTINE AULAS.

(8) Herald Tribune, 20 juillet 1976.  
(9) Le plan Marshall a été tel que le concept M. Sayed Marei est écarté dans l'interview qu'il a accordée à Newsweek du 10 février 1975.

(10) En Égypte, les terres cultivables représentent 4 % de la superficie totale du pays. Elles tendent à diminuer sous les effets de l'urbanisation et des conditions écologiques.  
(11) Le Monde diplomatique, janvier 1976.

(12) Anthony Nutting, « Nasser », Ed. Constable, Londres, 1972, page 280.  
(13) Le 21 février 1975, la commission des Droits de l'Homme des Nations unies, réunie à Genève, adopte deux résolutions accusant Israël de violer « les normes de base de la loi internationale » et lui reprochant « la désintégration des liens saints chrétiens et musulmans » dans les territoires occupés.

1<sup>er</sup> avril 1975, la Conférence de La Havane, qui réunit dix-sept pays du tiers-monde, demande l'expulsion d'Israël de l'ONU. Le 15 juillet 1975, la sixième conférence des ministres des affaires étrangères des nations islamiques, tenue à Djeddah, demande l'expulsion d'Israël de l'ONU.

## Dans les revues...

Le dernier numéro des TEMPS MODERNES est un volume de 150 pages. « Les États-Unis en questions ». Le périodique analyse une nuance, mise en question, bien entendu, selon la question : mais à travers des questions très diversifiées, et différenciées posées par chacun des collaborateurs du recueil, la plupart américanistes (blancs ou noirs). C'est une contribution au biculturalisme, fort intéressante et, on s'en doute, assez éloignée de l'apologie, comme de l'infusion sentimentale. (N° 361-362, août-septembre, mensuel, ce numéro : 35 F. - 25, rue de Condé, Paris-8<sup>e</sup>.)

Dans la NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES, un portrait de Juan Carlos et des vues sur ses desseins, signés de trois écrivains. Il s'agit évidemment d'un observateur informé. Dans le même numéro, M. Jules Moch dresse un état du programme du Front populaire. C'est pour l'opposer au programme commun de la gauche, et même au programme socialiste qui l'a précédé et que l'auteur tient pour très supérieur, et d'ailleurs plus avancé. Selon lui, les socialistes, pour mener comme M. Mitterrand, auraient dû marcher sous leur seul drapeau. M. J. Moch ne croit pas à l'évolution ni à l'autonomie des partis communistes occidentaux ; pour lui, le processus des coups de Prague, dont il reste hanté, demeure

la seule évolution possible. Enfin, de M. Maurice Doubilet, ancien préfet de la région parisienne, des vues qui vont contre les idées reçues, et des critiques de la décentralisation, de la déconcentration, mais aussi de la réforme envisagée. (N° de septembre, mensuel, 12 F. - 15, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>.)

Au chapitre des libertés (dont on parle d'autant plus qu'elles sont plus méprisées) il faut ajouter, dans la REVUE POLITIQUE F. PARLÉMENTAIRE, l'article de J. Georget, professeur à la faculté des sciences juridiques de Rennes : « Les grandes vacances de la légalité » (en France, mais aussi en R.F.A.) ou : la politique contre le droit. Dans le même numéro, B. Plaguet expose l'évolution politique de l'Espagne. (N° 863, bimestriel, 10 F. - 88, rue Jouffroy, Paris-17<sup>e</sup>.)

« Contre-pouvoirs dans la ville », tel est le thème du dernier numéro d'ADRES MÉTROPOLITAIN, revue urbaine, c'est-à-dire ; portant sur la ville, son organisation, son statut, ses pouvoirs contre le pouvoir. La France est au centre de ces réflexions dans un ensemble qui fait tout d'abord une large place aux expériences étrangères, notamment italiennes et portugaises. (N° 6, septembre, trimestriel, 30 F. - 73, rue de Turbigo, Paris-3<sup>e</sup>.)

DOCUMENTS, revue des questions allemandes, se penche sur « une amitié solide et fragile à la fois » : les relations franco-allemandes. Prospective à terme, elle veut en finir avec le sentiment d'interférence rétrospectif n'est pas négatif ; sur les élections. Un double entretien entre deux auteurs : Schmitt et Kohl. Un ensemble illustré sur le cinéma allemand. (N° de septembre, bimestriel, 15 F. - 50, rue de Labarre, Paris-9<sup>e</sup>.)

« Le dossier du mois » de la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE est consacré au travail : conditions, avec toutes leurs conséquences, incidences et perspectives ; le travail comme source d'insécurité ; enfin trois entretiens avec un responsable de chacune des principales centrales syndicales. (N° 21, mensuel, 12 F. - 12, Cité Malsbrouck, Paris-9<sup>e</sup>.)

Le SOCIOLOGUE DU TRAVAIL publie une étude sur les rapports entre organisation-division du travail et société. Une autre se propose d'analyser la « production » des journalistes spécialisés des rubriques de l'éducation. Le numéro fait une place au mouvement ouvrier : analyse sociologique de ce mouvement et problèmes particuliers de masse représentative. (N° de septembre, trimestriel, 25 F. - Éditions du Seuil, Paris.)

DIALÉTIQUES consacre un numéro double à Louis Althusser : « ni enterrement ni élève ». Mais un débat où se rencontrent philosophes, sociologues, historiens, anthropologues, linguistes, autour des questions centrales : stalinisme et intellectuel ; lutte des classes ; marxisme et sciences humaines ; et, pour finir, une question sacrilège : « Faut-il abandonner la dialectique ? » (N° 15-16, trimestriel, ce numéro : 30 F. - 77 bis, rue Legendre, Paris-17<sup>e</sup>.)

Dans une ample réflexion à huit voix, la revue L'ÉCLAIRAGE, qui a pour thème la même question du P.C. soviétique, LA NOUVELLE CRÉATION envisage tous les aspects dynamiques d'un marxisme « prenant en compte le mouvement réel dans une situation historique nouvelle ». En outre, un ensemble « international » : Italie (culture et politique), Inde (pouvoir et opposition), Iran (pouvoir, culture, intellectuel et répression). (N° 86, septembre, mensuel, ce numéro : 15 F. - 2, place du Colonel-Fabien, Paris-13<sup>e</sup>.)

Les INTERROGATIONS, revue de philosophie, publie un témoignage sur l'École française et le drame de l'évaluation. La lettre ouverte de la population du camp palestinien aux ministres arabes des affaires étrangères réunis au Caire en juillet, dans le cas numéro, une étude sur la forme et l'usage. (N° 21-22, trimestriel, 10 F. - Yvernet, 32, passage du Désir, Paris-10<sup>e</sup>.)

Dans L'EUROPE EN FORMATION, Michel Heidegger fait de façon très compréhensible le bilan des révolutions européennes. Point pour un avenir

indéterminé, il va sans dire. (N° 196-197, mensuel, 5 F. - 4, Bd Carabanchel, Nice.)

CRITIQUES SOCIALISTES, revue théorique du parti socialiste, a consacré son numéro 25 à un « premier bilan » sur le Portugal. Yves Barou y analyse les liens entre « crise économique et stratégie révolutionnaire ». Marc Olivier Bosscher traite de la réforme agraire. (Avril-mai-juin, bimestriel, 12 F. - Éditions Syros, 5, rue Berthollet, 95015 Paris.)

Importante contribution à la lutte pour la libération de la Namibie, la REVUE DES DROITS DE L'HOMME publie dans leur intégralité les textes et documents de travail présentés à la conférence des Droits de l'Homme des Nations unies à Dakar. Un dossier complet où l'on trouve un bilan de l'action des Nations unies, le point de vue de la SWAPO et, surtout, des analyses et témoignages sur les violations des droits de l'homme. (N° 12, n° 1-2, avril-juin, trimestriel, 30 F. - Publié par l'Institut international des Droits de l'Homme, Strasbourg ; diffusé par les Éditions Pedone, 13, rue Soufflot, 75005 Paris.)

AUJOURD'HUI L'AFRIQUE présente dans son quatrième dossier sur « l'Angola » : l'histoire, les luttes à venir » où l'on trouve notamment une nomenclature des principales sociétés multinationales implantées en Angola au moment de l'accession à l'indépendance. (N° 4, 1976, trimestriel, 5 F. - 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris.)

« Les multinationales font ce que les grands propriétaires des agricultures sous-développées n'avaient pas réussi à faire : détruire les capacités de l'agriculture. » En cinq, huit ou douze générations, mais en une ou deux : ainsi résume dans CÉRES, revue de la F.A.O., Ernest Feder, universitaire canadien qui a travaillé dix ans pour la CEPAL et la F.A.O., au terme d'un article trop bref sur l'effet des investissements de l'agro-industrie dans le tiers-monde. (Vol. 5, n° 4, juillet-août 1976, bimestriel, 1 000 lire. F.A.O., Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)

Le professeur Jean Timbergen, auteur du rapport « Réforme de l'ordre international » présenté par le Club de Rome à propos du nouvel ordre économique international, commente les principaux points de son projet dans FORUM DU DÉVELOPPEMENT, qui publie les Nations unies à l'automne. (N° 21-22, septembre-octobre 1976, mensuel. - Palais des Nations, Genève.)

LETTERES publie, outre un témoignage sur Tati-Al-Zaitar et le drame de l'évaluation, la lettre ouverte de la population du camp palestinien aux ministres arabes des affaires étrangères réunis au Caire en juillet, dans le cas numéro, une étude sur la forme et l'usage. (N° 21-22, trimestriel, 10 F. - Yvernet, 32, passage du Désir, Paris-10<sup>e</sup>.)

Un enseignant à l'université du Rwanda, pays pauvre entre les pays pauvres, fait le bilan des révolutions pédagogiques réalisées dans certains de

ces pays, et en tire pour l'Afrique entière des leçons dont certaines pourraient être méditées en Europe. Ces réflexions opportunes sur un sujet fort peu connu trouvent le meilleur cadre : ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT. (N° 111, août-septembre, mensuel, 9 F. - 11, rue de Clichy, Paris-9<sup>e</sup>.)

Dans la CULTURE FRANÇAISE, M. J. Van Schaik pose la question de la survie du français aux Pays-Bas. Son entrée en matière est significative. Enfin, un article dans une revue intitulée CULTURE FRANÇAISE est pour moi une affaire délicate étant donné que la culture française est de plus en plus négligée et même ignorée aux Pays-Bas. (N° 2, été 1976, trimestriel, 10 F. - 96, Bd Raspail, Paris-14<sup>e</sup>.)

Dans DIOPHÈRE, J. Dramailier traite des responsabilités morales et politiques de l'intellectuel. Responsabilités d'autant plus croissantes dans leur fragilité que l'intellectuel se multiplie. Sujet très actuel, certes, mais très ancien, puisque les témoins cités par l'auteur vont de Socrate à Oppenheim. Dans la même revue, François Comanet examine le « problème d'acculturation » que présentent les tagbanas. (N° 96, trimestriel, 21 F. - Gallimard, Paris.)

## FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe  
Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS - Tél 555.27.52 - 705.81.45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Trompasse, 69005 Lyon - Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 43, rue de Metz, 54000 Nancy

**Le Monde des Philatélistes**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

**A 25 ANS...**  
et  
**150.000 lecteurs**

Les raisons de son succès ?  
Le sérieux de ses informations, de ses études et de ses annonces qui en font le plus complet et le plus lu de la presse philatélique.

★ ★  
Spécimen sur simple demande.  
11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.

مركز الفكر



vingt ans  
l'Afrique

# APRÈS LA CRISE DE SUEZ

## La pénétration de l'influence américaine

Par ROBERT BIEL \*

QUAND survint la crise de Suez en 1956, les relations internationales étaient en pleine mutation. Elle servait de révélateur au conflit qui opposait alors certaines réalités anciennes de la politique internationale à de nouvelles tendances, et, dès ce moment-là, les caractéristiques fondamentales de la période contemporaine commencent à se dessiner en pleine lumière.

Le canal avait été construit au prix du labeur du peuple égyptien, dont il traversait le territoire, sans que les populations intéressées en tiraient pour autant bénéfice. Sa nationalisation en 1956 ne fut que remettre les choses en ordre. Mais, du même coup, elle soulevait un problème d'ordre général quant au droit de nationalisation d'un pays, même s'il s'agissait de biens censés appartenir à des entreprises internationales. C'est en ce sens que l'initiative égyptienne s'inscrivait à l'avant-garde d'une offensive qui allait amener le tiers-monde à repenser la possession de la maîtrise de son économie. Cependant, d'autres problèmes étaient en jeu à l'arrière-plan : l'importance stratégique du canal, et celle de l'égypte elle-même.

La nationalisation devait se heurter à l'opposition des grandes puissances. Pour réaffirmer le régime international du canal (qui avait été établi par la convention de Constantinople de 1888), deux conférences se réunirent en août et en septembre 1956, et l'on tenta de créer une association des usagers du canal de Suez. L'égypte

refusa de céder à cette pression, montrant qu'elle était capable d'administrer elle-même le canal. A cette occasion, les pays arabes renforcèrent leur unité.

Quand la France et la Grande-Bretagne décidèrent d'attaquer l'égypte, elles eurent recours à un subterfuge hérité en droite ligne des méthodes diplomatiques d'avant 1914 : elles s'entendirent secrètement pour qu'Israël se charge de l'offensive, ce qui les autorisait ensuite à intervenir pour « aider les belligérants ». Ce plan, qui n'avait pas reçu l'adhésion des Etats-Unis, échoua devant la résistance vigoureuse des égyptiens et des autres Etats arabes, ainsi que des Deux Grands. L'épilogue n'était que le prélude à une lutte bien plus acharnée dans la région : d'autres puissances se sont essayées depuis lors à y intervenir avec plus de succès.

Depuis la fin du siècle dernier, la politique de puissance reposait à la fois sur le maintien du monopole et sur celle de compétition, ce qui engendrait des situations conflictuelles. On voit s'établir des sphères d'influence monopolistiques, à partir desquelles les puissances se livrent concurrence. Elles se partageant le monopole de la politique mondiale, les puissances parviennent parfois à certains arrangements impliquant des concessions qui ouvrent la porte à une pénétration croisée de leurs influences. Mais, toujours, ces arrangements se font au détriment des populations des régions placées sous leur domination.

gime d'Abdel Nasser en Egypte — lui-même l'a souvent dit — n'était qu'une étape dans un long processus de développement. Les masses populaires avaient tendance à assumer un rôle de plus en plus grand (confirmation en a été donnée avec le rôle clé joué par les Palestiniens dans les développements plus récents de la politique proche-orientale). Dans le même temps, il fallait sans cesse maintenir l'unité des Etats arabes, ou la refaire sur de nouvelles bases. Lors de la crise de Suez, les puissances occidentales ont présenté au des fins de propagande un tableau totalement inversé de la situation dans la région,

### Chantage à l'aide

Le gouvernement égyptien souhaitait obtenir des armes pour se défendre contre Israël. Les Etats-Unis, de leur côté, voulaient éviter de créer une situation problématique au cas où des armes livrées par eux seraient utilisées contre la Grande-Bretagne.

Pour gagner de l'influence en Egypte, Washington s'efforçait d'obtenir des armes pour se défendre contre Israël. Les Etats-Unis, de leur côté, voulaient éviter de créer une situation problématique au cas où des armes livrées par eux seraient utilisées contre la Grande-Bretagne.

Généralement, quand une grande puissance accorde son aide, qu'elle soit économique ou militaire, l'un des objectifs visés est de se donner un moyen de pression sur l'Etat qui la reçoit en agitant la menace de la lui retirer. Mais une fois la menace mise à exécution, cette même puissance n'a plus aucun moyen de pression. Selon la logique de la politique américaine, si les Etats-Unis — qui dominent le système économique international — décident de supprimer leur aide à un pays, celui-ci se voit privé de tout espoir. Plusieurs expériences de cet ordre ont conduit le monde en voie de développement à conclure à la nécessité de compter sur ses propres forces. La théorie du non-alignement est beaucoup plus qu'une simple conception tactique visant à exploiter la rivalité des Grands, même si elle est devenue un instrument utilisé en certaines circonstances. Si l'égypte avait pris de gros risques en cherchant à obtenir une aide économique de l'Amérique, elle aurait encouru la dépendance à l'égard de la Grande-Bretagne, ce fut pour elle une solution plus sage de former une alliance avec l'U.R.S.S. : à l'époque, en effet, l'Union soviétique ne manifestait guère l'intention de mener une politique de grande puissance dans la région, les chercheurs officiels américains en conviennent volontiers aujourd'hui (9).

attribuant les vastes mouvements de protestation populaire contre la domination occidentale (en Jordanie en particulier) à des menées subversives dirigées du Caire, et condamnant la même coup à Nasser une omnipotence quasi divine. Peut-être aussi ces mêmes puissances ont-elles réellement cru que le régime égyptien était isolé par sa position radicale. En réalité, ce fut tout le contraire : c'est l'adhésion populaire à cette ligne radicale qui a permis à l'unité arabe de se consolider. Nasser montra que l'une des caractéristiques communes du monde arabe était son assujettissement à la domination de forces politiques. Il était évident que l'imperialisme était la plus frappante de toutes ces forces (1).

La nationalisation de la Compagnie du canal de Suez fut une action bien préparée. Elle survenait à un moment de grandes difficultés pour les producteurs de matières premières, après la brève période de boom du début des années 50. La production des pays en voie de développement s'accroissait, mais leurs reverses déclinaient. Les Egyptiens prirent donc l'initiative, tout en s'attaquant à une autre manifestation de l'iniquité de l'ordre économique international : la nationalisation d'une compagnie dite internationale. On peut comprendre que le gouvernement du Caire ait centré son argumentation sur son droit à nationaliser la compagnie sans essayer de soulever le problème du canal lui-même. Ce qui n'empêcha pas que débattue à cette occasion la question plus vaste de la souveraineté des Etats sur les détroits situés dans les limites de leur territoire. En sa qualité de défenseur du système des grandes puissances, les Etats-Unis ne pouvaient pas ne pas être particulièrement concernés, malgré leurs différences avec la Grande-Bretagne et la France et en dépit du fait que la Compagnie du canal de Suez n'était pas directement contrôlée par le capital américain.

De manière typique, on mit en avant des arguments axés sur la notion de « liberté » pour justifier une position qui, par essence, était dictée par des problèmes d'intérêt. Les trois puissances déclarèrent qu'elles reconnaissaient seulement la nationalisation des « avoirs, non révisés d'un intérêt international » et critiquèrent l'égypte pour sa volonté d'employer « à des fins nationales » un instrument qui devait servir « à des fins internationales ». A la première conférence de Londres en août 1956, Dulles déclara que le traité de 1888 avait été conclu « au bénéfice de toutes les nations ». En affirmant sa souveraineté, l'égypte se mettait en contradiction avec la notion d'« indépendance », l'un des principes de la politique internationale des Etats-Unis. Et Dulles fit remarquer que « dans le canal de Suez, l'interdépendance des nations atteint peut-être un sommet (10) ».

franco-britannique, elle trouvait sa logique aux yeux de ceux qui, en Europe occidentale, voulaient sauvegarder l'indépendance de leurs pays à l'égard des Etats-Unis : il s'agissait pour eux d'assurer l'avenir économique en imposant une domination sur des régimes d'importance stratégique du point de vue de l'approvisionnement en matières premières et des communications. La tentative fut déjouée d'abord par les Arabes, certes, mais aussi par les Etats-Unis. Et cette double défaite engendra une notion nouvelle (qui a fait un certain chemin dans la politique européenne, mais avec quelle lenteur !): si les pays capitalistes de second rang ne sont pas en mesure de dominer le tiers-monde et ses matières premières, ne serait-il pas plus avantageux pour eux que ce dernier ait son indépendance placée devant la nécessité d'accélérer sa prise de conscience et sa compréhension des réalités qui le confrontent.

Au terme de la crise de Suez, les Etats-Unis sont apparus plus clairement comme une superpuissance d'un type différent des autres.

La compétition entre les grandes puissances qui se disputaient les sphères d'influence s'est poursuivie quelque temps, avant de céder d'abord la place à une attaque coordonnée contre le mouvement d'indépendance sous le patronage de l'Amérique et au nom de l'opposition à l'expansionnisme soviétique. Puis, à plus long terme, une nouvelle compétition de grandes puissances a surgi, cette fois entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., sous le couvert de la « détente ».

Vingt ans après, il apparaît que les grandes puissances ont tiré certaines leçons du vaste mouvement de solidarité populaire que la guerre de Suez avait déclenché dans l'ensemble du monde arabe. Elles ont mis au point des moyens plus subtils pour combattre le mouvement d'indépendance. Le peuple arabe se trouve maintenant placé devant la nécessité d'accélérer sa prise de conscience et sa compréhension des réalités qui le confrontent.

### Le tournant de Bandoung

L'ATTITUDE des puissances européennes au Proche-Orient avant et après la première guerre mondiale illustre parfaitement cette tendance. On s'entendait pour que certaines régions, ou pour se partager leur exploitation, ce qui n'empêchait point certaines puissances d'accorder leur soutien à des mouvements nationaux pour sauvegarder leurs intérêts particuliers. Présentées sous des dehors idéalistes, la liberté de navigation dans le canal de Suez ne signifiait rien d'autre que la liberté pour les grandes puissances de se faire concurrence, soit pacifiquement (par le commerce), soit militairement (1).

Ce genre d'entreprise devait naturellement rencontrer la résistance des populations qui en faisaient les frais. Le mouvement qui allait ensuite donner naissance au groupement des non-alignés a son origine dans une opposition à l'existence de blocs monopolistiques économiques et militaires, et à la concurrence anarchique qui en résultait. La conviction s'ancre que si les nations pouvaient échapper à l'influence de ces blocs, elles n'étaient pas vouées automatiquement à tomber sous la coupe d'une autre ; elles pouvaient simplement « occuper » leur propre territoire. Le mouvement qui a vu naître la nation arabe s'inscrit dans cet aspect spécifique d'une tendance plus vaste. Dès janvier 1954, la Ligue arabe décida « d'étudier tous les moyens possibles pour consolider les relations entre les Etats de la Ligue arabe et le bloc afro-asiatique, y compris la composition de réunions périodiques » (2).

Un tournant fut marqué par la conférence des Etats d'Afrique et d'Asie réunie à Bandoung en 1955, dans laquelle le président Gamal Abdel Nasser joua un rôle des plus importants. Le départ, l'unité arabe fut un élément majeur pour la formation d'une unité plus vaste de l'ensemble des pays en voie de développement. En cela, elle fut perçue comme une menace à la politique des grandes puissances.

Après la première guerre mondiale, les Etats-Unis se posèrent en champions de l'Europe occidentale, tactique qui devait leur permettre de ruiner les blocs politiques et monétaires constitués par les puissances coloniales. Ce qui devait leur permettre d'étendre leur domination au système économique international. Cependant, ils se virent eux-mêmes entraînés, après la seconde guerre mondiale, dans un rôle de gendarme politique et militaire. Devenu le défenseur d'un système privilégiant les grandes puissances, ce gendarme allait user de sa force à la fois contre les peuples assujettis et contre les anciennes puissances coloniales. En toute logique, la politique américaine employa à assainir les sphères d'influence pour remplacer ce désordre (sources de faiblesse) par une sorte de super-monopole.

La domination américaine qui s'installa sur l'Europe occidentale après la guerre facilita la pénétration des Etats-Unis dans les anciennes sphères d'influence exclusive. Ce qui, en retour, renforça le poids de leur influence dans les métropoles largement dépendantes de leurs possessions impériales pour leur approvisionnement en matières premières. Le problème du pétrole du Proche-Orient a illustré ce phénomène avec une singulière évidence. Dès la crise de Suez, la politique américaine devait tenir compte du risque que représenterait pour eux une politique nationale indépendante de la part des Etats arabes, pouvant amener ces derniers à utiliser l'arme du pétrole pour forcer l'Europe à se dissocier des Etats-Unis dans leur politique d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique (3).

Il était d'emblée supposé qu'un pays politiquement affranchi de la domination coloniale devait pratiquement tomber dans la dépendance économique des Etats-Unis. Mais cette hypothèse s'est heurtée à la revendication des populations concernées, soucieuses de prendre en main leurs propres affaires. Il y eut résistance. Alors, pour justifier la substitution de leur influence à celle des anciennes puissances coloniales, l'Amérique dut

### La nouvelle rivalité des superpuissances

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois se prêter, d'une certaine manière, à la préparation de conflits violents. Ayant décidé de bonne heure d'attaquer l'égypte en concert avec Israël, la Grande-Bretagne et la France n'attendaient rien d'autre qu'une justification idéologique à leur entreprise. De leur côté, les Etats-Unis s'engagèrent également dans une offensive stratégique au Proche-Orient, usant d'un argument idéologique fondé sur la menace soviétique qui était censée planer sur la région, où l'égypte apparaissait comme l'instrument de la politique de Moscou. Cette offensive allait prendre forme au début de l'année suivante avec la « doctrine Eisenhower ». Mais du point de vue tactique, il fallait encore la mettre au point. Et l'attaque franco-britannique sembla par trop grossière. La France et la Grande-Bretagne ne réussirent pas à diviser le mouvement d'indépendance : elles favorisèrent au contraire la formation contre elles d'un front uni dans tout le monde arabe et dans

la plupart des pays en voie de développement. En se rangeant complètement du côté d'Israël, elles avaient négligé un principe essentiel de la politique de puissance dans les conflits du Proche-Orient, à savoir qu'il faut toujours garder un pied dans chaque camp pour semer la confusion.

Les Etats-Unis durent, quant à eux, manœuvrer en tenant compte des différentes composantes de leur offensive. Car s'il leur fallait attaquer le mouvement national égyptien d'indépendance et le reste du tiers-monde, pour y arriver ils devaient imposer la discipline aux puissances européennes en renforçant leur domination sur elles. Dans un autre domaine, outre le simple effet de propagande de leurs déclarations sur le rôle de l'Union soviétique, ils cherchaient à tester la réaction des dirigeants de Moscou et du bloc socialiste au lendemain du vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique.

Comme Abdel Nasser le perçut avec discernement, l'attaque menée par les puissances occidentales au Proche-Orient s'inscrivait dans le cadre d'un conflit se poursuivant entre elles. Aussi absurde que puisse paraître l'initiative

\* Assistant à l'université de Londres.

- (1) La notion de liberté de navigation signifie simplement qu'aucune puissance n'était, à elle seule, à un moment déterminé, en mesure d'imposer son monopole sur le canal. Celui-ci fut, en réalité, un instrument de la politique britannique durant les deux guerres mondiales (cf. à ce sujet Orléans, *The International Status of the Suez Canal*, La Haye, 1960).
- (2) Une déclaration similaire fut prise pour ce qui concerne les pays d'Amérique latine. En octobre 1955, la Ligue des Etats américains, l'Organisation des Etats américains, l'Organisation des Etats américains du canal de Suez, estimant qu'une participation à cet organisme constituerait « une violation des principes de la conférence » (de Bandoung), Cf. M. Khalil, *The Arab States and the Arab League*, vol. II, doc. 61, 62, Beyrouth, 1962.
- (3) Cf. H. Finer, *Dulles over Suez*, Chicago, 1964. Cette relation de la politique américaine, connue dans un écrit approuvé, est fondée sur des entretiens avec Eisenhower, Nixon et d'autres personnalités de premier plan.
- (4) En vertu de ce traité, les signataires convenaient, entre autres, que seuls des armes et des instructeurs britanniques seraient utilisés par les forces armées égyptiennes et que toutes les facilités fournies aux troupes britanniques seraient aménagées aux frais de l'égypte (G.B. Treaty Series, n° 7, 1937, Cmd 3360).
- (5) Par exemple, au Liban, où un accord d'aide mutuelle en matière de défense fut conclu avec les Etats-Unis en une période de tension avec la France.
- (6) Communiqué final de la conférence de Bandoung, point 6-a.
- (7) Nasser, *Philosophie de la révolution*, Le Caire. Ce livre fut abondamment lu dans les milieux occidentaux responsables de la politique étrangère durant la période qui précéda la crise de Suez.
- (8) L'accord avait été préparé par la cinquième session de la conférence de Bandoung. Pour le compte rendu des discussions entre Nasser et Chou En-lai, voir M. Helal, *Nasser's The Cairo Documents*, Londres, 1972, et P. Saele, *The Struggle for Syria*, Londres, 1965.
- (9) Cf. par exemple A.S. Becker et A.L. Horlick, *Soviet Policy in the Middle East*, Rand Corporation, Santa Monica, 1970.
- (10) United States Department of State, *The Suez Canal Problem, A Documentary Publication*, Washington D.C., 1956. Lors de la conférence, l'U.R.S.S. soutint le droit de nationaliser la compagnie mais ne releva pas la question du caractère national ou international de certains détroits importants. Elle demanda des « garanties strictes » pour préserver la liberté de navigation dans le canal.

automobiles  
**PEUGEOT**



**SODEXA**

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CO et TT

26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426



# Les capitaux pétroliers et la réforme de l'ordre financier international

Par GEORGES CORM

VOICI bientôt trois ans que les prix du pétrole ont quadruplé, permettant à certains pays exportateurs de disposer de ressources financières importantes. Dans le cadre de la revendication générale du tiers-monde pour un nouvel ordre économique international, on aurait pu espérer que ces flux de capitaux joueraient un rôle important, non seulement du point de vue du pouvoir de négociation du tiers-monde face aux pays industrialisés, mais aussi pour favoriser la libération progressive des pays en voie de développement par rapport aux marchés financiers internationaux dominés par les trusts bancaires occidentaux.

En réalité, les capitaux pétroliers n'ont pas été en mesure de jouer un rôle autonome au service des régions exportatrices de pétrole et de leur intégration dans leur environnement géographique naturel (1). Aujourd'hui, une analyse détaillée de l'évolution des structures financières des pays exportateurs de pétrole montre leur intégration croissante aux marchés financiers internationaux, ainsi que le renforcement des mécanismes d'aide internationale, dominés par les pays industrialisés et dont la logique est de maintenir l'actuelle division internationale du travail. On ne peut manquer de relever en outre l'influence grandissante de certains capitaux pétroliers sur les régions économiques de pays non producteurs de pétrole qui avaient choisi la voie du développement centralisé par le secteur public, et où des modifications sont intervenues récemment à la suite de leur pénétration.

L'internationalisation — l'occidentalisation — des structures bancaires des pays exportateurs de pétrole peut s'observer à deux niveaux : d'un côté, un développement vertigineux de l'implantation des trusts bancaires des pays industrialisés dans les pays exportateurs ; de l'autre, un développement pratiquement nul d'institutions financières et bancaires des pays exportateurs sur les places financières internationales dans le sillage des trusts bancaires occidentaux. Cette « internationalisation » des structures bancaires consolide une orientation des fonds pétroliers au service quasi exclusif des pays industrialisés.

L'extension de l'implantation des trusts bancaires des pays industrialisés dans les pays exportateurs s'est faite par différentes formules, prouvant leur dynamisme et leur capacité d'adaptation aux situations locales. En effet, là où la législation locale ne permet pas l'implantation directe de banques étrangères (au Koweït, par exemple), on voit se développer la formule du contrat de gestion par laquelle un trust bancaire étranger, moyennant rémunération, se voit confier la gestion d'une institution financière locale, ce qui lui permet d'établir une influence déterminante sur l'orientation des avoirs et placements de l'institution. C'est ainsi que la Chase Manhattan, la Morgan Guaranty Trust Co, la Bank of America, ont pris en gestion plusieurs banques et institutions financières dans les pays de la péninsule Arabique. Une formule voisine, non moins efficace, est l'assistance technique, surtout pratiquée avec les organismes financiers étatiques chargés de la gestion des fonds pétroliers : ce sont les *investment banks* américaines, ainsi que les banques d'affaires anglaises qui se sont bien placées, notamment au Venezuela, en Arabie Saoudite et dans les Emirats arabes unis. Une troisième formule, qui a fleuri récemment au Koweït et dans les autres principautés de la péninsule Arabique, consiste dans la création de sociétés financières où les trusts étrangers se contentent d'une participation minoritaire, exigée par la législation locale mais qui leur permet en fait d'avoir la haute main sur la direction et le mouvement

d'affaires de ces sociétés qui se spécialisent dans les opérations d'investissement à moyen et à long terme, jouant ainsi un rôle de relais avec les marchés internationaux des capitaux.

Ces méthodes de pénétration n'ont évidemment pas fait disparaître, là où cela est possible, les formules les plus classiques d'implantation sous forme de succursales et de bureaux de représentation (Iran, Emirats arabes unis) et, plus récemment, à Bahrein, d'agences « off-shore » (c'est-à-dire ne pouvant travailler qu'avec des non-résidents). En réalité, pour ce qui est des bureaux de représentation, Beyrouth avait été le centre

privilegié de leur implantation en raison de sa proximité avec l'Irak et la péninsule. Leur nombre y était passé de quinze à soixante-quinze au cours des dernières années. De plus, de nombreuses sociétés financières mixtes (capitaux pétroliers en association avec des trusts occidentaux) avaient été créées dans la capitale libanaise ; elles ont aujourd'hui transféré leurs activités sur les places financières européennes, jouant un rôle de redéploiement partiel des bureaux de représentation et intervenant entre Athènes, Amman et Le Caire.

## Extension dans la dépendance

TROIS pays pétroliers seulement conservent sur leur territoire des structures bancaires et financières exclusivement nationales et étatiques : l'Algérie, la Libye et l'Irak. En revanche, l'extension des structures bancaires des pays pétroliers, arabes notamment, à l'extérieur de leur territoire s'est faite exclusivement dans le sillage des trusts financiers internationaux, seuls l'Algérie et l'Irak ayant conservé leurs distances par rapport à ce mouvement qui a touché en réalité, depuis 1969, l'ensemble des banques des pays arabes, et qui a connu un essor important à la suite du relèvement des prix du pétrole. C'est en fait la rivalité des trusts bancaires français touchant les dividendes de la politique arabe du général de Gaulle, qui a abouti à la création des banques mixtes arabo-françaises (2). Ces banques se sont progressivement internationalisées, s'implantant sur la plupart des places européennes et même, comme l'Union de banques arabes et françaises, à Hongkong en association avec des trusts japonais, ainsi qu'à New-York, en association avec des trusts américains. Par ailleurs, l'année dernière, une banque arabo-espagnole a été créée à Madrid et une banque mixte entre intérêts gouvernementaux saoudiens et divers trusts bancaires américains, anglais, français et allemands (avec gestion américaine) a été créée à Londres, sans cependant encore entrer en activité. Ainsi l'ensemble des banques arabes s'est trouvé pris à l'extérieur dans un réseau particulièrement dense d'alliances avec les trusts internationaux, qui n'ont évidemment aucune peine à orienter leurs activités en fonction de leur stratégie particulière. Il en est de même, dans une large mesure, de l'implantation des banques françaises à l'étranger.

En contraste avec cette extension dans la dépendance, il n'y a pratiquement pas eu, depuis la hausse des prix du pétrole, de nouvelles implantations directes de banques de pays pétroliers sur les marchés occidentaux sans alliance avec des trusts internationaux. On signale cependant la création de la Banque internationale arabe de Paris, filiale commune de la Banque extérieure d'Algérie et de la Banque arabe li-

byenne extérieure. Quant au réseau de banques des pays pétroliers existant dans les pays industrialisés avant la hausse des prix du pétrole, il est resté aussi embryonnaire, les banques mixtes arabo-européennes ayant seules tiré profit du mouvement de fonds engendré par la hausse.

L'extension des structures financières des pays pétroliers dans les pays du tiers-monde est restée, elle aussi, dans l'ensemble embryonnaire, mais il convient de souligner deux tendances d'importance inégale. D'une part, la Banque arabe libanaise, en association avec des trusts financiers publics locaux, a créé des filiales dans plusieurs pays d'Afrique (Mauritanie, Ouganda, Tchad, Somalie), en association avec le secteur financier public local. Il s'agit alors d'une politique clairement volontaire de l'alliance de leur capital avec la technologie occidentale pour développer le tiers-monde, évidemment dans un cadre d'économie libérale garantissant à long terme le rapatriement des capitaux. D'autre part, les banques mixtes arabo-européennes ont établi des filiales bancaires et financières dans certains pays du tiers-monde — en premier l'Égypte — en association avec les secteurs publics locaux : il s'agit alors d'une politique clairement volontaire visant à favoriser les tendances libérales dans l'économie de ces pays au détriment de leur secteur public (politique dite d'« ouverture économique » à l'Égypte). Le domaine d'intervention privilégiée de ces nouvelles institutions financières est le tourisme et la construction d'immeubles de rapport. Le paradoxe est que les pays de la péninsule, ayant pas de véritable secteur privé sur leur territoire, s'efforcent de le développer dans d'autres pays du tiers-monde par le biais de leurs établissements financiers. Les fonds sont d'origine étatique (recettes pétrolières) ; la formule recherchée dans ce domaine est d'allier fort bien résumée par les financiers de la péninsule qui parlent volontiers de l'alliance de leur capital avec la technologie occidentale pour développer le tiers-monde, évidemment dans un cadre d'économie libérale garantissant à long terme le rapatriement des capitaux. D'autre part, les banques mixtes arabo-européennes ont établi des filiales bancaires et financières dans certains pays du tiers-monde — en premier l'Égypte — en association avec les secteurs publics locaux : il s'agit alors d'une politique clairement volontaire visant à favoriser les tendances libérales dans l'économie de ces pays au détriment de leur secteur public (politique dite d'« ouverture économique » à l'Égypte). Le domaine d'intervention privilégiée de ces nouvelles institutions financières est le tourisme et la construction d'immeubles de rapport. Le paradoxe est que les pays de la péninsule, ayant pas de véritable secteur privé sur leur territoire, s'efforcent de le développer dans d'autres pays du tiers-monde par le biais de leurs établissements financiers. Les fonds sont d'origine étatique (recettes pétrolières) ; la formule recherchée dans ce domaine est d'allier fort bien résumée par les financiers de la péninsule qui parlent volontiers de l'alliance de leur capital avec la technologie occidentale pour développer le tiers-monde, évidemment dans un cadre d'économie libérale garantissant à long terme le rapatriement des capitaux.

## « Internationalisation » et sous-développement

CETTE orientation des structures bancaires et financières des pays pétroliers du tiers-monde a consolidé considérablement le « décalage » des fonds pétroliers sur les marchés occidentaux vers les centres financiers (3).

En fait, pas plus le Venezuela que l'Irak ou le pays de la Péninsule ne sont devenus des régions productrices des marchés financiers régionaux au service de l'intégration économique régionale et de la diminution de la dépendance à l'égard des centres industriels. Les nouvelles structures bancaires et financières

décrites ci-dessus ont leurs activités essentiellement orientées par les mécanismes des marchés financiers occidentaux, auxquels elles sont attachées par des liens institutionnels massifs où elles trouvent des débouchés faciles dans un environnement libéral qui leur offre une gamme abondante de placements à différents termes : à court, moyen et long terme ; financier ou non financier ; local ou international. Elles leur fournissent des « prêts à porter » variés, ce qui ne serait évidemment pas le cas si les capitaux pétroliers non détachés localement étaient massivement orientés vers les pays du tiers-monde.

Même lorsque certaines petites opérations financières sont traitées sur place, comme c'est, par exemple, souvent le cas à Koweït où se développent des opérations financières locales montées par les sociétés financières koweïtiennes, les bénéficiaires de ces opérations sont souvent soit des emprunteurs des pays industrialisés, soit des pays du tiers-monde ayant des privilèges avec les marchés financiers occidentaux (Brésil, Mexique). Cependant que toutes les grandes opérations financières montées en faveur de pays du tiers-monde sont toujours réalisées sur les marchés financiers occidentaux, sous la conduite des grands trusts bancaires américains, qui, eux, financent ces opérations grâce à l'investissement de leurs dépôts en euro-dollars, dû en bonne partie au flux croissant de fonds pétroliers (4). Cela signifie en fait qu'un niveau du tiers-monde, lorsque l'offre de capitaux se rencontre, l'intermédiation financière est le fait des trusts financiers des pays industrialisés sur les marchés occidentaux eux-mêmes, maintenant une situation de complète dépendance financière à l'égard des centres industriels.

Une nouvelle preuve est ainsi donnée que le sous-développement est un phénomène global et collectif, dont l'origine se trouve dans la concentration massive de la puissance industrielle en certaines régions du globe, grâce à l'exploitation de matières premières à bon marché. En effet, la répartition d'une partie de la rente pétrolière par un groupe de pays sous-développés exportateurs, dans les structures actuelles de l'économie internationale, n'a guère modifié les contraintes objectives du sous-développement du tiers-monde, puisque en contrepartie d'une somme considérable (prix artificiellement bas du pétrole) une autre s'est immédiatement créée : l'« internationalisation » des structures bancaires et financières de ces pays

au profit des centres industrialisés, avant même que les structures ne soient en mesure de remplir efficacement leur rôle local et régional (5). Cette internationalisation prématurée semble d'ailleurs exclure dans l'avenir toute reconversion de ces structures financières des pays exportateurs au service du tiers-monde.

Non moins grave est l'orientation générale donnée aux fonds pétroliers directement mis au service des pays du tiers-monde au titre de l'aide. En effet, l'ensemble de ces fonds est administré suivant les critères classiques d'octroi de l'aide aux pays en voie de développement, qu'il s'agisse de fonds confiés aux organismes traditionnels (Banque mondiale, Fonds monétaire international et institutions associées) ou des fonds confiés à des organismes nouveaux ou à des institutions anciennes ayant élargi leur vocation et augmenté leurs ressources (Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, Caisses de développement des pays de la Péninsule pour venir en aide aux pays du tiers-monde, Banque islamique). La plupart de ces organismes, en raison de l'insuffisance de leurs ressources individuelles effectives et des limitations imposées à leurs activités par leurs statuts, opèrent le plus souvent comme organismes d'appui aux interventions de la Banque mondiale. Il en est de même de deux institutions collectives arabes qui, pourtant, pourraient jouer un rôle grand rôle dans la libération économique de l'ensemble de la région arabe : la Caisse arabe pour le développement économique et social (capital équivalant à 1,5 milliard de dollars) et le Fonds monétaire arabe (capital équivalant à 1 milliard de dollars). Le mode de fonctionnement, l'insuffisance des ressources, le rythme effectif de leur capital et les limitations statutaires font que ces deux organismes sont pratiquement condamnés à n'être respectivement que des annexes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

De même, la mise en application du dinar arabe compte dans les études préparatoires, puis détaillées depuis 1974, sont maintenant achevées,

et qui devrait servir à libérer les transactions des divers organismes financiers arabes à vocation régionale ou tiers-mondiste, ne semble pas près d'être réalisée, alors qu'il y aurait la mise en œuvre d'un processus susceptible progressivement de libérer les devises du tiers-monde de l'emprise du dollar des États-Unis et du D.T.S. (droit de tirage spécial).

Reste à savoir comment fonctionnera le nouveau Fonds, créé récemment par les pays de l'OPEP pour venir en aide aux pays du tiers-monde, mais dont on peut aussi remarquer l'insuffisance des ressources (800 millions de dollars) face aux besoins de l'ensemble des régions sous-développées.

En fait, les aides officielles des pays de l'OPEP restent caractérisées par une dispersion très grande leur enlevant toute efficacité globale, ainsi que par les mécanismes d'attribution de type bureaucratique-politique qui ont toujours dominé l'octroi de « subventions » par les pays industrialisés aux pays du tiers-monde. Ce nouveau flux de ressources, dans sa structure actuelle, répond aux exigences classiques de l'aide « traditionnelle », qui tend à maintenir dans les pays du tiers-monde un modèle de consommation « sous-développé » au profit des pays industrialisés. La hausse des prix du pétrole aura d'ailleurs été l'occasion pour les pays occidentaux de faire supporter une part plus importante de l'aide au tiers-monde par les pays exportateurs de pétrole : dans certains cas, comme pour le nouveau Fonds de développement agricole de la F.A.O., les pays industrialisés s'efforcent d'imputer la moitié de la charge de mobilisation des ressources aux pays de l'OPEP, dont pourtant le P.N.B. individuel après réajustement des prix du pétrole ne représente pas 5 % du P.N.B. des pays industrialisés. Par ailleurs, alors que les sommes détachées par les pays industrialisés au titre de l'aide leur reviennent toujours, grâce à la formation intérieure de valeur ajoutée qu'entraînent les commandes de biens d'équipement et de consommation, celles offertes par les pays de l'OPEP sont véritablement sans contrepartie.

## Premières ébauches d'une réforme

EN définitive, qu'il s'agisse du flux de capitaux pétroliers « décalés », cependant que l'Irak, second exportateur de pétrole, aura globalement renforcé le système monétaire et financier international dans sa structure impérialiste, caractérisée par la domination monétaire et financière « internationale » dirigée par les pays industrialisés et des trusts bancaires des pays capitalistes, sur la génération et la distribution des ressources financières, dans le cadre du développement de l'ordre économique et financier international actuel. C'est dans cette optique que peut mieux se comprendre l'opposition très virulente des trois plus grandes puissances industrielles (les États-Unis, la R.F.A., le Japon) à toutes les propositions de la CNUCED qui, pourtant, ne constituent qu'une approche minimale, mais dans un cadre global, des problèmes de dépendance et de sous-développement.

Les orientations prises au « sommet » des non-alignés à Colombo en août dernier devraient cependant ouvrir le débat sur le système monétaire et financier international, pièce maîtresse de l'ordre économique international que le tiers-monde s'efforce de réformer pour mettre un terme à la perpétuation des mécanismes actuels de développement du sous-développement. Les propositions de Mme Bandaranaike, reprises dans le communiqué final de la conférence, pour créer une banque, une unité de compte et une union de paiement au niveau du tiers-monde sont certes des projets ambitieux et, à ce stade, utopiques. Toutefois, ils devraient permettre de stimuler la recherche arabe et la revendication dans les domaines monétaire et financier, jusqu'ici délaissés par le tiers-monde. Déjà en février 1976, au premier des congrès économiques du tiers-monde tenu à Alger, une commission financière, chargée d'étudier le fonctionnement du système monétaire international, avait dénoncé le monopole des pays industrialisés sur la distribution des ressources monétaires et financières dans le monde, monopole permis par le système où une seule monnaie nationale joue sur le plan international le rôle d'étalon de valeur, de réservoir de valeur et de moyen de paiement (7). Le rapport concluait sur la nécessité d'agir en vue de constituer des monnaies régionales pouvant servir d'instruments de réserve et de moyens de paiement internationaux aux côtés du dollar des États-Unis ; de même il soulignait que les banques centrales des pays du tiers-monde s'ouvrent mutuellement des lignes de crédit et développent leurs opérations directes entre elles afin de diminuer la dépendance globale du tiers-monde sur les marchés financiers occidentaux, aussi bien celle des pays exportateurs de ressources, pour le placement de ces ressources, que celle des pays déficitaires pour combler leur déficit. De plus, le rapport soulignait la nécessité de mettre fin à cette grave anomalie du sous-développement que constitue la détermination du prix des matières premières en monnaie nationale.

Dans aucun de ces domaines, les capitaux pétroliers ne paraissent avoir joué leur rôle à libérer le tiers-monde de la majeure partie de ces capitaux est aujourd'hui concentrée entre les mains de la monarchie saoudienne,

dont la gestion financière est placée sous assistance technique occidentale, cependant que l'Irak, second exportateur après l'Arabie Saoudite, consacre une part croissante de ses revenus à l'acquisition de matériel militaire. De même, il faut bien voir que la coopération monétaire et financière entre pays du tiers-monde suppose la mise en route d'une coopération économique véritable, destinée, même au prix de sacrifices à court terme, à diminuer la dépendance globale du tiers-monde envers les pays industrialisés.

Pourtant, il est certain que, sur le plan monétaire et financier, si l'ensemble des capitaux pétroliers disponibles était utilisé massivement au service de l'accroissement des échanges entre pays du tiers-monde, la hausse des prix pétroliers aurait joué son rôle historique véritable. Mais il apparaît de plus en plus que le tiers-monde a encore un long chemin à parcourir avant de prendre conscience des contraintes réelles qui le bloquent et dont la nature est souvent voilée par des contraintes apparentes.

En définitive, seules une diminution des échanges inégaux avec les pays industrialisés et une véritable coopération économique et financière entre les pays du tiers-monde, dynamique et libérée des formules traditionnelles, leur permettront d'être en position de réformer effectivement l'ordre international, que leurs politiques intérieures contribuent souvent à maintenir, sinon à renforcer.

(1) Cf. *Le Monde diplomatique* d'août 1974 et de septembre 1975.

(2) Banque franco-arabe d'investissement international et Banque arabo-penninsulaire, sous initiative de la Société générale ; Union de banques arabes et françaises, sous initiative du Crédit lyonnais ; Banque arabe et internationale d'investissement, sous initiative de la Banque nationale de Paris.

(3) La rente pétrolière ayant pour origine le sous-sol des pays exportateurs et le fait que leurs ressources sont épuisables, nous trouvons plus exact d'employer le terme « décalage » pour parler du transfert du produit de la rente hors des régions productrices. Le terme traditionnel de « décalage » est imposé par l'occidentalocentrisme de toute la terminologie économique des médias internationaux.

(4) On signale cependant que l'Union de banques arabes et françaises a récemment réussi à monter des opérations d'emprunt en faveur de pays du tiers-monde (Irak, Maroc) et que le financement de l'oléoduc Sués-Algerie a été réalisé en 1974 par un consortium d'institutions financières des pays de la péninsule (dans ce cas, les véritables bénéficiaires du financement sont les pays industrialisés qui se voient ouvrir une nouvelle voie de communication « internationale » pour faciliter leur approvisionnement en pétrole).

(5) Sur l'inefficacité des structures financières locales et régionales des pays arabes exportateurs de pétrole, voir notre communication au congrès sur la coopération bancaire arabe, tenu du 27 mars au 30 avril 1976, sous les auspices de l'Association des banques arabes (*Al Amn al mawarid*), à Khartoum, en Soudan.

(6) Pour la Banque saoudienne, dont le promoteur est l'Arabie Saoudite, il est intéressant de remarquer que son mode d'intervention privilégié est la prise de participation dans les projets de développement, ce qui renforce les tendances au libéralisme économique dans le tiers-monde.

(7) Le rapport souligne aussi l'origine historique du système monétaire international contemporain qui s'est bâti dans la fondée du développement de l'empire colonial britannique (étalon sterling), puis de l'empire américain (étalon dollar).

## ASSISTANCE INFORMATION

1ère revue internationale  
d'assistance technique  
s'adresse aux exportateurs  
industriels, groupements  
d'études (Engineering) qui  
souhaitent apporter leurs  
activités, leurs produits,  
aux pays en voie de  
développement.

LE NUMERO 7 Frs  
Abonnement 60 Frs an

Réglement à l'ordre de :  
A.I.E.C.E. 13, rue Rougemont  
75008 PARIS

## CITE UNIVERSITAIRE

### < PAVILLON DU LAC >

Ouvert tous les jours  
Fermé en novembre  
Terrasse en plein air  
28, rue Gazan (Parc Montsouris)  
588-38-32

### Bulletin hebdomadaire

### LA PRESSE ARABE

الصحافة العربية

Première partie :  
Traduction des journaux de  
langue arabe.

Deuxième partie :  
L'actualité dans le monde  
arabe : articles de fond sur  
les problèmes arabes. Nou-  
velles. Echos.

Spécimen sur demande.  
(Société sur commande)

20, rue de la Bienfaisance,  
75008 PARIS.

Tél. : 522-29-51.

Abonnement : 3 500 F par an.

مركز المعلومات



national

# AFRIQUE DU SUD

## L'indépendance du Transkei

### Une première tentative pour nationaliser le prolétariat

A U fur et à mesure que Soweto croule sous le feu des émeutes, Umata, au sud-est, grandit et se réveille. On inaugure la poste et la Cour de justice, on repointe le Parlement, on édifie des ministères, on bâtit des routes, on installe le trône d'honneur. L'Afrique du Sud met ici le dernier main à l'indépendance, fixée au 28 octobre et décalée à bas aux Africains toute citoyenneté. Une coquette empressée d'un côté, une misère organisée de l'autre, c'est la réalité de l'apartheid. Le Transkei obtient l'indépendance, mais on ignore si le Transkei ait jamais été une colonie sud-africaine.

Soweto et les « homelands » (1), le Transkei étant le premier à accéder à l'indépendance, font partie d'un même ensemble législatif dont Umata est l'indépendance. Le Transkei obtient l'indépendance, mais on ignore si le Transkei ait jamais été une colonie sud-africaine.

La politique des « homelands », dite de « développement séparé » jusqu'à ce qu'elle soit la nouvelle dénomination de « démocratie pluraliste », on change le nom pour mieux faire passer la chose... politique longue-matée mûrie depuis sa conception en 1948, comporte plusieurs étapes :

- 1° Diviser le pays entre ce que M. C. Botha, le ministre des affaires bantoues, appelle le « homeland blanc » et plusieurs « homelands » bantous en se fondant sur de discutables prétentions de première occupation ;
- 2° Trouver des chefs africains pour gouverner les « homelands » ;
- 3° Accorder l'autonomie interne à ces territoires ;
- 4° Contraindre les Africains à devenir citoyens de l'un ou l'autre de ces « homelands », mais en les autorisant à conserver la nationalité sud-africaine ;
- 5° Octroyer l'indépendance aux « homelands » et, s'il le faut, les persuader de la réclamer. Première fausse note dans ce tableau idéologique : ces faux colonisés, au nom du pouvoir africain dans la totalité de l'Afrique du Sud, refusent pour la plupart leur fausse indépendance.
- 6° Et c'est le clou de l'affaire, retirer aux citoyens de ces États devenus indépendants la nationalité sud-africaine. Dernière fausse note, le premier ministre du Transkei refuse d'imposer la citoyenneté du Transkei à ceux qui résident en Afrique du Sud et ne veulent pas la prendre ; or c'est sur la question de la citoyenneté que repose tout l'édifice.

Mais que vise cette politique des « homelands » ? Il s'agit avec eux de faire d'une pierre plusieurs coups : vivifier l'économie sud-africaine, priver légalement les Noirs de toute possibilité de revendications, défendre sur la scène internationale la politique raciale de la minorité blanche et réduire les possibilités d'installation des Africains dans les centres industriels blancs. L'indépendance des « homelands » suppose un semblant d'autonomie économique, c'est-à-dire des investissements qui, en créant de nouveaux emplois, étendraient le marché de la consommation. Les Africains, cantonnés dans des fonctions subalternes, reçoivent des salaires relativement bas ; ce faible pouvoir d'achat n'est pas en rapport avec la forte capacité de production sud-africaine. Ces économies périphériques constituent un « marché commun » dont l'Afrique du Sud serait l'organe central. Bien entendu, la situation économique des « homelands » a garanti pour toujours la dose de sous-développement nécessaire pour assurer l'indispensable migration quotidienne des travailleurs vers les centres industriels blancs.

**Un sous-développement prémédité**

A VEC l'indépendance des « homelands », tous les Africains perdront en même temps que la nationalité sud-africaine toute possibilité de revendiquer une amélioration de leur statut. Il n'y aura plus de discrimination sur des bases raciales, mais sur des bases nationales. Que l'Afrique du Sud « décolonise » et importe de la main-d'œuvre, ce ne sont tout de même pas les Occidentaux qui pourraient lui en faire grief ! Les Sud-Africains passent bien sûr sous silence qu'ils accordent les mêmes droits aux étrangers blancs qu'à leurs propres ressortissants blancs et qu'ils encouragent vivement l'immigration blanche. Johannesburg est cerné par un million de travailleurs africains en perpétuelle effervescence. Sédentariser les jeunes Africains dans les « homelands » en décentralisant l'économie nationale supprimerait la prolifération des Soweto, qui sont des menaces constantes pour l'économie et la tranquillité blanches. Les émeutes présentes ne doivent pas être une raison d'oublier les dizaines de milliers perpétrés chaque semaine dans les townships où la population africaine vit dans des conditions sociales atroces et que le petit ravalement d'Umata ne peut pas éclipser.

« Apartheid », « développement séparé », il y a loin des mots à la réalité. Dans les faits, il n'y a pas d'apartheid dans les zones blanches, mais des mesures vexatoires et discriminatoires, parce que Blancs et Noirs se côtoient partout où les Blancs en ont besoin ; en témoigne le nombre considérable d'ouvriers, de domestiques, de chauffeurs, de balayeurs, etc.

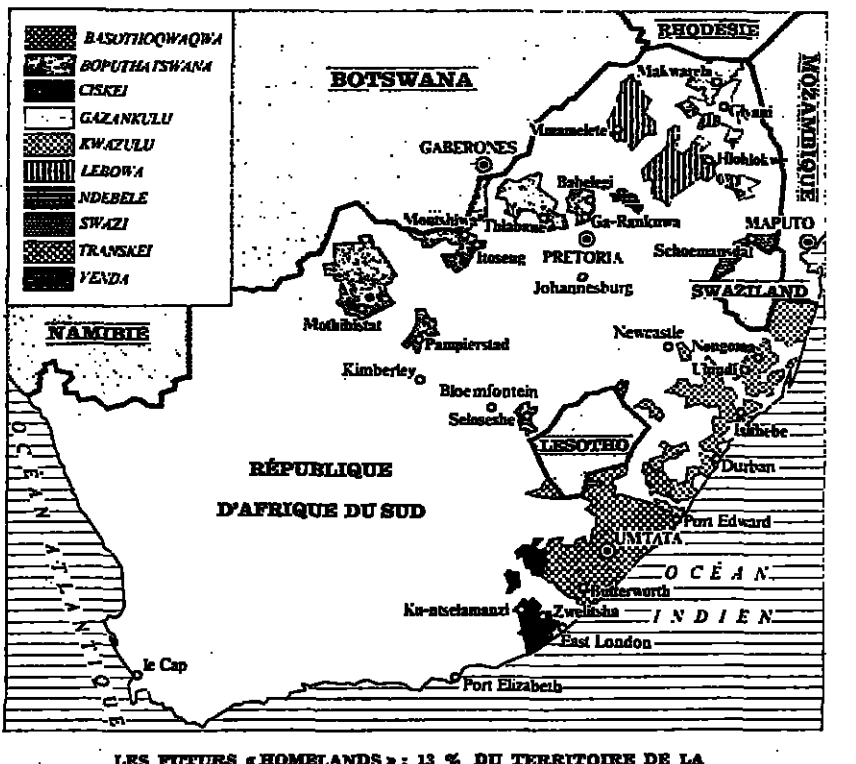
La discrimination et la hiérarchie rendent supportable une proximité sans laquelle l'économie sud-africaine ne serait pas aussi florissante, mais qui n'a le droit de s'étendre ni à la sexualité ni aux escaliers. Un bon Noir n'est pas un Noir qui vit à part — à quoi servirait sa force de travail ? — c'est au contraire un Noir qu'on rencontre partout et toujours en position de servir.

Il n'y a pas plus de « développement séparé » que d'« apartheid », parce que le développement est réservé aux zones blanches. L'idée de développement séparé voudrait faire croire à une égalité matérielle et formelle que la réalité contredit. Le plan de partage octroie aux seize millions de Noirs 13 % du territoire tandis que les quatre millions de Blancs s'en approprient 87 %. Et les « homelands » sont relativement bien arrosés, ils ne contiennent aucune des mines qui sont à l'origine de la richesse nationale. De plus, le Transkei, divisé en trois morcelles, n'échappe pas à la règle, les

l'indépendance ? Depuis 1963, il jouit du statut d'autonomie interne ; à l'autorité territoriale s'est donc substituée une Assemblée législative — qui a réclame l'indépendance dans laquelle le nombre des membres

Par FRANÇOIS PROUST et FÉRIAL DROSSO

élus (quarante-cinq) est inférieur à celui des membres nommés (soixante-cinq) choisis parmi les chefs traditionnels. Le premier ministre, M. Kaiser Matanzima, et la plupart des membres de son cabinet sont aussi des chefs. Les pouvoirs sud-africains et transkeiens se sont d'abord appuyés sur les chefs. L'existence d'une bourgeoisie africaine, progressivement née du commerce et du service de l'Etat, qui a beaucoup à gagner de l'indépendance, explique pourquoi la prochaine



LES FUTURS « HOMELANDS » : 13 % DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD.

« homelands » sont composés de fragments épars : dix-neuf blocs pour le Ciskei, dix-sept pour le Bophuthatswana et dix pour le KwaZulu, qui les rendent ingouvernables. Les étapes vers l'indépendance impliquent des consolidations territoriales, mais en aucun cas des réunifications totales. On assiste en ce moment au Transkei au rachat, par des Africains fortunés ou par l'Etat transkeien subventionné, des propriétés commerciales blanches. Car, autre inégalité entre les zones blanches et les « homelands », les Africains ne peuvent rien posséder dans les premières tandis que les Blancs ont le droit de commercer dans les seconds, c'est pourquoi Umata a été jusqu'à récemment, comme toutes les villes blanches des « homelands », une enclave blanche dans une zone noire. Il n'y a pas de « développement séparé », mais un sous-développement prémédité.

Assemblée législative comprendra autant de députés élus (soixante-quinze) que de députés nommés.

Dans un pays où l'urbanisation ne touche que 26 % de la population, les structures traditionnelles conservent une grande force. Les chefs tirent leur autorité du pouvoir dont ils disposent d'allouer les terres cultivables à tel ou tel groupe familial. Ils sont rémunérés par le gouvernement sud-africain qui, s'ils ne se montrent pas compréhensifs, leur retire la chefferie, c'est-à-dire à la fois le salaire et la considération sociale. Sous-développement total contre sous-développement aménagé, il est probable que les Transkeiens qui résident au Transkei bénéficieront de changements économiques et sociaux. Changements sociaux puisque avec l'accession à l'indépendance seront abolies toutes les lois discriminatoires encore en vigueur à Umata où un Africain n'a pas le droit de consommer dans un hôtel blanc.

Malgré ces avantages locaux, Kaiser Matanzima n'est pas sûr que ses citoyens partagent sa volonté d'indépendance et sa confiance dans le gouvernement sud-africain qui est, dit-il, « déterminé à rendre aux Noirs (la liberté) que l'imperialisme britannique leur a retirée ». En effet, il a été assez prudent pour ne pas organiser un référendum sur l'indépendance, quitte à se priver de la gloire d'un plébiscite. Une opposition à la fois forte et diffuse travaille le pays. Les membres du parti démocratique qui militaient ouvertement et avec succès contre l'indépendance ont été mis en prison ; ceux du nouveau parti démocratique, dirigé par Knowledge Gama, respectent la légalité mais n'en développent pas moins les mêmes arguments :

« Il n'y a pas d'indépendance mais balkanisation. En plus, avec les pressions que l'Afrique du Sud peut exercer sur nous, nous serons aussi indépendants que le Botswana, le Lesotho et le Swaziland (2). Accepter l'indépendance revient à avouer l'apartheid et à abandonner nos droits sur le reste de l'Afrique du Sud. La majorité des Transkeiens y sont opposés en refusant le projet de loi qui définit la citoyenneté du Transkei. Pour Pretoria, deviendrait citoyens du nouvel Etat, en plus des personnes qui vivent dans le « homeland », les personnes nées au Transkei, les enfants illégitimes nés de mères transkeiennes qui vivent dans les zones blanches et tous les Africains qui ne sont pas originaires d'un « homeland » et qui parlent un des dialectes du Transkei : le xhosa ou le sotho. Kaiser Matanzima entend réserver la citoyenneté du Transkei à ceux qui vivent dans le « homeland » et ne l'accorder aux autres que s'ils le demandent. Notons que le xhosa est une des premières langues de la région qui ait été écrite, elle en a ainsi supplanté beaucoup d'autres et le fait de la parler n'est donc plus le signe d'une appartenance ethnique. La loi concerne plus d'un million et demi d'Africains qui seraient obligés de devenir citoyens du Transkei et seraient les étrangers d'Afrique du Sud où beaucoup d'entre eux sont nés et qu'ils n'ont parfois jamais quittés. Si Kaiser Matanzima tient bon et si l'Afrique du Sud ne cède pas, il y aura un million et demi d'apatrides (3). Cette dernière agite le bâton — M.C. Botha déclarait au Sénat en mai dernier : « Nous considérons que (ceux des Noirs) qui refusent leur identité nationale sont ici pour des motifs suspects » — et la carotte : les autres « obtiendront de plus en plus de concessions ».

A l'absence d'unité géographique, ethnique et linguistique, il faut ajouter l'absence d'économie. Quelques chiffres : le produit national brut provient à 42 % de l'économie de subsistance.

Quarante-huit pour cent des travailleurs résidents sont des fonctionnaires qui réduisent le Transkei à n'être qu'un simple appareil d'Etat destiné à couvrir les agissements d'une agence nationale pour l'emploi. En effet, 20 % des deux millions d'habitants travaillent en Afrique du Sud et le rapatriement de leurs salaires constitue 70 % du revenu du pays (ce pourcentage n'était que de 50 % en 1965). Pour 80 %, environ le budget se nourrit de subventions sud-africaines. Alors on espère attirer des industriels sud-africains et étrangers par d'importantes concessions fiscales et la promesse d'une main-d'œuvre stable, bon marché et, l'argument est officiel, non syndiquée. Se seraient-ils laissés séduire l'Italie, l'Allemagne et la France (Citroën et le Club Méditerranée). On a le choix de s'installer ou bien au Transkei même, ou bien en territoire sud-africain à la frontière du Transkei. Les ouvriers habitent dans leur pays, qu'ils quittent chaque matin pour aller travailler. Au-delà de la rivière Kei, le travail ; en-deçà, le capital.

Sans trop s'étendre sur le fait que le Transkei parviendra à l'indépendance sous un régime d'état d'urgence qui gèle l'activité politique, sans trop s'étendre sur cet autre fait que l'Afrique du Sud gardera un droit de regard sur la qualité de l'aide étrangère accordée au Transkei, sans trop s'étendre non plus sur les quarante-neuf traités déjà signés qui lieront le Transkei à l'Afrique du Sud, dans les domaines militaire, policier, monétaire et judiciaire (Pretoria sera la cour d'appel d'Umata), les diplomates sud-africains et transkeiens, pour encourager les capitaux étrangers à reconnaître de jure l'indépendance le 28 octobre prochain, insistent sans rire sur la viabilité future du nouvel Etat, plus grand avec ses 37 000 kilomètres carrés, lancé-t-on à l'adresse des anciens colonisateurs, que douze autres Etats africains. Et de renchérir en expliquant avec quel soin, à l'imitation de la France, l'indépendance a été préparée. Outre que le Transkei n'est pas viable, la question de sa viabilité déplace le problème. En réalité, il n'est séparé de l'Afrique du Sud que par la volonté de Pretoria et ne constitue, en tant que tel, pas plus une colonie que n'importe quelle autre parcelle du territoire sud-africain. La colonie, ce n'est pas le Transkei, c'est l'Afrique du Sud elle-même.

La question du Transkei ne se situe pas au Transkei mais autour de Johannesburg, de Cape Town, de Durban, de Pretoria et de Port-Elizabeth, dans les faubourgs où les Africains n'entendent pas qu'un coup de baguette internationale ni qu'un « Docteur Miracle » transforme un problème social en problème national. On peut déclarer, comme le fait le premier ministre Kaiser Matanzima, que « tous les hommes ne sont pas égaux » ; encore faudra-t-il en persuader en l'an 2000 les cinquante-quatre millions d'Africains qui ne trouveront plus en face d'eux que huit millions de Blancs.

(1) Les « homelands », que l'on appelait naguère bantoustans, sont au nombre de dix : Basutoland, Bophuthatswana, Ciskei, Gazankulu, KwaZulu, Lebowa, Ndebele, Swazi, Transkei, Venda (voir notre carte).

(2) Ces Etats que l'Afrique du Sud aurait été désireuse d'intégrer n'ont jamais été des « homelands » quoiqu'ils en aient la fonction, mais des protectorats britanniques qui ont reçu l'indépendance.

(3) Cf. l'article de Ruth First paru dans le Monde diplomatique d'août 1976.

# 78 rue de la pompe

## votre adresse prestigieuse à paris

**pierre bahon s.a**

Renseignements et vente :  
6, Rond-Point des Champs-Élysées, 75008 Paris - France - Téléphone : 359.92.65



## CAMEROUN

Tandis que les forces d'opposition étendent leur influence

## Durcissement de la répression et aggravation des difficultés économiques

A la suite du « supplément » consacré au Cameroun dans le Monde diplomatique d'octobre 1976, nous avons reçu de M. Woungly-Massaga, membre du comité révolutionnaire de l'Union des populations camerounaises (U.P.C.), mouvement clandestin d'opposition, le texte suivant.

LORS qu'à la mi-juillet 1976 le nombre de personnes arrêtées n'était que de cinquante environ, au début du mois d'août diverses informations concordantes signalaient que la police politique camerounaise, la D.D.O.C., avait déjà procédé à un millier d'arrestations.

A la mi-août, une nouvelle vague d'arrestations, déclenchée dans le but avoué de faire obstacle à l'ordre de grève générale lancé par l'U.P.C. (Union des populations camerounaises), a porté à plus de deux mille le nombre de détenus. La situation actuelle se définit comme une sorte d'anarchie dans l'arbitraire et l'illégalité. Les prérogatives de la police politique étant ce qu'elles sont — son chef, Pochivé, n'a de comptes à rendre qu'au chef de l'Etat, et ses moindres agents arrêtent et emprisonnent qui bon leur semble sans avoir besoin, pour cela, d'ordres supérieurs. — le régime lui-même n'est pas, en vérité, en mesure de dire avec précision le nombre exact de citoyens victimes de la répression. Les listes sont rares : à notre connaissance, seule une femme enceinte de huit mois, qui au demeurant a été sagement surveillée, a été placée en résidence surveillée. Par contre, sans doute pour décongestionner les salles de torture de la tristement célèbre Brigade mixte mobile la B.M.M., les nouveaux détenus commencent à être discrètement répartis dans les camps de concentration de l'arrière-pays, dont chacun sait, au Cameroun (1), qu'on n'en sort jamais vivant. Pas d'inculpation, pas de jugement. Une disposition légale, déjà peu favorable à la protection de la liberté individuelle, prévoit que la garde à vue doit être renouvelée tous les deux mois par arrêté du ministre de l'Administration territoriale (Intérieur). Le plus souvent, la police politique n'en tient aucun compte, en prétextant la gravité de l'affaire : c'est le cas depuis le 3 juillet.

La répression politique qui sévit dans notre pays ne constitue pas, en tant que telle, un fait nouveau. Au Cameroun, on n'a pas cessé de torturer les militants politiques et les suspects depuis 1955. Certes, la grande presse, bien trop reconnaissante à l'actuel régime camerounais d'avoir maintenu le pays solidement amarré au monde occidental, est toujours discrète à ce propos, mais on ne saurait prétendre que l'opinion internationale ignore tout de l'existence, dans notre pays, d'un régime de parti unique excluant toute forme d'opposition légale et recevant un vaste appareil répressif installé et entretenu avec la connivence de la France, et même d'un réseau de camps de concentration. Imprimant à l'échelle du pays, Amnesty International a confirmé l'existence d'une vingtaine de ces camps de la mort où, bon au mal, selon nos propres estimations, vingt à trente mille prisonniers politiques se trouvent enfermés. Le fait même que le régime Ahidjo n'ait jamais voulu publier, même à la demande de ses propres amis, ne serait-ce qu'un chiffre approximatif aurait déjà pu intriquer l'opinion et l'amener à s'émouvoir.

## Le comité de défense

BIEN qu'il ne s'agisse que de la recrudescence d'un des aspects qui fait partie de la vie quotidienne au Cameroun depuis vingt ans, la situation actuelle doit être considérée comme assez particulière. A travers ces nouvelles onques les arrestations déclenchées par le régime Ahidjo, il apparaît très clairement que ce dernier parvient plus, comme il l'a souvent réussi dans le passé, à se livrer à une répression sélective distinguant, à

quelques bavures près, les opposants engagés du reste de la population. Environ neuf sur dix des personnes arrêtées et torturées par la D.D.O.C. depuis le 3 juillet n'ont jamais eu le moindre rapport organisationnel avec le mouvement révolutionnaire dans notre pays, pourtant connu de l'ensemble des masses laborieuses et de la jeunesse. Plus que jamais, les méthodes de la police politique reflètent un désarroi certain des dirigeants du parti unique gouvernemental et mettent en évidence un véritable terrorisme d'Etat dont les excès provoquent une réaction d'exaspération et de colère de plus en plus affirmée, alors que le régime essaie de semer la peur et imposer la résignation.

D'une part, en raison du caractère aveugle de la répression actuelle, mais d'autre part aussi parce que le mécontentement politique et l'esprit de rébellion civique contre les hommes de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), parti unique gouvernemental, s'étendent aujourd'hui à un grand nombre de catégories sociales. Le régime Ahidjo est amené à frapper aveuglément de tout jeunes lycéens et lycéennes, de vieux travailleurs, des étudiants, de petits employés comme cadres, et même des membres de la haute administration. Parmi ces derniers, il n'y a pas seulement ceux dont on apprend qu'ils ont été torturés d'une manière particulièrement barbare, il y a aussi ceux dont la fillette lycéenne, le petit cousin étudiant ou tel autre proche parent sont entre les mains des tortionnaires de la D.D.O.C., qui découvrent toute l'horreur d'un terrorisme d'Etat qu'ils cauchonnaient avec désinvolture.

Un autre élément d'appréciation qui nous paraît caractéristique d'une situation en très nette évolution mérite d'être retenu : il s'agit de la nouvelle attitude des hommes de l'U.N.C. à l'égard des forces armées. Bien sûr, le président de l'U.N.C. s'est efforcé, comme à son habitude, de cacher, en invoquant la nécessité de faciliter la contribution des forces armées à la production, le sens véritable des décrets qui, au mois de mai dernier, ont permis à la veille de son voyage en France, ont démembré les forces armées en une dizaine de commandements autonomes et permis la neutralisation des officiers supérieurs autres que ceux de sa région. Mais aucun Camerounais n'a manqué de s'apercevoir que ces mesures, naturellement préparées par les conseillers militaires français, dont la présence dans le pays devient de plus en plus ostensible, constituent très clairement, dans le droit fil de l'iniquité officielle que trahissent les arrestations massives, une manifestation sans précédent de défiance à l'égard des forces armées.

Autant de faits qui attestent que la répression politique s'inscrit dans un contexte nouveau, marqué par la situation en très nette évolution de la situation économique et sociale comme par une nouvelle dynamique de l'opposition : de ce fait, le système néo-colonial mis en place par la France dès février 1960, avant même la proclamation de l'indépendance en janvier 1960, connaît une remise en cause révolutionnaire qui, pour n'être pas violente en ce moment, n'en est pas moins profonde et redoutable. La déstabilisation des structures politiques, dans un tel contexte, ne peut que s'aggraver, en même temps, du reste, que l'arbitraire politique. C'est pourquoi les patriotes camerounais saluent chaleureusement le « Comité international Ernest-Quandari pour la défense des prisonniers politiques du Cameroun », dont la formation vient d'être annoncée à Paris, sous la présidence de l'écrivain Mongo Béti (2). Notre parti demande instamment à tous les démocrates sincères, à tous les véritables défenseurs des libertés, d'apporter leur soutien au C.I.E.Q. pour qu'il puisse développer rapidement un mouvement international de solidarité efficace en faveur des prisonniers des camps de la mort du Cameroun ; pour qu'il puisse être mis fin à deux décennies de pratique offi-

cielle ininterrompue de la torture ; pour qu'enfin un régime aux abois cesse de supplicier jusqu'à des jeunes lycéens de quinze à dix-sept ans. L'ampleur et la signification de la répression politique au Cameroun — et partant l'importance de la mission humanitaire du C.I.E.Q. — ne peuvent pas être nettement perçues si l'on n'évoque pas, au moins dans ses grandes lignes, la situation d'ensemble du pays, notamment, d'une part, la dégradation de la situation économique et sociale et, d'autre part, la dégradation nouvelle de l'opposition : le Courant du Manifeste national pour l'instauration de la démocratie (MANIDEM), courant mis en œuvre par l'U.P.C.

## Par WOUNGLY-MASSAGA

Le régime Ahidjo a dix-huit ans. On a beaucoup parlé de sa longévité politique. Moins, notons-le, pour faire état des réalisations qui eussent pu marquer près de vingt ans de pouvoir sans partage que pour entonner des louanges diaphanes.

Quelle est la nature véritable du régime Ahidjo et d'autres régimes du même type en Afrique ? Quelle est la signification concrète de l'indépendance néo-coloniale ? Le mot d'ordre d'indépendance réelle est-il idéologique ou politique ? Le non-alignement du Cameroun actuel est-il une réalité ou une proclamation démagogique, et sur quelle base repose-t-il ? Peut-il y avoir un nouvel ordre économique mondial à plus juste sans un nouveau ordre politique mondial plus juste ? Quel peut être l'impact de la coopération des pays socialistes avec les régimes néo-coloniaux sur l'orientation politique et économique de ces pays ?

Un problème fondamental, celui de la coopération entre les pays socialistes et les régimes néo-coloniaux, a conduit l'U.P.C. à adopter une position qui est en fait à l'heure actuelle, celle de la presque totalité des militants progressistes et des patriotes camerounais et africains, à l'exception de quelques éléments qui se désolent de leurs responsabilités révolutionnaires en cherchant des tutelles étrangères idéologiques ou organisationnelles. Cette position, c'est que les relations nouées par les pays socialistes avec le régime Ahidjo ou avec d'autres régimes néo-coloniaux de ce type ne sont pas et ne peuvent pas être dans l'intérêt de nos peuples ; elles répondent aux intérêts d'Etat et de nos dirigeants, à l'exception de quelques éléments qui se désolent de leurs responsabilités révolutionnaires en cherchant des tutelles étrangères idéologiques ou organisationnelles. Cette position, c'est que les relations nouées par les pays socialistes avec le régime Ahidjo ou avec d'autres régimes néo-coloniaux de ce type ne sont pas et ne peuvent pas être dans l'intérêt de nos peuples ; elles répondent aux intérêts d'Etat et de nos dirigeants, à l'exception de quelques éléments qui se désolent de leurs responsabilités révolutionnaires en cherchant des tutelles étrangères idéologiques ou organisationnelles. Cette position, c'est que les relations nouées par les pays socialistes avec le régime Ahidjo ou avec d'autres régimes néo-coloniaux de ce type ne sont pas et ne peuvent pas être dans l'intérêt de nos peuples ; elles répondent aux intérêts d'Etat et de nos dirigeants, à l'exception de quelques éléments qui se désolent de leurs responsabilités révolutionnaires en cherchant des tutelles étrangères idéologiques ou organisationnelles.

Certes, deux représentants de l'actuel régime camerounais ont été portés au secrétariat général de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine). Le premier a été forcé de démissionner après s'être déshonoré dans une collision avec la firme sud-africaine Lonrho. Le second, qui ne pouvait se mener sans l'aide de son maître, le second a récemment, au plus chaud de la guerre angloaise, sur instructions du président de l'U.N.C., qui se concentrait à ce sujet avec l'Occident et Mobutu, joué un jeu si ouvertement réactionnaire en faveur des groupes fantoches anglois que tout cela a fallu, de nouveau, tourner au scandale.

Il est tout aussi normal, du point de vue de la bourgeoisie française, que l'on se félicite, à Paris, du fait que la France fournit 80 % des importations camerounaises, 30 % des exportations de notre pays, dont elle demeure ainsi, et de très loin, le premier partenaire économique. Mais il nous paraît dangereux de signer l'acte de l'Union africaine et européenne, sur la conviction que pour maintenir ce genre de position privilégiée, il faudra indéfiniment soutenir des régimes autocratiques s'imposant aux populations par un véritable terrorisme d'Etat.

Il est tout aussi normal, du point de vue de la bourgeoisie française, que l'on se félicite, à Paris, du fait que la France fournit 80 % des importations camerounaises, 30 % des exportations de notre pays, dont elle demeure ainsi, et de très loin, le premier partenaire économique. Mais il nous paraît dangereux de signer l'acte de l'Union africaine et européenne, sur la conviction que pour maintenir ce genre de position privilégiée, il faudra indéfiniment soutenir des régimes autocratiques s'imposant aux populations par un véritable terrorisme d'Etat.

## L'échec des plans

Le régime Ahidjo vient de faire le constat de l'échec de son troisième plan quinquennal, et de manière extrêmement discrète. « Au cours de son exposé, annonce le Courant du Manifeste national, le premier ministre a souligné que la conjoncture internationale, rendue difficile par la crise économique mondiale, aggrave le CAMEROUN. Les aléas climatiques, a perturbé l'exécution normale de notre troisième plan quinquennal. Les chiffres en disent long à ce sujet. Le produit intérieur brut est passé de 302,9 milliards en

1970-1971 à 483 milliards en 1974-1975, soit une croissance moyenne de 12,4 % en France courants seulement, une croissance en dessous de l'objectif réel de 15 % par tête retenu, compte tenu de la dépréciation monétaire, qui est de 10 %, et de la progression démographique, évaluée à 2,1 %. Un autre chiffre significatif à cet égard : notre balance commerciale a successivement enregistré un déficit d'environ 15,6 milliards en 1971-1972, de 14,3 milliards en 1972-1973, puis un excédent de plus de 28,3 milliards en 1973-1974, et enfin un déficit de 19,1 milliards en 1974-1975 » (3).

Encore que ces chiffres officiels ne puissent être que sujets à caution, ils témoignent éloquentement d'une incontestable dégradation de la situation économique : moins de 0,3 % de croissance en France courants, depuis cinq ans, et au moins 20 milliards de déficit de la balance commerciale, en sus, bien évidemment, du lourd passif des précédents « plans quinquennaux ».

L'U.P.C. avait annoncé que les prétendus plans quinquennaux échoueraient parce qu'ils ne sont que des programmes prévisionnels irréalisables dans une économie néo-coloniale en déséquilibre et largement dépendante de l'étranger. Les faits ont successivement donné raison à notre parti à propos du premier, du second et du troisième plans. Il ne fait aucun doute que le peuple camerounais ne parviendra pas à se débarrasser des hommes de l'U.N.C., dont la seule raison de s'accrocher au pouvoir est de maintenir le pays sous la domination économique de l'étranger et de s'enrichir avec les misères du pillage néo-colonial, le prétendu « quatrième plan » sera inéluctablement un échec plus cuisant encore. En effet, le « troisième plan quinquennal » s'est écroulé sous le poids d'un effort de relance de la politique du régime, avec l'autorité majeure que constituait, du moins selon les calculs de l'U.N.C., l'assassinat du président Ernest Quandari, ce plan quinquennal a pourtant échoué. Les dirigeants de l'U.N.C. se réfugient derrière l'alibi classique de la « crise mondiale, aggravée par les aléas climatiques ». Or ces mêmes dirigeants ont pourtant même « crise mondiale » n'épargne- ront pas probablement pas le « quatrième plan ».

Dans ces conditions, la dégradation des conditions de vie des masses populaires s'accroît à un rythme dramatique. Rien que pour la période du troisième plan quinquennal : une augmentation des prix de plus de deux cents pour cent, une hausse du chômage, un véritable effondrement des services de santé (absence de médicaments, d'équipements et de personnel) (4) et de l'enseignement. Un tel état de choses ne peut que conduire à l'effondrement du régime Ahidjo. En tout cela s'ajoute à l'inqualifiable corruption des tenants du pouvoir. Lorsque Ahidjo proclame que l'armée est la source de valeurs morales, on se demande quel militaire est parvenu à affirmer qu'on peut en dire autant des politiciens qui gouvernent le pays ? Et par quel miracle une armée qui commence à aspirer, comme l'ensemble de notre peuple, pour s'émanciper, se soustrait dans les affaires publiques pour à elle continuer à soutenir aveuglément cette corruption ? Le prix de la vie augmente et, dans un bon nombre de familles ouvrières, on ne mange plus de viande qu'une seule fois par mois. Le mécontentement est grand parmi les travailleurs, comme en ont témoigné les puissantes grèves de janvier-février 1975 (5). C'est incontestablement cette dégradation générale des conditions de vie de la population qui explique, au premier chef, l'extension de la mobilisation antirégime aux couches les plus diverses de la population. Mais les orientations nouvelles qui se sont affirmées dans la conduite du mouvement révolutionnaire camerounais contribuent tout autant à sensibiliser les masses et à favoriser l'approfondissement et l'élargissement de la mobilisation révolutionnaire contre le régime néo-colonial de l'U.N.C.

## Le Courant du MANIDEM

DEPUIS deux ans, l'U.P.C. s'efforce de maîtriser les problèmes posés par un affaiblissement progressif de la lutte contre le régime néo-colonial. Affaiblissement qui résultait, pour l'essentiel, d'une longue période de carence de notre travail politique d'éducation, d'organisation et de mobilisation des masses. Afin de dégager le mouvement révolutionnaire d'une pente qui aurait conduit à terme à l'effondrement de l'U.P.C. et à la victoire du néo-colonialisme pour des décennies, un triple effort a été entrepris dans le cadre d'une même offensive politique.

Cet effort implique, en premier lieu, une campagne soutenue de politisation des masses au niveau de toutes les couches de la population laborieuse et en direction de tous les Camerounais de progrès, dans le but de développer un fort courant d'opinion en faveur du remplacement du régime autocratique actuel par un régime démocratique pouvant valablement se réclamer d'une assise et d'un consensus populaires incontestables : c'est le Courant du MANIDEM, en tant que courant d'opinion.

En second lieu, notre parti travaille en même temps à regrouper, sur une base d'entente minimale de front uni, et en respectant leur autonomie à l'égard du parti, toutes les Camerounaises et tous les Camerounais de progrès, toutes les organisations tant soit peu opposées, de manière conséquente, à la dictature de l'U.N.C. C'est le Courant du MANIDEM, en tant que mouvement autonome de masses.

Enfin, le troisième aspect de cette offensive politique consiste, dans le cadre de cette dynamique lutte nouvelle qui renforce indéniablement la

confiance des Camerounais en l'U.P.C. comme avant-garde révolutionnaire de notre peuple, à regrouper et à organiser tous les Camerounais qui, non seulement souscrivent au programme minimal de front uni, mais ont une vision claire du néo-colonialisme et sont d'ores et déjà conscients de la nécessité de conduire la lutte sur la voie du socialisme. C'est le Courant du MANIDEM en tant que mouvement révolutionnaire de masse lié à l'U.P.C.

D'ores et déjà, le Courant du MANIDEM constitue une force majeure de la vie politique au Cameroun, et partout où se trouvent des Camerounais. La tâche qui est la nôtre, c'est la reconstruction méthodique d'un puissant mouvement révolutionnaire capable aussi bien de répondre avec efficacité aux exigences de toutes les formes de lutte populaire que de donner à tout moment les problèmes de l'implantation d'un régime nouveau, ainsi que ceux de l'impulsion d'une politique militaire de panafricanisme révolutionnaire. C'est en vain que les politiciens de l'U.N.C. tentent de conjurer la progression du mouvement révolutionnaire en présentant l'U.P.C. comme une « subversion extérieure ». Les patriotes camerounais et l'ensemble des masses populaires dans notre pays savent très largement aujourd'hui que l'U.P.C. n'est l'instrument d'aucune puissance extérieure d'aucun parti étranger. Notre peuple sait que s'il y a effectivement des exilés camerounais, c'est précisément parce qu'Ahidjo a peur des dirigeants et des cadres de l'U.P.C. Ahidjo et ses amis savent parfaitement qu'ils ne tiendraient pas en place plus d'une semaine face à une U.P.C. libre de ses mouvements et libre de s'exprimer. La position politique du président de l'U.N.C., imposée à la tête du pays par les troupes de la puissance colonisatrice et maintenu au pouvoir par une armée encore largement « franco-camerounaise », a toujours été d'une extrême faiblesse. C'est la raison pour laquelle, comme il l'a publiquement avoué le 1<sup>er</sup> septembre dernier à Yaoundé, Ahidjo ne saurait se permettre la moindre tentative de démocratisation des institutions, pas même une correction du genre de celle à laquelle se livre Senghor au Sénégal à propos du tripartisme.

## Une action méthodique

ON se demande parfois comment Ahidjo, dont les assises politiques ont toujours été si faibles dans le pays, n'a pas été renversé depuis dix-huit ans. Cette question, nous la posons à laquelle le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Marchés tropicaux et méditerranéens* (6) a apporté un élément essentiel de réponse, dans un éditorial publié pour faire l'éloge d'Ahidjo à la veille de son voyage à Paris : le succès de la rébellion ivoiriste, nous apprend l'auteur, « est un des conséquences inévitables ». C'est dire, on ne peut pas le dire, que l'imperialisme n'a jamais mis la portée du combat de l'U.P.C. et qu'il a toujours tout mis en œuvre pour tenter d'annuler notre parti : l'assassinat systématique des dirigeants de l'U.P.C. prouve cette détermination. Aussi, est-ce une autre question qui pose la véritable interrogation pour l'histoire : comment le régime Ahidjo, avec tous les moyens d'un terrorisme d'Etat systématiquement encouragé et aidé par l'Occident, n'a-t-il pas été renversé depuis dix-huit ans, à l'instar d'une U.P.C. qui — dans un environnement géopolitique totalement hostile et dans la relative solitude internationale qui est le prix de son indépendance politique, idéologique et organisationnelle — a parfois plié, mais sans rompre jamais ?

A ce niveau, la résistance opiniâtre de l'U.P.C. atteste de sa capacité de vaincre. Quant à l'heure même de la victoire de la lutte du peuple camerounais, c'est avec une large mobilisation des masses et le concours de toutes les forces vives du pays qu'il faut qu'elle se prépare. Il est vain d'attendre que les amis tentent de susciter l'iniquité en répandant l'idée que leur départ du pouvoir engendrerait le chaos : ils en seront chassés par l'action méthodique et parfaitement disciplinée d'une opposition populaire de plus en plus étendue et de mieux en mieux organisée. Les militants révolutionnaires de l'U.P.C. font ce qu'ils disent et disent ce qu'ils font. Nous vaincrons.

- (1) L'U.P.C. utilise l'orthographe « Kamernun », qui est phonétiquement plus proche des langues locales, et aussi par référence à l'époque qui précède le partage du pays. Le gouvernement, quant à lui, écrit « Cameroun ».
- (2) Adresse à/c Maurice Bié, 4, rue Mayet, 75008 Paris.
- (3) Cameroun-Tribune, n° 844 du 13 août 1975.
- (4) Voir, à ce sujet, l'appel adressé au professeur François Bégué, chef de service à l'hôpital Claude-Bernard, à Paris, paru dans le *Figaro* du 7 avril 1976.
- (5) Notamment les grèves de dix mille dockers du port de Douala, des employés de trois entreprises de transit (Transcap, Socopac et Mory), de la pharmacie Socopac de Douala (S.D.L.O.), etc.
- (6) N° 1 800 du 8 juillet 1976.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde »  
S.A.R.L. des Editions  
PARIS-12<sup>e</sup>

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 428

## BIBLIOGRAPHIE

## « Exil, connais pas »

de Sally N'Dongo

VI de militant, itinéraire exceptionnel de l'un des sous-prolétaires du monde moderne — les travailleurs africains immigrés (1). Sans formation, sans métier, Sally N'Dongo ne comprenait du français que quelques mots « utiles » lorsqu'il fut « importé » dans une maille par ses patrons, en 1956. Le voilà aujourd'hui « manoeuvre spécialisé » à la mairie de Puteaux et, surtout, président de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France, mouvement qu'il a créé en 1963 « sans projet politique » pour aider, socialement, les compagnons d'infortune. Les difficultés de sa lutte pour faire simplement reconnaître leurs droits à une vie moins infamante imposent à son esprit lucide une prise de conscience politique. Tout comme autrefois, en France, les luttes paysannes et ouvrières produisaient des analystes qui ne furent jamais tenus pour « distingués », certes, mais n'en firent pas moins progresser le mouvement des idées.

L'auteur, on s'en doute, n'a rien de l'universitaire. Sans phraséologie mais avec beaucoup plus d'écrit, il expose dans le livre le fonctionnement d'un système d'exploitation qui, pour ce qui concerne les travailleurs africains immigrés, remonte aux ori-

gines coloniales. Avant l'indépendance, c'était le travail forcé pour l'administration coloniale, le prêt-à-porter des soldats pour la guerre, le tribut imposé aux paysans et, pour achever de les ruiner, l'introduction de la monoculture de l'arachide au Sénégal. Après l'indépendance, c'est la suite logique, le départ pour la France afin d'assurer la survie des familles au bord de la famine.

« La solution définitive de nos problèmes est au pays », dit Sally N'Dongo (« Exil, connais pas ») en dénonçant l'usurpation du pouvoir en Afrique, le néo-colonialisme et l'imperialisme. Si, comme il semble, partis de gauche et syndicalistes ont, en France, quelque difficulté à présenter à leurs adhérents une analyse politique du problème des travailleurs immigrés, les voici pourvus, avec ce livre, d'un instrument de formation idéal qui, de surcroît, laisse percer assez clairement la similitude des intérêts tant ceux qui se trouvent pris malade par le système néo-colonial d'une société où ils ne profitent.

M. P.

(1) Exil, connais pas, Sally N'Dongo, éditions du Cerf, coll. « Pourquoi le vis », Paris, 1976, 180 pages, 25 F.

REPERE  
LE MEMBRE  
DU C.E.R.A.

SOMMAIRE  
du n° 1 800  
du 8 juillet 1976

سالى نديونجو



La sombre victoire  
du chancelier Schmidt

# PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE



**P**RESENTÉE au reste de l'Europe comme un enviable exemple, la situation économique de l'Allemagne fédérale n'a pas empêché le sensible recul de la coalition gouvernementale.

A quelles causes attribuer cette régression ? A d'envahissantes interventions de l'Etat, comme certains le firent, non sans quelque complaisance, après l'échec électoral des sociaux-démocrates suédois ? Ou, plus simplement, à l'usure

du pouvoir dans de difficiles conditions économiques ? Ce serait alors porter un diagnostic pessimiste sur le destin des coalitions conservatrices qui, en d'autres pays, ne réduisent pas le chômage et connaissent cependant un taux d'inflation très supérieur à celui de la R.F.A.

Les gains de l'opposition chrétienne-démocrate ne seront pas sans effet sur la conduite des affaires intérieures mais ne sauraient modifier pour l'essentiel les

grandes options diplomatiques de Bonn. Les deux grands partis se rejoignent en effet dans la même conception de la sécurité nationale, qu'ils entendent assurer par la priorité qu'ils accordent à l'alliance avec les Etats-Unis. Au-delà des fluctuations du corps électoral, deux objectifs majeurs dictent les choix : puissance économique et sécurité stratégique. Un large consensus inspire la définition des moyens qui permettraient de les atteindre. Comme le répètent avec insis-

tance certains des articles que nous publions ici, l'Allemagne fédérale se trouve, certes, par rapport à l'Est, dans une situation fort différente de celle de ses voisins — ce qui pose des problèmes au gouvernement de Bonn mais aussi, et ce n'est pas moins important, à ses partenaires européens. De telles différences déterminent au sein de la C.E.E. des forces centrifuges dont on n'a pas fini de mesurer l'impact sur la construction de l'Europe.

Résurgence  
des vieilles craintes  
et permanence des partis pris

## L'« abominable Allemand » menace-t-il l'Europe ?

Par CHARLES ZORGBIBE \*

L'ALLEMAGNE redevient-elle un danger ? En France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suède, en Italie, la question est ouvertement posée. Désagréablement surpris, les commentateurs allemands ironisent. La *Süddeutsche Zeitung* s'interroge : la République fédérale se trouverait-elle dans une situation dramatique, analogue à celle qui régnait au début de l'ère hitlérienne ? « On a l'impression d'être au Chili, en Espagne, en Iran. On arrête des étudiants seulement parce qu'ils posent des questions embarrassantes. On empêche un grand nombre de gens d'exercer leur profession. L'appartenance à un syndicat est dangereuse. La chasse aux sorcières bat son plein ; on sent même poindre une odeur de gaz. On pousse de courageux jeunes gens au suicide. »

Pour la Frankfurter Rundschau, cette surprenante concentration de reproches « a éveillé, chez de nombreux citoyens de la République fédérale, l'impression d'être conduits dans une sorte de grotte des glaces dans laquelle les miroirs déformants sont en majorité », et le grand quotidien libéral de gauche de citer une émission de la télévision belge francophone dont les auteurs comparent l'Allemagne de Bonn à divers Etats policiers et dictatures militaires.

Poids de l'histoire — et des haïnes raciales ? Les critiques croisées révélaient, d'abord, une large méconnaissance

de l'Allemagne d'aujourd'hui : la trahison des moyens d'information de masse dans les Etats voisins de l'Allemagne, leur intérêt dément pour les divers épisodes du second conflit mondial, retracés avec le manichéisme de rigueur ; l'absence de description et d'explication véritables de cette « démocratie de laboratoire » née à Bonn il y a trente ans, ont été souvent relevées. Aux Allemands donc de vivre avec leur histoire — sous l'aigillon des « rappels » du monde extérieur ; le comportement de leurs gouvernements confirmera les vieilles peurs et partis pris enracinés.

Campagne systématique, à finalité politique ? Seule la C.S.U. de Bavière, dans son indignation devant l'« outrecuidance impudente » des critiques de l'étranger, déchiffre une « opération à l'échelle internationale » qui doit permettre « l'infiltration des communistes dans la République fédérale ». Trop responsables pour se tenir à la thèse simpliste de la « conspiration », les milieux poli-

tiques et la presse d'Allemagne occidentale recherchent les « vraies raisons » de l'assaut extérieur. Alors apparaissent la montée en puissance de la République fédérale, et les mesures internes prises pour la défense de l'ordre constitutionnel.

Un chancelier allemand qui parle haut et fort ; des opinions publiques étrangères promptes à s'indigner. Les petites phrases de M. Helmut Schmidt sur la rencontre de Portofino ne révèlent-elles pas la formation d'une nouvelle Sainte-Alliance ? Et le deutschemark ne serait-il pas à la doctrine Schmidt ce que les chars furent à la doctrine Brejnev ? De fait, le « discours » des gouvernements de Bonn sur l'avenir de l'Europe du Sud tend à les ériger en « standards de l'Europe » tandis qu'il exacerbe, chez les voisins de l'Allemagne, non seulement les préoccupations idéologiques, mais aussi la susceptibilité nationale.

### Conformisme et rigidité politique

PLUS profondément, et de manière moins avouable, il est pénible aux dirigeants ouest-européens de vivre avec un élève modèle de la classe atlantique, surtout lorsqu'il s'agit d'un « ancien vaincu », et de reconnaître l'ampleur de sa contribution politique et économique à la construction de l'Europe occidentale et au développement des rapports avec l'est du continent. Montée en puissance économique : à la capacité d'aider financièrement ses partenaires, Bonn joint la volonté de leur imposer une gestion rigoureuse. Crédibilité nouvelle de l'appareil militaire : le géant économique est de moins en moins un nain politique. Que de Bonn viennent à se multiplier des leçons qui paraissent arrogantes : elles susciteront des réactions irrationnelles qui ne seront pas pour déplaire aux milieux politiques des pays voisins : ainsi, après celle de l'« ugly American » des années 50, s'affirmera l'image de « l'abominable Allemand ».

Cette image est, évidemment, injustement caricaturale. La « politique vers l'Est » a été poursuivie par le chancelier Schmidt, bien qu'elle ne soit plus pour lui, comme elle l'était pour M. Willy Brandt, une question de principe — et malgré un environnement défavorable : regain, à l'Est, de l'utilisation tactique du « danger du revanchisme allemand » ; scepticisme, à l'Ouest, d'une large fraction de l'opinion qui s'interroge sur la nature du profit retiré de l'Ostpolitik.

D'autre part, la vigilance des commentateurs allemands est grande sur ceux des problèmes que les gouvernements tendent naturellement à placer sous l'étendard de la moderne raison d'Etat économique : commerce des armes ou rapports avec l'Afrique du Sud. Ainsi, dans la revue *Frankfurter Heft*, Ernst-Otto Czempiel concluait-il une longue étude sur la diplomatie de Bonn en évoquant les relations avec Pretoria : « Jusqu'à présent, la République fédérale ne pas toujours tenu compte des

attentes politiques et économiques de la population, et s'est plutôt orientée vers les intérêts financiers de quelques grandes entreprises. La politique mondiale de la République fédérale peut être réduite à une formule simple : elle doit contribuer à créer de nouvelles structures de paix si elle veut remporter des succès politiques à longue échéance. La norme juridique et les intérêts politiques sont très proches : seule la paix est rentable. »

Enfin, la vivacité même des récentes controverses entre Bonn et Paris ou d'autres partenaires européens n'est pas pour nous surprendre : la politique inter-étatique cède ici le pas à la politique intérieure européenne.

« Bers/serbot » (interdiction d'exercer sa profession) : l'expression même acquiert désormais une connotation négative dans le vocabulaire politique européen. Sans doute l'Allemagne reste-t-elle un Etat divisé, en proie à une guerre civile froide : trop de censeurs ont le tort de ne pas prendre en compte cette extrême vulnérabilité et on a pu fort justement s'en souvenir, à Bonn, de l'absence de toute considération sur les libertés civiles dans l'autre Allemagne. Reste que le perfectionnisme bureaucratique avec lequel sont recherchés, en République fédérale, les « ennemis de la Constitution », a pu effectivement donner l'impression d'une très grande intolérance de l'Etat, et que — trop de précédents le prouvent — la protection d'une société libre peut facilement dégénérer en « chasse aux sorcières ».

Le problème est d'autant plus préoccupant que la tradition d'un Etat libéral sur le sol allemand est encore très jeune et donc menacée. Peu avant sa mort, l'ancien chef de

(\*) Professeur aux universités de Paris-Sud et de la Sarre.

l'Etat, Gustav Heinemann, haute conscience de la République fédérale, dressant dans l'hebdomadaire *Das Parlament* le bilan du fonctionnement de l'Etat constitutionnel et démocratique, percevait la montée d'un nouveau conformisme :

« Le comportement naturel et parfois même sauvage de la jeune génération, tel que nous l'avons connu vers la fin des années 60, a, dans une grande mesure, fait place à une attitude craintive. La vigilance politique et une appréciation morale et pleine de rigueur de la vie politique journalière ont visiblement diminué au profit d'un souci d'assimilation et d'un certain mutisme, comme s'il ne s'agissait plus que de sauver sa propre peau et sa carrière. »

Rigidité nouvelle des structures politiques : « On se représente de nouveau l'Etat comme une entité qui plane très haut, au-dessus de nous, et qui, indépendamment du Parlement, des partis et de la souveraineté du peuple, serait l'incarnation du pouvoir exécutif. Ceci explique que les partisans radicaux de la liberté et de la démocratie puissent être soupçonnés d'être hostiles à la Constitution, alors même qu'ils réclament davantage de liberté et de démocratie, conformément à l'esprit de la Constitution. »

Et l'ancien président fédéral de conclure par un appel à une démocratie vivante : « Lorsque nous confondons sciemment la critique radicale avec l'extrémisme hostile à la Constitution, il convient de sonner l'alarme. Lorsqu'on cesse de distinguer l'ennemi véritable de la Constitution de son ami radical, il ne reste bien sou-

vent à ce dernier d'autre alternative que de se résigner ou de se joindre au camp des ennemis véritables d'une société libre et solidaire, qui se renouvelle sans cesse et continue à se développer. La critique — la critique radicale — doit pouvoir s'exprimer ouvertement et susciter des controverses pour être féconde. Cela implique aussi que l'on puisse se tromper, voire s'égarer en matière politique, sans pour autant avoir à se justifier des années plus tard, surtout lorsqu'on a, dans l'intervalle, reconnu et surmonté ses erreurs. »

### LIRE PAGES 10 à 14

P. 10-11. — La puissance, la précarité et les inquiétudes, Daniel Vernet. — La R.F.A. se considère comme le bouclier de l'Europe, Lethier-Ruehl. — Une foi absolue dans l'économie de marché, Konrad Seitz.

P. 12-13. — Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, Walter Schütze. — Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens, Paul Noack. — Bonn aux Nations unies, Thomas Brans.

P. 14. — Suite de l'article de Paul Noack. — Bibliographie : « L'Allemagne des craintes et des incertitudes », Daniel Vernet.

**REPERES**  
LE MENSUEL  
DU C.E.R.E.S.

#### SOMMAIRE DU N° 36

- PROGRAMME COMMUN : la merge de manœuvre diplomatique et militaire.
- LA FRANCE ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
- LUTTES DE CLASSE EN AFRIQUE.

En vente dans les kiosques : (10 F.)

#### Abonnements :

France et pays de l'ex-Communauté française (sauf Algérie) 120 F  
étranger : par avion ..... 150 F  
13, Bd Saint-Martin, 75003 PARIS  
C.C.F. 34.875-30-J — LA SOURCE

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

98, FAUB° ST-HONORE - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27, BOUL° RASPAIL - PALAIS DES CONGRES P° MAILLOT  
PARIS

محاذم الأصل



### Un géant économique qui a cessé d'être un nain politique

UNE puissance économique s'exprime d'abord en chiffres. Le produit national brut de la République fédérale d'Allemagne a atteint, en 1975, 1 037 milliards de deutschemarks, le chiffre d'affaires de son industrie 733,8 milliards, ses exportations, 221,6 milliards, le solde de sa balance commerciale, 97,2 milliards, ses réserves d'or et de devises, 83 milliards (le chiffre le plus élevé du monde occidental). Ses ouvriers sont, après les Suédois, les mieux payés d'Europe.

En outre, la R.F.A. a été mieux sortie de la crise économique que la plupart des autres pays capitalistes, avec un taux d'inflation deux fois inférieur à celui de la France, un taux de chômage qui n'est pas pire qu'ailleurs. Tout cela explique pourquoi le chancelier fédéral peut se permettre de parler haut et fort en Europe et en Amérique.

La République fédérale est-elle pour autant une grande puissance ? Si l'on pose la question aux Allemands eux-mêmes, ils répondent, l'air gêné, par la négative. Ils ne cachent certes pas la fierté que leur inspirent les résultats obtenus après les destructions de la guerre et qu'entraînent la majorité comme l'opposition. Ils reconnaissent que la formule célèbre qui définissait la R.F.A. comme « un géant économique et un nain politique » ne correspond plus à la réalité, si tant est qu'elle fût jamais vraie. Mais ils hésitent à accepter toutes les implications d'une situation qui place leurs pays au second rang des puissances occidentales, immédiatement après les États-Unis.

La raison essentielle de cette attitude est d'ordre historique. Les souvenirs du nazisme, les conséquences désastreuses de la mégalomanie d'Hitler sont encore trop présents pour que les Allemands ne craignent pas d'être entraînés malgré eux dans des conflits internationaux. La puissance implique des responsabilités qu'ils préfèrent ne pas assumer. Ou pas encore. Leur principal souci est de « préserver l'acquis », de ne pas mettre en cause, par une politique aventureuse, les résultats de vingt-cinq années d'efforts de reconstruction et les retombées matérielles du « miracle économique ». Sans la récession de 1966-1967, qui ébranla pour la première fois la confiance dans une croissance continue, la servilité politique à l'égard des

États-Unis, pratiquée par un Erhard, aurait pu se poursuivre encore quelques années.

Que tout « complexe » n'ait pas aujourd'hui disparu, les hésitations à propos des exportations d'armes en donnent la preuve. La République fédérale possède une industrie de l'armement puissante, employant deux cent mille salariés (comme en France), dont la production représente 3 % du P.N.B., les exportations n'atteignant cependant que 100 millions de dollars (soit 0,3 % des exportations totales). La Bundeswehr est équipée à 80 % de matériel allemand, très demandé à l'étranger. Mais, en principe, la R.F.A. n'exporte des équipements militaires que dans les pays membres de l'OTAN, plus la Suède et la Suède. A la fin de l'année dernière, sous la pression des industriels, le gouvernement de Bonn a sérieusement envisagé un assouplissement de la règle ; toutefois, les considérations d'ordre « moral » et historique l'ont emporté sur les considérations financières et économiques. Le gouvernement s'en tient à la pratique restrictive.

Ce refus de jouer un rôle de puissance mondiale s'est aussi traduit, pendant des années, par l'absence politique de la R.F.A. en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Cependant, contrairement à la pratique française, cette

### "Avec grâce et élégance"...

SA position de force, le gouvernement de Bonn l'a d'abord utilisée pour tenter d'imposer aux autres pays de la Communauté une politique économique calquée sur sa propre pratique. Le succès a été mitigé. Le chancelier Schmidt a joué les honorables courtiers entre Paris et Washington, Londres et Athènes et Ankara. Les dirigeants allemands ont utilisé les bonnes relations entretenues par le parti social-démocrate avec les socialistes portugais pour influencer, d'une façon décisive, l'évolution de la « révolution des œillets » et ils sont très actifs en Espagne. Même si les menaces de M. Schmidt, au sujet d'une éventuelle participation des communistes au gouvernement italien, ont d'abord un usage électoral interne, elles portent également témoignage de la nouvelle assurance allemande. « C'est la conjonction d'une libération par rapport au passé et du froid calcul économique. Pour certains, c'est trop », déclarait un porte-parole de M. Schmidt pour expliquer les réactions, parfois vives, suscitées à l'étranger par l'audace de son « patron ».

Refuser de jouer à la grande puissance ne signifie pas que l'on rejette les avantages que procure une position de force vis-à-vis de l'Est comme de l'Ouest. Car l'ostpolitik mise en œuvre par M. Willy Brandt, et poursuivie, malgré quelques déboires, par son successeur à la chancellerie, a donné à la R.F.A. une liberté de manœuvre politique, tant à l'égard des pays socialistes que de ses partenaires occidentaux, qu'elle n'avait jamais eue auparavant. Aucune décision d'ordre militaire ou monétaire ne saurait

abandonner politique n'a pas empêché les hommes d'affaires et les industriels ouest-allemands de s'assurer des marchés rémunérateurs. Les hommes politiques sont venus après, et, dans bien des cas, il ne leur restait plus qu'à cueillir des fruits mûrs. Le contrat nucléaire avec le Brésil en est un exemple frappant.

En Europe, le poids relatif de l'Allemagne de l'Ouest s'est accru au cours des années, non seulement dans le domaine économique et monétaire — le « serpent » européen ressemble de plus en plus à une « zone mark » — mais aussi militaire et politique. La Bundeswehr est l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe occidentale, l'élevé modèle de l'alliance atlantique. Pour certains dirigeants allemands, cette position dominante signifie qu'elle « paie pour les autres ». Mais, en politique européenne, la R.F.A. a plus que les autres pays, n'agit par égoïsme. Si elle prête de l'argent à l'Italie, assure une part importante au financement du Fonds régional européen, porte une grosse partie du fardeau de la politique agricole commune, c'est parce qu'elle en retire des avantages non seulement immédiats mais aussi indirects, c'est-à-dire politiques.

## La R.F.A. se considère comme le bouclier de l'Europe

Par LOTHAR RUEHL \*

en vue de proclamer sa neutralité, soit de menacer de riposter avec des armes de destruction massive, soit de négocier une paix séparée ou de procéder à une capitulation sans combat. La politique ouest-allemande en cas de conflit armé ou de danger de guerre n'a pas de choix : la R.F.A. dépend de décisions immédiates, irréversibles et engageant le tout dès le premier moment.

S'il existe un seul cas, en Europe, où un pays se trouve dans la situation de crise existentielle qui, suivant les théoriciens de la riposte nucléaire massive comme seul moyen efficace de dissuasion, imposerait une stratégie du tout ou rien, c'est bien l'Allemagne de l'Ouest. Cette considération a, sans doute, largement contribué à provoquer la crainte, en Union soviétique comme dans d'autres puissances, que la R.F.A. ne puisse un jour se donner un armement nucléaire afin d'adopter une telle stratégie : perdu pour perdu, détruit pour détruit, la menace du plus menacé est encore la riposte la plus plausible au moment où va être joué

\* Correspondant à Bruxelles de la deuxième chaîne de télévision allemande (ZDF), spécialiste des questions de défense et de sécurité.

le tout pour le tout. Cette tentation a pourtant été écartée par la politique de défense ouest-allemande à un moment où il n'était pas encore impossible pour la R.F.A. d'obtenir des armes nucléaires stratégiques et même d'en produire elle-même.

Parmi toutes les possibilités de guerre en Europe centrale, celle d'une guerre limitée, courte et portée contre l'Europe de l'Ouest par un coup de surprise sans de longues préparations est encore la plus rationnelle pour l'O.R.S.S. C'est aussi le cas le moins invraisemblable et le plus susceptible d'éventualités de conflit et à ses causes politiques possibles.

### Le risque d'une attaque limitée

LA géographie et la structure démographique de l'Allemagne de l'Ouest, sur 7 % du territoire, vivent 45 % de quelque cinquante-huit millions d'habitants, ce qui, en 1975-1976, représente 55 % de la population active, le tout rasé en vingt-quatre zones urbaines de haute concentration. Cette structure équivaut à un haut degré de vulnérabilité, même à l'égard de bombardements aériens sans armes nucléaires. Les moyens nucléaires tactiques de l'O.R.S.S. en Europe centrale

Le Livre blanc ouest-allemand sur la sécurité et la défense pour 1975-1976 constate sur ce point : « Sa supériorité en forces classiques modernes permet au pacte de Varsovie de réaliser une agression militaire de grande envergure contre l'Europe de l'Ouest après un temps de préparation court et même sans armes nucléaires. Une telle agression peut surprendre, le pacte de Varsovie peut lancer ses forces presque sans aucune préparation des positions qu'elles occupent, par exemple en partant d'une situation donnée lors des manœuvres... » (Paragraphe 32, page 18).

et dans la partie occidentale de l'Union soviétique suffisent largement pour désorganiser l'Allemagne de l'Ouest et les forces armées qui s'y trouvent sans des pénétrations à longue distance comme cela serait nécessaire pour frapper la France ou la Grande-Bretagne.

Plus de 30 % des habitants et 25 % de la capacité de production industrielle de la R.F.A. se trouvent implantés dans une zone frontalière à l'Est, d'une profondeur de 100 kilomètres seulement sur une longueur

### Devant le dialogue Nord-Sud

## UNE FOI ABSOLUE DANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Par KONRAD SEITZ \*

L'ATTITUDE de la République fédérale d'Allemagne dans le dialogue Nord-Sud est déterminée par deux idées fondamentales qui sont liées entre elles :

La première est la suivante : un développement accéléré du tiers-monde ne peut être atteint qu'au sein d'une économie mondiale croissant dans sa totalité, c'est-à-dire s'il y a

\* Diplômé, actuellement en poste à l'administration centrale à Bonn, Konrad Seitz s'exprime ici à titre personnel.

croissance simultanée dans les pays industrialisés. Les taux de croissance des pays en voie de développement sont indissolublement liés, en particulier aux taux de croissance des pays industrialisés à économie de marché. Les pays de l'O.C.D.E. absorbent les trois quarts des exportations du tiers-monde. Une récession dans ces pays se répercute donc directement et inévitablement sur les pays en voie de développement : les exportations de matières premières et de produits finis du tiers-monde baissent, les prix des matières premières tombent, le développement est paralysé. La récession économique mondiale a fait apparaître cette corrélation aux yeux de tous les pays.

L'objectif du tiers-monde, qui est d'accélérer le développement, et l'objectif des pays industrialisés à économie de marché, qui est de redonner à leurs économies nationales une croissance stable, sont indissolublement liés. Le nouvel ordre de l'économie mondiale doit être orienté vers les deux objectifs. Or bien il n'en atteindra aucun.

Toutefois — et c'est là qu'intervient notre seconde idée fondamentale — un système orienté vers la croissance et le développement de l'économie internationale dans son ensemble ne peut être qu'un système à économie de marché.

La mise en place, après la guerre, d'un système basé sur des principes d'économie de marché a permis à l'économie mondiale d'at-

teindre une croissance sans précédent dans l'histoire. La poursuite de cette croissance ne pourra être assurée que si — quelles que soient les modifications du système existant — le mécanisme d'orientation de l'économie de marché reste en mesure de fonctionner.

« Le système économique mondial », souligne le ministre fédéral des affaires étrangères, M. Genscher, dans son discours de septembre 1975 devant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, a pour tâche de coordonner la division du travail entre plus de cent cinquante États — des États souverains à systèmes économiques différents. Cette tâche complexe ne peut être résolue qu'à l'aide de mécanismes de direction de l'économie de marché. Ce serait une utopie dangereuse que de chercher à la résoudre par un dirigisme international. Cette tentative ne pourrait aboutir qu'à une paralysie, à un gaspillage des ressources.

Une économie mondiale planifiée pré suppose, par définition, l'existence d'une autorité centrale de planification, ayant capacité de donner des instructions aux différentes économies nationales. Pour cette raison même, le modèle de l'économie de marché est, dans un monde d'États souverains, le seul modèle imaginable pour l'ordre des relations économiques internationales.

La politique allemande ne méconnaît pas que le marché libre a tendance à favoriser les économiquement forts. Elle réclame donc, elle aussi, de corriger cette tendance. Mais elle

considère qu'il est décisif pour le succès que cette correction soit entreprise par des moyens conformes au marché et non par des interventions étrangères ou système et donc destructrices du système. « Il s'agit, pour reprendre encore les paroles de M. Genscher, de maintenir l'efficacité du marché, mais de lui donner une existence concrète en faveur des faibles : il s'agit d'empêcher les puissances d'abuser du marché et il s'agit d'augmenter les chances des faibles. »

On ne saurait méconnaître combien les expériences de l'Allemagne sont à l'origine de ces idées. Grâce à son système d'économie sociale de marché, la République fédérale d'Allemagne a montré, par son propre exemple, que l'efficacité de l'économie de marché et l'aide pour les faibles ne sont pas seulement compatibles, mais que leur combinaison est à même de relever le niveau de vie de la collectivité d'une manière incomparablement plus rapide que n'importe quel système d'économie planifiée.

On peut résumer ainsi les idées allemandes fondamentales : une réorganisation de l'économie mondiale est une réforme conforme au marché. Cette réforme doit viser un double objectif : primo, elle doit créer un système qui, après la chute profonde de 1974-1975, une récession mondiale à l'échelle du tiers-monde, assure une croissance stable et non inflationniste. Secundo, elle doit, sur la base d'un tel ordre de croissance général, mettre en place un système de mesures spéciales de promotion.

مكتبة النهر



de 1 700 kilomètres de frontière avec la R.D.A. et la Tchécoslovaquie, de la mer Baltique jusqu'à la frontière d'Autriche au sud-est, qui d'ailleurs n'est pas couverte par des forces allemandes ou alliées.

En plus, l'Allemagne de l'Ouest est coupée en deux par une « faille de grès » mince de 300 kilomètres seulement au milieu, en suivant le cours du fleuve Main désignant un axe de pénétration pour une offensive partant de l'Allemagne (où se trouve le Rhin, le Palatinat et le Luxembourg). Les grandes régions de Munich, Nuremberg, Kassel, Francfort, Hanovre, Hambourg et Kiel-Lübeck sont très exposées à des offensives de forces blindées n'ayant à avancer que de 100 à 200 kilomètres, ce qui est peu pour des blindés modernes rapides, des troupes aéroportées soutenues par une aviation de combat nombreuse et par une artillerie mécanisée dont le rapport numérique avec celle de l'OTAN dans la région centrale est de 4 à 1 en faveur du pacte de Varsovie. Ce rapport est de 3 à 1 pour les chars d'assaut et de plus de 2 à 1 pour les avions de combat.

Les vingt divisions soviétiques de première catégorie en Allemagne, groupées en quatre armées de premier ordre, dont trois armées de choc et une armée blindée de la garde soviétique, sont toutes des grandes unités d'élite de même pour les cinq divisions soviétiques en Tchécoslovaquie, les quatre en Hongrie et les deux en Pologne. Trente et une divisions soviétiques avec cinq cent quinze mille hommes et neuf mille cinq cents chars de combat constituent le fer de lance des armées du pacte de Varsovie. Elles sont toutes déployées pour une attaque centrale (notamment les vingt-sept divisions dans la région centrale) qui devrait passer par l'Allemagne de l'Ouest et peut-être aussi par l'Autriche.

Pour la politique de défense ouest-allemande, le problème spécifique réside dans le risque objectif d'une attaque limitée dont le but serait l'occupation de la partie orientale de la R.F.A. en peu de temps avec une offre de négociation aux États-Unis et l'annonce que les forces du pacte de Varsovie qui se seraient avancées en territoire ouest-allemand se tiendraient sur les positions conquises sans avancer plus loin mais aussi sans renouer en attendant l'issue de la négociation. Une telle négociation

porterait — dans la logique de ce raisonnement hypothétique — sur le désarmement et peut-être sur la neutralisation de la R.F.A. c'est-à-dire sur le recul définitif de la présence militaire américaine, britannique et française en Allemagne et sur la désorganisation, aussi bien de la défense commune occidentale en Europe que de la Communauté ouest-européenne.

Le degré de probabilité de cette hypothèse de conflit n'est pas véritablement avant l'événement. Mais qui pourrait affirmer sérieusement que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et les petits pays de l'Europe de l'Ouest se livreraient à une guerre ruineuse et s'exposeraient au risque suprême de la destruction pour sauver les positions occidentales en Allemagne et pour rétablir l'intégrité de la R.F.A. si les premières étaient déjà compromises et la seconde fortement ébranlée par une attaque-surprise limitée? Comme l'a dit il n'y a pas si longtemps M. Michel Debré, alors ministre des Armées de la défense nationale, qui voudrait mourir à Marseille ou à Rome pour l'Allemagne? La solidarité ouest-européenne n'a jamais été mise à l'épreuve dans une crise grave mettant en péril la paix depuis le blocus de Berlin-Ouest en 1948-1949. La R.F.A. pourrait-elle compter sur une telle solidarité après les changements profonds qui sont intervenus dans les rapports ouest-est et dans les relations entre les alliés de l'OTAN et les voisins de l'Allemagne? La puissance américaine et la détermination du gouvernement de Washington d'apporter son aide à la R.F.A. et à l'U.R.S.S. si celle-ci s'était déjà engagée dans une action délibérée?

La politique ouest-allemande repose depuis lors sur une réponse affirmative à cette question. Le doute n'est pas permis car il serait démoralisateur. La confiance est une bonne chose, disait Léonine, propos de la confiance, mais le contrôle est encore meilleur. Le contenu essentiel de la politique étrangère et militaire de la R.F.A. est donc de conserver le contrôle de la situation en Allemagne en cas de crise par les moyens de l'alliance immédiatement disponibles et irrévocablement engagés dès le début d'un conflit d'oppression et la menace comme, le cas échéant, à l'attaque, une solidarité de fait réalisée sur le terrain sans qu'aucun gouvernement allié puisse en changer l'essentiel, le moment de l'épreuve venue.

#### Préférence au choix américain

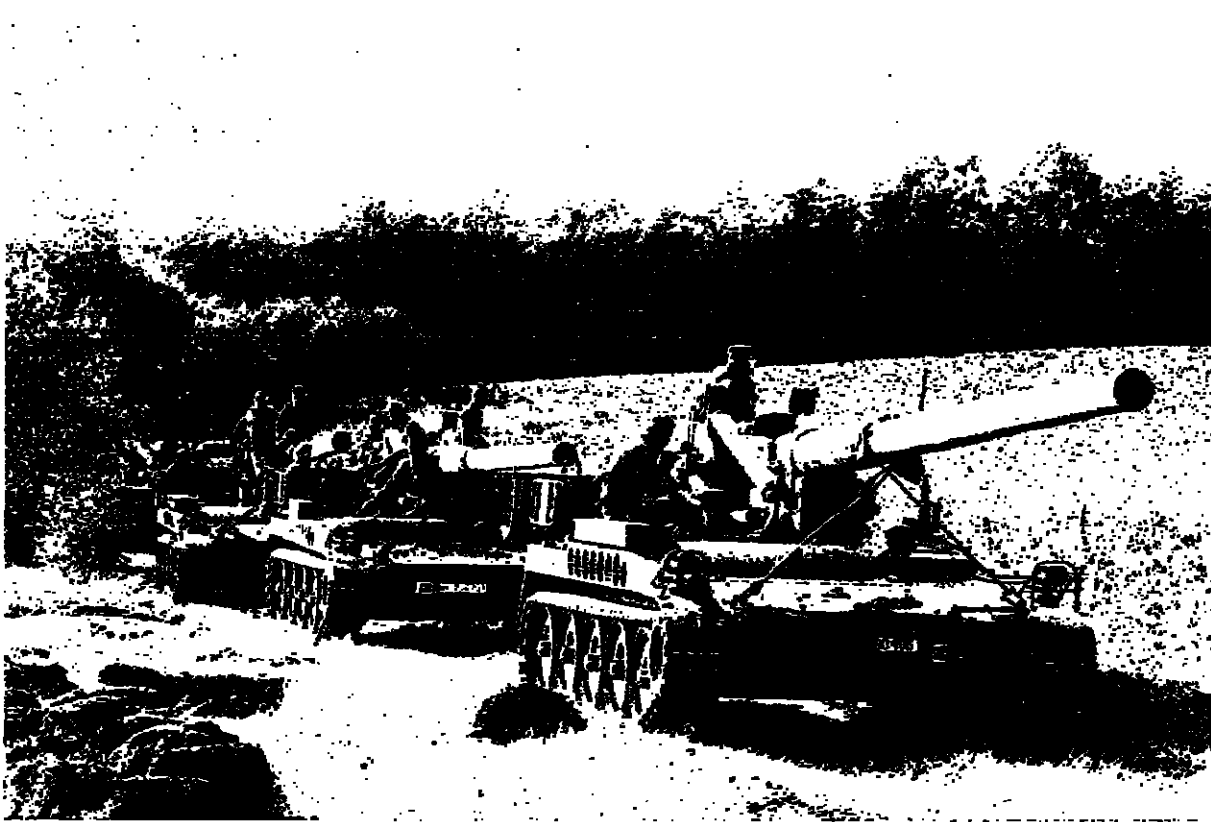
PUISQUE le traité de Washington n'oblige aucun partenaire à secourir par les armes un allié attaqué ou menacé, il faut créer le fait accompli des secours alliés. Puisque l'alliance atlantique n'existe pas en tant qu'instrument de défense en dehors de l'organisation militaire avec ses quarante États-Unis et de dispositifs militaires de défense constitués par les forces alliées présentes sur le territoire de la R.F.A., ce système de l'OTAN est indispensable pour la sécurité ouest-allemande pour l'indépendance de la R.F.A.

Cette réalité politique et militaire a deux conséquences essentielles : 1) L'alliance politique de l'Ouest n'a suffi pas à la sécurité de la R.F.A. Il lui faut aussi son organisation militaire efficace ; 2) Les rapports spéciaux avec la puissance protectrice américaine et la présence des forces américaines sur le territoire de la R.F.A. sont indispensables. Afin de les conserver, la R.F.A. doit fournir une armée classique moderne d'une force comparable à celle de la puissance américaine. La première priorité de la politique étrangère ouest-allemande est là, et nul gouvernement depuis 1949 ne l'a jamais mise en question, même pas Willy Brandt à l'Occident entre 1969 et 1974.

Pour la politique ouest-européenne, cette priorité signifie le choix américain, de préférence à tous les choix européens imaginables. Aucune organisation de sécurité ou de défense européenne ne pourrait remplacer les liens existants entre la R.F.A. et les États-Unis ou le système de l'OTAN sans diminuer la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest — et par là même la sécurité de l'Europe. La situation européenne se trouverait changée de fond en comble si l'Allemagne de l'Ouest cessait d'appartenir au groupe politique occidental. Il n'y a déjà plus d'équilibre des forces (et moins encore des puissances) possible en Europe à cause du poids spécifique de l'Union soviétique et de l'espace que la puissance russe occupe sur le continent. Sans l'Allemagne de l'Ouest, sans le glacis et les forces

de protection qu'offre l'allié allemand à la France, à l'Italie, à la Belgique, à la Hollande comme à la Suisse et à l'Autriche dont la neutralité est garantie par la R.F.A., il n'y aurait ni sécurité ni indépendance des pays d'Europe de l'Ouest à l'égard de l'Union soviétique. La R.F.A. doit donc à sa propre sécurité, et par là à son utilité comme pays-bouclier de l'Europe de l'Ouest, quels que soient la politique, les intérêts et les besoins de ses voisins à l'Ouest et au Nord. Pour autant, ses forces militaires nationales ne pourraient suffire à cette tâche. La est la deuxième dilemma : l'Allemagne de l'Ouest doit être forte militairement, sans disposer d'un armement nucléaire national, afin de lier la puissance américaine, la présence militaire britannique et celle de son territoire et offrir le noyau de résistance contre une attaque majeure. Mais elle dépend des forces des alliés pour se défendre. Forte et indépendante, elle ne pourrait assumer plus de servitudes que de grandeur. Cette nécessité la sépare de la France de Gaulle et l'a distinguée fondamentalement de la politique étrangère et militaire du gaullisme comme elle continue de la séparer de ses continuateurs et épigones. Même M. Franz Joseph Strauss, gaulliste et chrétien, qui est dans l'opposition et donc éloigné des responsabilités, n'a jamais franchi le pas pour rejoindre le camp gaulliste de la politique européenne lorsqu'il était au pouvoir.

La situation particulière, privilégiée et exposée de l'Allemagne de l'Ouest en fait la pièce maîtresse des équilibres européens — peut-être plus encore dans l'avenir que par le passé — et l'enjeu principal des rivalités de puissances et des conflits politiques. Tant que la présence militaire des États-Unis en Allemagne reste assurée et suffisante, tant que l'alliance atlantique et la solidarité ouest-européenne peuvent être conservées, la situation occidentale, la situation en Europe peut être contrôlée par l'Occident malgré



CHARS LEOPARD DE LA BUNDESWEHR, POUVANT ETRE ÉQUIPÉS DE CHARGES NUCLEAIRES. Maintien des liens de solidarité irrécusable avec les alliés sur le territoire ouest-allemand.

les avantages et la supériorité militaire de la puissance soviétique. Si ces conditions fondamentales pour la sécurité européenne devaient un jour disparaître, la question allemande dominerait de nouveau les rapports entre les États d'Europe et la solution choisie déterminerait la situation de l'Europe.

En attendant, la politique de défense ouest-allemande mise sur la coopération militaire entre les alliés occidentaux dans le cadre de l'OTAN. A cette coopération pour une défense et une sécurité communes, trois conditions sont nécessaires :

1) Contre le risque d'une guerre limitée, rapide et donc courte, même sans emploi d'armes nucléaires, guerre envisagée par la doctrine militaire russe et préparée par l'Armée rouge et le déploiement offensifs des forces du pacte de Varsovie en Europe centrale, basée sur le concept soviétique de « puissance de choc » pour un « blitzkrieg » (le mot allemand figure dans la littérature militaire soviétique) recherchant une décision militaire par une victoire sur un théâtre d'opérations continental. Il faut des forces importantes et puissamment armées, immédiatement disponibles.

2) Contre le risque d'une agression limitée visant avant tout l'Allemagne occidentale, il faut un renforcement militaire fortement intégré et solidaire par l'implémentation de ses contingents nationaux sur le glacis à défendre immédiatement.

3) Pour le maintien du degré d'indépendance politique dans les limites que la stratégie et les servitudes de la sécurité imposent, la politique d'alliance de la R.F.A. doit prévenir tout accord de sécurité en Europe qui placerait la R.F.A. sous l'influence de l'Union soviétique, soit directement, soit par l'entremise d'un quelconque système de sécurité collective de pays européens dont la puissance soviétique serait la force dominante.

Ces nécessités limitent les possibilités de la politique de sécurité par la négociation avec l'Europe de l'Est. Dans de telles négociations sur une limitation des armements ou une réduction des forces, la R.F.A. ne peut aller aussi loin que d'autres pays européens, moins exposés et moins visés par la politique soviétique. Pour réaliser des économies en dépenses militaires et en effectifs des forces armées, la R.F.A. a moins de choix que les pays en recul qui jouissent de situations géographiques privilégiées comme la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne.

Des forces armées en R.F.A. doivent être soit présentes et prêtes à être engagées à tout moment (avec des délais réalistes jusqu'à soixante-douze heures), soit rapidement mobilisables en cas de crise comportant des délais de plusieurs jours pour une mobilisation de réserves relativement entraînées. Cette nécessité est particulièrement importante pour les

troupes blindées, antichars, de défense aérienne et pour l'aviation et la marine. Ainsi, il ne reste que peu de forces qui pourraient être démobilisées et mises sous le couvert d'un accord de sécurité mutuelle en Europe. De même pour l'armement et les capacités de production industrielle d'armes, la R.F.A. ne peut, sans risque de sécurité, diminuer et laisser limiter par accord international sa liberté d'organiser et d'armer ses forces. Enfin, l'unité de commandement et d'entraînement militaire allié important est primordial. Toute diminution des forces allées dans l'OTAN romprait l'équilibre préalable à l'intérieur de l'OTAN entre forces allemandes et alliées.

La Bundeswehr représente à elle seule environ 60 % des forces de l'OTAN dans la région centrale. Elle ne peut être renforcée pour compenser des réductions d'autres forces européennes ou américaines sans que son importance relative devienne trop grande par rapport aux alliés et voisins. Le général Häger a fait ressortir cette réalité dans son article : « Une armée, pour quel faire et comment? », en écrivant qu'il s'agit « d'important que des forces conventionnelles françaises suffisamment nombreuses viennent contrebalancer l'armée classique puissante dont vient de se constituer l'Allemagne de l'Ouest depuis quelques années car aucune véritable union ne peut se réaliser dans un déséquilibre, même partiel » (revue Défense nationale, juin 1976, p. 19).

Pour la même raison, il est impératif, aussi bien pour la politique d'alliance de la R.F.A. que pour la France et l'Europe de l'Ouest, que les forces françaises restent en territoire allemand et que la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas en fassent autant. Les corps d'armée allemands sont déployés ensemble avec des forces alliées et sous commandement allié : américain au Sud, britannique au Nord. Deux corps allemands servent avec deux corps américains, un corps sert avec le corps britannique, un corps belge et néerlandais (qui doivent d'abord être

mobilisés et avancés en Allemagne où ils s'entretiennent que des brigades d'avant-garde), le corps français reste en dehors de l'organisation alliée.

La structure de la Bundeswehr a été choisie en fonction des besoins de l'OTAN : avec cinq cent mille hommes, environ quatre cent quatre-vingt-dix mille (actuellement), les forces armées comportent essentiellement douze divisions, organisées en trente-six brigades et groupées en trois corps d'armée, avec environ trois mille sept cents chars moyens de combat, onze cents blindés antichars, huit mille véhicules blindés pour l'infanterie mécanisée, environ onze cents pièces d'artillerie de campagne (de 105 à 203 mm de calibre), cent soixante missiles sol-sol tactiques nucléaires, dont soixante-douze Pershing (portée entre 180 et 700 km) et vingt-six Lance (non encore livrés) et plusieurs centaines de systèmes lanceurs de roquettes multiples 110 mm LARS, appuyés par une aviation de combat comptant cinq cent soixante-cinq avions de combat de première ligne (y compris ceux de la marine) et environ sept cent quatre-vingt-dix en tout, deux cent seize Sam anti-aériens Hawk (et deux cent seize Nike-Hercules à capacité nucléaire).

L'accent est mis sur les unités présentes et prêtes à être engagées dans des délais pouvant varier de six à soixante-douze heures. Les unités de combat et de soutien opérationnel sont en train d'être progressivement déchargées des missions d'instruction de base des soldats pour être complètement opérationnelles à tout moment. En attendant l'issue des négociations sur une réduction mutuelle des forces en Europe centrale, la Vienne (M.F.R.), une nouvelle loi autorisant la réduction des forces actives de l'armée de terre de trente-cinq mille hommes qui servirait après une courte période d'instruction dans une « réserve de disponibilité » et qui devraient pouvoir rejoindre leurs unités en moins de soixante-douze heures a été suspendue.

#### Des problèmes résolus

DES trois cent quarante-cinq mille soldats de l'armée de terre (dont cent soixante-dix-sept mille conscrits du contingent), soixante-trois mille (dont trente mille du contingent) servent dans l'armée territoriale, articulée en unités légères mais disposant de blindés légers et d'un armement mobile antichar et antiaérien considérable. La mobilisation porterait les effectifs de cette armée territoriale à cinq cent quatre mille dans un délai de trois jours, alors que l'armée active (Feldheer) serait augmentée de six cent quinze mille réservistes à neuf cent mille hommes, en principe également en trois ou quatre jours. L'équipement pour l'ar-

mée en mobilisation est stocké et entretenu. L'armée de l'air compte cent onze mille hommes (dont trente-neuf mille du contingent) avec une réserve de cent mille hommes. Elle entretient environ quatre cent cinquante avions de combat plus soixante batteries de missiles sol-air, les soixante-douze avions de transport militaire d'hélicoptères et soixante-seize avions de transport tactiques Transall, plus les avions de liaison et de transport transatlantiques, trois bases d'entraînement aux États-Unis avec une centaine d'avions tactiques d'école (TF-104 G et F-4 Phantom).

(Lire la suite page 12.)

pour les pays en voie de développement. Le but de cette mesure est de renforcer, par des moyens conformes au marché, la position des pays en voie de développement dans l'économie mondiale de façon qu'ils puissent utiliser pleinement les chances offertes par la croissance économique mondiale et qu'ils participent dans une plus large proportion à cette croissance, compte tenu de leurs forces productives encore faiblement exploitées.

#### Les échanges commerciaux

C'EST dans le dialogue sur les questions commerciales que la conception allemande s'inspirent de l'économie sociale de marché se manifeste le plus fortement : le tiers-monde concentre ici son attention sur le domaine des matières premières. Il réclame un « programme intégré » d'accords sur les matières premières afin de stabiliser les fluctuations de prix à court terme sur les marchés des matières premières et d'annuler les termes de l'échange de matières premières contre des produits finis. Le pourcentage de ce dernier objectif pourrait conduire à tenter d'imposer sur tout l'éventail des matières premières des prix trop élevés, allant à l'encontre de la tendance d'équilibre du marché à long terme. Le marché serait alors remplacé par la tentative d'une vaste réglementation du commerce des matières premières.

C'est ce second objectif d'une augmentation réglementée des prix qui pousse la République fédérale à manifester un certain scepticisme à l'égard d'un programme intégré ; aussi a-t-elle refusé de son plein gré, avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, contre les revendications exprimées par la résolution sur les matières premières adoptée par la CNUCED IV. A titre d'alternative répondant à l'économie de marché, la République fédérale propose un système visant à stabiliser les recettes d'exportation des matières premières des pays en voie de développement. Grâce à un tel système, une baisse de ces recettes ou d'un autre niveau normal (par exemple par suite d'une chute des prix ou de mauvaises récoltes) serait amortie par des versements compensatoires. Ainsi, des recettes en devises provenant des exportations de matières premières seraient garanties, à un niveau minimum, aux pays en voie de développement.

On peut argumenter que le principe allemand de voir le programme intégré conduire à des réglementations des matières premières « destructrices du marché » est exagéré ; qu'en pratique cela ne revient, pour l'essentiel, qu'à des efforts — conformes au marché — de stabilisation des prix ; que les contributeurs de la réalité font déjà le nécessaire dans ce sens, car des prix trop élevés ne peuvent, à la longue, s'imposer contre le marché pour les matières premières figurant au programme intégré, pas plus qu'ils ne sont dans l'intérêt des producteurs de matières premières aux-

même, qui, à moyen terme, doivent s'attendre, en cas de prix non concurrentiels, à des diminutions des ventes par conséquent à des stagnations ou même à des baisses des recettes d'exportation (1).

Quelque chose avance de tels arguments considérés peut-être comme inutilement rigides l'attitude allemande à Nairobi. Mais la thèse fondamentale selon laquelle des accords sur les matières premières ne sont pas un moyen valable de transfert des ressources, loin d'affirmer cette argumentation, la confirme indirectement. Dans la mesure où les pays en voie de développement associent un programme intégré l'espoir d'une redistribution de grand style, cet espoir est nécessairement trompeur.

Le secteur du commerce mondial décline, à la longue, pour la croissance des pays en voie de développement n'est pas celui des exportations de matières premières, mais des exportations de produits finis. C'est là le secteur où la croissance de beaucoup la plus forte dans le commerce mondial, et c'est donc là que résident les meilleures chances d'un accroissement continu des recettes d'exportation pour les pays en voie de développement.

Pour de nombreux produits, ces derniers possèdent des avantages potentiels de concurrence — que ce soit parce qu'ils peuvent transformer à peu de frais les matières premières acquises sur place, ou parce qu'ils disposent d'une grande offre de main-d'œuvre pour la fabrication de produits dans lesquels le facteur main-d'œuvre est essentiel.

Ce ne sont donc pas tellement les exportations de matières premières, mais les exportations de produits finis des pays en voie de développement qui devraient, selon l'opinion allemande, se situer au centre d'un nouvel ordre de l'économie mondiale. En effet, l'objectif de ce nouvel ordre n'est pas de stabiliser l'actuelle division verticale du travail dans l'économie mondiale par laquelle les pays en voie de développement exportent des matières premières et les pays industrialisés des produits finis. Au contraire, l'objectif est d'amener progressivement cette structure déséquilibrée à opérer une répartition horizontale du travail. C'est seulement ainsi que peut naître une économie mondiale qui donne aux pays en voie de développement une véritable égalité de droits et de chances.

Une stratégie orientée vers un accroissement continu des exportations de produits finis du tiers-monde présuppose, de côté des pays industrialisés, qu'ils soient prêts à ouvrir toujours davantage leurs marchés à ces produits, c'est-à-dire qu'ils soient prêts, de leur côté, à des transformations structurelles. La République fédérale y est prête — également dans son propre intérêt, — et elle en a fourni la preuve.

KONRAD SEITZ.

(1) Pour une telle argumentation, cf. les articles de l'auteur : « Approvisionnement en matières premières et accords sur les matières premières », Europe-Asie, série 14, Bonn, juillet 1975 ; et « Accords sur les matières premières, un cauchemar allemand », dans l'hebdomadaire Die Zeit, n° 35 du 20 août 1976.



(Suite de la page 11.)

Après des temps difficiles dans les années 60, la Bundeswehr connaît depuis 1970 une condition militaire et un état d'esprit qui sont considérés par les militaires de carrière comme satisfaisants. Les appels du contingent font leur service normalement et sans résistance ou agitation. Les manœuvres montrent que la troupe est relativement bien entraînée et tenue en main. La crise d'autorité a été surmontée, surtout grâce aux méthodes pédagogiques de la « Innere Führung » et aux conditions matérielles et sociales

en rapport avec les standards ayant cours dans la vie civile. L'amélioration des conditions de service a été continue, l'instruction civique et physique a été considérablement renforcée et modernisée, l'instruction technique et militaire portée à un niveau de professionnalisme reconnu dans l'OTAN comme étant peut-être le plus élevé en Europe, forces armées complètes.

Le nombre de ceux qui invoquent leurs droits constitutionnels pour refuser le service des armes augmente depuis que l'examen de conscience fait par des commissions d'enquête

a été suspendu pour faire appel au sens civique des jeunes gens du contingent. Il pourrait atteindre soixante mille et plus vers la fin de 1976 puisque le service civil social n'offre toujours pas assez de places pour ceux qui refusent le service militaire. Mais l'armée n'a pas, pour les cinq années à venir, besoin de tous les hommes de dix-neuf ans bons pour le service puisque les classes d'âge sont encore nombreuses. Elle cherche, au contraire, un plus grand nombre de volontaires servant entre deux et cinq ans et recevant une instruction technique accomplie. Le but est d'avoir 60 % de volontaires

contre 40 % d'appelés. Actuellement, ce rapport n'est pas atteint : 49 et 51 % pour 1976. Il manque environ cent mille sous-officiers. Le problème du recrutement des aspirants officiers a été, par contre, résolu. Depuis la création de deux universités techniques militaires pour la formation des officiers, recevant un enseignement supérieur égal à celui dispensé par les universités civiles et sanctionné par des diplômes civils d'Etat, le nombre des candidats a augmenté considérablement, et avec lui aussi la qualité académique des bacheliers. L'armée

peut donc de nouveau choisir parmi les candidats (cinq pour chaque place offerte en 1976). Le bilan de la gestion et de la politique militaire intérieure comme extérieure depuis 1969 est donc positif. Il n'y a pas de problèmes majeurs en dehors des réformes au service militaire, problème créé gratuitement par la législation et beaucoup plus marqué par l'opportunité que par la conviction des individus. Les deux ministres S.P.D. de la défense depuis 1969 ont consolidé l'armée par des réformes et de l'autorité, par l'argent aussi.

LOTHAR RUEHL

### Fidélité à l'atlantisme et à une certaine conception de l'Europe

Le terme de « défense européenne » prête à confusion, et c'est d'autant plus qu'il est utilisé dans le débat politique pour désigner des idées et des perspectives très souvent incompatibles, sinon contradictoires. En Allemagne occidentale, on s'en tient à la notion déjà ancienne qui date des années 50 et qui fut à la base de cette fameuse « Communauté européenne de défense » (C.E.D.), avortée en soi-

tion car, placée en première ligne face au pacte de Varsovie (qui fut, en quelque sorte, la réplique de l'Est à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le pacte atlantique) et soucieuse de garantir la survie de Berlin-Ouest, située au milieu du deuxième Etat allemand dont on refusait, à Bonn, de reconnaître l'existence, la République de Bonn avait besoin d'être protégée. Or seuls les Etats-Unis furent à même

## Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense

Par WALTER SCHUTZE \*

contentieux avec les pays de l'Est, l'amélioration du climat politique en Europe n'a pas eu d'effet notable sur l'attitude fondamentale des Allemands (ou d'autres Européens de l'Ouest), qui continuent de raisonner en termes de rapports de forces Est-Ouest. Dans ces conditions, et en admettant que

l'alliance à l'efficacité militaire et à la crédibilité politique de l'ensemble atlantique.

Il n'est pas besoin d'insister ici sur le fait qu'une telle conception — pratique et pragmatique — est à l'opposé même du dessin gaulliste d'une Europe indépendante, comme des idées de certains « intégrationnistes » sur lesquels, récemment, pour la Communauté de Bruxelles, un rôle autonome sur le plan de la défense. Le seul point commun entre les tenants de toutes ces diverses tendances est l'affirmation que l'unité politique des Neuf doit précéder l'union militaire. Pour les uns, c'est un moyen pour accélérer et compléter l'intégration communautaire, pour les autres, au contraire, c'est une façon de dresser de nouveaux obstacles sur une voie qu'ils redoutent, mais pour tous c'est une rhétorique qui permet d'esquiver les véritables problèmes.

La position allemande — celle du gouvernement, du Parlement et de la presque unanimité de l'opinion publique — est très nette à cet égard, puisqu'elle donne la priorité au maintien de l'organisation atlantique en tant que meilleur garant de leur sécurité. On examine les solutions de rechange visant à conférer à l'Europe occidentale son autonomie — sinon son indépendance — militaire en fonction des conséquences qu'une telle réforme aurait sur le fonctionnement de l'alliance. Or ce que les responsables de Bonn redoutent le plus, c'est le fameux « découplage » des intérêts américains et des intérêts européens en matière de sécurité. La « Greifhahnde » sur le sérieux des engagements des Etats-Unis envers leurs partenaires se trouve sans cesse posée depuis un quart de siècle, et chaque fois qu'une nouvelle administration s'installe à Washington on se demande, avec plus ou moins d'inquiétude, si le nouveau président donne, lui aussi, la priorité à l'OTAN. Comment donc la R.F.A. pourrait-elle envisager une organisation militaire européenne, possédant son propre commandement et son propre stratégie et laissant aux troupes américaines sur le continent la rôle — ingrat — d'un chien de garde, et au président américain celui de servir « d'ultime recours » (selon un mot du général de Gaulle) au cas où cette défense européenne échouerait ?

### Un risque inacceptable

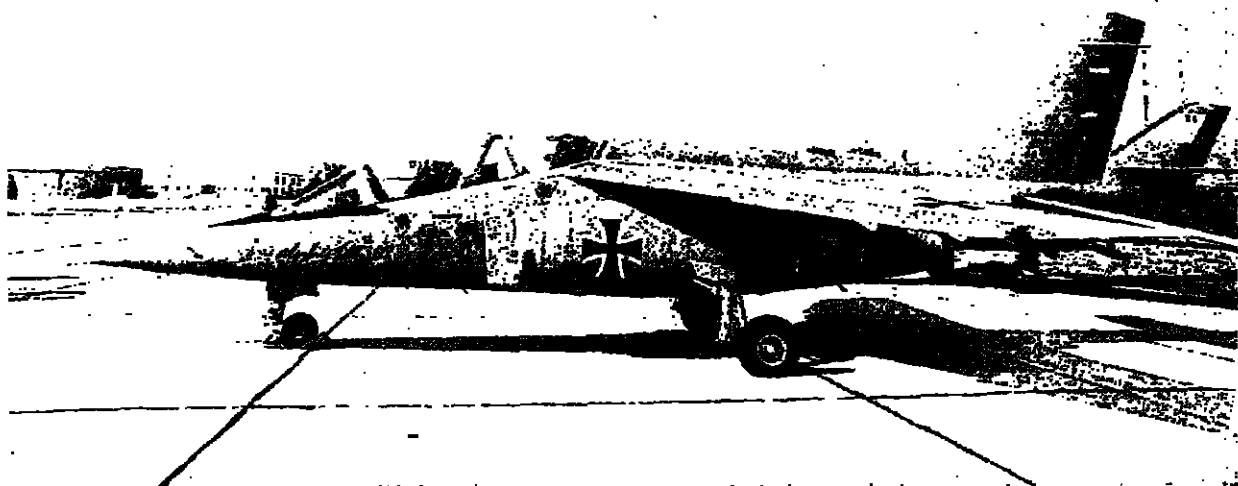
Il est curieux aussi que, dans ce débat byzantin sur la finalité d'une « Europe européenne » — débat que les hommes politiques et même des experts mènent le plus souvent en termes de « puissance » hérités du siècle dernier et complètement dépassés à l'âge nucléaire, — un élément capital soit constamment ignoré : c'est le fait incontestable que seul l'ennemi pouvait dissuader des Etats-Unis à maintenir jusqu'à la présence occidentale à Berlin-Ouest. Les Allemands sont donc

en droit de se demander quel dispositif européen pourrait remplir ce rôle absolument vital pour l'équilibre politique sur le continent européen. Ce n'est certainement pas la flotte de sous-marins nucléaires britanniques, presque complètement intégrée dans le système américain, ni la force stratégique française, dont la valeur en tant que garant du « sanctuaire » national vient d'être mise en doute par la plus haute autorité de l'Etat et qui, a fortiori, ne saurait donc suffire pour protéger non seulement la France, mais toute l'Europe occidentale, à commencer par l'avant-poste de Berlin-Ouest.

En conséquence, toute approche qui viserait à constituer, à l'intérieur de l'alliance atlantique, un ensemble militaire proprement européen et non intégré aux forces américaines, serait, sans aucun doute, considérée par la R.F.A. comme un risque inacceptable. D'ailleurs, sur le plan militaire, le mot « intégration » dans un cadre purement européen n'a guère de sens, car les structures de commandement intégrées au sein de l'OTAN n'ont d'autre but que de « lier » les Américains en imbriquant leurs forces dans le dispositif allié en Europe ; on les oblige justement à accepter, en cas d'agression, « l'automatisme » de la réaction qui n'a pas pu être inscrite, en 1949, dans le traité de Washington.

Il reste donc à savoir ce que, du point de vue allemand, peut signifier la « défense européenne », ou, plus précisément, la coopération européenne en matière de défense. Là aussi, le problème est avant tout d'ordre politique, car, pour Bonn, il se résume pour l'essentiel à la question de savoir comment faire rentrer la France dans l'organisation militaire de l'OTAN, qu'elle a quittée il y a dix ans. Il ne faut pas oublier qu'en R.F.A. cette décision du général de Gaulle a été ressentie comme un coup très dur, se traduisant par un affaiblissement sensible, non pas de la crédibilité militaire de l'alliance en entier, qui repose de toute façon sur l'élément stratégique américain, mais de la défense conventionnelle sur le territoire européen. Face à l'énorme « hinterland » du pacte de Varsovie, l'espace français fait cruellement défaut aux Etats-Unis de l'OTAN, tout comme les divisions françaises qui, autrefois, montaient la garde à l'Est.

Si l'on se rend compte à Bonn que les données de politique intérieure française ne permettent guère d'espérer que, dans un avenir rapproché, la France « rentre dans le rang », on s'efforce cependant de trouver des solutions susceptibles de resserrer les liens — bilatéraux comme multilatéraux — avec Paris. Il est à la fois plus aisé et plus prometteur de placer cette coopération souhaitée sous le signe d'un effort européen accru en matière de défense que sous celui du retour à l'atlantisme. Cela dit, les nuances existent en R.F.A. sur l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement français. Les milieux chrétiens-démocrates se montrent, à cet égard, plus accommodants que les partis de la « petite coalition » de Bonn. Le porte-parole de la C.D.U. (promis au ministère de la défense en cas de victoire de l'opposition aux élections), M. Wörmel, a même proposé d'étendre le mécanisme des consultations régulières existant entre les gouvernements des Neuf dans le domaine du politique étranger aux questions de défense et de sécurité. On sait aussi que M. Giscard d'Estaing avait, un moment, songé à créer une sorte de « conseil de sécurité » des Neuf. Quant à l'alle bavarois de la démocratie-chrétienne, la C.S.U. de M. Franz-Josef Strauss, une tendance plus marquée vers un regroupement militaire européen s'y fait jour. Or, fait quelque



L'ALPHAJET, PRODUCTION FRANCO-ALLEMANDE.  
Comment amener la France à « rentrer dans le rang ».

(Photo Henri Bureau-Sygné.)

1964 par le vote du Parlement français. Il s'agissait alors, pour les six pays qui s'étaient engagés dans la Communauté charbon-acier, de fournir un complément — purement conventionnel et d'où toute idée d'un armement nucléaire était exclue — à la défense atlantique, qui, dans le cadre de l'OTAN, reposait pour l'essentiel sur l'effet dissuasif des armes atomiques américaines. Avec l'échec de cette tentative et donc aussi du grand dessein d'intégrer les Six dans une véritable communauté politique, la construction européenne restait et reste toujours, confinée au domaine économique, ou plus précisément au commerce et à l'agriculture. L'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), bâtie à la hâte pour interdire à la fois à la R.F.A. la possession d'armes nucléaires et pour limiter les effectifs et l'armement de la nouvelle armée ouest-allemande, la Bundeswehr, s'avérait incapable — en partie à cause de cette raison d'être — de devenir l'armure d'une véritable union de défense.

A vrai dire, la République fédérale s'accommodait fort bien de cette situa-

tion car, placée en première ligne face au pacte de Varsovie (qui fut, en quelque sorte, la réplique de l'Est à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le pacte atlantique) et soucieuse de garantir la survie de Berlin-Ouest, située au milieu du deuxième Etat allemand dont on refusait, à Bonn, de reconnaître l'existence, la République de Bonn avait besoin d'être protégée. Or seuls les Etats-Unis furent à même

de jouer ce rôle, par le truchement de l'OTAN, et il n'est pas étonnant que l'alliance avec l'Amérique soit considérée, encore aujourd'hui, comme l'élément fondamental de toute politique ouest-allemande. A cet égard, il existe outre-Rhin un consensus presque total, au point que le seul grand sujet sur lequel le gouvernement et l'opposition sont d'accord est celui de la défense (les budgets militaires sont régulièrement votés par les démocrates-chrétiens).

seul l'équilibre militaire assuré par l'OTAN, face au pacte de Varsovie, puisse garantir la sécurité des pays occidentaux et constituer une base solide pour la poursuite du rapprochement avec les pays de l'Est, l'idée d'une « défense européenne » se résumera à peu près à la recherche des moyens pour accroître la contribution des partenaires européens de

\* Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes.

### Bonn aux Nations unies

## DE LA PRUDENCE VERS DES POSITIONS PLUS NETTES

Par THOMAS BRUNS \*

L'APTITUDE des hommes à la sagesse a rendu possibles les Nations unies. Le penchant des hommes à la folie les rend nécessaires. La sagesse aura triomphé si, un jour, tous les Etats et toutes les régions vivent ensemble et coopèrent dans un bon voisinage mondial... Lorsque, le 26 sep-

tembre 1973, le chancelier Brandt prononça devant l'Assemblée générale de l'ONU son discours-programme (1), on estimait généralement que le « géant économique » ouest-allemand pourrait désormais, en adhérant à ce grand dessein de l'Organisation mondiale, dépasser cette stature de « non politique » à laquelle il s'était jusqu'alors tenu sur l'échiquier des relations internationales.

C'est ainsi que l'Allemagne fédérale faisait une entrée solennelle dans le palais de verre des rives de l'Est River, où elle était enfin admise, en même temps que la R.D.A., à l'issue de la procédure habituelle : demandes d'admission adressées au secrétaire général les 12 et 15 juin 1973, recommandation du Conseil de sécurité le 22 juin, vote d'adhésion de l'Assemblée générale le 18 septembre (2). L'événement, d'abord perçu par les milieux politiques de Bonn tout comme une nécessité historique que comme une ouverture vers une nouvelle forme d'action politique, devait bientôt susciter des sentiments plus modestes.

Explosion de la guerre de Yom Kippour, phase aiguë de la crise du pétrole, discussions souvent passionnées sur le thème de la restructuration du système économique international : la présence fédérale des deux Etats allemands en son sein était loin, durant ces derniers mois de l'année 1973, de constituer le centre des préoccupations de l'Organisation des Nations unies.

Se limiter à une action discrète, se garder du fanatisme, faire à ses partenaires, un rôle moralisateur (rôle qui, tout-il le rappeler, n'a pas toujours été évité à l'intérieur des Commu-

nautés européennes) : ce comportement, que la force des événements imposait à l'origine à la délégation de la République fédérale, a été rapidement adopté par un choix délibéré, et il s'est révélé, somme toute, plutôt confortable.

Le gouvernement de Bonn a manifesté, en premier lieu son souci de discrétion, de modestie, en se refusant à porter la « question allemande » devant le forum de la communauté mondiale. Nous ne sommes pas venus ici en vue de servir des Nations unies comme d'un « Mur des lamentations » pour les problèmes allemands... (3), déclarait M. Willy Brandt dans son allocution. Pourtant, sur ce point précis, les difficultés juridiques restent nombreuses. Elles tiennent tout d'abord au problème posé par les articles 53 et 107 de la charte des Nations unies. Ces dispositions confèrent aux grandes puissances un droit d'intervention à l'encontre d'un « Etat ennemi », défini par l'article 53, deuxième alinéa, comme « tout Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente charte ».

Les auteurs allemands (4) estiment en majorité que, dès lors que les deux Etats allemands adhèrent à l'Organisation mondiale, ces dispositions doivent être considérées comme caduques : leur maintien serait, en effet, incompatible avec le principe fondamental de l'égalité souveraine des Etats membres et de la non-ingérence mutuelle énoncé dans l'article 2 de la charte. Il semble que les auteurs soviétiques devraient être d'un avis différent, encore que le professeur

Tunkin, dans un article qui faisait le point sur l'adhésion allemande, n'ait pas abordé ce problème précis (5).

Une seconde controverse juridique s'est développée autour d'un thème plus spécifiquement inter-allemand : l'effet de l'adhésion simultanée des deux Etats allemands sur la reconnaissance par Bonn de la République démocratique. Le gouvernement ouest-allemand n'a toujours pas reconnu l'« autre Allemagne » comme Etat étranger et juge que l'acte aux Nations unies n'a en rien modifié la situation. En fait, le droit international admet en général que la qualité de membre de l'ONU entraîne pas automatiquement la reconnaissance diplomatique indirecte de l'Etat d'Israël par les nations arabes en constituant une illustration exemplaire.

(1) Cf. Document d'actualité internationale, n° 48, 49, 50, 1973, p. 802. Pour le texte allemand, voir Europe-Archiv, n° 24, 1973, p. D. 677 s.  
(2) Cf. Walter Gehlbart : « Die Bundesrepublik Deutschland in den Vereinten Nationen », dans Ausenpolitik, n° 1, 1974, p. 3 s.  
(3) Document d'actualité internationale, op. cit. p. 194.  
(4) Pour un aperçu détaillé sur ce problème, voir Wilhelm Kewenig : « Sonderprobleme einer deutschen Mitgliedschaft in den Vereinten Nationen », dans Die Vereinten Nationen und die Mitarbeit der Bundesrepublik Deutschland (ed. Ulrich Scheuer und Beate Lindemann), Munich, Oldenbourg, 1973, p. 307 s.  
(5) Grigori Tunkin : « Zur Aufnahme der beiden deutschen Staaten in die U.N.O. », dans Vereinten Nationen (Bonn), n° 4, 1972, p. 114 s.  
(6) Voir sur ce problème, Hans-Heinrich Mahnkens : « Die beiden deutschen Staaten in den Vereinten Nationen », dans Vereinten Nationen (Bonn), n° 4, 1973, p. 112 s.

\* Assistant à l'université de la Sarre.

مكتبة الشارقة



peu paradoxal, ceux qu'on appelait autrefois les « gaullistes allemands » semblent toujours vouloir introduire l'élément nucléaire — en l'occurrence la force française — dans cet effort européen, alors que ce sont justement les gaullistes qui, en France, refusent le plus catégoriquement toute participation éventuelle de l'Allemagne à un quelconque armement nucléaire. La direction de la C.D.U. s'est d'ailleurs nettement prononcée contre de telles spéculations dont, semble-t-il, le but est, en premier lieu, d'accroître la marge de manœuvre des pays européens à l'égard de Washington, sans mettre pour autant en cause l'actuelle organisation de la défense atlantique.

Il va sans dire que le gouvernement fédéral et l'opinion publique en général se sont réjouis des dernières prises de positions officielles de Paris sur les problèmes de défense, et on escompte à Bonn que la solidarité de fait, renforcée avec force par le président de

la République à l'égard des alliés, et la « doctrine Méry » qui en constitue le corollaire, faciliteront le rapprochement des points de vue jusqu'ici trop souvent divergents et permettront aussi une meilleure coopération dans les domaines concrets.

Or une telle coopération ne peut porter que sur les questions d'« interdépendance », étant donné que les questions stratégiques sont du ressort de l'OTAN, mais que les pays dits intégrés conservent leur liberté de décision pour ce qui est du choix des moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette stratégie unifiée. Puisque le gouvernement fédéral refuse toujours de se plier à cette discipline et qu'il entend maintenir l'indépendance de sa défense, les programmes communs d'armement ou d'infrastructure entrepris avec les partenaires européens resteront nécessairement partiels et se feront sur une base « ad hoc ». Du côté allemand, on n'a cependant pas abandonné l'espoir de

voir la France participer plus activement à un effort plus organisé. Le cadre — trop restreint — des Sept de l'U.E.O. s'y prêtait mal, et l'Eurogroupe, qui rassemble les alliés européens (sauf la France, le Portugal et l'Islande), n'est considéré à Paris que comme une émanation directe de l'OTAN. Depuis février dernier, les représentants français participent bien au « groupe européen de programmation » qui siège à Rome, et qui s'occupe de l'harmonisation des plans d'équipements militaires, etc., mais il n'en reste pas moins que même la fameuse « standardisation » des systèmes d'armes entre les forces européennes et avec celles des Etats-Unis ne pourra pas se faire avec la concurrence de la France, car il est évident qu'il faudrait d'abord que Paris accepte de « standardiser » sa stratégie (et les doctrines tactiques qui en découlent) avec celles de ses alliés.

Il est vrai, donc, qu'une union de

défense des Neuf (mais quel serait alors le rôle des autres pays non membres de la C.E.E., pour ne pas parler du cas de l'Irlande, pays neutre ?) bute surtout sur un obstacle politique, et que même un regroupement régional dans le cadre de l'alliance est à exclure dans le proche avenir, dans la mesure où celui-ci impliquerait, pour Paris, des engagements accrus envers l'organisation atlantique.

Dans l'état actuel des choses, l'identité européenne, si souvent invoquée par les hommes politiques, pourrait pourtant, et sans que pour cela il soit nécessaire de soulever le préalable politique de la non-intégration militaire française, s'exprimer davantage dans tout ce qui touche les problèmes de la sécurité Est-Ouest. Une meilleure concertation des gouvernements ouest-européens, à l'instar de celle qui a pu être réalisée lors des négociations de la C.S.C.E. (1) à Genève et à Helsinki, renforcerait le poids de l'Europe occi-

dentale face aux Etats-Unis. La République fédérale, qui ne tient pas tellement à jouer le rôle de « junior partner » des Américains sur le continent et qui cherche donc toujours à agir de concert avec ses voisins européens, voudrait, là aussi, arriver à un rapprochement avec la France, notamment en ce qui concerne la conférence de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale (M.B.F.R.) et les autres grands problèmes de la limitation et de la maîtrise des armements. Il ne s'agit pas là non plus de créer une nouvelle institution dans le vide, mais de se concentrer sur des questions concrètes, au lieu de réagir, comme on l'a fait jusqu'ici, en ordre dispersé, aux initiatives venant de Washington.

WALTER SCHUTZE

(1) Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

## Pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN

LES réactions disproportionnées suscitées à l'étranger par les déclarations « imprudentes » du chancelier Schmidt quant à l'attitude occidentale face à une éventuelle participation communiste au gouvernement italien ont sensibilisé l'opinion publique sur une composante de la politique extérieure allemande habituellement dans l'ombre : la politique méditerranéenne. Celle-ci, en contraste avec l'Occident et les récentes prises de position allemandes en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, était restée jusqu'ici dans le domaine de la routine diplomatique-militaire. L'expérience d'une politique « méditerranéenne » discrète, « s'étant plutôt révélée positive », on comprend la surprise manifestée au ministère des affaires étrangères et dans les milieux de l'attitude pour le moins nuancée de M. Genscher, ministre des affaires étrangères, à l'égard des propos du chancelier.

On pourrait naturellement se demander si l'absence d'intérêts vitaux n'explique pas l'effacement de la politique de Bonn dans cette région ; nous y reviendrons. Remarquons cependant, dès maintenant, que l'Allemagne a toujours eu, au cours de l'histoire, une politique très engagée en Europe du Sud. Sans remonter, comme M. Genscher lors de sa visite en Espagne, en mars 1976, jusqu'à Charles V pour évoquer les liens traditionnels entre l'Allemagne et l'Espagne, il suffit d'évoquer la diplomatie secrète germano-italienne avant 1914, l'alliance militaire germano-turque pendant la première guerre mondiale, l'intervention de l'Allemagne hispanique dans la guerre civile espagnole et l'alliance germano-italienne avant et pendant la deuxième guerre mondiale, pour constater la réalité des intérêts allemands dans l'espace méditerranéen.

Une constante de l'actuelle politique méditerranéenne de Bonn actuelle consiste à favoriser, grâce à un comportement pragmatique, un développement parallèle des conceptions politiques fondamentales dans les Etats de l'Europe du Sud. Les propos de M. Helmut Schmidt, considérés bien rapidement comme une immersion dans les affaires intérieures italiennes, s'ils répondent à d'évidents motifs « électoraux », n'ont rien de moins la volonté d'éviter un glissement de l'Italie vers le communisme. Certes, l'irritation ne peut valablement excuser un manque de retenue politique ; cependant, le souvenir du crédit de 2 milliards de Deutschmarks accordé en 1974 par la République fédérale et qui n'a produit, en Italie, aucun effet structurel durable a certainement joué un rôle dans le comportement du chancelier. Le recours à un tel type de déclarations semble aller de pair avec le fait que la politique méditerranéenne allemande ne peut avoir que des effets politiques indirects.

Sous cet angle, la politique de l'Allemagne fédérale se distingue

fondamentalement de celle de la France, pays riverain, et qui, de plus, a longtemps été directement engagée sur l'autre bord de la Méditerranée. Ce n'est donc pas tant dans leurs principes que dans leurs formes que se distinguent les politiques française et allemande dans cette région. Trois domaines sont, pour la politique méditerranéenne allemande, prioritaires : il s'agit des domaines économique, européen et atlantique. L'aspect économique est d'une importance évidente. L'Italie, l'Espagne, la Turquie, la Grèce et le Portugal contribuent pour 12,1 % au total des importations allemandes et pour 11,7 % à celui des exportations. La dimension européenne a conduit, chez les gouvernements ouest-allemands à favoriser, chaque fois que cela était possible, l'entrée éventuelle aux Communautés européennes des pays riverains de la Méditerranée. L'orientation atlantique a amené Bonn à jouer, en tant que membre de

## Les relations avec Lisbonne et Madrid

SI l'on prend l'exemple du Portugal, il est remarquable que le régime républicain fédéral, qui a toujours eu un comportement pessimiste, voire défaitiste, comme l'a fait le gouvernement des Etats-Unis jusqu'au début de l'année 1976, n'a-t-il pas déjà, en 1976, livré au Portugal des avions de combat, livraison renouvelée en mai de cette année ? Tandis que le danger d'une dictature de gauche menaçait à Lisbonne, les hommes politiques portugais — en particulier M. Soares — sont toujours restés les bienvenus dans la capitale ouest-allemande. Sans aucun doute, l'attitude américaine s'est rapprochée sur ce point de celle de l'Allemagne fédérale. Pour Bonn, la question cruciale est au Portugal celle du développement économique et non celle de l'évolution politique (il en va un peu différemment pour l'Espagne). On peut en conclure que les dirigeants de Bonn étaient prêts à soutenir l'expérience de M. Soares, comme dans le cas de ses projets de nationalisation, bien que l'importance économique du Portugal soit minime pour la République fédérale (dans la balance commerciale avec l'Allemagne, le Portugal ne vient qu'au vingt et unième rang).

Il semble utile de mentionner ici, en particulier, la position de l'Allemagne fédérale vis-à-vis de la coalition SPD-FDP, visible dans le cas particulier du Portugal et que l'on retrouve également à l'égard d'autres pays : dans les cas où la diplomatie officielle se doit d'être prudente, les hommes politiques du SPD ont pris le relais en établissant des contacts directs avec le gouvernement concerné. C'est ainsi, par exemple, que les contacts entre M. Soares et M. Willy Brandt ont toujours été plus étroits que ceux noués entre les deux gouvernements.

Par PAUL NOACK \*

l'alliance atlantique, un rôle de premier plan dans le conflit opposant durablement Ankara à Athènes. Par ailleurs, le besoin fondamental de sécurité ressenté en Allemagne fédérale motivait l'appréciation très positive de Bonn lors de l'accroissement de la présence française en Méditerranée occidentale, compte tenu de la diminution de celle des Etats-Unis et de la quasi-absence de la Grande-Bretagne.

La politique méditerranéenne de la République fédérale se distingue de l'Occident et de sa politique Nord-Sud sur un point fondamental : elle n'a aucune conception, a priori, des relations qui devraient exister entre les différents Etats de la région. Il en va d'ailleurs de même pour les autres Etats occidentaux. N'y a-t-il pas, cependant, dans leurs politiques, des nuances significatives ?

Se servir d'instruments économiques comme moyens d'influence politique est tout à fait dans la ligne de la politique allemande ; cette constatation se vérifie également dans le cas de l'Espagne. La mort de Franco a amené une rapide inten-

ment espagnol. La République fédérale a toujours manifesté un certain optimisme quant à l'évolution de la vie politique à Madrid, car elle a confiance dans le développement graduel et constant de la démocratie. Pour l'Espagne également, elle a su prendre une position médiane : elle ne partage ni l'hostilité dont font preuve encore aujourd'hui les pays scandinaves, ni l'attitude américaine qui voudrait favoriser la rapide intégration de l'Espagne dans les structures militaires occidentales.

L'adhésion éventuelle de Madrid aux Communautés européennes a bénéficié de l'appui sans réserve du gouvernement fédéral. M. Schmidt, mais Bonn sait très bien que l'intégration

de l'Espagne dans l'OTAN ne saurait actuellement se réaliser sans que le pacte atlantique subisse de très fortes tensions internes. On retrouve ici le caractère pragmatique de la politique extérieure ouest-allemande, critiquée par l'aile gauche du SPD, et qui, sous l'influence de M. Genscher, s'est considérablement renforcée. Cette politique pragmatique a eu pour conséquence en Espagne — comme dans les autres pays méditerranéens — que tous les partis, excepté le parti communiste, constituaient des partenaires potentiels même si certains d'entre eux, comme le parti socialiste espagnol (P.S.O.E.), plaident pour la légalisation de l'existence des communistes.

## L'évolution de l'Italie

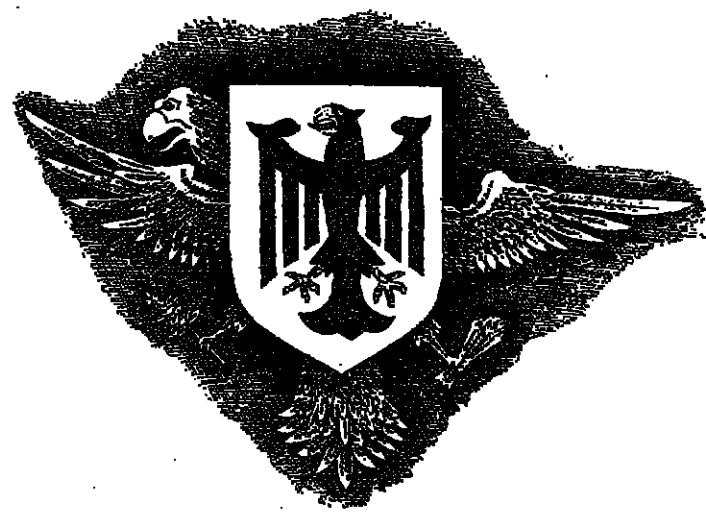
CETTE position de principe vaut également pour l'Italie, d'autant plus que ce pays tient une position importante en tant que membre des Communautés européennes et partenaire commercial de premier plan (dans la balance commerciale allemande, l'Italie occupe la troisième place pour les importations et la quatrième pour les exportations). A côté des déclarations de M. Schmidt, en juillet dernier, qui ont fait l'objet

des déclarations de juin constituant une dernière chance pour les chrétiens-démocrates italiens. Il ne fait pas de doute que le gouvernement de M. Schmidt a nourri un scepticisme de principe envers l'« eurocommunisme ». La préservation du système politique italien a été cependant plus importante pour lui qu'une éventuelle participation communiste au gouvernement bien que, en ce qui concerne les problèmes qui pourraient en résulter dans l'OTAN, les Allemands réagissent de manière presque aussi allergique que les hommes politiques américains, ce que réclamaient au fond tacitement Bonn, c'est que la constitution d'un gouvernement d'extrême droite ou d'extrême gauche ne paralyse pas la réalisation d'un système fondé sur la pluralité des partis, la liberté des élections et le bon fonctionnement d'un Parlement représentatif.

On sait très bien, à Bonn, que des déclarations aussi ouvertes que celles faites par M. Schmidt ne sauraient être le fait du gouvernement français puisque M. Giscard d'Estaing doit déjà, aujourd'hui, tenir compte de l'éventualité d'une majorité parlementaire socialo-communiste.

Si l'on peut supposer que les positions fondamentales de Bonn de Paris convergent dans l'analyse de la situation italienne, il n'en est pas de même de leurs relations respectives avec Athènes et Ankara. Tandis que la France a soutenu sans réserve les positions grecques lors de la crise chypriote, la République fédérale s'est toujours efforcée d'éviter toute exaspération du conflit grec-turc, et c'est afin de ne pas désarmer le flanc sud de l'alliance atlantique. Les visites que le chancelier a effectuées, tout au début de l'année 1976 à Athènes, et fin mai à Ankara, sont un signe évident de la politique équilibrée que Bonn s'est employée à pratiquer envers ces deux pays.

(Lire la suite page 14.)



(Destin de JULEN.)

ification des relations germano-espagnoles. C'est ainsi qu'en mars 1976 les contacts visant une coopération économique, rompus depuis 1973, ont été renoués. Sans aucun doute Bonn a été surprise par la composition du nouveau gouverne-

d'une si grande publicité, ne devrait-on pas garder en vue celles d'avril 1976 par lesquelles il considérait une participation communiste au gouvernement italien comme « loin d'être une catastrophe » ? Si les déclarations de juillet constituent une « immersion », c'est seulement dans la mesure où régnait, en

\* Professeur à l'université de Munich.

Hormis cette heureuse discrétion concernant les « querelles allemandes », la prudence de Bonn apparaît également dans l'attitude qui consiste à favoriser et à renforcer, dans le cadre de l'Organisation mondiale, la « coopération politique européenne » instituée en 1970 par les Etats membres du Marché commun. Cette coopération des Neuf à New York — qui devient de plus en plus une réalité également acceptée des autres membres de l'Organisation — s'exprime d'une part à travers la publication de déclarations communes et d'autre part par la recherche d'un vote coordonné (voting pattern). L'Allemagne fédérale, très rapidement, s'est faite la championne de cette concertation des politiques, à tel point qu'elle paraît parfois vouloir se retrancher derrière cette institution-écran qui présente l'incontestable avantage de garantir un plus grand envergure lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les questions délicates. Les statistiques de vote de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale indiquent que la République fédérale ne s'est refusée que dans 3 % des cas à se conformer au consensus établi par les Neuf selon la procédure de la « coopération politique européenne », la France s'étant, quant à elle, montrée réticente dans 35 %, l'Irlande dans 16 %, le Royaume-Uni et le Danemark dans 13 % des cas (7).

L'image rassurante d'une Allemagne tranquille qui se contente à New-York d'un low profile pourrait bien, dans un proche avenir, perdre l'essentiel de son contenu. En effet, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977 et pour une durée de deux ans, la République fédérale sera, aux côtés des Cinq Grands, l'un des dix membres

non permanents du Conseil de sécurité, auquel l'article 24 de la charte des Nations unies confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. A la surprise de certains, les dirigeants de Bonn se sont abstenus de tout témoignage de fierté comme de tout signe d'une euphorie particulière, donnant plutôt l'impression — ou moins officiellement — d'être gênés par la perspective d'une responsabilité accrue et surtout du risque grandissant de provoquer, lors des nécessaires prises de position, irritation et réprobation.

## L'accès au Conseil de sécurité

L'aggravité et la sensibilité des grands thèmes qui seront selon toute vraisemblance inscrits à l'ordre du jour du Conseil et susceptibles d'être soumis au vote (sauf l'arabo-arabe, problème de la Rhodesie et de l'Afrique du Sud, cette dernière ne devant guère permettre au gouvernement de la République fédérale de retirer de cette promotion un quelconque avantage politique ; il devrait plutôt redouter l'« honneur » qui lui est ainsi fait, le contraignant à occuper, dans ce conseil suprême des Nations unies, une place infiniment plus « exposée » qu'un sein d'un large forum de cent quarante-quatre délégations.

Certains observateurs estiment que l'accès au Conseil de sécurité aura l'effet subitane d'obliger l'Allemagne fédérale à prendre plus nettement position, dans l'Organisation mon-

diale, à l'égard du problème majeur qui se pose à l'humanité : celui du conflit Nord-Sud ou, si l'on se contente d'une vision positive, du grand dialogue entre les pays industrialisés et les nations du tiers-monde en état de sous-développement (8). Il paraît évident que la devise allemande « gegen Apartheid, aber für Handel » (contre l'apartheid, mais pour le commerce) sera de moins en moins considérée comme satisfaisante (9), et que le troisième puissance commerciale du monde devra jouer un rôle plus constructif dans la réforme inévitable du système économique international tendant à une plus grande équité dans la distribution globale des richesses.

L'entrée imminente de la R.F.A. au Conseil de sécurité a immédiatement provoqué outre-Rhin des controverses politiques entre le gouvernement du chancelier Schmidt et certains représentants du parti chrétien-démocrate. Inquiet de ce que l'Allemagne de l'Est accèderait, à son tour, une année plus tard, à l'organe directeur de l'ONU, M. Abelein, porte-parole de la C.D.U., pour les questions inter-allemandes, a récemment demandé que la République fédérale renonce à sa place au Conseil plutôt que d'accepter une présence des deux Etats allemands au sein d'un même organe international. Cette proposition, qui est sans doute l'une des retombées de la campagne électorale de l'été 1976, ne constitue, selon M. Genscher, qu'une résurrection tardive de la fameuse « doctrine Hallstein » (10).

Il est en fait plus vraisemblable que Bonn usera de son poids renforcé dans l'Organisation mondiale pour appeler à la correction d'une disproportion financière certaine : bien

que sa contribution au budget de l'ONU et des organisations spécialisées s'élève à 7,1 % du volume total (ce qui représente le troisième rang derrière les Etats-Unis avec 25 % et l'Union soviétique avec 14,2 % du budget) (11), la proportion de ses nationaux dans l'appareil administratif du secrétariat général n'est que de 2,6 % sur l'ensemble des hauts fonctionnaires employés par celui-ci (12).

On peut contester le caractère judicieux de tels calculs, leur existence seule montre que la République fédérale se prépare à être, dans le monde des Communautés européennes, un partenaire à la fois moins conciliant et plus actif que par le passé ; sa récente initiative tendant à l'élaboration d'une convention internationale contre le terrorisme apparaît comme un premier pas sur cette voie.

THOMAS BRUNS.

(7) C. Nils Hansen : « Die Europäische Politische Zusammenarbeit bei den Vereinten Nationen », dans Europa-Archiv, n° 15, 1975, p. 493 s.

(8) Sur le poids du tiers-monde aux Nations unies, voir Konrad Setz : « Die Dominanz der Dritten Welt in den Vereinten Nationen », dans Europa-Archiv, n° 12, 1973, p. 463 s.

(9) Sur l'attitude de la R.F.A. face aux problèmes de l'apartheid et de la discrimination raciale, voir Jost Delbrück : « Deutschland in den Vereinten Nationen », dans Europa-Archiv, n° 16, 1973, p. 564 s.

(10) Voir Carl-Christian Kaiser : « Übertritts-Sperre », dans Die Zeit du 30 avril 1976.

(11) Voir sur ce problème le Dr. Lindemann : « Die Organisationsstruktur der Vereinten Nationen und die Mitarbeit der Bundesrepublik Deutschland », dans Die Vereinten Nationen und die Mitarbeit der Bundesrepublik Deutschland, op. cit., p. 217 s.

(12) Cf. « Bonn und der Sicherheitsrat der Vereinten Nationen », dans Frankfurter Allgemeine Zeitung du 17 avril 1976.



(Suite de la page 13.)

On ne peut nier, cependant, que la R.F.A. a été amenée à devenir l'interlocuteur privilégié de la Turquie. Derrière les troupes déployées par Bonn, on peut également sentir, en arrière-plan, l'influence de certains intérêts économiques. L'aide militaire ouest-allemande s'élève, depuis 1964, pour la Turquie, à 600 millions de deutschemarks et seulement à 210 millions pour la Grèce (en 1976-1977, respectivement 100 millions et 80 millions). La Turquie a, en outre, pris la deuxième place, derrière l'Inde, dans la liste des pays qui bénéficient de l'aide au développement fournie par l'Allemagne fédérale. Mais, même pour la Grèce, et cela montre bien la globalité de l'engagement allemand, la République

fédérale reste le troisième fournisseur d'armes après les États-Unis et la France.

La préférence dont Bonn fait preuve pour Ankara ne vise cependant pas à mettre en péril l'équilibre des forces en Méditerranée orientale, mais au contraire, depuis l'embargo américain, à le conserver. C'est pourquoi M. Schmidt, lors de sa dernière visite à Ankara, s'il s'est engagé à intervenir auprès de Washington pour obtenir une extension de l'embargo, a également insisté auprès des Turcs pour qu'ils révisent leurs plans sur la question chypriote. L'Allemagne peut espérer avoir une telle influence étant donnée la préférence que lui témoignent Ankara parmi les autres États occidentaux.

Le besoin fondamental de sécurité de l'Allemagne — qui constitue la ligne de force de sa politique de l'après-guerre — est encore une fois manifeste : l'éventualité d'un retrait de la Turquie des structures militaires de l'Alliance atlantique constitue, en effet, le premier souci des dirigeants ouest-allemands. Ce souci s'est encore accru lors de l'apparition sur la scène méditerranéenne du porte-avions soviétique *Kiev* ; sa présence montrait parfaitement les possibilités de pression dont pouvait disposer Ankara et qui risquaient d'autant plus Bonn à ne pas laisser la Turquie livrée à elle-même.

Mais l'Allemagne fédérale semble avoir également réussi à réduire les sentiments anti-allemands qui s'étaient développés en Grèce après le conflit chypriote. En effet, Bonn, après

la chute du régime des colonels, subit les conséquences de son image : plus fidèle allié de Washington, les États-Unis n'avaient-ils pas, pour des raisons stratégiques, noué des liens très étroits avec la dictature militaire ? Bonn, qui diminuait cette hostilité grâce à l'octroi de très importants crédits (1975 : 180 millions de deutschemarks à 2 %), auxquels s'ajoutent les crédits consentis par les banques. Cependant, la question reste ouverte de savoir si l'Allemagne fédérale pourra continuer sa politique d'équilibre face au litige qui survient autour des ressources pétrolières de la mer Égée. Pris globalement, il est incontestable que la politique allemande est très largement engagée dans la région méditerranéenne, et que son influence y est très grande. Et encore n'avons-nous pas pu examiner

les influences, difficiles à cerner, qu'exerce Bonn à travers les institutions européennes. Moins touchée que l'Italie ou la France par l'évolution de la situation sur les bords de la Méditerranée, la République fédérale n'ignore cependant pas que, là aussi, se joue son propre avenir. Si l'on ne veut pas revenir à la dépendance stratégique exclusive envers les États-Unis des années 50 et 60, il est indispensable, plus encore politiquement que militairement, que le flanc sud de l'OTAN soit préservé dans son intégrité et que les États méditerranéens connaissent des régimes politiques authentiquement démocratiques. Tels sont les souhaits politiques d'une Allemagne qui se veut toujours l'alliée fidèle des États-Unis.

PAUL NOACK.

## OMBRES DU PASSÉ ET RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI

### L'Allemagne des craintes et des incertitudes

BIEN qu'il ait quitté le pouvoir depuis plus de quatre ans, abattu par la coalition de ses amis et de ses adversaires, intérieurs et extérieurs, M. Willy Brandt continue d'incarner, surtout à l'étranger, la « nouvelle Allemagne ». Son œuvre lui a-t-elle donc survécu ? C'est à cette question que répond implicitement le livre d'Henri Menudier, son livre écrit en collaboration avec un programme (1). L'Allemagne selon Willy Brandt fait un peu penser à une œuvre éditée mais, plutôt que la conception politique de l'ancien chancelier, le lecteur découvre un fil des pages ce qu'est devenue l'Allemagne fédérale depuis l'arrivée au pouvoir en 1969 de la coalition libérale-socialiste. Que cette Allemagne-là ne coïncide pas parfaitement avec « l'Allemagne selon Willy Brandt », il suffit pour s'en convaincre de lire l'ouvrage du président du parti social-démocrate allemand qui vient de paraître en français (2).

Henri Menudier est chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques et maître de conférence à Sciences Po. Son livre porte la trace de cette vocation universitaire. C'est une véritable somme sur l'Allemagne contemporaine qui se lit comme un documentaire, mais le spécialiste devra toujours s'y reporter pour préciser une date ou vérifier un chiffre. L'auteur n'évase pas de jugement sur l'Allemagne fédérale, il ne propose pas une réflexion globale. À travers des interviews des principaux dirigeants politiques, des portraits, des études sur les partis et les groupes de pression, il peint un tableau pointilliste où le sonnet du détail s'empare de l'auteur de la pensée.

Militant du rapprochement franco-allemand par formation comme par conviction, il regrette l'image souvent déformée que les étrangers, et notamment les Français, se sont forgée de l'Allemagne. Celle-ci ne se confond ni avec les soldats vert-de-gris, casqués et bottés, de la période nazie que présentent trop de films, ni

avec la conception simpliste d'un pays sans problème. « L'Allemagne d'aujourd'hui n'a pas de problèmes », dit-il, « elle est autre chose, une image d'épave, une carte postale aux couleurs chatoyantes, écrit Henri Menudier. La R.F.A. immuable de Bismarck à nos jours ? Quelle « binocle » d'une affligeante naïveté ».

Si dans notre vision de l'Allemagne le passé occupe une trop grande place, n'a-t-il pas été trop vite oublié par les Allemands eux-mêmes ? Michel Meyer se pose la même question qu'Henri Menudier (3). Il est pourtant difficile d'imaginer livres plus dissimulés, à la précision et à la schématisation scientifiques de l'universitaire s'oppose l'humour du journaliste. Correspondant de l'O.R.T.F. puis d'Antenne 2 à Bonn, Meyer écrit comme on parle à la télévision, avec des images, son livre ressemble plutôt à une succession de séquences filmées, tantôt allégoriques d'un sujet à l'autre. Mais cette première impression est trompeuse. Les « flashs » sur la vie quotidienne des Allemands de l'Ouest sont là pour amener le lecteur à la question même que se pose l'auteur : « Le ciel germanique est vide. De quels nouveaux dieux se repènera-t-il demain ? ».

À partir de cette interrogation, le raisonnement se développe en s'appuyant sur ce que l'auteur appelle malicieusement « des données d'évidence » : le peuple allemand ne restera pas éternellement « on producteur surplussant à l'âme mutilée ». La mystérieuse solution qui donnerait à l'Allemagne cet « échec d'être » sans doute aux yeux des étrangers, une « manœuvre de la classe moyenne de Bonn », c'est la « finlandisation ». L'Union soviétique s'assurant, en échange de la réunification allemande, la docilité politique et le soutien économique de l'Allemagne.

Michel Meyer est plus convaincant en considérant la question allemande comme la « bombe à retardement » de l'Europe qu'en affirmant que « la nouvelle grande Allemagne réunifiée géographiquement sera mutilée et stérilisée politiquement ». Il est difficilement concevable, en effet, que l'union de deux puissances économiques, la R.F.A. et la R.D.A., qui dans leur classe sociale et leurs classes sociales, puisent donner naissance à un pays politiquement stérilisé. Les auteurs respectifs des deux États allemands le savent et bien qu'aucun ne souhaite des retournements.

« A » U sens propre du mot, le premier coup de bache fut porté à l'unité et à la liberté de l'Allemagne quand, en février 1933, Hitler profita de l'incendie du Reichstag pour anéantir la liberté, quand le 2 mai de la même année les maisons des syndicats furent prises d'assaut quand commencent les persécutions et peu après, les préparatifs de la guerre. « Dans le livre intitulé Par-delà le quotidien, qu'il consacre à ses cinq années de pouvoir, M. Willy Brandt se pose constamment la question du rapport au passé qui hante les deux auteurs français (4). Refusant à la fois l'amnésie politique de ses prédécesseurs chrétiens-démocrates comme la froideur technocratique de son successeur social-démocrate, l'auteur cherche à restaurer son action dans une tradition allemande, pas celle de Bismarck ou du Troisième Reich, évidemment, mais celle des démocrates-radicaux et des sociaux-démocrates du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Pour lui, la coalition libérale-socialiste est une alliance contingente d'intérêt politique. Avec elle, et la révolution de 1848 enfin trouvée sa conclusion évolutionniste ».

Les déclarations, à la mesure des espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie allemande, justifient-elles cette em-

phase ? Willy Brandt s'en explique calmement. Il se défend d'avoir prêté aux laborieuses réflexions intérieures la politique extérieure supposée « plus brillante ». Il se veut un « chouchou » qui ne cherche pas l'explication des « dessous », comme il dit, promise pour plus tard. S'il parle abondamment de l'« affaire Guillaume » qui fut à l'origine directe de sa chute, il n'apporte aucune révélation. Il reconnaît que son remplacement par M. Helmut Schmidt a constitué une « césure », mais il ne garde bien d'en analyser les causes et les conséquences. Il apparaît comme un homme honnête, pas toujours très sûr de lui, dont le grand dessein de politique intérieure s'est heurté à l'arithmétique électorale. « La déception, l'alignement, nées d'une victoire à l'ampleur instantanée commencent dès la lendemain des élections de 1972, écrit-il. (Diverses personnes) parlaient abondamment d'objets auxquels la majorité des électeurs n'avaient pas consenti ».

Willy Brandt conclut sur une formule qui paraît optimiste (« le temps où l'on a besoin de visions — au sens technique et réaliste du mot — ne sont pas révolus ») et, en contrepoint à l'exercice du pouvoir, son parti ne s'était pas de plus en plus contenté de « préserver l'acquis ».

DANIEL VERNET.

- (1) Henri Menudier, *L'Allemagne selon Willy Brandt*, préface d'Alfred Grosser, Edit. Stock, 454 pages, 1976.
- (2) Willy Brandt *par-delà le quotidien*, un bilan prometteur, traduit de l'allemand par Guy Fritsch-Bastard et Suzanne Roguesbeek, Edit. Calmann, 270 pages, 1976.
- (3) Michel Meyer, *L'Allemagne trahie*, Edit. Denoël, 238 pages, 1976.
- (4) Sur la période précédant le nazisme, on lira avec profit l'ouvrage de Denis Austin, et Jean Barrot, *La gauche communiste en Allemagne, 1918-1932*, Edit. Payot, 400 pages, 1976.

## PANAMA

### Les négociations sur le statut du canal

#### Le général Torrijos et l'échéance de 1977

« Il faudra qu'un accord inter-vienne en 1977... Nous aurons éprouvé notre patience et les États-Unis leurs réserves ». Le 21 juin dernier, à l'occasion de la visite à Panama des ambassadeurs de l'O.E.A. — en célébration du cent cinquantième anniversaire du congrès organisé par Simon Bolívar pour promouvoir l'unité de l'Amérique, le général Omar Torrijos, chef de gouvernement panaméen, fixait ainsi une échéance à la conclusion d'un nouveau traité sur le canal. Les conditions dans lesquelles fut paraphé l'accord de 1903, accordant aux États-Unis « à perpétuité l'usage, l'occupation et le contrôle d'une zone de 10 miles » coupant Panama en deux, relèvent, on le sait, (1), davantage de l'histoire que de la diplomatie. Après les émeutes de 1964, qui firent vingt-trois morts du côté panaméen et quatre du côté américain, on s'avisa à Washington qu'il fallait « faire quelque chose ». Les temps forts de discussions qui n'ont pratiquement pas cessé depuis cette date, furent le projet de nouveau traité de 1967, refusé par Panama, la déclaration des principes de Tack-Kissinger de 1974 et, surtout, l'envoi sur place de M. Ellsworth Bunker pour négocier sérieusement sur la base du principe du transfert à Panama de la souveraineté sur la zone du canal.

Cette attitude « ouverte » du département d'État n'était nullement due à une soudaine conversion aux thèses du nationalisme latino-américain. Elle procédait d'une appréciation réaliste des intérêts véritables des États-Unis à Panama et aussi de la pression internationale à laquelle ils étaient soumis. La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à Panama même en mars 1973, celle de l'O.E.A. en juin dernier, la cause de résonance fournie par les conférences des non-alignés d'Alger, de Lima et, plus récemment, de Colombo ont mis Washington en mauvaise posture. Même ses clients latino-américains les plus serviles sont contraints — publiquement — d'appuyer les revendications d'intégrité territoriale du pays frère. Du coup, le problème du canal a sérieusement remonté dans la liste des urgences de M. Kissinger, surtout après que M. Reagan eut tenu — sans succès d'ailleurs — à en faire un de ses chevaux de bataille contre M. Ford. Sans qu'il faille donner aux plate-formes républicaine et démocrate plus d'importance qu'elles n'en ont, il est tout de même significatif que chacune d'entre elles, à la rubrique Amériques, traite des négociations avec Panama. Chez les démocrates, la volonté de souplesse est nette : « Nous nous engageons à soutenir un traité sur le canal de Panama qui assure les intérêts des États-Unis dans cette voie d'eau, reconnaît les principes déjà convenus, prenne en compte les intérêts de la

main-d'œuvre du canal et obtienne un large soutien hémisphérique ». Chez les républicains, la surenchère de M. Reagan a laissé des traces : « Dans toute négociation avec Panama, les intérêts américains ne doivent en aucune manière céder, il faut, en outre, négocier ou transférer tous droits, pouvoirs, autorité, juridiction, territoire ou propriété nécessaires à la protection et à la sécurité des États-Unis et de l'ensemble de l'hémisphère occidental ».

Ce « verrouillage » du G.O.P. n'a nullement empêché les négociations de M. Bunker d'aller leur train. Il a abouti, fallu convenir que les Panaméens ne se paient pas de leurs arguments à usage interne échangés au cours de la campagne, puis d'attendre l'installation du nouveau président. Ce point est clair. Le général Torrijos ne peut, sans perdre la face auprès d'une opinion très sensibilisée, rester les bras croisés en attendant le bon vouloir de Washington.

#### Les militaires et les « zoniens »

À la position américaine est la résultante d'un jeu de forces complexes parfois contradictoires : l'influence du Pentagone, qui veut garder le contrôle militaire de cette zone stratégique du monde — celle, plus nuancée, du département d'État, sensible aux répercussions négatives en Amérique latine d'une ligne trop dure, — le lobby des « zoniens », résidents américains de la zone parois depuis trois générations, accrochés à leurs privilèges et disposant de puissants amis au Congrès, — celle des compagnies de navigation américaines attachées à des péages artificiellement bas, — celle des multinationales installées dans la zone.

L'importance militaire de la zone du canal a sensiblement diminué au cours de ces dernières années. Elle reste néanmoins considérable avec l'implantation du Southern Command, quartier général des forces venant à la « protection » des intérêts américains dans l'hémisphère sud et de l'École des Amériques destinée à former les officiers latino-américains à la contre-guérilla (2), ainsi que pour un ensemble logistique complexe : aéroports, cales sèches, centres de télécommunications. La valeur stratégique du canal lui-même a décliné : en cas de guerre d'envergure, il peut facilement être mis hors d'usage pour longtemps, en raison notamment de l'existence d'écluses.

Par ailleurs, il existe virtuellement deux marines de guerre américaines, une dans chaque océan, ce qui réduit les nécessités de la guerre du Vietnam. Les porte-avions *Enterprise*, *Independence*, *Baker* et *Annapolis* restent sur la

côte est. Les sous-marins atomiques ne peuvent non plus traverser l'isthme sans faire surface. La fin de l'engagement en Asie du Sud-Est, marqué par une recrudescence considérable de passages de navires de guerre dans le canal, réduit d'autant la nécessité de la voie d'eau trans-océanique. Beaucoup d'experts estiment que, pour les besoins globaux des États-Unis, trois bases, une à chaque extrémité du canal, la troisième

Par BERNARD CASSEN

siège au milieu, seraient amplement suffisantes au lieu des quatorze actuelles, nombre disproportionné aux besoins de la défense spécifique du canal et qui est une violation de plus de l'esprit même de la lettre du traité de 1903.

Le trafic commercial américain représente plus de 70 % de l'activité du canal mais les États-Unis ne sont pas — et de loin — le pays le plus dépendant de cette voie d'eau, par où ne transite que 17 % de leur fret. Pour d'autres pays, les pourcentages sont bien plus élevés (Chili 34 %, Colombie 32 %, Venezuela 51 %, Pérou 41 %, etc.). C'est dire que le problème du relèvement du taux du péage, légitimement soulevé par les Panaméens, a ses limites naturelles. À part une augmentation de 20 % en 1974, les tarifs sont restés les mêmes depuis 1914 ! Si l'on compare avec le canal de Suez, d'un entretien beaucoup plus facile, on ne comprend pas d'écluses, on s'aperçoit que Panama pratique des tarifs deux à quatre fois moins élevés (contre le fait que les navires de guerre américains ne paient rien). On comprend que l'American Institute of Merchant Shipping soit très favorable au maintien du statu quo.

Certaines sociétés multinationales installées dans la zone du canal ne souhaitent manifestement pas renoncer au double avantage de la localisation en Amérique centrale et de la protection des îles américaines. C'est le cas d'I.T.T., qui possède deux sociétés de télécommunications à vocation transaméricaine et mondiale : Central American Cables and Radio et Transoceanic Communications.

Reste le problème des « zoniens », ces « plebs-noirs » de Panama qui, en trois générations, n'ont rien appris ni oublié. Ce groupe numériquement faible est cependant en mesure de faire jouer la corde chevronnée de nombreux parlementaires américains qui n'ont pas réellement accepté que le drapeau ait été amené au Vietnam et qui résistent presque pathologiquement à toute idée de nouveau « recul ». Parmi eux, les sénateurs Thurmond, Sparkman,

Eastland, Symington et McClellan, les représentants Flood et Sullivan. On voit mal toutefois les « zoniens », qui confondent volontiers leurs privilèges (3) et l'intérêt national et qui, de surcroît, n'ont pas bonne presse aux États-Unis (4), bloquer une négociation à laquelle le Pentagone donnerait le feu vert. Après quelques escarmouches parlementaires au cours de l'été 1974, dues à la mauvaise humeur provoquée par la déclaration Tack-Kissinger, le haut commandement militaire semble s'être rallié aux thèses du département d'État. La manifestation la plus spectaculaire en fut la visite à Panama, en septembre 1975, de M. Rogers, secrétaire d'État adjoint, accompagné de M. William P. Clements Jr, secrétaire adjoint à la défense, et du général George S. Brown, président du comité des chefs d'état-major. Il sera donc désormais difficile, au Capitole, de jouer la carte militaire contre le nouveau traité. Les informations dont on dispose sur l'état des négociations par la déclaration Tack-Kissinger, est nullement perdant dans l'affaire.

#### Des concessions réciproques

À la revue influente *Foreign Policy* (5) fait ainsi le point de la situation après les longues discussions entre M. Bunker et les autorités panaméennes : « Un tel traité, après une courte période de transition, ferait disparaître le statut de quasi-souveraineté des États-Unis dans la zone, telles que les institutions commerciales, judiciaires, policières. Les États-Unis renonceraient à leurs droits sur la majeure partie plus de la moitié du territoire de la zone. Une autorité pour la gestion du canal, probablement dépendante du gouvernement américain, mais avec une participation panaméenne croissante, assurerait le fonctionnement de la voie d'eau pour une période déterminée s'achevant aux alentours de la fin du siècle, puis elle abandonnerait ses droits et titres à Panama. D'ici là, les droits et titres seraient garantis par un traité — dans la mesure où le droit constitue une protection contre la politique future. Les hauts fonctionnaires de la nouvelle autorité ne seraient que partiellement soumis à la juridiction panaméenne ».

« En vertu d'un traité séparé mais lié, il continuerait d'y avoir des bases militaires américaines à Panama, peut-être une demi-douzaine, mais qu'aujourd'hui. Elles disposeraient d'un bail et d'un statut très semblable à celui des autres bases américaines à l'étranger. Ces bases porteraient sur une période dépassant d'une dizaine d'années l'expiration de l'accord régissant la gestion du canal par les États-Unis. Les États-Unis et Panama entreprendraient conjointe-

ment d'assurer la défense du canal. Le programme de formation anti-guérilla pour militaires latino-américains disparaîtrait implicitement, sinon explicitement. Les péages pourraient être augmentés de façon que les revenus annuels de Panama situent au-dessus de 50 millions de dollars ».

Telles semblent être — sous réserve de modifications de détail — les bases sur lesquelles le président qui entrera en fonctions en janvier prochain s'efforcera d'aboutir à une conclusion rapide avec les autorités panaméennes. On imagine mal comment le Congrès pourrait — s'il en était tenté — s'y opposer, tant les intérêts impériaux des États-Unis sont sauvegardés. La véritable difficulté viendra de la partie panaméenne. On est en effet fort loin de la revendication de souveraineté totale et de la disparition de toutes les bases militaires.

En définitive, tout va reposer sur le général Torrijos, qui s'est engagé à procéder à un référendum avant la ratification. Nationaliste parfois incommode pour les Américains, il a au moins l'avantage à leurs yeux d'être connu. Son échec ou son effacement (des bruits d'assassinat ont couru à plusieurs reprises) ne provoquerait pas une surenchère de tout remplacant éventuel, même s'il se situait plus à droite. Le département d'État a donc intérêt à lui faciliter la tâche par quelques concessions supplémentaires, ou une présentation du traité plus avenante. De son côté, le chef du gouvernement panaméen mesure bien à quel point l'environnement latino-américain (surtout depuis la rentrée dans le rang du Pérou) est actuellement peu favorable aux forces progressistes. Il répète volontiers que M. Fidel Castro lui-même lui a conseillé la patience et la prudence. Il pourrait donc, sans perdre la face, se contenter de ces premières concessions américaines en espérant peut-être que, dans les années à venir, un changement de conjoncture permettrait d'acquiescer à des « panamaisations » désormais irréversibles.

(1) Voir le rapport de Claude-Osborne Kleinman (*Le Monde diplomatique*, janvier 1975) et l'article de Roger Javet Lemaire (*Le Monde diplomatique*, octobre 1975).

(2) Voir le *Monde diplomatique*, septembre 1974, pages 4 et 5.

(3) Selon le rapport annuel de 1970 de la Compagnie, le salaire mensuel des employés nord-américains était de 1.122 dollars, celui des Panaméens de 449. Les trois mille cinq cents personnes employées nord-américaines percevaient un total annuel de 37,8 millions de dollars alors que les trois mille quatre cents employés américains percevaient un total de 25,5 millions de dollars. Les données en U.S. (pour utiliser la terminologie en vigueur dans la zone) ne recouvrent que 2,5 millions de dollars de coût.

(4) Voir, en particulier, le dossier de la *Saturday Review* du 24 juillet 1976.

(5) N° 21, automne 1974-1975.

مركز البحث



# Une révolution qui n'a pas osé aller au bout d'elle-même

## LA GAUCHE PORTUGAISE VICTIME DE SES CONTRADICTIONS

**A** demi réussie ou à demi avortée, l'équivoque révolution portugaise arrive à l'heure du bilan. Depuis ses premiers débuts, on a voulu, mais sans aucun succès, la couler dans des moules connus. En quête de modèles révolutionnaires démocratiques, la gauche européenne s'est prise à rêver, une fois de plus, de victoire par procuration. Comment s'écarter qu'elle ait aujourd'hui du mal à penser une réalité qui jamais ne fut conforme à ses fantasmes ? Oubliant les rêves que d'autres ont faits sur elle et pour elle, la révolution portugaise, en elle-même, offre pourtant un bilan non négligeable. La seule question est de savoir si le mouvement a atteint la pointe extrême de sa trajectoire, ou s'il conserve des virtualités révolutionnaires jusqu'à l'infini.

Abstrait un régime démocratique installé depuis des décennies et choyé par l'ensemble des démocraties occidentales — liquider un contentieux colonial vieux de deux siècles, — porter un coup sévère et, à certains degrés, décisif, à l'ancien pouvoir économique et financier, — mettre en place un cadre constitutionnel non seulement démocratique mais d'inspiration socialiste, — imposer le pluralisme aux moyens d'information après quarante ans de censure absolue : tout cela, dans un délai de deux ans, dans une atmosphère eurovolée, au milieu de mouvements contradictoires, ne fut pas une mince affaire.

Déconcertée par les soubresauts et les incohérences quelque peu browniennes de ce mouvement, une certaine presse étrangère s'est complue à peindre la révolution portugaise aux couleurs plus ou moins floues d'un surréalisme ou d'un dadaïsme politiques. Sous ce folklore « surréaliste », elle aurait pu souligner l'étonnante sagesse d'une révolution sans violence odieuse, car le phénomène mérite d'être médité : en deux ans, il y eut au Portugal moins de violence qu'en une semaine à Belfast ou qu'en une journée au Liban. Mais de telles performances ne sont pas du goût (le sang coule à la une) de tout le monde, surtout lorsqu'il s'agit de la révolution d'inspiration socialiste.

Ce bilan positif n'est certes pas sans contrepartie, dont de bonnes âmes alerteront à tort croire qu'elle efface tout le reste. Nationalisations brutaques et remplacements pas toujours serena de cadres traditionnels ont entraîné une désorganisation certaine de la production, déjà lourdement handicapée par le réajustement des marchés européens et la perte presque totale des anciens marchés coloniaux. Depuis les revendications anarchisantes d'une masse de travailleurs passés sans transition d'une situation de classe brimée à celle de classe révolutionnaire, jusqu'à l'épuisement gélant des dévies et des réserves d'or engagées pour satisfaire une demande intérieure artificiellement accrue — que ne

compensait aucune augmentation de la productivité, ce ne fut qu'un pas, allégrement franchi par les nouveaux responsables de l'économie.

Le pire, toutefois, n'est pas cette détérioration objective de la situation économique et financière, proche de la catastrophe, mais la naissance d'un nouvel état d'esprit qui la rend sinon souhaitable du moins inévitable. En fait, le phénomène qui s'est produit n'est pas l'adaptation à une société à vocation socialiste du comportement économique caractéristique d'une société de consommation selon le modèle courant, mais une sarrachère de ce comportement, sarrachère rendue inévitable par la brusque élévation du pouvoir d'achat de classes jusqu'alors injustement frustrées. Il n'y a pas eu conversion généralisée du comportement économique, mais extension à d'autres couches de la mentalité de l'ancienne classe privilégiée, par ailleurs à peine et très superficiellement touchée dans ses privilèges économiques, sociaux et culturels.

En ce sens, et contrairement aux apparences, on peut dire qu'il n'y a pas eu révolution au Portugal, mais simple démocratisation, qui a pris des allures révolutionnaires dans la mesure où elle était un reflet tardif des révolutions réussies ailleurs depuis longtemps. Plus que toute autre considération, ce phénomène expliquerait l'insolite sagesse de la révolution portugaise. Seule une infime minorité a été libérée, dépossédée de son statut dirigeant, de ses privilèges sociaux, minorité rapidement remplacée dans ses meubles et dans son comportement par la nouvelle classe dirigeante, militaire et civile, qui, à quelques exceptions près, n'a jamais paru prendre au sérieux la révolution qu'en principe elle incarnait. On pourrait dire que les changements à caractère véritablement révolutionnaire ne sont faits non par elle mais malgré elle. De telle sorte qu'à l'heure actuelle le Portugal offre le paradoxe — qui n'est pas nouveau dans son histoire — d'un pays bouleversé en profondeur, à un niveau à la fois économique et idéologique, mais qui a du mal à se mettre à l'unisson de ces bouleversements qui s'inscrivent dans le texte du réel (nationalisations, réforme agraire) et dans le texte de l'imaginaire (Constitution).

Le singulier destin de la révolution portugaise reste incompréhensible pour quiconque régit de tenir compte du jeu presque florentin qui, depuis avril 1974, a mis aux prises un parti communiste faiblement puissant et deux forces objectivement faibles ou affaiblies. Sans compter avec l'effondrement, aussi spectaculaire que furtif, de la bonne et solide droite portugaise, et l'effacement non moins illusoire (pendant un certain temps) de l'égilse, son allié traditionnel, à peine repêché du rôle qu'elle a joué et qu'elle est prête à rejouer.

**Par EDUARDO LOURENÇO \***

empêché une sorte de violence feutrée, typiquement portugaise, dont les étrangers mesurent mal le poids et les ravages. Il y a un abîme entre les rites assagis du combat politique (déclarations de principe, « tables rondes », luttes électorales) et les conflits acharnés au niveau des usines, des bureaux, des écoles, de la presse, des moyens audio-visuels, conflits dont l'enjeu est le contrôle des centres de décision qui commandent la machine sociale.

Après deux ans d'une telle lutte, la révolution est institutionnalisée au plan formel, mais son destin se joue toujours, sinon plus, en dehors des règles du jeu ratifiées par le vote populaire. Elle est encore loin d'avoir trouvé un véritable consensus, et elle ne pourra pas

le trouver tant que l'ordre économique, financier et social issu du 11 mars 1975 n'aura pas fait ses preuves. Apparemment soumis aux jeux démocratiques de l'Assemblée et à l'une des Constitutions les plus progressistes du monde, les partis politiques les plus droiliers s'attendent toujours au renversement du courant. Il n'est pas dit qu'ils n'aient pas gain de cause. Non seulement l'archaïsme socioculturel du pays joue en leur faveur, mais en outre les fautes accumulées par les forces de gauche en matière d'économie et de finances constituent un handicap difficile à surmonter. Plus encore que les divisions entre gauche et droite, les divisions de la gauche rendent fort aléatoire l'avenir révolutionnaire du Portugal. En fait, cet avenir se trouve entre les mains à la fois de l'Occident et du parti socialiste, qui en est le garant aussi bien que l'enjeu.

fragile avant l'élection présidentielle, la perspective révolutionnaire d'un « socialisme autre » s'est encore amenue avec l'élection du président de la République. Non pas tellement en raison de la personnalité du général Ramalho Eanes, dont tout porte à croire qu'il se trouve plus à gauche que l'ensemble des forces qui l'ont porté au pouvoir. Mais cette élection fut l'occasion de manifester une certaine fragilité du P.S.P. tandis que les partis situés sur sa droite faisaient preuve d'une détermination lourde de menaces pour l'avenir du socialisme au Portugal.

L'un de ces partis n'est pas vraiment antidémocratique, mais la dynamique sociale entraîne aujourd'hui beaucoup de monde dans le sens de la conservation par un glissement vers des eaux connues. Le P.S.P. doit d'abord résister à ce mouvement de facilité qui aurait fait de la révolution portugaise, l'histoire d'un connu de semblables retours en arrière. Il faudra compter avec la pression multiple de la gauche portugaise pour soutenir l'instinct de survie du P.S.P. comme élément déterminant de cette même gauche, aujourd'hui réduite par sa propre faute à la portion congrue. Certains rêvent tout haut, et sans aucune gêne, du jour où la plus explicite des contraintes physiques ramènerait à la raison l'ensemble de cette gauche amoindrie mais non encore vaincue. L'occasion qu'ils attendent, ils la voient dans la spectaculaire et prochaine faillite de l'économie.

Fût-ce en de telles circonstances, il serait hasardeux de prévoir un retour pur et simple au modèle autoritaire et répressif du passé. Car, nul ne doit oublier, cette étrange révolution, malgré sa rassurante façade parlementaire, a commencé dans les casernes, et elle y est toujours. Une catastrophe déferlante économique et financière serait vite mise par les militaires au compte des agissements coupables ou maladroits de tous les partis. Dans un tel moment, les hommes du 25 avril, ou leurs héritiers, pourraient bien envisager ce gouvernement de salut public que, ne voulant pas prendre de responsabilités politiques directes, ils ont sans cesse différé. Rien ne dit qu'un tel gouvernement serait nécessairement « de droite ». Mais il est assez vain de faire de la politique-fiction alors que la très réelle et fort insolite fiction politique qui se joue sur les bords du Tage n'a pas cessé de nous proposer ses dérivants reflets.

### Amoindrie, mais non vaincue

**E**n deux ans, le Portugal a démontré deux choses : d'abord qu'on pouvait se débarrasser d'un régime fasciste sans sombrer dans l'anarchie, ensuite qu'on pouvait envisager un avenir à vocation socialiste sans suivre la voie tracée par les « démocraties populaires ». Ce deuxième volet, malheureusement, reste à l'état de prescription. Les fameux « défis historiques » que, d'après Malraux, il aurait pu constituer est loin d'avoir été tenu. L'apport historique des socialistes portugais ne fut pas tant la révolution des structures économiques et sociales (prônée dans les statuts du parti) que la très classique défense d'une attitude démocratique à l'interieur du cours révolutionnaire. Ne peut-on même regretter que cette défense ait pris la forme presque « rétro » d'une foi dans les vertus « révolutionnaires » du parlementarisme plus éculé ? La poussée véritablement révolutionnaire — fût-ce sous des formes dévoyées — fut le fait de forces complexes, aussi bien militaires que civiles, situées pour la plupart en dehors du parti socialiste portugais. Celui-ci n'a pris des positions en fait qu'en matière de décolonisation et, avec force crises de conscience, dans le domaine de la réforme agraire, responsabilité par la suite assumée par un de ses membres les plus à gauche.

Tout le drame du « défi portugais » se

lit dans cette situation. Dénominateur commun de toutes les contradictions de la révolution portugaise — dont beaucoup sont fécondes et porteuses d'avenir — le parti socialiste doit, à présent, conduire ce qui reste d'une révolution inscrite dans l'histoire et qui n'est pas tout à fait sa création, encore que lui-même soit la créature de cette révolution. Finites les faux-semblants et les transferts de responsabilités. Le défi dont le P.S.P. est porteur est d'abord, et d'embellie, un défi à lui-même en tant que parti socialiste. Est-il en état de le relever ?

Ce n'est un secret pour personne que, grand vainqueur des élections de 1975 et de 1976, le P.S.P. connaît de sérieuses tensions internes. La situation exposée qui lui vaut le fait d'être devenu seul parti de gouvernement incitera-t-elle ses responsables à serrer les rangs ? Rien n'est moins sûr car, cette fois-ci, les échéances s'inscrivent dans le réel, et le caractère socialiste ou non socialiste d'une politique se lit très vite dans les faits.

De la réussite du P.S.P. à court terme, comme de sa cohérence à plus long terme, dépendent l'ensemble du cours politique portugais et la signification d'une telle réussite si on pouvait la mettre au compte du socialisme. A l'intérieur comme à l'extérieur du Portugal, peu de gens s'intéressent à un tel succès. N'en serait-il pas de même à l'interieur du P.S.P. lui-même ? Déjà très

### Des militaires sceptiques et désabusés

**D**EUX forces seulement se sont trouvées face à un parti communiste disposé à pousser à fond un jeu révolutionnaire selon le modèle le plus connu : d'un côté, des militaires décidés à se débarrasser de l'ancien régime pour se faire pardonner une guerre impopulaire et perdue, hantés de surcroît par la restauration d'une démocratie à composantes progressistes mais dont ils ne voulaient pas assumer la responsabilité directe ; de l'autre côté, des socialistes, les seuls démocrates crédibles au lendemain du 25 avril 1974. Crédibles mais, à ce moment-là, à peu près inexistants. Ce qui a donné à penser à la seule force de gauche organisée capable d'en imposer aux militaires (le P.C.P.) que le chemin de la révolution pure et dure était tout tracé.

La faiblesse originelle du parti socialiste fut le piège mou où s'enlisa la révolution dès ses premières tentatives de bouleverser les structures existantes. En un tournemain, cette faiblesse s'est changée en force de résistance décisive devant la manœuvre trop voyante et trop maladroite du parti communiste sur les centres de décision et d'information. De cette résistance sont nées simultanément un parti socialiste devenu parti de masses, inorganisé mais électoralement puissant, et la cassure de la poussée de gauche.

Pendant ce temps, dans l'espoir raisonnable de recueillir les fruits de cet affrontement, les forces conservatrices ou contraires vivaient en spectatrices. Incapables d'empêcher les nationalisations et la réforme agraire, elles auront assez de souplesse et d'habileté pour limiter les dégâts et arriveront au 25 novembre 1975 en condition de stopper le mouvement révolutionnaire, le vidant peu à peu de sa virulence. C'est ce rapport de forces que les élections législatives d'avril dernier ont consacré et que l'élection présidentielle a ensuite renforcé. Est-ce la fin d'une révolution qui n'a jamais osé ni pu aller au bout d'elle-même, sauf sur le plan verbal et par coups de tête autoidéales ?

Tout dépend encore de ceux qui sont restés au centre du cours révolutionnaire comme ses acteurs, ses pions et, à l'occasion, ses seules victimes politiques : les militaires. Leur prestige n'a pas résisté à deux ans d'intrigues, de dilapidations, de éductions politiciennes. Dans leurs rangs, à nouveau se fait jour l'« apollisme » nouvelle manière et ré-

vient à la surface l'idéologie formelle caractéristique de toutes les armées du monde. Dans son ensemble, et ce n'est pas une pierre conquise de la révolution, l'armée est sans doute démocratique. Mais la volée sceptique et sans véritable élan révolutionnaire après un délai qui n'a pas encore apporté la preuve tangible des bienfaits apportés par les changements déjà accomplis. Armée désabusée par ce constat de carence comme par la place considérable des jeux politiques auxquels elle a été mêlée de gré ou de force mais qui ne sont ni de son goût ni de son ressort.

Sous les apparences d'une stabilisation voulue et proclamée, tout le monde sait — et d'abord les militaires — que rien n'est encore effectivement joué. La révolution portugaise a toujours su donner le change, mais cette habileté ne résulte pas d'un calcul : elle procède de la nécessité profonde de déguiser en permanence la nature véritable du cours révolutionnaire vécu dans un langage idéologique sans grand rapport avec sa nature réelle. On persiste à croire en une révolution impossible, ce qui fournit à chacun l'excuse de ne pas faire la révolution possible, celle qui transformerait patiemment le tissu archaïque de la société portugaise.

Les tenants de la révolution possible, et parmi eux beaucoup de ceux qui se disent socialistes, ne la rêvent en fait qu'en termes de vagues aménagements des structures existantes. Quant à ceux qui rêvent à une révolution unique et exemplaire, point n'est besoin d'être expert en psychanalyse politique pour comprendre à quel point l'idylle révolution qu'ils s'imaginent en mesure d'incarner n'est que solution de fuite, individuelle ou collective, devant l'impossible et dure résistance de la réalité. Entre les deux, on peut, à juste titre, se demander où se trouve et ce que devient une révolution qui a cru se reconnaître dans l'image à la fois inquiétante et prometteuse d'un défi historique au statu quo politique de l'Occident.

Les apparences, et peut-être aussi la réalité, sont en ce moment celles d'une révolution bloquée et en plein reflux. Dans l'hypothèse la plus optimiste, on peut aussi imaginer une révolution qui s'accorderait un répit et s'offrirait les délais nécessaires pour mettre de l'ordre dans son tumulte un peu vide. Stabilisation ? Mais de quel et au service de qui ? Caractéristique de la révolution portugaise, l'absence de violence est, dans un certain sens, fort trompeuse car elle n'a pas

## ELECTIONS LEGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

**MADAGASCAR**  
(20 août 1976)

Premier ministre : M. Justin Rakotoniriana ; ministre de la défense nationale : lieutenant-colonel Jaona Mampaja ; lois sociales, travail et fonction publique : M. Marais Randramato ; postes et télécommunications : M. Rakotoniriana ; ministre conseiller à la présidence de la République, chargé de l'information, de l'orientation idéologique et des relations avec les institutions : M. Lucien Xavier Michel Andriamandimilaka ; économie et commerce : M. Justin Rakotoniriana ; finances et plan : M. Rakotoniriana ; travaux publics : M. Ollivier Radia ; éducation nationale : M. François de Paul Rakotoniriana ; développement rural et réforme agraire : M. Simon Pierre ; recherches scientifiques : M. Rémi Tsiandraz ; santé : M. Jean-Jacques Séraphin ; justice : M. Georges Thomas Andriamandimilaka ; intérieur : M. Anny Fortes ; affaires étrangères : M. Bruno Rakotoniriana ; jeunesse : M. Richard Christian Rami ; population et condition sociale : M. Kéoussé Sidé Aly ; transports, ravitaillement et tourisme : M. Jean Benamanga ; art et culture révolutionnaire : M. Gaston Lohé.

**URUGUAY**  
(21 août 1976)

Président de la République : M. Aparicio Mendez ; vice-président : M. Manuel Reyes ; ministre de l'intérieur : général Hugo Larrosa Brum ; affaires étrangères : M. Juan Carlos Blanco ; économie et

finances : M. Valentin Arismendi ; défense nationale : M. Walter Rosenna ; transports et travaux publics : M. Eduardo Sampson ; santé publique : M. Antonio Cordeiro ; agriculture et pêche : M. Julio Amores ; industrie et énergie : M. Luis Meyer ; éducation et culture : M. Daniel Dermeq ; travail et sécurité sociale : M. José Echeverry Stirling ; secrétaire au plan, coordination et diffusion : brigadier José D. Cardoso.

Au 30 septembre, le titulaire du portefeuille de la justice n'était pas encore désigné.

### Calendrier des fêtes nationales

16-31 OCTOBRE	
21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
28 IRAN	Fête nationale
29 TURQUIE	Anniv. de la prod. de la République
1 <sup>re</sup> -15 NOVEMBRE	
1 ALGERIE	Fête nationale
3 PANAMA	Fête de l'indépendance
7 U.R.S.S.	Anniv. de la révolution d'Octobre

## LE CARNET DES AMBASSADES

- A l'occasion de la fête nationale et pour célébrer la réunification officielle du Vietnam, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en France et Mme Vo Van Suang ont offert une réception le 3 septembre.
- Avant le voyage du président Giscard d'Estaing à Belgrade, l'ambassadeur de Yougoslavie en France et Mme Radomir Radovitch ont donné une réception le 9 septembre.
- L'ambassadeur d'Ethiopie et Mme Hailou Wolde Giorgis ont offert une réception le 12 septembre à l'occasion de la célébration du deuxième anniversaire de la révolution du 12 septembre 1974.
- L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovitch ont donné un cocktail le 28 septembre, à l'occasion du départ de M. Mirko Zarić, conseiller de presse.
- L'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Rush ont offert une réception le 28 septembre, en l'honneur de la troupe du New York City Ballet.
- En présence de M. Antonio Colinas, ambassadeur du Portugal en France, une exposition consacrée à l'art portugais contemporain a été inaugurée le 30 septembre au Musée d'art moderne de la Ville de Paris par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.
- A l'occasion de la visite à Paris de M. MacLachlan, philosophe canadien, l'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont donné une réception le 9 septembre.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

**CITROËN CHAMP DE MARS**

FILIALE DE S.A. A-CITROËN 8-10, rue de la Cavalerie, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : CITRO 204.833 F. Tel. 567.99.20 - 783.52.76.

**CITROËN CX**



Le dernier article publié par Orlando Letelier avant son assassinat à Washington

## LES TECHNIQUES

### Le sang et les idées

Orlando Letelier a été assassiné à Washington le 21 septembre. Ambassadeur aux États-Unis et ministre des affaires étrangères sous la présidence de Salvador Allende, il avait occupé d'importantes fonctions à la Banque interaméricaine de développement. Depuis le putsch du 11 septembre 1973, il vivait dans la capitale américaine où, mettant à profit ses nombreuses relations et ses compétences, il déployait une intense activité contre la junte chilienne, installée et maintenue au pouvoir avec la complicité des États-Unis.

Quelques jours avant son assassinat, Orlando Letelier publiait dans *The Nation* (28 août) un article dont nous reproduisons ici les principaux passages. Ce texte constitue une critique sévère — et d'autant plus dure — de la politique économique de Pinochet, inspirée par le professeur Milton Friedman de l'École de Chicago. On savait depuis longtemps que les conceptions et les techniques économiques ne sont pas neutres. Appliquées au Chili, celles de Milton Friedman n'accomplissent pas les merveilleuses promesses, elles appauvrissent les pauvres, enrichissent une minorité, ruinent la classe moyenne, et ne sont applicables qu'avec le concours d'un appareil policier dont la réputation n'est plus à faire.

Les assassins d'Orlando Letelier ont bien choisi leur victime. D'autres Chiliens, en Europe comme en Amérique, sont menacés. Les théoriciens du système ne sont jamais innocents. Milton Friedman et ses disciples sont-ils persuadés de ne pas avoir de sang sur les mains ?

Il n'est nécessaire entre la politique économique et son cadre socio-politique semble être absent de bon nombre d'analyses de la situation actuelle au Chili. En gros, on regarde (et souvent on condamne) les violations des droits de l'homme, le système de brutalité institutionnalisée, la suppression imposable de toute opposition comme des phénomènes qui ne sont liés qu'indirectement — voire pas du tout — à la politique d'« économie de marché » classique et sans entraves qui a été mise en vigueur par la junte militaire. Cette absence de liaison caractéristique particulièrement les institutions financières publiques et privées qui approuvent et encouragent la politique économique adoptée par le gouvernement Pinochet tout en regretant la « mauvaise image internationale » acquise par la junte du fait de son « incompréhension » persistante à torturer, à emprisonner et à persécuter tous ceux qui la critiquent. La récente décision de la Banque mondiale d'accorder un prêt de 33 millions de dollars à la junte est justifiée par son président, Robert McNamara, comme étant fondée sur des critères « purement techniques » : ce qui laisse supposer que ceux-ci sont sans rapport avec les conditions politiques et sociales du pays. Ce même type de justification est adopté par les banques privées américaines qui, comme le disait le directeur d'un groupe de conseillers de gestion, « se sont bousculées pour accorder des prêts ». Personne n'a mieux exprimé cette attitude que le secrétaire au Trésor américain. Après une visite au Chili, où il n'a pas manqué de parler des violations des droits de l'homme par le gouvernement militaire, M. William Simon a félicité Pinochet d'avoir apporté « la liberté économique » au peuple chilien (2). Concept particulièrement commode selon lequel « liberté économique » et terreur politique peuvent coexister sans se contredire.

Son utilité est spécialement appréciée par ceux qui ont conçu la politique économique actuelle appliquée au Chili. Milton Friedman, l'architecte intellectuel et le conseiller officiel de l'équipe d'économistes qui dirigent l'économie chilienne, a déclaré : « Malgré mon profond désaccord avec le système politique autoritaire du Chili, je ne pense pas qu'il soit malaisé d'appliquer un économiste des conseils techniques au gouvernement chilien — pas plus qu'il ne serait malaisé d'appliquer un médecin ou des conseils techniques sanitaires au gouvernement chilien pour mettre fin à une épidémie (3). »

Il est curieux que le même homme qui a écrit un livre, *Capitalisme et liberté*, pour démontrer que seul le libéralisme économique classique peut servir de socle à la démocratie politique arrive si facilement aujourd'hui à dépeindre l'économie du Chili comme la plus grande des théories économiques qu'il avance coïncident avec l'absence de toute liberté démocratique (...).

#### Les remèdes et la réalité

Le plan économique actuellement mis en vigueur au Chili caillote les aspirations longtemps mûries d'un groupe d'économistes chiliens, formés pour la plupart par Milton Friedman et Arnold Harberger à l'université de Chicago. Profondément impliqués dans la préparation du coup d'État, les « Chicago Boys », comme on les appelle au Chili, ont persuadé les généraux qu'à la brutalité, dont ils avaient amplement fait preuve, ils pouvaient ajouter les qualités intellectuelles qui leur faisaient défaut. Le Sénat américain, en intelligence du Sénat américain a rendu public le fait que des « collaborateurs de la C.I.A. » avaient aidé à formuler les mesures

économiques que la junte a appliquées aussitôt après avoir pris le pouvoir (4). Des témoins ont déclaré devant ce Comité que certains des « Chicago Boys » ont reçu des fonds de la C.I.A. pour des travaux de recherche, tels que le plan économique de 300 pages qui a été remis aux dirigeants militaires dès avant le coup d'État.

Naturellement, après la prise du pouvoir, ces économistes « rongèrent leur frein » et avalèrent « hâte de se faire » sur l'économie chilienne, comme l'écrivait le *Wall Street Journal* (5). Ils ont appliqué leurs mesures par étapes, et c'est seulement après une année de désorganisation relative qu'ils ont décidé de mettre en place sans changements majeurs le modèle théorique qu'ils avaient appris à Chicago. Cette décision méritait une visite au Chili de Milton Friedman en personne. Avec son associé, le professeur Harberger, il s'est produit partout, à grand renfort de publicité, pour promouvoir un « traitement de choc » pour l'économie chilienne. Ce traitement fut décrit par Friedman comme « le seul remède. Absolument. Il n'y en a pas d'autre. Il n'y a aucune autre solution à long terme (6) (...). »

Il ne s'agit pas ici d'évaluer la validité générale des postulats de Friedman et de l'École de Chicago. Je voudrais, par contre, souligner ce qui se passe quand leur modèle est imposé dans un pays comme le Chili. Les théories de Friedman (...) exigent une politique de marché entièrement libre dans un cadre d'inégalité extrême entre les acteurs économiques en cause (...).

Il est absurde de parler de libre concurrence au Chili. L'économie y est entièrement soumise aux monopoles. Une étude faite sous la présidence de Frei indique qu'en 1966 « deux cent quatre-vingt-quatre entreprises contrôlaient tous les secteurs, sans exception, de l'activité économique chilienne. Dans le domaine industriel, cent quarante-quatre entreprises contrôlaient chacun des sous-secteurs. De même, ces cent quarante-quatre firmes industrielles étaient dirigées par un petit nombre d'actionnaires ; dans plus de la moitié de ces firmes, les dix plus gros actionnaires possédaient entre 80 et 100 % du capital total (7) ».

D'autre part, des études menées avant la période de l'Unité populaire démontrent à quel point l'économie chilienne est dominée par les multinationales étrangères. Comme Barnett et Müller l'ont expliqué dans *Global Reach* (8) « au Chili, avant la présidence d'Allende, 51 % des cent cinquante entreprises les plus importantes étaient en fait sous le contrôle de firmes multinationales. Des centaines de sociétés industrielles, civiles, une à trois entreprises étrangères contrôlaient au moins la moitié de la production. Des vingt-deux plus grosses entreprises multinationales au Chili, dix-neuf ou bien ne supportaient aucune concurrence, ou bien partageaient le marché avec d'autres oligopoles ».

Entre 1971 et 1973, la plupart des monopoles et oligopoles industriels furent nationalisés et transférés au secteur public. Mais le zèle de la dictature militaire (...) fait que le niveau de concentration et de monopolarisation est désormais au moins aussi élevé qu'avant le gouvernement d'Unité populaire. Un rapport du Fonds monétaire international (F.M.I., mai 1976) indique que « la restitution au secteur privé de l'immense majorité des entreprises qui, depuis quinze ans, mais spécialement en 1971-1973, étaient devenues parties du secteur public s'est poursuivie (en 1975) (...). A la fin de 1973, la Corporation du développement public (CORFO) englobait quatre cent quatre-vingt-deux entreprises, dont dix-huit banques commerciales (...). De ce nombre, deux cent cinquante-trois entreprises ont été rendues à leurs anciens propriétaires (...); parmi les

deux cent trente-neuf restantes (...), cent quatre, dont dix banques, ont été vendues ; seize, dont deux banques, ont été adjudgées, et la vente de vingt et une autres fait actuellement l'objet de négociations bilatérales avec des groupes d'acheteurs éventuels ». On sollicitera des appels d'offres pour les entreprises restantes. Il est évident que les acheteurs ne peuvent être qu'un petit nombre de puissants intérêts qui ajoutent ces entreprises aux structures de monopole ou d'oligopole au sein desquelles ils fonctionnent. Pendant la même période, un nombre considérable d'industries ont été vendues aux multinationales, dont l'industrie nationale des pneumatiques, achetée par Firestone pour un prix qui n'a pas été divulgué et l'une des principales industries de pâte à papier (Celulosa Forestal Arauco), achetée par Parsons & Whittimore.

#### Inflation et spéculations

On pourrait donner bien d'autres exemples pour montrer que, dans le domaine de la concurrence, les prescriptions de M. Friedman ne produisent pas les effets économiques prévus dans son modèle théorique. Pendant la première moitié de 1975, le contrôle du prix du lait a été levé. Quel en fut le résultat ? Le prix à la consommation a augmenté de 40 %, alors que le prix payé au producteur a baissé de 22 %. Il y a plus de dix mille producteurs de lait au Chili, mais il n'y a que deux compagnies de conditionnement qui dominent le marché. La production du papier (pour plus de 80 %, et 100 % pour certains types de papier) revient à une seule entreprise — la Compania Manufacturera de Papeles y Cordones, — qui appartient au groupe Alessandri, lequel peut donc fixer ses prix sans crainte de la concurrence. Quinze marques étrangères d'appareils ménagers sont proposées sur le marché chilien — mais elles sont toutes aux mains de trois compagnies qui les montent au Chili et qui déterminent leur prix de détail.

Bien entendu, les années de l'École de Chicago diraient que la libéralisation du marché international, selon leur modèle, exposerait les monopoles ou oligopoles chiliens à la concurrence étrangère. Ce n'est pourtant pas ce qui se produit. Car le Chili manque de devises étrangères au point qu'il ne peut même pas importer suffisamment de biens industriels pour combler ses besoins essentiels. Fait plus important encore, les entreprises étrangères n'ont aucun intérêt à envoyer au Chili des biens qui pourraient entrer en concurrence avec ceux que leurs filiales produisent sur place (...).

Les conseillers économiques de la junte écartent par commodité certains aspects de la doctrine de l'École de Chicago. Cette École souligne l'importance de la libre négociation des salaires entre employeurs et travailleurs ; elle insiste aussi sur l'efficacité du marché pour répartir les ressources dans l'économie. C'est une déviation de parler de droit des travailleurs à la négociation dans un pays où la Fédération centrale des travailleurs a été mise hors la loi et où les salaires sont fixés par décret de la junte. Il est également grotesque de compter sur le marché pour assurer la répartition des ressources alors qu'il n'y a pour ainsi dire pas d'investissements productifs dans l'économie — pour la bonne raison que l'« investissement » le plus profitable est la spéculation. Au nom du slogan « Créons un marché de capitaux au Chili », des groupes privés, séquestrés et protégés par la junte, ont reçu l'autorisation d'établir de prétendues « financières » qui se sont lancées dans des spéculations.

## VERS UN RAPPROCHEMENT ENTRE L'UNITÉ POPULAIRE

DE la débâcle économique sans précédent à l'isolement international durable, les preuves de la faillite historique de la junte militaire au pouvoir à Santiago sont patentes. Un symbole, cruel, en a été administré le 21 septembre dernier. Quand a été connue la nouvelle de l'attentat qui, à Washington, venait de coûter la vie à M. Orlando Letelier, qui a pensé que l'arrêt de mort de l'ancien ministre de l'Unité populaire avait été signé par un autre que le général Pinochet lui-même ? « La tyrannie du régime chilien s'étend maintenant aux États-Unis ». Qui, quelques heures après le crime, a fait cette déclaration ? Un suppôt du « marxisme matérialiste » ? Nullement — un sénateur américain, M. Abourezk, élu du Dakota du Sud — une région où les intellectuels libéraux, ces « imbéciles utiles à la cause du communisme mondial » (1) ne tiennent pas précieusement le haut du pavé. Mais on ne prête qu'aux riches et, de ce point de vue, les massacres perpétrés à l'automne de 1973 assurent aux militaires de Santiago un crédit quasi illimité.

Cette suspicion est d'autant plus notable que, hormis la présence d'États-Unis d'agents de la DINA — la police secrète du régime — aucune preuve n'avait été fournie d'une implication directe de la junte dans l'attentat. Une froide analyse permet même de penser que, coupable ou non, l'équipe au pouvoir à Santiago ne retire pas que des avantages de la disparition de l'ancien compagnon de Salvador Allende. Certes, celui-ci, qui avait passé dix ans dans la capitale américaine, à la BID (2), puis comme ambassadeur de son pays, avait ses grandes et ses petites entrées à Washington. Il s'en servait pour combattre le crédit de la junte. Ce socialiste modéré, dont le rayonnement dépassait largement la gauche chilienne, était, d'autre part, l'un des hommes les mieux à même de nouer

des fils entre l'Unité populaire et la Démocratie chrétienne.

Mais, en sens inverse, ce crime commis dans la capitale des États-Unis peut, en cette période de joute électorale, renforcer l'image des ennemis américains du général Pinochet, alors que celui-ci venait de retrouver quelque crédit au département d'État. De fait, le « clan du modérateur », qui, à l'instar du sénateur Edward Kennedy, vint aux funérailles des maîtres bêtés de Santiago, s'est ému de ce crime. M. Jimmy Carter était fait représenter aux obsèques de l'ancien ministre, le 26 septembre, par le sénateur Eugene McCarthy. Et les églises protestantes des États-Unis, les « montées » contre les militaires du « cône sud » de l'Amérique latine, ont, évidemment, trouvé dans l'assassinat d'Orlando Letelier un nouvel aliment à leur querelle.

La junte soutient donc que « cet acte atroce de terrorisme » — tout comme ceux qui, auparavant, avaient coûté la vie au général Prats et la santé au dirigeant démocrate chrétien, M. Leighem — est le fruit d'un plan machiavélique conçu et exécuté

par les « ennemis du Chili » en vue de le discréditer. Dans l'ensemble, pourtant, les opposants au régime militaire n'ont guère pu convaincre par l'argumentation. Imaginer, pour faire tort à l'adversaire, de tuer ses propres sympathisants relèverait d'une psychologie quelque peu para-doxale. L'histoire ne le dit-elle pas de nombreuses fois ? Les ennemis les plus convaincus de leur sécurité n'est plus totale. Elles rappellent que, quelques mois après le coup d'État du 11 septembre 1973, le colonel Pedro Swing, homme lige du général Pinochet, avait été nommé ambassadeur à Madrid. Il aurait profité de sa mission espagnole pour mettre en place un service de surveillance des Chiliens exilés en Europe. Depuis lors, des « antennes » de la police secrète, l'invulnérable installée à Genève et à Rome. Les ennemis les plus impavides de la junte se déclarent désormais inquiets : une douzaine d'assassinats de personnalités clés — comme le général Prats ou MM. Leighem et Letelier — peuvent, des marxistes eux-mêmes l'admettent aisément, retarder de plusieurs années le processus de démocratisation du Chili.

#### Une idéologie offensive

D'AUTANT que cette dictature, à maints égards, a affirmé ces derniers mois, son emprise sur le pays. Après avoir aisément déjoué, au début de cette année, le complot de quelques officiers généraux qui entendaient l'évincer et faire revenir M. Frei sur le devant de la scène, le général Pinochet s'est convaincu qu'il fallait donner une forme de légitimité à un pouvoir de plus en plus personnalisé. Le 11 septembre dernier, à l'occasion du cinquantième anniversaire du coup d'État, le chef de la junte a promu trois « actes constitutionnels ». Ces textes, qui jettent « les

bases essentielles des institutions chiliennes », s'ajoutent à celui déjà publié en décembre dernier, qui portait création d'un Conseil d'État consultatif. Le premier acte proclame l'unité de l'État et le caractère régalié de sa structure. Le second, intitulé « les droits constitutionnels et les garanties », proclame l'égalité juridique de l'homme et de la femme, l'invulnérabilité des foyers, la liberté de culte et de travail. Le troisième, le droit de propriété. Les libertés d'expression et d'association syndicale sont reconnues. Mais la diffusion de doctrines fondées sur la lutte des classes est

interdite. Le droit de grève est admis en principe, mais il est réprimé dans les services essentiels du pays. Le troisième acte traite des « pouvoirs d'urgence » qui peuvent être utilisés par l'État. L'un d'eux, intitulé « état de défense contre la subversion internationale », pourrait, par son caractère indéfini, faire des centaines de justes, s'il ne pesait son poids potentiel de sang, de sueur et de larmes.

Par petites touches, la junte de Santiago s'efforce, donc, de mettre en place un cadre institutionnel destiné à remplacer la Constitution de 1925. Deux tendances semblent s'opposer, dans l'entourage de la junte, sur la nature du futur régime : l'une, d'inspiration clairement fasciste, plaide pour la mise en place d'organisations corporatistes et pour le développement d'un parti de masse. L'autre souhaite la naissance d'un régime de bipartisme contrôlé, à la façon brésilienne.

Dans son discours du 11 septembre dernier, le chef de l'État s'est déclaré hostile à ceux qui « propagent des doctrines et des idées d'inspiration fasciste évidentes ». Cette proclamation paraît être un démenti de M. Pablo Rodríguez — maître à penser de l'ancien mouvement « Patrie et Liberté » — qui s'est dissous après le coup d'État. Dans ses chroniques publiées par le journal *la Tercera*, de Santiago, celui-ci s'efforçait, depuis

des mois, de convaincre les militaires de la nécessité d'une politique économique et sociale plus « populaire » au sens national-socialiste du terme.

Une certitude demeure : le général Pinochet veut favoriser la construction d'un État capable de « faire face à l'agression marxiste ». Pour ce faire, il verra à ce que les militaires demeurent au pouvoir. Contrairement aux proclamations initiales, aucun terme n'est plus assigné à leur présence dans l'édifice Diego-Portales, siège de la junte. Le Chili doit passer « d'être ce genre d'État idéologiquement neutre, dont rêvent les libéraux, pour adopter une doctrine nationale claire, solide et vigoureuse ». Pour ce faire, il importe que la démocratie « non libertaire », dont le chef de l'État se fait l'avocat, soit non seulement appuyée par les armes, mais aussi dotée d'une idéologie offensive. Le général Pinochet l'a trouvée dans le concept de « sécurité nationale », cher aux militaires brésiliens. Il a explicitement défendu, le 11 septembre dernier, cette doctrine. Elle fait de la « survie de la nation » — face aux menaces marxistes omniprésentes, dans le contexte d'une troisième guerre mondiale non déclarée mais en fait déjà commencée — la fin qui justifie tous les moyens. La défense des « valeurs occidentales et chrétiennes » rendrait ainsi permise la notion d'État de droit.

#### Alliance tactique

LE général Pinochet s'efforce donc de transcrire dans l'airain des textes constitutionnels les incontestables succès qu'il a connus en 1973 : un réchauffement diplomatique avec les États-Unis et un rapprochement avec les régimes dictatoriaux du « cône sud », une légère américanisation, enfin, de certains indices économiques, dont celui de l'inflation. Il a fréquem-

ment proclamé sa conviction de travailler « pour l'histoire ». Est-ce la raison pour laquelle il paraît ignorer superbement le désert politique et social dans lequel, de plus en plus, il évolue ? Ou est-ce parce que la DINA, la police secrète qui répond de ses actes directement devant lui, continue de faire disparaître, par dizaines, les opposants ?

حکومت پاکستان

La lutte contre l'ÉCONOMIE

ET LA DÉMOCRATIE



## La lutte contre la junte au Chili

# ÉCONOMIQUES NE SONT PAS NEUTRES

lations les plus contraires. Les abus ont été si flagrants que même Orlando Sáez, ancien président de l'Association du patronat chilien et défenseur inconditionnel du coup militaire, a protesté : « Il n'est pas possible de laisser se perpétuer le chaos financier qui règne au Chili. Il faut canaliser les investissements productifs les millions qui s'en vont actuellement en spéculations extravagantes, et cela au vu et au su de ceux qui n'ont même pas un emploi [9]. »

Mais le point crucial de la doctrine Friedman, comme la junte ne cesse de le souligner, est le contrôle de l'inflation. Pour l'enrayer, selon la junte, il faut le concours et « les efforts vigoureux de tous les Chiliens ». Le professeur Harberger a déclaré catégoriquement en 1976 : « Je ne vois aucune excuse pour ne pas arrêter l'inflation. Ses origines sont bien connues, il faut mettre un terme au déficit gouvernemental et à l'expansion monétaire. Je sais que vous allez m'interroger sur le chômage. Si le déficit gouvernemental était réduit de moitié, le taux de chômage n'augmenterait pas de plus de 1 % [10]. » Or, selon les chiffres officiels de la junte, entre avril et décembre 1975, le déficit a été réduit d'à peu près 50 %, comme l'avait recommandé Harberger. Pendant la même période, le chômage a été dix fois supérieur à ce qu'il avait annoncé. Harberger n'en continue pas moins à préconiser la réduction des dépenses de l'État afin de réduire la masse monétaire en circulation [11].

### Les résultats économiques

VOILA maintenant trois ans que l'expérience a commencé et l'on a suffisamment de preuves en main pour conclure que les disciples de Friedman ont échoué — du moins dans leurs objectifs avoués et mesurables : ceci est spécialement vrai de leurs efforts pour contrôler l'inflation. Mais ils ont réussi — pour le moment — à atteindre leur but principal : garantir le pouvoir économique et politique d'une petite minorité dominante en effectuant un transfert massif des richesses des classes moyennes et inférieures vers un groupe restreint de monopoles et de spéculateurs financiers.

Les preuves matérielles de l'échec sont accablantes. Le 24 avril 1975, après la dernière visite connue de M. Friedman et Harberger au Chili, le ministre des finances de la junte, M. Jorge Cauas, déclarait : « L'honorable junte m'a prié de formuler et de mettre en œuvre un programme économique dont le premier objectif est d'éliminer l'inflation. Avec une équipe importante de techniciens, nous avons présenté aux autorités un programme de relance économique qui a été approuvé et qui se met en place. Notre but principal est d'enrayer l'inflation pendant le reste de l'année 1975. » [12] L'équipe de techniciens dont il parle est celle de Friedman et Cie. A la fin de 1975, le taux annuel d'inflation au Chili atteignait 241 %, soit le taux le plus élevé du monde entier [13]. Pendant cette même année, les prix à la consommation ont augmenté de 375 % en moyenne et les prix de gros de 440 %.

Un récent rapport du F.M.I. [14] se référant aux organisations privées qui ont commencé à fonctionner sans aucun contrôle, observe que les financiers sont autorisés à fonctionner en parallèle avec le système bancaire commercial mais en appliquant des taux d'intérêt jusqu'à 50 % plus élevés que les taux maxima permis aux banques. Selon cette même source, en 1975, les financiers prélevaient 14 % par mois, soit 168 % par an ; de leur côté, elles obtenaient des

prêts sur le marché de New-York aux taux de 10-12 % par an [15].

Le processus inflationniste, que la politique de la junte a stimulé aussitôt après le coup, a été légèrement freiné en 1975 par rapport au taux incroyablement de 375,9 % en 1974. Cette réduction minimale n'indique cependant pas que l'on approche de la stabilisation et elle n'apporte aucun soulagement à la majorité des Chiliens qui doivent supporter l'écroulement total de leur économie [16].

La dépréciation de la monnaie et les réductions de dépenses gouvernementales ont pu pour résultat une dépression qui, en moins de trois ans, a ramené le taux de croissance du Chili à ce qu'il était il y a quinze ans. Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué en 1975 d'environ 15 %, soit son niveau le plus bas depuis 1968. En même temps, selon le F.M.I., le revenu national réel « est tombé d'un niveau 25 %, mal-



tant les revenus par habitant en dessous de leur niveau d'il y a dix ans ». Ce chiffre global de déclin du PIB reflète une chute de 8,1 % dans le secteur minier, de 27 % dans les industries manufacturières et de 35 % dans la construction. L'extraction pétrolière a régressé de 11 %, les transports, stocks et communications de 15,3 %, le commerce de détail de 21,5 %.

Dans le secteur agricole, la production était stagnante en 1975-1976, ne montrant une variation que de 0,4 % par rapport à la campagne précédente. Les raisons de cette stagnation sont multiples, et incluent la hausse des prix des engrais et des pesticides importés. On estime que l'utilisation des engrais a chuté de 40 % en 1975-1976. L'augmentation des prix des produits importés a déterminé également un déclin dans l'élevage des porcs et de la volaille qui sont nourris presque exclusivement d'aliments venant de l'étranger. La restitution aux anciens propriétaires de plusieurs millions d'hectares qui avaient été expropriés et transférés aux organisations paysannes par la réforme agraire de 1967 a contribué à réduire la production agricole. A la fin de 1975, près de 60 % des propriétés vitées pa. la réforme agraire (soit environ 24 % de toutes les terres expropriées) ont été assujetties aux décisions de la junte. Sur ces terres, 40 % des entreprises agricoles (représentant 75 % de la

totalité des terres cultivables et plus de 50 % des terres irriguées) ont été entièrement rendues à leurs anciens propriétaires.

Les résultats du commerce extérieur sont eux aussi désastreux. En 1975, la valeur des exportations a régressé de 28 % (de 2,13 milliards de dollars à 1,53 milliard) et la valeur des importations s'est élevée de 18 % (de 2,24 milliards à 2,64 milliard de dollars), laissant un déficit commercial de 280 millions. Les importations de denrées alimentaires, qui étaient de 561 millions de dollars en 1974, n'étaient plus que de 381 millions en 1975. Puisque la production agricole intérieure a diminué pendant la même période, la quantité de produits alimentaires disponibles pour la grande masse de la population s'est gravement amoindrie.

En même temps, la dette publique extérieure payable en devises, qui était de 3,80 milliards de dollars en décembre 1974, a atteint 4,31 milliards en un an plus tard [17]. Dans les années à venir, la nation sera obligée de consacrer plus de 34 % de ses revenus d'exportations au remboursement de sa dette extérieure.

Néanmoins, le résultat le plus dramatique de la politique économique reste la mort du chômage. Avant le coup d'État, le taux du chômage au Chili était de 3,1 %, l'un des plus bas de tout l'hémisphère occidental. A la fin de 1974, il avait dépassé 10 % dans le Grand-Santiago et était encore plus élevé dans d'autres régions du pays. Les chiffres officiels de la junte et du F.M.I. montrent qu'à la fin de 1975 le chômage dans le Grand-Santiago avait atteint 18,7 % et 22 % dans d'autres régions [18]. Selon les estimations les plus conservatrices, en juillet 1976, environ 2,5 millions de Chiliens (le quart de la population) n'avaient aucun revenu. Ils ne survivent que grâce aux dons de nourriture et de vêtements des organisations humanitaires et religieuses [19].

[20] La mortalité infantile, qui s'était réduite considérablement pendant les années de l'Unité populaire, a fait un bond de 18 % dans la seule année qui a suivi le coup militaire, selon les chiffres de la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine. Pour parer aux critiques exprimées dans ses propres rangs, la junte a établi un « programme d'emploi minimum » purement symbolique : il ne couvre que 3 % des travailleurs et paie des salaires de moins de 30 dollars par mois [21].

Cette politique économique a touché le plus implacablement la classe ouvrière, mais la débauche généralisée a sérieusement affecté les classes moyennes aussi. La chute de la demande a fait s'envoler les espoirs des petites et moyennes entreprises, détruites et absorbées à présent par les monopoles auxquels elles étaient censées « faire concurrence ». A cause de l'écroulement de l'industrie automobile, des centaines de sous-traitants ont fait banqueroute. Trois grandes firmes du textile ne travaillent que trois jours par semaine ; plusieurs fabricants de chaussures, dont Catzados Bata, ont dû fermer leurs portes. Ferroz, jusqu'à l'un des plus gros fabricants de biens de consommation durables, a fait faillite.

[22] En 1972, sous l'Unité populaire, les employés et ouvriers recevaient 62,9 % du revenu national total ; 37,1 % allaient aux divers propriétaires. En 1974, la situation a été renversée : la part des travailleurs n'était plus que de 38,2 %, alors que les propriétaires recevaient 61,8 %. En 1975, le F.M.I. estime que les salaires réels ont diminué d'environ 8 % [23]. Il est évident que cette tendance régressive dans la distribution des revenus nationaux s'est poursuivie en

1975. Cela signifie que, depuis trois ans, plusieurs milliards de dollars ont été pris dans la poche des travailleurs et placés dans celle des capitalistes et des propriétaires terriens. Telles sont les conséquences économiques des « remèdes » proposés par M. Milton Friedman et ses amis [24].

### Un vernis de respectabilité

LA concentration des richesses dans si peu de mains n'est pas un accident — c'est une règle. Ce n'est pas le résultat marginal d'une situation difficile comme on aimerait tant le faire croire, mais le fondement même d'un projet social. Il ne s'agit pas d'un échec économique mais d'un succès politique temporaire. Le véritable échec de cette coalition ne réside pas dans son apparente incapacité à redistribuer les richesses ou à trouver une voie vers la croissance et le développement (car ce ne sont pas à ses priorités) mais dans son incapacité à convaincre la majorité des Chiliens que sa politique est raisonnable et nécessaire. Bref, cette coalition n'a pas réussi à détruire la conscience politique du peuple chilien. Pour appliquer le plan économique dans le contexte chilien, il a fallu tuer des milliers de personnes, établir des camps de concentration, emprisonner plus de cent mille personnes depuis trois ans, supprimer les syndicats et les organisations populaires, interdire toute activité politique et toute liberté d'expression.

Les « boys de Chicago » ont été un vernis de respectabilité technique sur les projets d'un capitalisme des plus égoïstes et sur l'évidente politique de la vieille oligarchie terrifiée et de la grande bourgeoisie faite de monopoles et de spéculateurs : la contribution des militaires a été celle de la force brute pour réaliser leurs objectifs. Au Chili, la répression de la majorité et la « liberté économique » de petits groupes de privilégiés ne sont que les deux faces d'une même médaille [25].

Il existe une harmonie profonde entre les deux priorités centrales annoncées par la junte aussitôt après le coup : la « destruction du cancer marxiste » [26] et la mise en place d'une « économie privée » libre avec la maîtrise de l'inflation — à la Friedman [27].

Il est absurde que ceux qui inspirent, soutiennent ou financent cette politique économique prétendent que leurs interventions sont « purement techniques », tout en faisant semblant de rejeter le système de terreur qu'elle exige pour réussir.

### ORLANDO LETELIER.

- (1) Ann Crittenden, « Loans from Abroad Flow to Chile's Rightist Junta », *New York Times*, 20 février 1976.
- (2) *The Times*, 17 mai 1976.
- (3) *Newsweek*, 14 juin 1976.
- (4) « A Draconian Cure for Chile's Economic Ills », *Business Week*, 12 janvier 1976.
- (5) 3 novembre 1972.
- (6) *El Mercurio*, Santiago, 23 mars 1975.
- (7) *Pittsburgh Courier*, n° 256, 1975.
- (8) N.D.L.R. — Voir la critique de Global Reach dans *Le Monde diplomatique*, avril 1976.
- (9) *La Tercera*, 9 avril 1975.
- (10) *Que Pasa*, 10 avril 1975.
- (11) Les deux pays suivants au palmarès de l'inflation en 1975 étaient l'Argentine, avec 312 %, et l'Uruguay, avec 88 %. Tous deux sont des pays dépendants à économie capitaliste de marché ; tous deux appliquent des modèles de répression politique et de « liberté économique » du même style que celui de la junte chilienne.

## ET LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Par JEAN-PIERRE CLERC

Toujours est-il que ses adversaires sont, de mois en mois, plus nombreux et plus puissants, depuis quelques semaines, plus actifs. Les ex-présidents de l'Unité populaire, tout d'abord, sont finalement parvenus à se mettre d'accord. Le 11 septembre, sur « les critères fondamentaux » d'un programme socialiste susceptible de s'appliquer au Chili après la chute de la junte, il comporte, en particulier, une revalorisation fondamentale du rôle des forces armées dans la vie nationale, dans le domaine économique et social notamment. Il met également en valeur le rôle que devraient jouer les organisations de type associatif qui, pendant longtemps, ont constitué l'une des originalités de la société chilienne. Une rencontre de l'Unité populaire, destinée à approfondir le « plan-joint de lutte anti-fasciste », a eu lieu, les 25 et 26 septembre dernier, à Belgrade, sous la direction de M. Ciodomiro Almeida, secrétaire exécutif de l'Unité populaire pour l'extérieur.

Mais, surtout, les organisations qui avaient appuyé Salvador Allende sont désormais d'accord pour organiser des « actions communes » avec toutes les forces sociales et politiques « destructrices d'extrême droite » et, en premier lieu, avec la démocratie chrétienne. De passage à Paris, M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste, nous a récemment déclaré : « Le temps est venu où ces actions communes peuvent se transformer en une alliance plus profonde. » Il est certain que le parti communiste est désireux d'être plus vite, et plus loin, en ce sens, que le parti socialiste. Pourtant la nouveauté est là : même la « ligne » gauchiste de l'Unité populaire admet désormais la nécessité d'une alliance, véritable « tactique », avec les anciens adversaires de Salvador Allende.

Or il semble que, du côté de la démocratie chrétienne aussi, les choses aient évolué ces derniers temps. Les

autorités de Santiago sont parties en guerre, depuis quelques semaines, contre les amis de M. Frei et contre sans doute une évolution qui, depuis des mois, se faisait avec lenteur.

Le général Pinochet a-t-il jamais sérieusement imaginé pouvoir « récupérer » l'ancien président démocrate chrétien ? Six mois après le coup d'État, il imputait déjà à la démocratie chrétienne, au même titre qu'à l'Unité populaire, une grande part des maux du Chili. Pour lui, elle avait fait, par son credo libéral, le lit du marxisme. Elle n'avait donc plus sa place dans la « démocratie » musclée qu'il entendait mettre en place à Santiago. La conspiration du général Arellano Stark, en janvier

dernier, où M. Frei a eu son rôle, a fait le reste. Les tracaseries du régime ont été multipliées, en particulier la revue *Breña* et la station de radio « Président-Balmaceda », toutes deux contrôlées par les amis de l'ancien président. Au mois de juillet, un nouveau pas était franchi : M. Jaime Velasco, considéré comme l'idéologue et le n° 2 de la démocratie chrétienne, était expulsé du Chili pour avoir remis à l'Assemblée de l'Organisation des États américains (O.E.A.) un mémorandum dénonçant la violation des droits de l'homme dans ce pays. Enfin, en août, plusieurs dizaines de professeurs démocrates chrétiens étaient expulsés de l'Université.

### Pour une démocratie « rénovée »

D'ESORMAIS, les personnalités les plus influentes de la démocratie chrétienne poussent M. Frei à sortir de l'attitude qu'il a observée des mois durant : se tenir dans une réserve hostile à la junte, mais sans l'attaquer frontalement, afin d'apparaître, le moment venu, comme le seul recours au plus grand nombre possible de Chiliens. L'échec de sa tentative de janvier dernier et la véritable déclaration de guerre du général Pinochet à l'égard de son parti devraient le contraindre rapidement à prendre une attitude plus offensive contre la dictature.

Et cela d'autant plus que l'Eglise catholique — dont les rapports avec le parti de M. Frei sont étroits — est elle-même l'objet de tracasseries croissantes de la part de la junte, et adopte une attitude de plus en plus critique à son égard. L'excommunication d'agents de la police secrète qui avaient organisé, à l'aéroport de Santiago, une manifestation d'hostilité à trois évêques expulsés de l'Equateur ; l'annonce de la prochaine pu-

blication d'un document réfutant la doctrine de la « sécurité nationale » au nom des impératifs chrétiens, telles sont les dernières étapes d'une dégradation qui est allée s'accroissant. Dans l'entourage du cardinal Silva Henríquez, des hommes commencent à imaginer un avenir sans le général Pinochet.

Entre les deux grandes familles politiques du Chili, on accepte désormais de se parler... par personnes interposées. Réunis en septembre à New York « à titre personnel », des chrétiens appartenant à l'aile gauche de la démocratie chrétienne — dont M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères de M. Frei — et d'autres qui sont membres de l'Unité populaire (gauche chrétienne et MAPU-O.C.) ont publié une déclaration commune. Ils se sont prononcés en faveur d'une « démocratie rénovée », fondée sur « le respect des droits de la personne humaine, le consensus, la liberté, le vote, la participation et l'existence d'un gouvernement efficace ». Ils ont appelé de leurs vœux une « nouvelle

stratégie de développement », dont les objectifs seraient « le plein emploi, le renforcement de la souveraineté économique nationale et le pain pour tous les Chiliens ». Des formes « souples de propriété et de gestion des entreprises ont été souhaitées, ainsi qu'une « large participation des travailleurs ». Cette réunion — à la différence de celle qui avait eu lieu il y a quelques mois à Caracas — a été favorablement accueillie par les amis de M. Frei. M. Altamirano, de son côté, nous a déclaré qu'il considérait cette réunion comme « très positive ».

Certes, les soupçons sont loin d'avoir disparu entre deux forces politiques qui se sont déchirées avant de devenir, chacune pour leur part, ennemies du général Pinochet. L'anticommunisme, par exemple, est si consubstantiel à la démocratie chrétienne. A leur tour, de nombreux sympathisants de l'Unité populaire, à commencer par des socialistes, continuent de voir en M. Frei et l'Unité des Américains.

Mais le désir d'unité antifasciste est extrêmement vif à la base. Il se manifeste chaque jour sur le plan syndical et universitaire. Il se vérifie dans la lutte en faveur des prisonniers politiques et des chômeurs. Il se démontre dans le combat pour faire vivre une culture populaire — fût-ce sous la forme modeste de concours de chansons et de poèmes — contre l'effrayante médiocrité des institutions de la dictature. Cette activité de soutien sans limite, est connue de la junte. Mais comment interdire à un peuple de chanter ? Le 17 septembre dernier, M. Jaime Guzman, bras

droit du général Pinochet, a reconnu qu'il y avait bel et bien une activité « résistante » au Chili. C'était la première fois depuis trois années qu'un représentant du régime faisait un tel aveu.

Cette volonté d'action et d'unité pourrait obliger les états-majors politiques à craindre, contre le gouvernement militaire, le « front élargi » que celui-ci redoute visiblement. Cette sagesse réussie, le régime ne tomberait certes pas comme par enchantement. « La lutte sera longue. Dix ans peut-être », estime M. Altamirano. Mais un accord entre les grandes forces d'opposition à la dictature aurait le mérite de montrer à ceux des militaires qui ne sont pas irrémédiablement compromis avec la junte qu'il est une autre alternative que la chute au gouvernement du général Pinochet.

● CHILI 76 : Dans ce document publié par les Amitiés franco-chiliennes, trois Chiliens ayant occupé de hautes fonctions sous le gouvernement de l'Unité populaire s'expriment sur la situation actuelle au Chili : Jacques Chonchol, ancien ministre de l'Agriculture (Objectifs déclarés de la junte, position actuelle de ses principaux interlocuteurs), Gonzalo Martínez, ancien ministre du plan (Résultats de la politique économique depuis septembre 1973, par comparaison avec les politiques économiques de Frei et d'Allende) et Armando Uribe, ancien ambassadeur à Pékin (Légitimité de la junte et droit international). Ces brèves études sont complétées par des précisions sur la coopération de la France avec le Chili de Pinochet qu'apporte Charles Condaminas, ancien professeur de sociologie à l'Université du Chili. Enfin un texte de la Fédération protestante de France sur « Peugeot-Renault et le Chili ». (Amitiés franco-chiliennes, B.P. 136, 75263 Paris, cédex 06.)

- (1) La presse favorable à la junte emploie constamment l'expression « les forces utiles ». (Les Idiots utiles) pour désigner les libéraux qui se font les auxiliaires naïfs du mouvement communiste international — le « M.C.I. », autre cliché.
- (2) Banque interaméricaine de développement.



# LA POLOGNE à l'épreuve

De profondes secousses sociales jalonnent les progrès économiques d'un pays malmené par l'histoire et profondément attaché à ses traditions

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADÉLA M'RABET



LA « SECONDE POLOGNE » N'A PAS REMPLI TOUTES SES PROMESSES.

Ghetto de Varsovie, insurrection de Varsovie, octobre 1956, Gdansk 1970 : la Pologne est-elle condamnée à s'effondrer dans le champ de nos souvenirs ou de nos préoccupations qu'à l'occasion d'une catastrophe, d'une épidémie ou d'une révolte ouvrière ? Mieux vaut plus que d'autres par les coups de l'histoire, la Pologne a accompli un tel effort de redressement que, en accédant au pouvoir il y a cinq ans, Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, annonça qu'il était temps de construire une « seconde Pologne » — industrielle et moderne — qui assurerait à tous un bien-être si longtemps refusé.

Et pourtant, si le niveau de vie s'est incontestablement élevé — 82 % des ménages ont une machine à laver, 73 % un téléviseur, 42 % un réfrigérateur —, bien des difficultés subsistent. Au début de l'été, des manifestations contrainquirent le gouvernement à diffuser les mesures d'austérité qu'il avait annoncées ; mais au mois d'août la pénurie de sucre provoquée par des achats massifs l'obligeait à instaurer des tickets de rationnement. Exigeants et dynamiques, la population accepte-t-elle de nouveaux sacrifices qu'elle n'estime pas toujours justifiés ?

**M**AI 1945. Dans Varsovie en ruine, privée d'eau et d'électricité, un petit homme, comme indifférent à la dévastation des étres et des lieux, prépare, dans les débris du Musée national, une exposition. Photos, tableaux, débris de toute sorte, racontent la martyre de la guerre et de l'insurrection écrasée. L'un des premiers visiteurs, le général Eisenhower, s'étonne : dans la cour d'honneur du Musée, encore encombrée de gravats et de poutres calcinées, de l'eau, tout à coup, jaillit d'une fontaine.

Stanislaw Lorentz sourit à l'évocation de cet exploit : « Le bassin était à sec, évidemment ; nous l'avons rempli avec de l'eau de la Vistule, puis nous avons installé une pompe de fortune qu'un ouvrier, caché dans une tranchée, a actionnée le jour de l'inauguration. Ce jet d'eau qui s'élevait dans un ciel encore chargé de cendre et de souffre, c'était pour nous un symbole. »

Toute la Pologne est là, dans cette folle négation de l'évidence, qui n'est peut-être que la forme extrême de la volonté de vivre.

Se jouant des sinistres prédictions de Catherine II (« La dénomination du royaume de Pologne demeurera dès à présent et pour toujours supprimée »), et comme portés par l'espoir que chantait le général Wibicki, qui composa l'hymne

national l'année même où la Pologne cessait d'exister (« La Pologne n'est pas morte tant que nous vivons »), les petits-fils de Copernic témoignent, depuis trente ans, d'un intense désir de vivre en se réaffirmant.

Vivre, c'est-à-dire d'abord se retrouver. L'étranger s'en étonne : curieux de découvrir la Pologne d'aujourd'hui, il s'attend à voir des combats agricoles, des aciéries, des complexes touristiques pour travailleurs ; on l'entraîne dans des musées, on lui fait visiter, à Varsovie, le château de Wilanow et la vieille ville, rebâtie dès 1953, on lui explique que la reconstruction du château royal, commencée en 1971 (Gomulka s'y était opposé au nom de la « rigueur idéologique »), est totalement financée par les dons des citoyens qui, le dimanche, viennent examiner la progression des travaux.

Est-on reçu à la ferme d'Etat Manieczki, dans la région de Poznan, on vous montre — avant les étables, la laiterie automatisée, le laboratoire, les silos — la demeure, aujourd'hui transformée en musée, où vécut le général Wibicki ; et l'on peut lire, sur un obélisque dressé dans le parc, l'histoire Osiedla Manieczki — l'histoire du village Manieczki, qui remonte aux premières tribus slaves.

Entre-t-on dans un lieu public, on aperçoit en bonne place l'emblème national — oiseau blanc sur fond rouge — et l'on cherche en vain les

portraits des dirigeants, qu'on n'expose plus depuis 1971. Se promène-t-on dans les rues le 22 juillet, jour de la fête nationale : on remarque beaucoup plus de drapeaux polonais que de drapeaux rouges.

Nationalisme ? Patriotisme, plutôt, dans la mesure où ce terme évoque principalement l'attachement à la terre de ses ancêtres, à leur culture ; mais l'excite-t-on, fût-ce à son insu, ce patriotisme-là devient vite ombrageux.

« Et cela vous étonne ? dit un ami. Sans remonter jusqu'aux invasions des siècles précédents, rappelez-vous le pacte Ribbentrop-Molotov, l'attaque de notre pays en 1940, le massacre de Katyń, l'insurrection de Varsovie, que les troupes dites amies, qui stationnaient sur la rive droite de la Vistule, laissent écraser. C'est du passé, mais qui mène encore notre sensibilité. A ce point qu'un dévouement dans le projet de réforme de la Constitution un article qui institutionnalisait « l'unité éternelle avec l'Union soviétique », l'opinion s'indigna ; et le texte fut modifié. »

Pologne d'abord. Certains prétendent que le gouvernement joue volontiers de ce mot d'ordre, qui est d'abord un cri du cœur. Il lui arrive, en tout cas, de le reprendre : dans le premier discours qu'il prononça à la suite des manifestations de Radom, en juillet dernier, le premier secrétaire du parti ouvrier unifié (parti communiste) s'abstint de toute allusion au socialisme ; mais

il insista sur le « profond amour de la patrie, portait présent où retentit la langue polonaise, où battent les cœurs des Polonais », il en appela au « patriotisme » de ses concitoyens, il évoqua « les pages glorieuses de leur histoire ». Il fut les autres — douloureux — que beaucoup n'oublient pas : en 1945, la Pologne, qui récupéra à l'ouest des territoires jusqu'à occupés par les Allemands, doit céder aux Russes, à l'est, les plus riches de ses terres — le tchernoziom, — ainsi que les villes de Lvov et de Vilno. Autant de blessures, de souvenirs, d'aspirations, qui entretiennent un patriotisme exigeant et cette volonté, si constamment répétée, de s'affirmer polonaise.

Depuis trente et un ans, la Pologne s'y emploie, obstinément. D'où cette recherche d'elle-même à travers les âges, et ce goût des musées — cent soixante-douze avant la guerre, six cents aujourd'hui, — qu'on construit avec autant d'ardeur peut-être que les usines, sur l'initiative souvent de simples citoyens. Tel ce médecin, dans la petite ville de Ciechanowicz, qui, lors de ses visites, demandait à ses malades s'ils n'avaient pas quelques « vieilleries » ; il en recueillait assez, au bout d'un an — cette bouteille, par exemple, qui porte le nom de son fabricant « Jan Ribiak, Lvov, Pologne », pour ouvrir, avec de l'instituteur et du postier, un musée ethnographique.

## Le grand essor industriel



Tout occupée à restaurer son passé, la Pologne ne néglige pas son présent. Les architectes marqueront-ils d'imagination ? « Peut-être, nous répond un planificateur. La Pologne est toujours en retard d'un style : elle découvre le gothique quand ailleurs s'épanouit la Renaissance... Mais, surtout, c'est une question de temps et de prix : il faut loger, vite, le plus de monde possible ; d'où ces paysages gris et linéaires, que les familles apprécient quand même : la plupart vivraient auparavant à plusieurs dans un même appartement ou chez leurs parents ; pour elles, c'est un progrès. »

Mais le progrès le plus manifeste réside, assurément, dans l'essor industriel : le pays se couvre d'usines et donne la priorité, pour l'instant, à l'industrie lourde.

### « Et l'acier fut trempé »

**L**ES Polonais montrent fièrement à tous leurs visiteurs la nouvelle aciérie de Katowice, en Silésie ; occupant plus de 1 000 hectares et employant treize mille ouvriers, mille ingénieurs, quatre cents techniciens, Huta Katowice — commencée en 1972, achevée à la fin de cette année — produira dans deux ans 4 millions et demi de tonnes d'acier, en 1980 10 millions ; cette année-là, compte tenu de la production des autres aciéries, le pays couvrira ses besoins et exportera davantage.

Complexes sidérurgiques et pétrochimiques, combinats textiles, fabriques de câbles et de tracteurs, de turbines et de transformateurs, chantiers navals de la Baltique (un bateau de pêche sur deux, en France, vient de Gdansk ou de Gdynia), la Pologne d'Edward Gierek ne cesse de développer et de rénover son appareil industriel : la moitié des machines ont moins de cinq ans. Technologies de pointe, expérimentation des procédés les plus modernes, rien n'est négligé pour accroître une production qui, de 1971 à 1975, a augmenté de 70 %.

L'effort porte également sur l'amélioration des conditions et de la qualité du travail. Les autorités déplorent ce qu'elles appellent un manque de conscience professionnelle, et que d'autres qualifient de résistance ouvrière à la pénibilité accrue des tâches — l'accélération des cadences notamment. Les ouvriers, dit-on, s'absentent trop souvent : 8 % d'entre eux sont régulièrement malades ; durant le premier trimestre 1975, leur nombre a augmenté de 14 %.

Des panneaux, dans les ateliers, ont beau rappeler qu'une heure d'arrêt représente pour l'entreprise une perte de 48 000 zlotys (1) (usine de câbles d'Ozegov), la direction a beau afficher les photos des meilleurs travailleurs et souligner, en lettres blanches sur fond rouge, que « le programme du parti est notre programme », l'ardeur des « meilleurs laborieuses » laisse malgré tout paraître, à désirer, une certaine lassitude.

La discipline vient donc d'être renforcée : en cas de maladie, seuls ceux qui ont huit ans d'ancienneté reçoivent l'intégralité de leur traite-

ment ; les autres, 75 % ; les fraudeurs peuvent subir une retenue de 25 %.

Les travailleurs sont payés selon leur rendement, leur qualification — qu'ils peuvent améliorer en suivant des cours et des stages, si la direction, satisfaite de leur travail et de leur conduite, les y autorise, — leur ancienneté (5 % de plus après cinq ans, 10 % après dix ans). La plupart accomplissent des heures supplémentaires et dépassent largement la durée légale du travail : quarante-six heures par semaine.

Les ouvriers gagnent, en moyenne, de 3 000 à 4 000 zlotys (62 % des salaires polonais se situent entre 2 000 et 4 500 zlotys). Mais ils peuvent gagner jusqu'à 8 000 ou même 10 000 zlotys dans les secteurs les plus durs : mines, chantiers navals. Au chantier Commune de Paris, à Gdansk, un contremaître en poste depuis dix-huit ans reçoit 7 000 zlotys ; mais la plupart des travailleurs de l'usine textile Tefilow, à Lodz, de 3 800 à 4 500 zlotys. Les cadres ont des salaires plus élevés : un ingénieur commence à 6 000 zlotys et atteint assez vite 12 000 ; selon l'importance de l'entreprise, un directeur peut gagner 20 000 ou 30 000 zlotys — autant, nous fait-on remarquer, que le premier secrétaire du parti.

Au salaire proprement dit s'ajoutent les primes. A l'usine Tefilow, on vient d'afficher, justement, la liste de leurs prochains bénéficiaires : les uns percevront 1 800 zlotys, d'autres 5 200. Au tableau figure aussi le nom des responsables qui ont calculé leur montant : en cas de réclamation, les travailleurs savent à qui s'adresser. Les exigences de la production ne laissent que peu de loisirs aux ouvriers : un samedi par mois depuis l'an dernier ; mais les congés annuels sont plus longs qu'il y a cinq ans : le gouvernement a réduit l'écart entre ceux des travailleurs intellectuels et ceux des travailleurs manuels (quatre et une semaine du temps de Gomulka). Ils sont aujourd'hui de deux semaines au minimum ; mais un travailleur amélioré-t-il sa qualification et monte-t-il en grade, il bénéficie d'une troisième semaine ; les mineurs, les travailleurs de choc, ont droit à quatre ou cinq semaines.

Tous peuvent aller dans les nombreux centres de vacances, à la mer ou à la montagne, que les syndicats mettent à leur disposition. « Chaque année, nous déclarons un représentant des travailleurs — que certains d'entre eux, dans la cour, viennent de saluer en ôtant leur béret, — quatre millions d'ouvriers, soit plus des deux tiers, fréquentent ces centres. Les séjours y sont à bas prix, leur prix est fonction du salaire : un travailleur qui gagne 1 600 zlotys — c'est le cas d'un jeune manoeuvre sans aucune qualification — n'en paie que 120 pour une semaine ; le reste est à la charge du syndicat. Ceux qui gagnent plus paient davantage ; mais la participation personnelle ne dépasse jamais 800 zlotys. »

D'une façon générale, qu'il s'agisse de l'organisation des vacances ou des services à l'intérieur de l'entreprise, le souci de bien faire est manifeste. Si les vieilles usines — que nous n'avons pas visitées — ressemblent probablement à celles que Zola a pu décrire en France, les nouvelles — et une entreprise sur quatre a été construite depuis 1971 — ne négligent pas certains éléments indispensables au bien-être des travailleurs.

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Robert HEUVE-MERY

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET

Rédacteur en chef : CLAUDE JULIAN

Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 53

Autres pays 73

PAR AVION (abonnement et taxes)

Europe, Turquie d'Asie, Cypre, Arabie, Canaries, Méditerranée, Algérie, Maroc, Tunisie 87

DOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Antilles et de l'océan Indien 96

TOM (sauf T.F.A.L.), République malgache, Eritrée économiq. 116

Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 101

Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 140

Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09

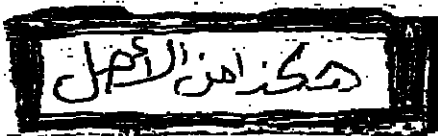
(Chaque postal : Paris 07 4207-23)

Tél. Rédaction : 245-73-23

Tél. Abonnements : 245-73-23

Tél. : La Monda 630-372 Paris

Adr. télégraphique : Jourmond Paris





## Propriétés privées et fermes d'Etat



Soucieuse d'accroître son développement industriel, la Pologne se préoccupe également de moderniser son agriculture ; mais si elle réunit beaucoup mieux qu'autrefois à marcher sur deux jambes, c'est quand même en balbutiant : la production industrielle augmente de 10,4 % par an, la production agricole ne suit que d'assez loin : 5,3 %.

Bien des facteurs, les uns maîtrisables, les autres moins, sont responsables de ce retard. Par exemple, le relatif dépeuplement des campagnes : depuis 1945, près de cinq millions de paysans ont quitté leur village, et l'on prévoit de six cent mille à huit cent mille migrants d'ici à 1980. Actuellement, sur cinq millions de paysans actifs (soit 32 % de la population active, contre 60 % en 1938), 35 % ont plus de soixante ans, 10 % moins de trente ans ; une ferme sur trois est gérée par une femme.

Exode rural — que le gouvernement ne décourage pas : il pousse à récupérer les terres des partants pour les concentrer dans des exploitations ; c'est la deuxième raison du retard agricole. Décollectivisée en 1956, l'agriculture polonaise — lieu privilégié de la propriété privée — se compose de petits domaines : 60 % des fermes ont moins de 5 hectares, et leur outillage reste archaïque. Les fermes d'Etat ont davantage de moyens, mais elles n'occupent que 14 % de la surface cultivable.

Convoquée, comme l'a déclaré M. Barcikowski, secrétaire du comité central, que « l'hectare le plus productif est celui qui a le meilleur rendement », le gouvernement accorde son aide — prêts de machines, fournitures d'engrais, contrats d'achat à long terme — aux paysans qui la sollicitent, à condition qu'ils aient une autre, ils coopèrent avec un organisme d'Etat. Un paysan s'engage à lui vendre réguli-

lièrement sa récolte à une coopérative (mais il peut très bien la vendre à qui il veut : les livraisons obligatoires ont été supprimées ou déclinées) et d'associer à deux ou trois autres fermiers, il bénéficie du soutien actif de l'Etat.

La souplesse des diverses formes de coopération n'a cependant pas convaincu les paysans : en 1974, cinquante mille seulement ont signé des accords avec mille huit cents fermes d'Etat. Certains redoutent qu'en mettant le petit doigt dans l'engrenage coopératif ils n'y laissent le bras et leurs biens ; la crainte subsiste d'une dépossession possible : l'Etat envisage de socialiser d'ici à cinq ans 20 à 30 % des terres, et le récent projet de loi qui tend à la confiscation pure et simple des exploitations mal cultivées a semé l'effroi dans les campagnes. D'autres sont moins inquiets ; mais les machines qu'on leur propose ne sont d'aucune utilité sur des surfaces si petites, surtout lorsqu'elles sont réparties en divers endroits de la commune.

Mais, l'âge aidant, ces paysans-là partent, dégoûtés par des revenus trop bas, en même temps qu'intéressés par la retraite que leur assure dès à présent le gouvernement s'ils abandonnent leurs terres au Fonds foncier d'Etat ; selon les cas, elles sont louées ou vendues à des particuliers ou à des fermes collectives. A moyen terme, le régime encourage donc la formation d'une classe de paysans moyens, propriétaires de 8 à 20 hectares, et qui « coopèrent » plus volontiers que les petits.

C'est le cas, par exemple, de Broniek B., chez qui nous introduit le responsable du parti de Granowo, une bourgade à 35 kilomètres de Poznan. Broniek semble un paysan heureux : entouré de sa famille — entre autres, d'un père soucieux que son fils n'oublie pas quelque élément d'un substantiel inventaire, il nous ouvre l'étable — trois vaches magnifiques entourées de leurs veaux, — la porcherie — quatre truies, une vingtaine de porcelets, — l'écurie ; à côté, un hangar, où l'on remise la moissonneuse-batteuse ; plus loin, un garage, où l'on aperçoit une moto et une Fiat 126.

Broniek serait tout prêt à nous faire parcourir les 13 hectares qu'il possède, mais il a de son exploitation, mais il pleut à verse et l'entretien se poursuit dans une salle à manger confortable ;

dans l'angle, le poste de télévision ; eu-dessus, un crucifix ; à côté, un buffet ; Mme B. nous tend un verre de lait : « C'est une lettre de mon frère, il habite Lille. » Qui, Broniek est content de son sort — sa femme fait le signe de croix puis touche du bois — il vend ses céréales à la coopérative, mais il écoule lui-même fruits et légumes ; il espère bien, d'ici quelques années, étendre son domaine. « Attention, pas plus de 50 hectares, c'est interdit », lui rappelle en souriant le responsable du parti.

Il en aurait, d'une certaine façon, 6 000 s'il devenait membre du combinat Maniecki, à quelques kilomètres de là. Dix sept cents vaches, 2 500 veaux, 15 000 porcs, 120 000 poules, 150 000 tonnes de foin séché par an, en voilà beaucoup pour réjouir un cœur de paysan, s'il ne l'a pas individualiste.

Le combinat emploie actuellement huit cents travailleurs — en majorité d'ex-ouvriers agricoles, — qui ne le regrettent pas : s'ils ne gagnent que 4 000 zlotys par mois, ils disposent d'un logement gratuit et de 25 hectares, cultivés exploités à leur convenance ; de nombreux services fonctionnent : lingerie, cantine ; on peut y prendre son repas ou l'emporter, dispensaire ; deux écoles — l'une primaire, l'autre secondaire et professionnelle — accueillent leurs enfants, que le combinat, l'été, envoie à la mer ou à la montagne ; un orchestre, des salles de danse, un théâtre de marionnettes les sollicitent à leurs moments de loisir. Ils participent, enfin, aux bénéfices — l'équivalent, cette année, de cinq mensualités. Mais sans doute ne faut-il pas être attaché à sa terre par des siècles de tradition pour apprécier ces avantages, que la plupart des paysans polonais continuent de bécoter.

Une campagne qui, malgré toutes sortes de handicaps, augmente de 50 % ses livraisons de denrées alimentaires depuis 1971, une industrie qui contribue dans la proportion de 60 % à la formation du revenu national, lequel augmente de 8 % par an : on pouvait croire, au printemps dernier, que la Pologne avait trouvé son rythme de croisière et que, cinq ans après les émeutes de Gdansk, qui coûtèrent son poste à Gomulka, elle entrerait enfin dans une période de développement sans à-coups. Le 25 juin, les manifestations de Radom tempèrent cet optimisme.

Crédits tous azimuts : on emprunte — aux Soviétiques, aux Américains, aux Allemands de l'Ouest, qui viennent d'accorder un nouveau prêt de 1 milliard de deutschemarks à un taux d'intérêt de 2,5 %, aux Français, qui avancent 7 milliards lors de la visite de M. Giscard d'Estaing et qui, depuis cinq ans, ont multiplié par cinq leurs échanges avec la Pologne. On construit des usines, des voies ferrées, des ponts, on intensifie l'exploitation des ressources minières (charbon, 170 millions de tonnes par an, lignite, soufre, cuivre), la production augmente, les exportations progressent de 30 % en 1975, les importations de 33 % ; les salaires tirent un bond : 40 % en cinq ans.

### L'aide extérieure

MAIS les prix — politique oblige — restaient bloqués, d'où la nécessité pour le gouvernement de combler la différence prix-salaire par des subventions de plus en plus coûteuses : 65 milliards de zlotys en 1975 pour les seuls produits alimentaires. Mais les investissements industriels tardaient à devenir rentables, et la dette extérieure ne cessait d'augmenter : elle s'élevait actuellement à près de 9 milliards de dollars. Mais les investissements sociaux demeuraient insuffisants (25 % du total), et l'intendance ne suivait pas, ou mal. Bloquée par Gomulka, emballée par Gierk, la machine se détournait à nouveau.

« Les dirigeants sont tombés dans l'exercice inverse, nous dit-on. Gomulka serait si fort les cordons de la bourse qu'elle ne s'ouvrait jamais ; eux les ont tellement desserrés qu'elle est vide. Ils ont eu trop grand — chez nous, on apprécie le gigantisme, les complexes et les combinats, les milliers de tonnes et les courbes ascendantes, — les investissements se sont accrus sans commune mesure avec les capacités réelles du pays. On a lancé trop de projets à la fois, gonflé de façon improductive les importations, immobilisé trop de capitaux ; trop d'usines sont en chantier ; dans l'immédiat, elles existent et ne rapportent rien. »

En outre, une politique aussi dynamique impliquait qu'on investisse également dans l'industrie de transformation, qu'on réforme les circuits de distribution, qu'on suive les fluctuations du marché, qu'on réagisse promptement aux variations de la demande, qu'on n'importe pas des tonnes de haricots, sous prétexte qu'elles sont inscrites dans le plan, alors que la population boit les haricots et demande de la viande. Notre économie exigeait une grande souplesse de direction, qui lui manque jusqu'à présent.

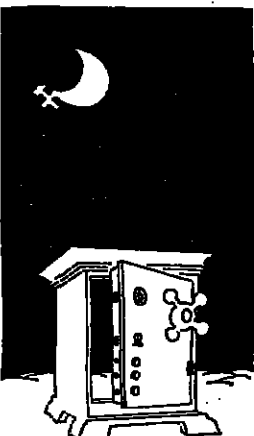
C'est à la fois, estime notre interlocuteur, un problème de gestion et de mentalité. Le plan a force de loi : fixés pour cinq ans, les normes sont intangibles et elles s'imposent, quels que soient les changements intervenus entre-temps ou les nécessités qui se font jour ; seul le gouvernement peut les modifier, et bien que les directeurs d'entreprise — nommés par le comité central — disposent depuis 1971 d'une certaine initiative, très peu osent innover. « Moi, je dépends du ministre, vous comprenez », nous déclare un directeur, accompagné, comme lors de chaque interview, du responsable syndical (généralement muet) et du responsable du parti, qui approuve ou nuance.

« Nos dirigeants, estime l'économiste Janek T..., ont gardé de Gomulka, avec lequel ils ont le plus travaillé, une certaine méfiance à l'égard de la consommation. Ils promettent, l'augmenter et puis, comme pris de remords, comme si c'était un luxe inutile, ils repensent machines, bulldozers, aciéries, et oublient leurs promesses. Connaissant que les investissements sociaux sont finalement peu productifs, ils négligent trop souvent d'améliorer la quantité comme la qualité des services, et les biens restent rares. »

Mais comme, entre-temps, les salaires ont augmenté, la population se retrouve avec une masse d'argent qu'elle ne peut pas pleinement utiliser ; elle en dépense une partie à la Caisse d'épargne (sur les 200 millions de zlotys versés, les 100 premiers l'ont été en vingt-cinq ans, les 100 autres en trois ans), elle garde l'autre dans l'attente d'une éventuelle amélioration du marché.

Attente déçue : l'Etat, qui manque d'argent, décrète ou envisage une série de mesures qui soulageront les Polonais de leur surplus de zlotys : hausse des prix ; suppression des constructions de logements : aux citoyens de s'associer en coopératives et d'investir leurs économies ; obligation de payer à la commande le prix d'une voiture (de 80 000 à 160 000 zlotys) qu'on ne recevra que dans deux ans. « Est-il si étonnant que la population réagisse ? », demande notre interlocuteur.

## Feux de joie ou feux de paille ?



Très insuffisamment rapportés par la presse polonaise qui, trois mois après, comme d'habitude, a le minimiser, — les faits, cependant, sont aujourd'hui assez bien connus.

Le jeudi 24 juin, le premier ministre, Piotr Jaroszewicz, annonce dans un discours radiodiffusé qu'une hausse des prix interviendra dès le lundi suivant. Elle porte en particulier sur les prix des denrées alimentaires, bloqués depuis cinq ans : le sucre augmente de 100 % (le kilo passe de 10 à 20 zlotys) ; la viande, la charcuterie, les conserves de poisson, de 60 % ; le beurre, de 50 %.

Certes, des « compensations » sont prévues — de 7 à 20 %, selon les salaires. Mais la population ne s'y trompe pas : 20 % pour un salaire de 1 500 zlotys, cela fait 300 zlotys de plus par mois ; mais 7 %, pour un salaire de 8 000 zlotys, font 560 zlotys. Loin de calmer le mécontentement général, par là « réajustement » l'exacerbé.

Le lendemain, les cinq mille ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus, à quelques kilomètres de Varsovie, se mettent en grève, suivis peu à peu par leurs camarades de l'usine de voitures de Zeran ; à Radom, à 130 kilomètres de la capitale, les ouvriers arrêtent également le travail, arrachent les rails d'une voie ferrée (expliquant du même coup aux voyageurs bloqués le pourquoi de leur action), essient, mais en vain, de discuter avec les responsables locaux du parti, et mettent le feu à l'immeuble. La milice intervient : il y a des morts — officiellement deux, — des centaines de blessés, mille à deux mille arrestations.

Mais les travailleurs d'Ursus, de Zeran, de Radom, ne sont pas seuls à débayer : en fait, une grève générale est imminente et, de tous les grands centres du pays, des menaces très précises — certains disent des ultimatum — parviennent à Varsovie. Déjà, ici et là, des ouvriers arrêtent les machines, commentent avec colère les éditoriaux de Trybuna Ludu, qui assimilent les grévistes à des « hooligans » (voyous), discutent des modalités de leur riposte ; mais ils ne sortent pas des usines — ce qui permet au pouvoir de déclarer que seule une minorité d'« excités » a troublé l'ordre public — et ne désignent pas de porte-parole, qui risqueraient d'être licenciés.

Retrouvant, là encore, leurs traditions, ils font la grève sur le tas — qui est à l'origine une grève à la polonaise — et, résolu, attendent les réactions du pouvoir. Ignorant superbement un parti et un syndicat qui, pour eux, ne représentent rien — ou plutôt qui ne les représentent pas — ils sont prêts, si cet avertissement ne suffit pas, à poursuivre la lutte.

La Silésie elle-même, dont Edward Gierk est originaire (et la solidarité régionale est encore très forte) est sur le point de se soulever : les responsables du parti informé Varsovie qu'ils ne répondent pas du calme des travailleurs.

Un pouvoir que sa base même abandonne, une économie qui risque la paralysie générale, l'imminence de la conférence, à Berlin, des partis communistes européens, le souvenir, sans doute, de ce qu'il en coûta à Gomulka de s'obstiner : le gouvernement n'a pas le choix. Le vendredi 25 juin, le premier ministre — livide — annonce donc au pays que, « à la suite des nombreuses remarques faites par les ouvriers », le gouvernement retire ses « propositions » et décide de poursuivre les « consultations » avec les couches les plus larges de la population. En clair : la hausse des prix est annulée. Ici et là, des feux de joie célèbrent la victoire des travailleurs.

Feux de joie, ou feux de paille ? La hausse des prix n'a été que reportée — on sait déjà que la viande, les volailles, augmenteront de 35 % —

et, dès le lendemain des événements, invoquant pêle-mêle la crise du capitalisme, les caprices de la météorologie et l'accroissement des besoins, la presse minimise les citoyens à l'indignation. Mais elle passe sous silence l'essentiel : les disfonctionnements de l'économie polonaise depuis cinq ans, sinon plus.

Il est, en effet, remarquable que, bien qu'ayant appliqué des méthodes différentes, Gomulka et Gierk se retrouvent, à un moment donné, devant les mêmes difficultés. Comme si, par-delà ces différences et les aléas de la conjoncture, une sorte de vice fondamental subsistait qui, régulièrement, bloquait la machine.

### Les blocages

DURANT quarante ans (1956-1970), elle fonctionnait au ralenti. « Gomulka gère l'économie du pays comme sa mère le budget de son ménage, nous dit un proche collaborateur de l'ancien dirigeant. Il se voulait pas que la Pologne s'endette ; s'empruntant rien à l'étranger, elle ne devait compter que sur à l'intérieur. Il fallait se priver, économiser, travailler beaucoup, mettre de côté le peu de bénéfices qu'on réalisait pour acheter, plus tard, les biens d'équipement ou de consommation dont on aurait besoin. »

Soucieux d'équilibrer la quantité d'argent disponible et l'accroissement de la production, Gomulka fit si bien qu'il ralentit les investissements et bloqua les salaires : les Polonais n'avaient pas d'argent, les produits étaient rares ; mais leurs prix augmentaient régulièrement ; dès lors, la tension était telle qu'une « explosion » devenait inévitable : elle éclata en décembre 1970.

La nouvelle équipe hésita à tirer les leçons de l'expérience : auparavant premier secrétaire du parti en Silésie, Edward Gierk est plus un homme d'appareil qu'un économiste, et les « politiques »

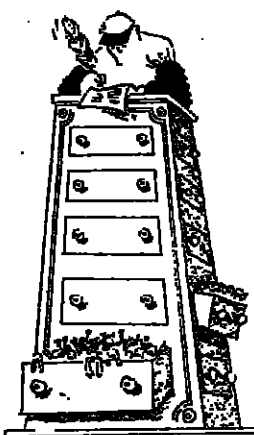
rechignent peut-être plus que les autres à céder devant un contre-pouvoir — à Gdansk, le pouvoir ouvrier.

On tergiversa donc : le gouvernement maintint la hausse des prix, mais garantit leur blocage pour deux ans ; les salaires les plus bas — plus de cinq millions de travailleurs gagnaient alors 1 000 zlotys par mois — furent relevés. Mais les grèves continuèrent, sporadiques en janvier, violentes en février : dix mille ouvriers des usines textiles manifestèrent ce mois-là dans les rues de Lodz ; cependant qu'à Wrocław, à Ursus, à Szczecin, les ouvriers cessaient le travail. Le gouvernement recula : en mars 1971, Piotr Jaroszewicz — déjà — annonça l'annulation de la hausse des prix de décembre 1970.

Au début, quelques palliatifs permirent aux nouveaux dirigeants de faire face à la situation : ils réduisirent les dépenses militaires, débloquent les stocks ; on solda, pour la première fois dans un pays socialiste, ce qui permit à la population, dont le pouvoir d'achat venait de s'élever, de satisfaire certains besoins. L'Union soviétique, de son côté, accorda une aide de 100 millions de dollars et prit à sa charge l'aide polonaise au Vietnam.

Mesures utiles mais provisoires : indispensables à l'accroissement de la productivité ainsi qu'à la neutralité des travailleurs à l'égard d'un modèle d'organisation sociale qu'ils contestaient régulièrement (1956, 1968, 1970), une élévation réelle du niveau de vie ne pouvait résulter que d'une relance économique. Les méthodes de Gomulka s'y opposaient : on les abandonna et, sous la poussée d'une nouvelle génération d'« économistes », le pouvoir de fixa comme objectifs prioritaires la modernisation et l'extension de l'appareil de production. Il avait besoin de capitaux : il les sollicita. Ce fut l'« ouverture » et le début de cette « seconde Pologne » promise par Gierk à ses compatriotes.

## Le technocrate et le bureaucrate



Révélateurs d'une économie qui hésite à changer radicalement de style, les événements de Radom sont également l'indice d'un très réel mécontentement populaire. Pris entre la fidélité aux principes (primat de l'industrie lourde, accroissement des biens d'équipement) et la nécessité d'un développement rapide de l'industrie de transformation, M. Edward Gierk a déçu une partie des « managers », qu'irrite la persistance de méthodes bureaucratiques, une fraction de l'appareil du parti, effrayée à l'inverse par la montée des technocrates, et un grand nombre de ses compatriotes, qui attendaient davantage.

Sans doute la population vit-elle mieux qu'avant — les produits sur le marché sont plus nombreux, plus variés, — mais, si l'on compare son pouvoir d'achat à ce qu'elle peut ou souhaite effectivement acheter, elle est plus insatisfaite qu'autrefois, parce que plus exigeante. Les tensions se situent à un autre niveau qu'il y a cinq ans ; elles n'en sont pas, pour autant, moins vives.

Ce sont les femmes qui pâtissent le plus durement de la situation. La plupart travaillent (dans le commerce, l'industrie, l'enseignement, la santé, où elles représentent 45 % des médecins, 80 % des dentistes), la plupart de celles qui travaillent (70 %) sont mariées, ont des enfants — et toutes, car les hommes ont dans l'ensemble une mentalité rétrograde (certains hauts fonctionnaires

sont allés jusqu'à invoquer des raisons biologiques pour justifier l'absence de leurs compagnes aux postes de responsabilité), se chargent des travaux domestiques et de l'approvisionnement de la maison.

Tâche ingrate : une ménagère ne peut pas planifier ses achats, encore moins prévoir le menu de la journée : « J'improvise sur place », nous dit Magda qui, levée dès 6 heures — la journée de travail, continue, dure de 8 heures à 16 heures, — part en chasse à 7 heures, un panier à la main et deux filets dans son sac. Il y a une dizaine d'années, elle se serait réjouie de trouver quelque chose sur le marché ; aujourd'hui, elle veut certaines choses qui, précédemment, n'y sont pas, ou rarement.

Elle aimerait, par exemple, varier ses plats de légumes et, comme c'est l'été, manger des courgettes, des aubergines, des poivrons, des poireaux. En vain : on ne lui propose que des choux (7 zlotys le kilo), des pommes de terre (18 zlotys), des concombres (18 zlotys) et de chétives carottes.

### La guerre du sucre

LES fruits sont assez abondants : excepté les pommes et les poires, introuvables, Magda peut acheter des cerises (25 zlotys), des myrtilles (38 zlotys), des groseilles (16 zlotys) ou des framboises (20 zlotys). Mais elle s'abstiendra, cette année, de préparer des confitures : le sucre manque.

Sirot connue la hausse des prix, il a disparu des magasins. On n'en vendait, sans doute, qu'un kilo par personne ; qu'à cela ne tienne : du grand-père « pensionné » (retraité) aux bambins, les familles ont mobilisé toutes leurs forces vivres pour faire la queue et des stocks. La hausse annu-

lée, le sucre est revenu, mais en quantité insuffisante : la population craint une nouvelle hausse, et certains parlent déjà de rationnement (2). Se procurer du sucre reste donc une prouesse : il faut beaucoup d'argent — le kilo se vend, « sous la table », jusqu'à 45 zlotys — ou beaucoup de temps.

Ce matin, justement, le supermarché de la place Uni-Lubelskiej vient d'être approvisionné. Magda s'en rend compte sur-le-champ : une queue immense s'est formée. Elle commence à 100 mètres du magasin, zigzague entre les marchandes de fleurs, s'étire, à l'intérieur du rayon des fromages à celui des harengs — les rendant tous deux inaccessibles et provoquant deux nouvelles queues, — parvient enfin à l'escalier et se prolonge encore au premier étage, sur une cinquantaine de mètres. Foule possible : chacun, nous assure-t-on, sera servi.

Par contre, la queue au rayon « viande » est bruyante comme un essaim d'abeilles. Magda nous y entraîne : une épaisse cloison vitrée sépare du reste du magasin ce secteur particulièrement névralgique. Deux à trois cents personnes se bousculent, s'interpellent : « Helena, où est le bœuf ? Où est le porc ? », changent de file, attendent, anxieuses, de parvenir jusqu'aux vendeuses. Une heure, parfois une heure et demie plus tard, elles se voient offrir, déjà pesés et emballés, 3 livres d'épaulé ou 1 kilo de gigot, une tête de porc ou 2 kilos de cheval — selon les « possibilités objectives » et indépendamment, bien entendu, de leurs goûts.

(Lire la suite page 20.)

(2) Crainte justifiée : depuis le 16 août, les Polonais sont rationnés et n'ont droit, en échange de tickets, qu'à 2 kilos de sucre par personne et par mois ; mais ils restent libres d'en acheter davantage — à 28 zlotys le kilo au lieu de 10,5.



(Suite de la page 19.)

La scène est quotidienne, et la viande, ou plutôt son insuffisance, constitue le plat de résistance de bien des conversations. Certes, les Polonais en consomment 16 kilos de plus qu'en 1970 : environ 65 kilos par personne et par an (180 grammes par jour), soit 30 kilos de moins que les Français, 5 de plus que les Espagnols et à peu près autant que les Hollandais ou les Danois. Mais, malgré son prix élevé (55 à 65 zlotys le kilo), ils en veulent davantage.

Pour éliminer la pénurie, il suffirait que le gouvernement — qui exporte 55 % de la production — accroisse de 10 % ses fournitures au marché. La plupart des Polonais l'ignorent, qui accusent plus souvent la sécheresse ou le désordre des circuits de distribution qu'un choix économique. En attendant que soient construits les six complexes de viande et les cinq de charcuterie prévus par le prochain plan (ce qui accroîtra la production de viande de 600 000 tonnes), ils s'ingénient à satisfaire autrement leurs besoins.

## Les surprises du marché

Ce matin-là, tandis que Magda sortait du supermarché, un homme, à plusieurs reprises, la dépassa : « Foie de veau, côtelettes de veau », murmura-t-il discrètement. Payan-abbé claudin de bêtes non déclarées ? Revendeur ? Le coffre de sa Fiat-126 regorgeait de morceaux tout frais. Mais Magda n'en acheta pas : dans l'immeuble où elle habite, et où personne n'en est à quelques dizaines de zlotys près, de vieilles femmes apportent régulièrement à leurs clients des morceaux tout aussi appétissants.

Il arrive encore qu'un hasard d'une course où l'on ne trouve pas ce qu'on cherche on découvre ce qu'on ne cherche pas. « Voulez-vous du veau ? », demande à la mère de Magda la femme de son cordonnier. Magda elle-même, un jour, accompagne une amie à la clinique ; par extraordinaire, la salle d'attente est vide ; dans un angle, médecins et infirmières découpent sur une petite table un morceau de bœuf qu'un client reconnaissant vient d'apporter. Notre amie le regarde avec envie : « Voulez-vous en voulez-vous une tranche ? », lui demande un médecin.

Les insuffisances du marché régulier ont donné naissance à un autre marché, qu'on hésite à appeler « noir » tant il est intégré dans les mœurs et paraît, à l'heure actuelle, l'indispensable complément de l'autre.

Pourtant, Slawka Z., est contre : militant du parti, il aspire à la justice sociale. Mais va-t-il attendre dix jours, peut-être quinze, pour renouveler sa bouteille de gaz butane ? Comme convenu avec le livreur, il accroche donc un petit chiffon rouge à la barrière de son jardin : le jour même, il est servi. Et soulagé de 1 500 zlotys au lieu de 106.

Veut-il, en hiver, du charbon ? Il procède de la même façon ; et s'il désire, au printemps, faire couper l'herbe de son jardin, il suspend un foulard vert : l'employé municipal de service dans le quartier change immédiatement la direction de sa tondeuse ; 30 minutes après, il redresse le cap, riche de 250 zlotys.

S'il est déjà difficile, et souvent coûteux, de satisfaire les besoins les plus immédiats, il est tout aussi compliqué d'effectuer un achat plus important. Au « Centrum » de Varsovie, les rayons d'habillement sont approvisionnés de façon fantaisiste : on y trouve au mois d'août des manteaux d'hiver et des pulls (Magda s'en achète un, à 250 zlotys, qu'elle cherche en vain l'an dernier), des robes en laine et des costumes (2 500-3 000 zlotys), d'ailleurs mal coupés et de qualité médiocre, mais les chemisettes manquent. Quant aux « jeans » — qui, depuis qu'on les fabrique, ont cessé, comme le Coca-Cola, de passer pour des produits « impérialistes », — il faut, pour s'en procurer, beaucoup d'ingéniosité ou de patience : la queue, qui finit au deuxième étage, commence dans les sous-sols.

On se bouscule moins au rayon chaussures : « Elles sont tellement mauvaises que la population les boya. L'an dernier, j'ai dû les changer à six reprises : au bout d'une quinzaine de jours, le cuir se déchirait, ou le talon se cassait, ou des clous m'entraînaient dans les pieds. » Saisie de multiples réclamations, l'entreprise qui les fabrique ne s'en émeut pas : le plan ne fixe que des quantités, et le nombre de paires exigées a été produit dans les temps imposés.

Outre la relative rareté des biens, leur mauvaise qualité est un autre facteur de l'irritation des consommateurs. Le travail est trop souvent négligé, la finition bâclée. Le client n'est jamais sûr de ne pas réaliser une mauvaise affaire, même lorsqu'il investit dans une voiture ou un appartement.

Trois de nos amis, qui ne s'étaient pas donné le mot, nous ont pris, le même jour, à témoin

de leur infortune : le premier, en passant près d'une arroseuse municipale, vit sa voiture, toute neuve, se remplir d'eau ; on avait oublié de serrer quelques boulons ; l'autre venait de casser sa boîte de vitesse ; sa voiture n'avait que 3 000 kilomètres ; le troisième ne savait à qui emprunter les 12 000 zlotys que le garagiste lui demandait pour remplacer un moteur déjà fatigué après 15 000 kilomètres.

## La course aux dollars

De semblables mésaventures surviennent également à ceux qui ont la chance et les moyens d'acquiescer un logement. Ils ont déjà attendu huit ans — la crise ne sera résorbée, estime-t-on, qu'entre 1990 et 2000, — ils ont versé un acompte de 30 000 à 60 000 zlotys, selon qu'ils achètent ou qu'ils louent, ils ont donc donné dix à vingt mois environ d'un salaire moyen. Or, nous dit-on, il n'est pas rare qu'en entrant dans leur logement ils ne trouvent pas de radiateurs (récupérés et revendus), que les sanitaires soient incomplets ou défectueux, que les fenêtres ferment mal ; d'où la nécessité de nouvelles dépenses et de recherches sans fin.

Il est un moyen, pourtant, de s'épargner bien des soucis et des attentes : payer en dollars. En avez-vous, vous obtenez sur le champ un logement, des briques et du ciment pour vous construire une « datcha », une voiture d'exportation au travail soigné, des cristaux et des meubles, qui manquent sur le marché courant. C'est tout à coup la vie facile, l'abondance et les portes qui s'ouvrent.

Celles, en particulier, de ces magasins nullement clandestins, dont tous les Polonais connaissent si bien l'adresse qu'à Varsovie, Poznan ou Cracovie il suffit de dire « Pewex » pour retrouver leur chemin.

A la différence des « Bériozka » soviétiques, réservés aux touristes et qui vendent surtout des objets de luxe, les magasins-à-dollars proposent ce qu'on ne trouve pas dans les magasins-à-zlotys : des alcools importés, des cigarettes occidentales, de la nourriture française, toute la gamme des produits pour frictionner votre voiture, des bougies et des pièces détachées, des

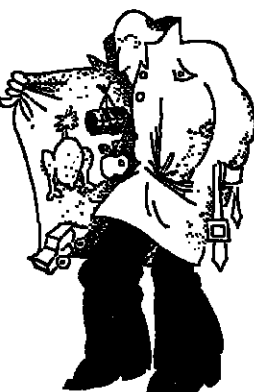
soignettes et des parfums, des chaînes hi-fi et des postes de télévision « mode in Germany ». Sans parler des « jeans » (américains), des pantalons de confection française, des collants et des Aleries. Le tout à portée de la main — et de vos dollars.

Il s'agit donc d'en acquiescer : c'est l'une des obsessions majeures de beaucoup de Polonais, qui chassent le dollar comme le chat la souris. Les uns ont la chance d'en recevoir des États-Unis, où résident dix millions de leurs ; s'ils encaissent, ces devises peuvent être déposées dans une banque P.K.O. ; elles rapportent des intérêts (3,5 %) — payables en dollars.

L'ongle d'Amérique vient-il à mourir, les Polonais se « débrouillent » comme ils peuvent : généralement en procédant à un change très avantageux pour les touristes — 100 zlotys pour 1 dollar (contre 34 à la banque). Officiellement, cette pratique est interdite, mais les contrôles sont inexistantes : un Polonais n'est jamais interrogé sur la provenance de ses devises — comme le dit un ingénieur, « l'essentiel, quand on achète, c'est de passer à la caisse » — et l'on ne demande pas de comptes aux touristes. Si bien qu'à 300 mètres de la frontière, aux stations-services, dans les hôtels, au café ou dans la rue, l'étranger est constamment sollicité.

Ces devises permettent enfin aux Polonais de voyager. Ils n'ont droit qu'à 130 dollars tous les trois ans, mais beaucoup partent chaque année : si l'obtention d'un passeport demeure une faveur — délivré pour un seul voyage, il doit être restitué au retour, — elle est cependant devenue plus facile depuis cinq ans. Le Polonais qui « ne fait pas de politique », ou qui fait la « bonne », est à peu près sûr de pouvoir partir, mais, s'il veut se rendre dans un pays capitaliste, il lui faut présenter une lettre d'invitation deux fois légalisée (par exemple, par le commissariat du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris et le consulat polonais).

La majorité fréquente donc les pays socialistes : six millions en 1975. Deux millions sont allés à l'Ouest : soixante-cinq mille en Allemagne fédérale, trente-trois mille en France, trente-deux mille en Italie. Au mois d'août, beaucoup se pressaient, dès 6 heures du matin, devant les consuls de Grande-Bretagne, de Suède, des États-Unis.



De la consommation avant toute chose : malgré bien des différences (de classe ?) dans la façon d'y parvenir, c'est probablement l'un des rares objectifs communs à l'ensemble des Polonais ; car partout ailleurs se manifestent des produits pour frictionner votre voiture, des bougies et des pièces détachées, des

clapnet de la société civile et de l'Etat.

Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, la société civile, en Pologne, n'a pas été entamée — cassée — par le système établi en 1945, et elle demeure très diversifiée. Les groupes qui la composent ont des intérêts divergents, et, bien que la nouvelle Constitution déclare que la « coexistence sociale » a succédé à la lutte de classes, il n'est pas sûr qu'ouvriers « socialistes », paysans privés et artisans, « bourgeois » d'appareil ou de statut, aient la même conception du bien commun.

Des clivages politiques subsistent, et, même si les partis non communistes, démocrate et paysan, n'ont aucun pouvoir, ils représentent des catégories sociales qui ne sont que partiellement intégrées au système. Les repères idéologiques, enfin, ne jalonnent pas les mêmes voies, qu'il s'agisse du libéralisme des anciens ou des nouveaux aristocrates (ceux qui anoblisent leur nom d'un ski et leur main gauche d'une chevalière), du « révisionnisme » social-démocrate d'anciens marxistes déçus, ou du catholicisme de la majorité.

Cette société-là, qui a ses conflits et ses tensions, ses aspirations et ses valeurs, poursuit son existence propre par-delà la société légale ou à côté d'elle.

Ce ne serait peut-être que demi-problème si le pouvoir l'admettait. Non pas qu'à proprement parler il s'y refuse : il est sans doute plus prompt que d'autres à rectifier le tir ; mais les erreurs d'interprétation que régulièrement il commet (1956, 1968, 1970, 1976) témoignent de l'ignorance où il se tient des aspirations et des réactions de la société civile. Comment les soupçonnerait-il, puisque les institutions tournent à vide (la Diète n'est qu'une Chambre d'enregistrement) ou à rebours (le parti des ouvriers est d'abord celui de leurs dirigeants) ?

La hausse des prix, au printemps dernier, en est un exemple frappant. Brutale, et survenant



Exempté quelques publications catholiques, la presse donne dans l'auto-satisfaction. D'après une étude de « Polityka » — la moins conformiste des journaux polonais, — les adjectifs qui reviennent le plus souvent dans les articles sont : « nouveau, énorme, grand, beau, haut, important » ; « difficile » ne vient qu'en quatre centième position ; « humain », « normal », en dernière. « Chez nous, commente un diplomate, il semble que la presse ait pour principale fonction de faire plaisir aux dirigeants : elle leur répète à longueur de journée que tout va bien ; à la fin, ils sont complètement intoxiqués. Que voulez-vous, c'est

dans une période de tension sur un marché déjà déséquilibré, ne risquait-elle pas — comme les émeutes de Gdansk l'ont naguère prouvé — de cristalliser le mécontentement des citoyens ? » Je doute, nous confie un haut fonctionnaire, que le gouvernement se soit posé la question. Une trentaine de personnes, ou plus, étaient dans le secret. A l'abri des difficultés de la vie quotidienne, jouissant d'un statut privilégié et ne percevant la réalité qu'à travers courbes et diagrammes, ces technocrates, ou lieu d'écouter aussi la voix du peuple, n'ont entendu que le langage des chiffres. Leurs calculs achevés, ils ont transmis la facture aux politiques, qui l'ont communiée aux citoyens.

Que la population pût se révolter n'inquiéta pas un instant le gouvernement, estime notre interlocuteur : consultés... en quarante-huit heures, les sections du parti s'étaient portées garantes du « civisme des masses ».

« Comment voulez-vous qu'un responsable de cellule dise le contraire ? Qu'il consulte ou non ses camarades, le résultat est le même : il se sent obligé de déclarer que tout va bien ; car, s'il révèle que la base gronde, c'est sa propre insatisfaction qu'il manifeste : à quoi sert-il s'il ne réussit pas, dans son quartier, dans son usine, à influencer l'opinion ? Il transmet donc une information rassurante, que l'échelon supérieur répète en le « modérant » ; plus elle monte, plus elle se déforme ; remodelée, figée, enjolivée, elle devient méconnaissable : ce qui n'était au début qu'une « acceptation » devient « appui indéfectible du peuple travailleur », puis « enthousiasme délirant ». C'est en fonction de pareilles informations que le gouvernement s'est décidé. »

## De « larges consultations »

N'aurait-il pu le contrôler, se méfier ? Pareille démarche, en fait, n'est concevable que pour un observateur extérieur : hommes de parti des deux camps, les dirigeants sont pris dans un système qui les a formés et qu'ils ne peuvent totalement remettre en cause ; car c'est eux-mêmes — leur pratique politique, leur style d'action et de pensée — que tout ou tard ils seraient amenés à « réviser ». Tout au plus peuvent-ils dénoncer certains maux — l'insuffisance d'un responsable, la médiocrité ou la corruption d'un autre. M. E. Gierak le fait depuis cinq ans : de nombreux cadres ont été « épurés », des jeunes ont été promus. Mais ces remaniements internes n'ont pas remédié aux carences fondamentales du centralisme bureaucratique et du monopartisme, qui rendent purement formel l'exercice de la « démocratie socialiste ».

## L'art d'encenser le pouvoir

comme une jeune fille : à force de s'entendre dire qu'elle est belle, elle y croit.

Le directeur de l'hebdomadaire « Kultura », M. Modarecki, nous assure qu'il peut « interpréter, dans certaines limites évidemment, la politique culturelle du parti » ; mais les limites d'un directeur nommé par le comité central dudit parti ne sont-elles pas étroites ?

Rédacteur en chef adjoint de « Polityka », M. Bijak en convient : « Quel, durant notre entretien, reçoit un coup de fil de la censure : « Ce ne pouvait pas mieux tomber, dit-il avec malice. Oui, le parti des journaux encense le pouvoir. On a chez nous une certaine idée de la propagande, qui doit être « positive », de la même façon que la critique doit être « constructive ». Ce qui veut dire que, des difficultés, on ne parle pas, ou le moins possible. »

Ainsi a-t-on voulu faire croire aux lecteurs polonais que la crise économique du monde capitaliste — avec laquelle la Pologne commerce plus qu'avec l'autre — épargnerait le camp socialiste. Mais, en général, on préfère ne rien dire qu'être

Course au dollar, queue pour la viande, le sucre, le riz, l'habillement (et même pour les glaces succulentes d'une célèbre pâtisserie privée, dans le centre de Varsovie), attente indéterminée d'un logement ou d'une voiture, attente anxiante d'un passeport : seule une minorité — qui va grossissant : depuis un an, les revenus d'une valeur supérieure à 700 000 zlotys sont imposés de 10 % à 50 % — échappe aux mille et une difficultés de la vie quotidienne.

Hauts fonctionnaires, technocrates, responsables du parti — « l'appartenance au parti est un sésame », nous dit un ingénieur, — bénéficient de toutes sortes d'avantages.

Ancien directeur au ministère de l'Industrie, Olek R., occupe dans le centre de Varsovie un bel appartement de quatre pièces avec terrasse : il ne l'a obtenu qu'une dizaine de jours (et paie un loyer de 850 zlotys par mois). Il n'a pas de voiture, mais, s'il le désirait, il en obtiendrait une avant un mois, et à crédit. Est-il malade, il s'adresse à la clinique spéciale du gouvernement : « On y est mieux soigné, dit-il ; il est vrai que si un malade, dans un hôpital ordinaire, offre quelques petits cadeaux au médecin, une bouteille de cognac, par exemple, il sera aussi bien traité. »

Olek R. prend ses vacances comme il le souhaite : à l'étranger, ou dans l'une des maisons de repos, « luxueuses », que la présidence du Conseil met à sa disposition. Peu lui importe de payer davantage qu'en s'adressant à l'organisme de tourisme populaire (P.T.T.K.) : plus substantielle que celle d'un ouvrier (70 % du salaire, en moyenne), sa retraite, comme celle de tous les hauts fonctionnaires, équivaut à 95 % de son traitement.

Il ne regrette pas, enfin, qu'à la suite de pressions populaires (« Hoste à la bourgeoisie rouge ! », pouvait-on lire il y a deux ans sur les murs des chalets de Zakopane, lieu de villégiature dans les Tatras) les « magasins à rideaux jaunes », où l'élite se fournissait à l'abri des regards prolétaires, aient été fermés. Les magasins réservés aux diplomates étrangers ne lui sont pas interdits, et la coopérative où s'approvisionnent les membres du comité central lui demeure également ouverte.

## Dialogue difficile entre deux sociétés

Depuis les manifestations de Radom, il est question de rendre cette démocratie moins abstraite : de « larges consultations », dit-on, se poursuivent dans les entreprises ; mais dans la mesure où ces « consultations » — et la tenue est déjà significative : il ne s'agit pas de laisser le peuple décider — se font par l'intermédiaire d'organisations (parti, syndicat) qui ont le monopole de la représentation ouvrière, le dialogue si recherché avec la base n'est jamais qu'un dialogue avec la base du parti, c'est-à-dire une minorité de travailleurs ; les autres ne peuvent pas s'exprimer — sinon, en manifestant dans les rues, — ni choisir des porte-parole non agréés par le pouvoir.

« C'est normal, objecte M. Lewandowski, secrétaire national de la centrale ouvrière, puisque les travailleurs ont des intérêts communs, pourquoi voulez-vous qu'ils se donnent des organisations différentes ? Chez nous, ajoute-t-il, et sur un ton très convaincu, l'opposition ne peut qu'avoir tort, puisque l'Etat est un Etat ouvrier. Notre rôle n'est pas d'empêcher la construction du socialisme en soutenant les revendications égoïstes de quelques mécontents. Il est, au contraire, d'expliquer aux travailleurs la juste politique définie par le parti. »

Les « consultations » actuelles sont-elles autre chose que l'explication plus approfondie d'un ensemble de mesures que le pouvoir a déjà décidé d'appliquer ? S'agit-il vraiment de prendre en considération la volonté du peuple pour la traduire en choix économiques ou politiques, ou, à l'inverse, de justifier auprès des citoyens des choix préétablis qu'ils n'auront plus qu'à ratifier ?

La plupart de nos interlocuteurs ne se font pas d'illusions : « Quelles que soient les bonnes intentions de M. Gierak, dit un juriste, rien ne peut changer dans l'immédiat... sinon M. Gierak lui-même. Supposons que les travailleurs continuent de manifester contre les hausses et, d'une façon plus générale, contre une politique qui leur impose des sacrifices de moins en moins supportables : il est probable que M. Gierak — comme Gomulka — se montrera de moins en moins « libéral ». La resterait-il, il risquerait de se retrouver isolé dans un parti qui n'a jamais été totalement épuré. Les « consultations » actuelles représentent donc moins une ouverture qu'une manœuvre. »

Plus radical, un autre ajoute : « Aussi longtemps que subsistera le dogme de l'unité des organisations dites représentatives de la classe ouvrière — et l'on ne voit pas comment on pourrait y renoncer sans provoquer dangereusement notre voisin de l'Est — toute tentative de démocratisation risque fort d'être condamnée à l'échec. »

Tel confrère d'interpellation peut donc avoir la conscience tranquille : lors d'une conférence de presse à Huta-Katowice, il demanda au ministre de l'Industrie si les journalistes « faisaient bien leur travail », s'ils « aidaient le gouvernement comme ils le devaient ». Rassuré, il rougit de plaisir.

Il n'est donc pas étonnant que les lecteurs soient mal informés. La plupart de nos interlocuteurs ignorent, par exemple, les attaques de « l'Humanité » contre certaines déclarations d'E. Gierak lors de sa visite officielle en France ; ils n'avaient qu'une vague idée des positions d'E. Berlinguer ou de G. Marchais sur les votes



italienne et française vers le socialisme, et F. Mitterrand ne leur était pas étranger; par contre, tel jeune couple de Gdansk savait qu'il avait plus à Paris le 14 juillet et que Giscard d'Estaing s'amusait, de temps à autre, à dîner chez des Français; il nous demanda des nouvelles de B. Barot et de Patrick Henry, l'assassin du jeune Philippe Bartrand, avait été guillotiné.

Mais la Pologne ne serait plus la Pologne si, dans ce domaine-là comme dans tant d'autres, elle ne donnait pas dans le paradoxe ou la fantaisie. La presse subit une censure tatillonne, mais, dans les grandes villes, des clubs sont ouverts au public: on peut y acheter la plupart des journaux étrangers — « Newsweek » vend chaque semaine plus de mille exemplaires à Varsovie, — on peut également les consulter: « Même lorsqu'un numéro de « Monde » n'arrive pas, ou qu'il arrive avec un retard anormal, on peut, au moins, en acheter un exemplaire, par exemple, au poste toujours, par conséquent avec d'autres publications, se tenir informé », nous dit un enseignant.

Les Polonais moyens ne fréquentent guère ces centres; mais beaucoup écoutent les radios étrangères — le ministre des affaires religieuses, M. Karkul, fit lui-même état d'une information donnée par « Free Europe », — beaucoup voyagent ou reçoivent des nouvelles de leur famille établie à l'étranger.

L'un des signes de cette (très) relative liberté — ou de ce mélange, typiquement polonais, de dirigisme et de laissez-faire — est l'absence de la situation n'est pas telle que les intellectuels éprouvent le besoin de créer des éditions clandestines. Non que, là encore, la censure n'existe pas: on ne trouve pas, dans les librairies, les livres de Kolakowski, de Gombrowicz ou de Milosz; mais ils arrivent dans certaines bibliothèques, et les intellectuels se les procurent par des voies détournées.

Pour rester cependant difficile: les écrivains doivent soumettre leurs manuscrits à un comité de lecture, qui n'apprécie pas seulement leurs qualités artistiques: Jerzy Kornicki, nous dit un critique, dut « corriger » cinq fois son dernier roman. Etait-il anticomuniste, belliciste ou pornographique? Car il n'y a pas d'autre raison d'interdire un ouvrage, nous déclare M. Loran, vice-ministre de la culture; et comme nous nous demandons que la « Lettre ouverte au camarade E. Gierak », d'E. Lipinski (3) — qui ne tombe sous aucun de ces chefs d'interdiction — n'ait pas été rendue publique, le ministre nous rassure: « Les réflexions de notre célèbre économiste ont été prises en considération, mais comme sa « Lettre » n'était adressée qu'au premier secrétaire, il nous a paru inutile de la divulguer... »

Mais il a paru utile d'interdire la conférence que M. E. Lipinski projetait de tenir, comme de ne pas éditer son dernier ouvrage... Un recueil d'articles déjà publiés ces dernières années.

(3) Cette lettre a été publiée dans le *Nouvel Observateur* du 10 mars 1976.

en compagnie du rédacteur en chef-adjoint de la très officielle agence Interpress.

Ces atteintes aux libertés ne dépassent pas un certain saut. Est-ce, comme réplique un contestataire, « parce qu'on ne frappe pas une mouche avec un marteau »? Les opposants ne sont pas nombreux — beaucoup moins que les mécontents — ils ne sont pas organisés; leurs positions manquent de cohérence: tel publiciste se déclare en même temps défenseur des libertés et administrateur des Etats-Unis, « seul régime démocratique », ainsi que de France, « qui fut un grand chef d'Etat »; tel sociologue, qui dénonce le « totalitarisme de l'Etat », met son espoir dans « des hommes comme Solzhenitsyne » et reproche à la gauche européenne son « irréalisme », puis qu'elle « croit encore au socialisme ». Peu connus du grand public, la plupart de ces intellectuels sont évidemment moins « dangereux » que des ouvriers en colère — que le pouvoir n'hésite pas à réprimer durement.

Chez nous, dit un intellectuel polonais qui eut à souffrir de la répression, en commençant par dire « non »; puis: « non, mais... »; enfin: « théoriquement non, mais, vous savez... ». Comme pour nous convaincre, il nous tend un recueil de poèmes — « Alfabeta Wspomnień » (« l'Alphabet des souvenirs ») — publié il y a tout juste deux mois, à vingt mille exemplaires: « Son auteur, Antoni Smolenski, qui vit de sa plume dans un appartement, avait pourtant signé la lettre des « Cinquante-neuf ». Ici, rien n'est systématique; et c'est ce qui nous permet, finalement de respirer... »

« Vous connaissez l'anecdote? enchaine notre ami. Deux jeunes chrétiens se rencontrent à la frontière de la R.D.A. —

— Que viens-tu faire chez nous? demande l'allemand.

— Acheter, répond le polonais. Et toi?

— Aboier! »

La normalisation des relations avec l'Eglise

PLUS souple que ses prédécesseurs à l'égard des intellectuels, le régime l'est beaucoup plus envers les catholiques (quant aux intellectuels catholiques, cela dépend). Les croyants jouissent de la liberté de conscience et de culte, que l'article 70 de la Constitution leur reconnaît: « Il est interdit de contraindre les citoyens à s'abstenir de leurs activités religieuses et culturelles... »

Les catholiques — 93 % des Polonais — peuvent donc, comme ils l'entendent, fréquenter leurs églises — le pays en compte vingt mille, toujours comblés, et l'assistance ne se compose pas que de vieilles femmes, — ils peuvent, le long des routes, se recueillir devant l'un de ces innombrables calvaires toujours fleuris (comme les statues de Marie, nichées dans un tronc d'arbre ou la cavité d'un mur), se rendre par millions, au mois d'août, en pèlerinage à Czestochowa, célébrer la Fête-Dieu, légalement chômée, et dans les dix-neuf mille centres de catéchisation, s'initier aux vérités de leur foi.

Près de dix-huit mille prêtres, auxquels s'ajoutent bientôt quatre mille séminaristes et trente mille religieux leur distribuent la « bonne parole » et les sacrements, sous l'autorité de soixante-neuf évêques responsables de vingt-sept diocèses.

Convaincu de l'insuffisance des persécutions religieuses, la nouvelle équipe renoua, pour l'essentiel, aux chicaneries et aux tracasseries que les catholiques supportaient depuis la fin de la guerre. Dès 1971, le gouvernement entama ce qu'il appelle le « processus de normalisation »: il délivra des permis de construire — trois cent quatre-vingt-huit ces dernières années, contre quatre-vingt-cinq les cinq précédentes, — rendit à l'Eglise les évêchés du Nord et de l'Ouest, réduisit

ses charges fiscales et renoua le dialogue avec le Vatican: « En deux ans, nous déclare M. Karkul, ministre des affaires religieuses, j'ai rencontré plus de cent trente fois l'envoyé du Saint-Siège, Mgr Poggi. »

Néanmoins, bien des frictions subsistent. L'épiscopat se plaint de ne pouvoir construire autant d'églises qu'il le souhaite, et bien que M. Karkul estime qu'« une église est un élément comme un autre de l'infrastructure sociale », les permis se feraient trop longtemps attendre, en particulier dans les nouvelles cités ouvrières.

Il n'est pas rare, d'ailleurs, que, excédés par les lenteurs administratives, des citoyens prennent l'initiative de construire clandestinement leur église. Tels, tout récemment, ces villageois, dans la forêt de Kampinos; ils fabriquaient en secret les éléments d'une chapelle puis, une nuit, les assemblèrent; avertis, les miliciens attendaient que la majorité des paysans aient quitté les lieux — à Nowa-Huta, près de Cracovie, ils avaient été repus à coups de pierres et de fourches, — puis démontèrent la chapelle; à sa place, le lendemain, les paysans dressaient une croix. « Quand on n'a rien à se reprocher, on n'attend pas la nuit pour agir, estime le ministre; d'ailleurs, cette chapelle n'était même pas consacrée. Mais des discussions ont eu lieu; très prochainement, les travaux reprendront, et au plein jour. »

Les milieux catholiques reprochent aussi au gouvernement la discrimination qu'il pratique à l'égard des croyants, empêchés d'exercer certaines fonctions. Le ministre, qui s'en défend — « Peut-on discriminer 93 % de Polonais? — reconnaît finalement le bien-fondé de ce qu'il appelle un choix: « Des postes politiques s'attribuent en fonction de critères politiques. Si la gauche vient au pouvoir en France, croyez-vous que les giscardiens garderaient leurs portefeuilles? »

Mais les postes ministériels, en Pologne, ne sont pas seuls en cause: si les catholiques peuvent devenir cadres moyens, il leur est impossible, nous confie un universitaire, d'accéder à un poste de responsabilité dans quelque secteur que ce soit: presse, banque, industrie, commerce. Un directeur d'entreprise n'a pas intérêt à pratiquer ouvertement sa religion, et de nombreux cadres subalternes, ou demeurant membres du parti, fréquentent de préférence l'église la moins proche de leur domicile. Ou bien s'efforcent de passer inaperçus dans celle de leur quartier. Ce qui fit dire au cardinal Wyszyński que les catholiques devraient être circoncis, alléguant de ces piliers si commodes pour quelques-uns.

Puissances d'ordre

L'EGLISE a d'autres griefs encore: la nouvelle Constitution, qui institutionnalise le rôle dirigeant du parti communiste; la réforme de l'enseignement, qui, en instaurant la journée continue dès l'école primaire, rend plus aléatoire l'instruction religieuse; les tentatives, très timides, pour introduire le contrôle des naissances. Sur ces points-là, comme sur bien d'autres, la normalisation patine et les accrochages sont fréquents. « Nous ne pouvons pas être neutres », dit le ministre, qui sait aussi, mais ne dit pas, qu'il ne peut pas être impartial.

Car l'Eglise a dans son jeu des cartes que le pouvoir n'a pas, entre autres, une sorte de légitimité historique. Dès le treizième siècle, à une époque où la Pologne, déjà, éclatait en de multiples petits duchés, l'Eglise perpétua le souvenir et l'exigence de l'unité nationale; plus tard, c'est dans l'Eglise, dans ses pratiques et dans ses rites, que se conservèrent la langue et l'âme du peuple; aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, quand les Allemands et les Russes entreprirent de déshériter le royaume, l'Eglise inspira l'esprit de résistance.

« Aujourd'hui, estime un historien, la polonité s'identifie encore avec la catholicité. Le cardinal-primate a plus de prestige et d'autorité qu'aucun

premier secrétaire du parti n'en a jamais eue, et peut-être, de Jagellon à Stanislaw Poniatowski, qu'aucun roi. Il lui suffirait d'un mot pour mobiliser l'ensemble des citoyens, et créer au pouvoir les pires difficultés. »

Mais le cardinal-primate est trop fin politique pour entraver sérieusement l'action d'un gouvernement dont il apprécie comme chrétien la pondération et, comme Polonais, le sérieux et le dynamisme; lors des grèves de Gdansk et de Radom, il s'est abstenu du moindre commentaire, et le pouvoir lui en est reconnaissant.

Puissances d'ordre l'une et l'autre, et plus portées à une appréciation réaliste de la situation qu'à des discussions idéologiques, il n'est pas exclu que les deux « Eglises » finissent par s'entendre durablement. « Pourquoi pas? dit le ministre des affaires religieuses. Pour peu que chacun respecte l'autonomie de l'autre, la coexistence est tout à fait possible — et même souhaitable. D'ailleurs, elle existe déjà: regardez autour de vous: dans les usines, les ouvriers construisent le socialisme, dans les églises, ils prient leur Dieu. »

Travailler et prier? Le tout est de savoir si, quels que soient les dieux invoqués — Marx ou Jésus, la patrie ou le socialisme — les Polonais acceptent encore longtemps un programme aussi austère. La moitié d'entre eux n'ont pas trente ans, et les aînés, qui ont reconstruit le pays, ont tout autant que leurs cadets le désir de « s'offrir » un peu et de mieux vivre. Parvenus au seuil de la société de consommation, ils sont bien décidés à le franchir.

Or les prochaines années ne connaîtront pas l'essor des précédentes: les investissements n'augmenteront que de 37 % au lieu de 90 %, le revenu national de 40 % au lieu de 62 %, les salaires de 16 % au lieu de 40 %. Par contre, le plan prévoit une augmentation du rendement et de l'efficacité économique des travailleurs, une organisation plus stricte de la production, une rationalisation accrue de la gestion.

Autrement dit, le travail sera plus dur, les salaires à peine plus élevés, et les conditions de vie paraîtront moins bonnes, puisque à peine meilleures.

C'est beaucoup à la fois; et s'il est probable que, dans leurs églises chargées d'or et d'encens, les Polonais demanderont plus que jamais à Dieu de les aider, il n'est pas sûr que les sermons des prêtres suffisent à apaiser leur soif de vivre. Les exhortations du parti y parviendront-elles? Ou premier au dernier secrétaire, personne, évidemment, ne le sait; et quelques-uns se répètent peut-être, en le modifiant à peine, ce mot de Palmerston il y a un siècle: « Les Polonais resteront pour (leur) gouvernement... un objet permanent d'embarras et de crainte. »

(Copyright Maurice T. Maschino et Fadda M'Rabet et le Monde diplomatique.)

(Dessins de PLANTU.)

**BIBLIOGRAPHIE**

- N. BETHELL, *Le Communisme polonais* (1918-1971), Paris, Le Seuil, 345 pages.
- M. BOUVIER-AJAM, F. ULMANN, *La Pologne entre hier et demain*, Paris, Editions sociales, 206 pages.
- F. FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil.
- E. FORTNIER, *Pologne*, Paris, Le Seuil, 180 pages.
- Gierak face aux grévistes de Szczecin (procès-verbal des entretiens), Paris, Seisio.
- IGO, *Capitalisme et lutte de classes en Pologne*, Paris, Spartacus, 272 pages.
- Ch. JELSEN, *Les Normalisés*, Paris, Albin Michel, 285 pages.
- *Les Temps Modernes*, numéro spécial sur « le Socialisme polonais », février-mars 1971, Paris, 442 pages.

## Les relations entre partis et pays communistes

# LA MORT DE MAO CONFIRME L'AMPLEUR DES DIVERGENCES

Par BERNARD FERON

LES dirigeants chinois ont retourné à l'envoyeur les messages de condoléances que les partis communistes « révisionnistes » leur avaient adressés après la mort de Mao Tse-tung. Ils acceptaient les salutations des Etats socialistes avec lesquels ils entretenaient des relations diplomatiques, mais refusant les marques de sympathie des partis qui, selon eux, ont trahi le marxisme. Ainsi se retrouvaient dans le même groupe de reproches les partis qui n'ont manifesté qu'une froide politesse et ceux qui, à la faveur de l'événement, ont tenté de renouer le contact. Un peu plus tard, cependant, Pékin fit savoir qu'il y avait des degrés dans la réprobation. Les Chinois pouvaient d'ailleurs mettre exactement sur le même pied les partis « frères », qui étaient loin d'avoir réagi de la même manière à la disparition du Grand Timonier.

Il n'y a rien de commun, en effet, entre les quelques lignes par lesquelles la *Pravda* annonçait la mort et les trois pages que lui consacra l'*Humanité* ou les commentaires des communistes italiens. Pour les dirigeants soviétiques, Mao est presque entré dans la cohorte des « non-personnes » dont la biographie n'est pas jugée digne d'être mentionnée. Cette extrême discrétion indique que, dans la phase actuelle, le Kremlin n'attend rien de bon des successeurs de Mao. S'il en était autrement, le lecteur aurait trouvé dans les textes de circonstance une invite, aussi prudente soit-elle, aux hommes qui exarcent maintenant le pouvoir.

Une telle attitude eût été logique: jusqu'à une date très récente, les journaux de Moscou laissaient entendre que la Chine était écartée du socialisme par la faute d'un « groupe de Mao », qui avait imposé sa « dictature ». Mais les bons marxistes-léninistes ne cherchaient-ils pas à représenter le droit chemin? L'occasion était bonne en ce mois de septembre de faire un geste à ces amis cachés.

En revanche, Français et Italiens ont salué presque chaleureusement la mémoire du disparu. M. Marchais, par exemple, a rappelé qu'il avait eu des difficultés avec les Chinois, et qu'elles étaient passées. Il a souligné les succès de beaucoup plus d'importance aux mérites du révolutionnaire qui a refaçoné la Chine et modifié l'équilibre mondial.

Une intention politique

ON peut naturellement expliquer cette attitude par l'environnement de « concurrence ». L'*Humanité* et l'*Unita*, se seraient couvertes de ridicule et elles avaient traité la nouvelle à la manière de la *Pravda*. Leurs lecteurs attendaient que, sur un tel sujet, elles soient à peu près compétitives avec les télévisions, les radios et les autres journaux. Cette explication n'est toutefois pas primordiale. Pour les communistes, l'histoire a le privilège de dans la mesure où elle permet d'agir sur le présent et l'avenir. La manière de présenter le passé traduit aussi une intention politique. Deux hypothèses peuvent être avancées pour rendre compte de la démarche des grands partis communistes occidentaux.

Selon la première, Français et Italiens auraient accepté une mission d'exploration. L'U.R.S.S. était trop engagée dans son conflit avec les Chinois pour esquiver un geste de bonne volonté. Des Occidentaux un peu moins « compromis » tentaient de renverser la vapeur. Si jamais les Chinois saisissaient la perche, Moscou ne pourrait-il profiter, plus tard, de la situation ainsi créée?

Cette hypothèse est subtile, trop peut-être, car elle ne prend pas au sérieux les changements intervenus dans les relations entre le parti communiste soviétique et plusieurs P.C. de l'Ouest. Les différences de tonalité, les divergences et contradictions dans

les analyses, ne seraient que la manifestation d'une division du travail. Les partis frères jouent l'ouverture tous azimuts aussi longtemps qu'ils restent écartés du pouvoir, mais ce ne serait que ruse tactique pour capter des sympathies et des suffrages.

La seconde hypothèse est tout de même plus dérangeante. Les grands P.C. occidentaux et la plupart des partis d'Europe orientale ont réagi différemment, parce qu'ils ne sont plus du tout sur la même longueur d'onde. Ce qui a été dit et écrit de part et d'autre au moment de la mort de Mao ne ferait que confirmer la tendance à une lente séparation amiable que l'on observe depuis des années. Le cas exemplaire est naturellement celui du P.C. italien parce que, pour lui, le processus de dissociation a commencé il y a plus de deux décennies.

Togliatti était prophète lorsqu'en 1950 il affirmait que le mouvement communiste international devenait polycentrique. C'était une des leçons principales qu'il tirait de la dénonciation de « culte de la personnalité » de Staline. En avançant cette formule, le dirigeant italien revendiquait le droit à l'indépendance: il y avait ou il devait y avoir autant de centres que de peuples communistes. Ses amis soviétiques rejetaient cette thèse tout en faisant une concession verbale: l'époque du « parti père » était bien révolue, et chacun s'appliquerait à construire le socialisme en tenant compte de ses traditions et particularités nationales.

Paolmiro Togliatti n'était pas homme à prendre une telle initiative sans s'être assuré que le contexte politique lui était favorable. Les retrouvailles — difficiles — des Soviétiques et des titistes plaident en faveur du polycentrisme. Pouvait-on imaginer que,

pour trouver un *modus vivendi* avec le Kremlin, le chef yougoslave consentirait à détruire ce qui avait fait l'originalité de son régime? Et surtout, quel était des affirmations de Mao, il était déjà prévisible que la Chine rivaliserait avec l'U.R.S.S. Cette situation nouvelle donnait une marge de manœuvre aux partis frères qui sauraient l'analyser. Dans le camp socialiste, les Roumains allaient profiter de l'absence.

Pourtant, lors du conflit qualifié d'idéologique entre l'U.R.S.S. et la Chine, les communistes italiens se rangèrent plutôt du côté de Moscou. Il est vrai qu'au début de la polémique Togliatti fut une cible de choix pour la propagande de Pékin. N'était-il pas plus « révisionniste » que Khrushchev? Les Italiens, d'autre part, tenaient patiemment tête au Kremlin mais veillaient à ne pas faire trop d'écarts. Eux aussi, ils jugeaient de façon très critique le marxisme, mais se refusaient de participer à une conférence internationale dont l'objet aurait été la condamnation de l'*« échec »* et l'enregistrement du « schisme ». Ce fut pendant une bonne dizaine d'années une guerre de positions. A l'origine, les successeurs de Togliatti se sentaient un peu isolés: leurs camarades français en tout cas semblaient bien résolus à ne pas couper le cordon ombilical avec la mère patrie du socialisme.

Pékin et l'eurocommunisme

LA formation de ce qu'on appelle l'eurocommunisme bouleverse les cartes. Les dirigeants soviétiques ont pu établir un bilan, désastreux pour eux, après la conférence des P.C. européens Berlin-Est en juin dernier. Ils avaient voulu obstinément cette réunion. MM. Berlinguer, Carrillo et Marchais avaient fini par accepter le rendez-vous. Ils en profitaient pour proclamer que de telles

rencontres ne servaient plus à rien: celle-ci devrait donc être la dernière. C'était un rude langage pour les dirigeants du Kremlin, qui concevaient cette réunion comme une étape avant une nouvelle conférence mondiale dont la mission serait sans doute de condamner les marxistes. M. Marchais se joignit à MM. Berlinguer et Carrillo pour signifier qu'il ne fallait pas compter sur lui pour de telles entreprises.

Les Chinois devraient normalement se féliciter de cette évolution — qui affaiblit quand même la grande rivalité — et encourager les eurocommunistes. Si tel était leur sentiment, ils ne l'ont pas montré. Ont-ils des doutes sur la sincérité et la détermination des communistes de l'Ouest? Ne jugent-ils pas qu'il est toujours préférable, pour contenir la puissance soviétique, de tabler sur des gouvernements de droite en Europe et, pour dénoncer sans relâche la « trahison » russe, de s'appuyer sur des groupuscules d'extrême gauche?

Une particularité de tous les partis communistes rend d'ailleurs difficiles des accommodements entre les Chinois et tel ou tel P.C. Le polycentrisme que préchait Togliatti, et qui est devenu une réalité, n'est pas antinomique du monolithisme à l'intérieur de chaque parti. Ceux des communistes italiens qui ont voulu porter sur la Chine un autre regard que celui de M. Berlinguer ont été plutôt mal considérés. Les dirigeants occidentaux qui se sont dit prêts, à la mort de Mao, à établir des rapports avec ses successeurs trahissent-ils jusqu'à tolérer, dans leur organisation, les militants qui manifestent quelque sympathie pour le marxisme? Sans doute pas. D'autre part, Pékin ne peut guère traiter à nouveau un « parti frère » et le présenter sous un jour favorable l'activité jugée « révisionniste » d'un mouvement étranger. On ne décode donc aucun signe avant-coureur d'une rencontre prochaine des voies chinoises et eurocommunistes.



# L'ARMÉE CHINOISE ET LA SUCCESSION DE MAO

(Suite de la première page.)

Ils font ainsi apparaître comme très tranchées des divergences exprimées sous des formes nuancées. S'il est vrai que, dans le corps des officiers, il y a toujours eu des hommes soucieux de modernisation et de technique et d'autres soucieux de politisation et d'idéologie, rares cependant

sont les cadres qui émettent des opinions purement militaires ou purement politiques. Les « ciseaux » en professionnel et en « politiques » comme le font les observateurs étrangers n'est donc qu'une approximation. Elle évoque des sensibilités plutôt que des factions organisées. Néanmoins, à certains moments, en période de forte tension internationale notamment, des conflits ont éclaté.

## La lutte entre les deux lignes

L'ARMÉE populaire de libération (A.P.L.) a une histoire complexe. Héritière de l'ancienne armée rouge, elle a reçu sa dénomination actuelle en 1948. A cette époque, elle était déjà autement révolutionnaire et politisée. En plus de leurs tâches de combat, les soldats faisaient de la propagande politique, établissaient des organisations de masse et des comités du parti dans la population civile et remplissaient des tâches administratives. Dans les compagnies, ils avaient le droit de vérifier les comptes, de critiquer le commandement et de discuter les plans de combat, dans une certaine mesure du moins.

En 1948, le pouvoir pris, l'A.P.L. administrait maintes régions par l'intermédiaire de commissions de contrôle qui édifièrent un réseau de comités du parti, auquel elles transmettaient, ensuite, leur autorité. Une autre tâche requit vite l'attention des militaires : renforcer la sécurité et les défenses du pays contre les menaces d'intervention extérieure. Son importance ne cessa de croître. Elle alimenta, à l'intérieur de l'armée, une tendance à « professionnaliser » et à « techniser » les corps de combat en rupture avec les traditions de l'époque de la guérilla. La guerre de Corée fut, à cet égard, un tournant. Face à l'armée américaine, nombre d'officiers chinois en vinrent à trouver anachroniques les conceptions maoïstes qui avaient modelé l'A.P.L. En 1955, un système régulier de conscription et de réserves fut institué. De nouveaux règlements créèrent un corps d'officiers traditionnels. Les grades furent introduits. Le modèle de l'armée soviétique était alors largement suivi. Le temps consacré au travail idéologique et politique fut réduit. Parallèlement, la séparation de l'armée et des institutions civiles devint plus nette.

Vers 1958, une réaction se dessina. Elle prit effet en 1958. La Chine s'éloignait alors de la voie soviétique. La doctrine militaire de Mao Tse-tung fut réaffirmée, les milices populaires rétablies (organisation de civils armés chargés de la défense territoriale). La stratégie défensive de la « guerre du peuple » fut étudiée et popularisée. L'égalitarisme recut de nouveaux encouragements et le retour à la base des officiers redevenait une pratique habituelle. Cependant, dans le même temps, la puissance matérielle de l'armée ne fut pas négligée et l'édification d'une force nucléaire fut entreprise.

De vives réticences se manifestèrent que le limogeage du ministre de la défense, Peng Teh-huai, en 1959, et son remplacement par Lin Piao permirent de surmonter. Une série de campagnes politico-ideologiques débuta dans les forces armées, suivie de la suppression des grades et des insignes. Les conceptions militaires du président furent réaffirmées avec beaucoup d'insistance. L'aspect technique du renforcement de l'armée ne fut pas négligé pour autant et la « force de frappe » vit le jour en 1964.

Parmi les responsables militaires, cer-

ains points de vue favorables à la professionnalisation de l'A.P.L. persistèrent néanmoins et, à des moments où les risques de guerre étaient grands, une partie de l'état-major chinois a fortement mis l'accent sur l'importance de l'équipement et sur les capacités matérielles de l'A.P.L. En 1965, lorsque déboutèrent les bombardiers américains, Lo Jui-king, le chef d'état-major (les chefs d'état-major en Chine ont souvent été gagnés par le point de vue professionnel), aurait préconisé un rapprochement avec les Soviétiques pour bénéficier de leur aide technique (3). En 1968, Peng Teh-huai avait, semble-t-il, défendu une position semblable.

En 1968, cependant, l'A.P.L. abordait la révolution culturelle sous la direction de Lin Piao, comme un bastion du maoïsme, comme une « grande école de la pensée de Mao Tse-tung, dont devrait s'inspirer toute la nation. En 1967, son intervention directe pour pallier l'effondrement des organisations du parti l'amena à prendre en main l'administration à de très nombreux échelons. Son rôle politique prit une extension sans précédent. L'armée chinoise devint, en fait, une vaste réserve de cadres politiques pour la mise en œuvre de la ligne du président. Un déséquilibre entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire en résulta qui aboutit à une crise majeure. Elle entraîna la chute de Lin Piao.

En rétablissement, en 1971, la direction du parti sur les forces armées et la primauté du pouvoir civil, Mao, secondé par Chou En-lai, dut s'appuyer sur des chefs militaires dont la sensibilité était plus « professionnelle » et que les excès de la politisation avaient lassés.

Depuis, le rôle des militaires dans l'administration directe du pays a diminué. Le nombre de soldats assignés à la direction d'institutions et d'entreprises civiles est réduit. Pourtant, en maints secteurs, des militaires occupent encore des postes clés, y compris dans de grandes villes et dans le domaine économique. Si l'on tient compte du fait que divers postes gouvernementaux sont tenus par des officiers, on peut dire que le rapport entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire est complexe mais que la tendance est à l'effacement graduel de ce dernier.

A l'heure présente, beaucoup de commentateurs pensent que le courant « professionnel » s'est renforcé au sein du commandement. La ligne du président est en vigueur mais certains officiers estiment que l'A.P.L. ne doit pas être surchargée de travail idéologique et de tâches administratives, au détriment de ses préoccupations stratégiques. De leur côté, certains dirigeants du parti, y compris, et peut-être surtout, à gauche, redoutent l'intervention directe de l'armée dans la vie politique et craignent une « militarisation » analogue à celle de 1968. Les uns et les autres se trouvent donc d'accord, et c'est capital, pour maintenir la séparation des institutions et une ferme autorité du parti sur l'A.P.L.

Au sein de celle-ci, des luttes diffuses se poursuivent. S'il est difficile de prévoir les formes qu'elles vont prendre à l'avenir, on peut toutefois analyser une série de contradictions et de divergences sur lesquelles elles se greffent.

Le corps des officiers n'est pas homogène. Il faut distinguer en son sein les responsables des forces principales et ceux dont l'autorité s'exerce sur des unités régionales. Les forces principales sont les corps d'armées orientés quasi exclusivement vers la défense. Il faut y ajouter les armes spécialisées telles l'aviation et la marine. Ces unités relèvent d'un commandement central, et les considérations de type professionnel passent pour y être répandues. A l'inverse, les forces régionales ont une orientation et des engagements locaux plus immédiats. Le commandement y est exercé par des hommes au pouvoir assez large, fortement implantés dans leur zone (la commission militaire du comité central peut cependant donner des ordres directs à ces unités). La révolution culturelle a souvent fait apparaître des tensions entre le centre et ces chefs provinciaux. Ces derniers interviennent activement dans la vie administrative et économique. Certains responsables sont

demeurés longtemps à la même place, Wang En-mao au Sinkiang, Hsu Shi-yih dans la région de Nankin par exemple. Pendant la révolution culturelle, leur pouvoir a grandi, après que les troubles de 1967 les eurent conduits à participer très directement à la vie politique. Pénin a cherché à réduire ce pouvoir. Il y a deux ans, dans le cadre de la campagne contre Lin Piao et Confucius, le gouvernement a muté plusieurs commandements régionaux. La centralisation s'est donc renforcée et certains y voient le résultat de l'influence accrue des considérations dites « professionnelles », terme auquel il faut donner une signification nuancée. Cela serait à rapprocher de la direction qu'exerce au ministère de la défense nationale le maréchal Yeh Kien-ying, qui fut longtemps un proche collaborateur de Chou En-lai.

Le régionalisme militaire n'a pourtant pas disparu. La centralisation sera longue et se heurtera à des résistances. Certains commandants régionaux sont encore assez puissants pour imposer des compromis. Leur influence continuera à s'exercer aussi longtemps que l'immensité du territoire chinois imposera la réalité d'une certaine décentralisation. Elle s'exercera aussi dans diverses instances où la politique du pays se décide.

## Commissaires et officiers

DEPUIS les années 20, l'armée chinoise a toujours connu une double structure de commandement. Un des slogans de base du régime est que le parti commande aux fusils et non l'inverse. A ce mot d'ordre correspondent des mécanismes complexes de contrôle du parti sur les forces militaires, destinés à assurer la primauté du politique.

A chaque niveau des unités militaires, on trouve des comités et des organisations du parti, du sommet à la base. Il y a des départements politiques spécialisés. L'ensemble est dirigé par des commissaires politiques.

En théorie, les officiers et les commissaires sont sur un pied d'égalité, en réalité, leur collaboration a connu des fortunes diverses. Dans les nombreuses périodes où l'accent fut mis sur la politisation de l'armée, où le principe de la primauté du politique fut affirmé avec insistance, le rôle des commissaires a été tout naturellement capital. Mao et ses partisans ont eu souvent tendance à s'appuyer sur le Département politique général de l'armée (organisme central coiffant les départements politiques des échelons régionaux) et sur le réseau des commissaires politiques. Par contre, les courants professionnels et ceux des responsables du parti et de l'Etat qui les ont appuyés ont cherché le soutien des chefs d'état-major et de certains officiers.

Le Département politique général (D.P.G.) a fonctionné comme le parti dans l'armée. Il a eu néanmoins une attitude différente de celle du commandement mais aussi de l'appareil civil du parti (4). Au début de la révolution culturelle, Mao s'est fortement appuyé sur le

D.P.G. mais, pour d'obscures raisons, son chef, Hsiao Hua, fut écarté en 1967 et n'a plus joué depuis qu'un rôle effacé. Parallèlement, en cette période de politisation extrême, le rôle des commissaires semble avoir été moindre, en raison, sans doute, de l'affaiblissement du D.P.G. La balance pencha alors du côté des officiers.

Reconstitué en même temps que l'ensemble des organisations du parti, le D.P.G. fut placé sous la direction de Li Teh-sheng, lui-même officier. Cela a généralement été interprété comme la marque d'un contrôle accru par les « professionnels ». Toutefois, Li perdit son poste le 2 janvier 1974 et fit l'objet de vives critiques par voie d'affiches. Ses apparitions publiques sont devenues rares. Il est malade d'analyser ces « variations ». Elles démontrent que les institutions existant avant la révolution culturelle éprouvent du mal à fonctionner à nouveau. Elles montrent aussi que le rapport du militaire et du politique demeure instable et gêne le fonctionnement des institutions ordinaires. Le système des commissaires politiques est trop ancien pour que sa suppression soit envisageable, mais le point d'équilibre avec les officiers sera difficile à trouver.

On a parfois mis en relief l'importance que revêtait, dans l'A.P.L., l'appartenance à d'anciens corps d'officiers formés pendant les années 40. On a relevé que différents partisans de Lin Piao avaient combattu dans l'ex-IV<sup>e</sup> Armée (5). Il serait peut-être plus exact de souligner les différences de génération parmi les officiers. L'importance accordée aux valeurs maoïstes et celle accordée à la technique peuvent varier selon l'époque de formation et d'enrôlement d'un officier.

## Les choix techniques et budgétaires

DANS la situation internationale actuelle, la politique extérieure chinoise est dominée par le souci de la sécurité. Le déploiement de forces auquel se livre l'U.R.S.S. sur les frontières nord du pays est une source d'inquiétude pour les dirigeants chinois. Elle pèse et pesera encore longtemps sur la définition et la mise en œuvre de leur politique. Comme les équilibres stratégiques mondiaux reposent largement sur la dissuasion, il est possible que la Chine accorde plus d'importance à l'acquisition de certains équipements.

Sans renoncer à la stratégie maoïste du peuple en armes et à la primauté des facteurs politico-ideologiques, sans entrer dans la course aux armements des superpuissances, elle devra, inévitablement, se soucier davantage des armes modernes. Missiles intercontinentaux à longue et moyenne portée, vecteurs, feront sûrement l'objet d'une recherche impliquant des choix budgétaires délicats et des discussions stratégiques complexes. Il est vraisemblable que la caractéristique révolutionnaire de l'armée chinoise limitera le niveau des dépenses engagées de ce chef, de même que continuera d'exister la tendance à dévaluer le facteur matériel dans la guerre. Cependant, chacun comprend que, dans le monde actuel, le poids spécifique des problèmes soulevés par l'acquisition de ce type d'armes et de son mode de financement est appelé à grandir. De tels problèmes sont de nature à susciter de profondes controverses et à accaparer l'attention croissante des états-majors.

Selon certains observateurs, le nombre des sections ministérielles chargées d'organiser la production de matériel militaire n'aurait cessé de croître. Si cela est exact, ce serait le signe indubitable du poids pris par les considérations techniques.

La prospective en matière de politique chinoise est risquée. Avec le temps, les spécialistes ont appris que, de Chine, il fallait attendre l'inattendu. Seules sont discernables les grandes lignes de l'évolution.

Le caractère révolutionnaire de l'A.P.L. sa politisation affirmée, sa stratégie basée sur la guerre du peuple ont des racines profondes et anciennes. Ces traits spécifiques ont aussi une base matérielle dans l'immensité du territoire chinois qui impose, de fait, une certaine décentralisation et, par conséquent,

commissaires côte à côte, fournit une base structurelle à la politisation et au militantisme de l'A.P.L. Il y a donc lieu de penser qu'elle restera une armée politique engagée dans des tâches de mobilisation populaire, subissant en grande partie à ses besoins par la gestion d'entreprises propres, participant au développement économique du pays, comptant sur sa grande mobilité en cas de guerre et sur la haute conscience de ses troupes pour affronter un adversaire éventuel. Il est improbable que la ligne militaire maoïste soit ouvertement remise en question.

En revanche, l'analyse permet de déceler une croissance des impératifs techniques liés à la modernisation de l'armement et aux équilibres stratégiques mondiaux. Il est vraisemblable que l'état-major va y consacrer un surcroît d'attention qui peut réduire l'étendue des tâches domestiques de l'A.P.L.

Aussi paraît-il douteux que celle-ci soit encline spontanée à intervenir directement dans la vie politique et moins encore à reprendre en charge l'administration du pays. De nombreuses considérations rendent cette perspective improbable : la fonction incertaine du D.P.G. et les rapports actuels nébuleux des commissaires et des officiers (6) indiquent, en particulier, que la révolution culturelle et le rôle inhabituel dévolu à l'A.P.L. ont suscité en son sein des tensions considérables. L'épuration du commandement en 1971, la montée puis la chute de Lin Piao ont certainement causé des distorsions et des déséquilibres sensibles. Les responsables de l'armée sont sûrement peu désireux de renouveler semblable expérience.

La fraction radicale au pouvoir dans le parti ne souhaite pas davantage une intervention militaire qui risquerait de déstabiliser. Les cadres dits « modérés » sont également soucieux de maintenir la primauté du pouvoir civil et de ne pas brouiller les cartes.

Alliés à des cadres civils, des militaires sont certainement impliqués dans les conflits qui traversent le parti, mais une intervention ou même une médiation de l'A.P.L. en tant que force politique autonome n'a de chances de se produire qu'en cas de crise extrême et de paralysie des institutions régulières. Tout dépendra de la façon dont s'opérera la succession de Mao Tse-tung et, notamment, de la capacité des futurs dirigeants de former un groupe stable et efficace. Pour l'instant, la situation intérieure, comme les pressions militaires extérieures que subit la Chine, favorisent la séparation du civil et du militaire.

JEAN DAUBIER.

(3) Lo Jui-king a été destitué et critiqué en 1966, dès le début de la révolution culturelle. Il serait, aujourd'hui, réhabilité.

(4) Voir John Gittings : *The Role of the Chinese Army*, London-Oxford University Press, 1967.

(5) Voir A. Doak Barnett : *Un certain passage*, chap. II. The Brookings Institution, Washington D.C.

(6) A l'heure actuelle, le Département politique général de l'armée est placé sous la direction de Tchang Tchouankiao, membre du bureau politique éminent représentant du groupe de gauche dit « de Changai ». Cela ne peut qu'être interprété comme le signe d'un renforcement de la direction du parti sur l'armée. On sait peu de choses cependant sur la façon dont s'exerce l'influence relativement récente de M. Tchang.

## « MOI, PIERRE RIVIÈRE, AYANT ÉGORGÉ MA MÈRE, MA SŒUR ET MON FRÈRE... »

Un film de René Allio

MICHEL FOUCAULT, il y a quatre ans, consacre son séminaire du Collège de France à l'étude de la confession écrite d'un jeune parricide normand et du dossier (1) judiciaire et clinique, qui se constitue, vers 1936, sur son cas. Ce qui intéressait l'auteur de *Surveiller et punir*, au-delà de la beauté du texte de Rivière, c'était de repérer l'instant où la psychiatrie s'installait comme argument pénal et disputait à la justice le corps des accusés ; il analysait d'autre part comment, autour d'un même geste, s'élaborent des discours contradictoires et s'organisent une complexe stratégie de savoir et de pouvoir.

De telles considérations ne paraissent point avoir motivé René Allio qui, tout en en tenant compte et en les intégrant habilement à son film, se montre plus sensible à la richesse ethnographique du texte de Rivière. De ce morceau de littérature prolétarienne, Allio dégage les descriptions des gestes quotidiens des paysans normands au milieu du dix-neuvième siècle, leurs modes vestimentaires, leurs usages culinaires, les pratiques de guérison ; il retrouve, avec un génie de plasticien, l'appât des étoffes de jadis, les patines des objets en bois, en grès, en cuivre ; sans fétichisme d'antiquaire, il les réinstalle dans le désordre malpropre du quotidien.

Dans un ton qui rappelle indéniablement celui de Robert Bresson, Allio fait interpréter les personnages de la confession de Rivière par des paysans de la commune où l'événement eut lieu ; il restaure ainsi le texte dans sa langue originelle, rurale. L'évocation de la condition paysanne, à la veille de l'apparition du prolétariat ouvrier, n'est que plus saisissante : la maladie, la froid, la mortalité enfantine, les labeurs incessants dessent le quotidien de ces hommes et de ces femmes. Du geste de Rivière, Allio propose une explication lorsqu'il insiste sur tous les détails qui relèvent des rapports de propriété : contrat de mariage, baux, dettes, procès, intérêts, dons, etc. Il met en relief le caractère paranoïaque de la mère, sa cyclothymie, et montre que le drame de cette modeste famille paysanne, comme celui des tragédies classiques, naît d'un conflit d'intérêts. C'est la propriété qui est source du mal, comme semblent le dire les deux plans prodigieux qui ouvrent et ferment le film.

Depuis peut-être les inconnus de la Terre, de Mario Ruspoli, jamais le cinéma français n'a proposé de la réalité paysanne une description aussi fine, aussi sobre, aussi authentique que celle que René Allio montre dans ce film beau comme un Courbet, intense comme un Zola et intelligent comme du Foucault.

L.R.  
« Ce film sortira à Paris le 27 octobre. Pour des projections-débats : « Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... », couleur, 125 minutes. Réalisation : René Allio. Collaboration au scénario : Pascal Bonitzer, Jean Jourdeuil, Serge Toubiana. Diffusion : FLANFILM, 30, avenue de Ménilmontant, Paris.

(1) *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... Un cas de parricide présenté au dix-neuvième siècle*, présenté par Michel Foucault, Gallimard/Julliard, collection « Archives », n° 43, Paris, 1973, 322 pages.



## critique communiste

Numéro spécial de rentrée

STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE OCCIDENTALE

### en SOMMAIRE

Henri Weber

Transition au socialisme : sur quelques points de litige dans le débat en cours

Jacques Julliard

Un point de vue C.F.D.T.

Henri Weber

L'extrême gauche italienne entre l'« autonomie ouvrière » et la P.C.I.

Avanguardia Operaia

Les forces prolétariennes et populaires préparent une issue à gauche de la crise italienne

Lucio Magri

Sur la stratégie révolutionnaire en Italie

Ernest Mandel

Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale

Roman Rodolsky

La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates

Disponible à la Librairie « Rouge »

et dans les librairies progressistes ou prix de 15 F.

Abonnement 10 numéros : 80 F

Chèques libellés au nom des Editions de la Taupe

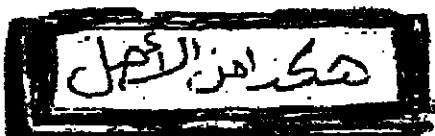
CRITIQUE COMMUNISTE

10, impasse Guéménée, 75004 PARIS.

مكتبة الفكر



DE MA



# L'ÉVACUATION DE LA BASE DE RAMASOON EN THAÏLANDE

## Histoire d'une incompréhension et d'un faux pas

**A** LA veille de la date limite fixée pour le retrait définitif des forces américaines stationnées en Thaïlande, le premier ministre, M. Kukrit Pramoj, annonçait au cours d'une allocution télévisée un changement de politique qui visait à la fois à lui faire gagner des voix aux élections, à apaiser ses voisins vietnamiens, laotiens et cambodgiens, à ramener le calme dans les universités et à saper le moral des militaires américains et de leurs employés thaï : la date limite à laquelle les dernières troupes américaines devaient être évacuées était reportée au 20 juillet 1976, soit quatre mois plus tard.

Pour tous les Thaïlandais, cette décision relevait du domaine de la politique intérieure. Elle était spécifiquement liée à ses principaux enjeux du moment : rétablir l'ordre, empêcher un coup d'État militaire et battre l'opposition lors des élections générales qui devaient avoir lieu le 4 avril. Car c'est seulement après ces élections, quand un nouveau cabinet — un cabinet de coalition — aurait été formé, que l'on connaîtrait la véritable politique du gouvernement thaïlandais.

À la fin du mois de janvier, la gauche thaïlandaise comprit que les autorités mili-

taires américaines étaient fermement décidées à outrepasser la date limite du 20 mars que le gouvernement thaïlandais leur avait fixée un an plus tôt. Les dernières unités combattantes avaient quitté le sol thaïlandais le 20 décembre 1975, mais les quatre mille cinq cents spécialistes et techniciens qui restaient stationnés en Thaïlande ne seraient pas tous évacués le 20 mars : les Américains avaient officiellement demandé l'autorisation d'en laisser un total de trois mille, répartis entre quatre postes principaux : la base aérienne d'Udorn, le centre de surveillance de Ramasoon, le centre de communications de Chiang-Mai et le poste d'observation sismographique de Koh-Kha.

Le 4 février, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Anant Panyarachun, présentait à l'ambassadeur américain, M. Charles Whitehouse, une proposition en sept points sur lesquels il souhaitait qu'un accord intervienne avant la date fatidique du 20 mars. En pratique, le gouvernement thaïlandais se préoccupait avant tout du statut politique et économique des techniciens américains qui devaient rester en Thaïlande après le 20 mars.

### Des privilèges à abolir

**L**e gouvernement thaïlandais, qui suppose très mal l'attente à la souveraineté nationale qu'implique la volonté des Américains de voir accorder l'immunité diplomatique aux membres de leurs services de renseignements, tenait à ce que les techniciens qui demeuraient en Thaïlande soient placés sous la juridiction des lois thaïlandaises. Il exigeait également l'abolition du privilège spécial d'exemption fiscale dont les techniciens américains avaient jusqu'à présent bénéficié. Si les Américains s'étaient pliés à ces exigences, tous les G.I. stationnés dans le pays auraient été placés sous la juridiction des tribunaux thaïlandais, et par voie de conséquence passibles de séjours dans les prisons thaïlandaises s'ils étaient reconnus coupables de délits punissables de peines d'emprisonnement. Cela aurait également entraîné la fermeture des magasins spéciaux (les PX) et du service postal de l'armée (APO) subventionnés par le gouvernement américain. Déjà, auparavant, les dirigeants thaïlandais obtenaient certaines restrictions des privilèges fiscaux dont bénéficiaient les Américains en Thaïlande : ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1975, les civils employés en Thaïlande par le gouvernement américain avaient perdu le droit de se ravitailler dans les PX et d'avoir recours aux services de l'APO.

Le 14 mars, l'ambassadeur Whitehouse soumettait au gouvernement thaïlandais une contre-proposition qui insistait sur la nécessité du maintien des privilèges fiscaux de l'ensemble des personnels militaires américains et demandait l'immunité diplomatique pour les employés des services spéciaux dont les fonctions de haute sécurité exigeaient qu'ils soient assurés

de l'impunité au regard des lois thaïlandaises. Les experts des services de contre-espionnage craignaient que le secret de certaines opérations militaires ne soit sérieusement compromis si des membres du personnel de bases comme celles de Ramasoon, qui ont accès à des informations hautement confidentielles, se retrouvaient en prison avec des agents anti-américains. Les négociations se poursuivirent sans discontinuer pendant toute la dernière semaine précédant la date-clé du 20 mars. En dépit de ce que les Américains demandaient qu'une partie des techniciens soient considérés comme appartenant au personnel de leur ambassade ; mais M. Kukrit, qui avait déjà dit que la Thaïlande ne tolérerait pas la présence de quatre mille « ambassadeurs » américains, refusa cette proposition. Puis, qu'il ne parvenait pas à convaincre les Américains qu'il était normal que tous les G.I. soient assujettis aux lois de la Thaïlande et qu'ils achètent leur alcool, leurs cigarettes, leur beurre de cacahuète, leur dentifrice et leurs timbres-poste à des commerçants locaux, les Thaïlandais exigeaient l'évacuation totale des forces américaines dans un délai de deux mois.

Les Américains avaient donc définitivement échoué, après des années d'efforts répétés, à convaincre le gouvernement thaïlandais d'accepter officiellement la situation de fait créée par leur présence dans le pays : ils ne purent que protester que le délai qui leur était imparti était trop court et qu'il leur faudrait plus de temps — six mois au moins — pour organiser l'évacuation. Les quatre mois accordés par M. Kukrit représentaient donc un compromis.

### Aveuglement et désillusion

**I**l était pourtant clair que la date du retrait final des troupes américaines avait été fixée au 20 mars. Mais, tout au long de l'année qui s'était écoulée à partir de la première formulation de cette politique, les Américains avaient cru que le gouvernement thaïlandais souhaitait seulement qu'à cette date ils évacuent leurs bases du centre de la Thaïlande : celles d'Udorn, de Korat, de Nakhon Phanom et d'Udon. À tel point que, le 19 mars, l'amiral Noel Gayler, commandant en chef des forces américaines du Pacifique, pouvait déclarer qu'il avait tout lieu de croire que les négociations engagées avec le gouvernement thaïlandais sur la question du maintien des trois mille techniciens en Thaïlande étaient « en bonne voie ». À aucun moment les Américains ne songèrent que cette renouveau d'évacuation pouvait concerner la base aérienne d'Udorn — qui permet des liaisons communes entre les Philippines et Diego-Garzia — les installations portuaires de la base voisine de Sattahip ni le centre de renseignements technologiques de Ramasoon. L'argument le plus fort que l'on pouvait entendre à l'appui de cette interprétation était relatif à Ramasoon. Car Ramasoon, contrairement aux autres bases qui étaient toutes occupées en commun par l'armée américaine et des éléments de l'armée royale thaïlandaise, n'était autorisée qu'aux unités purement américaines. Les Américains étaient convaincus que le gouvernement thaïlandais souhaitait que le centre de surveillance poursuivisse ses opérations, afin d'être en mesure de surveiller les mouvements des communistes dans les provinces vulnérables du nord-est de la Thaïlande.

De nombreux indices, administratifs ou simplement matériels, attestaient que les Américains comptaient demeurer à Ramasoon bien au-delà du 20 mars : c'est ainsi, par exemple, qu'une série de cours de formation universitaires accélérées dispensés au G.I. en dehors des heures de service, étaient sur huit semaines, devait commencer le 22 mars. Des plans de construction à long terme ont été établis — des contrats ont même été passés — bien après que l'octroi d'un délai d'un an à l'évacuation des forces américaines ait été officiellement annoncé, le 19 mars 1975, par le gouvernement thaïlandais. Commencée au mois de juillet 1975, la construction de deux nouveaux terrains de handball fut achevée en janvier 1976 ; mieux encore, une centrale

électrique de réserve, d'une valeur de plus de 1 million de dollars, était sur le point d'être installée (les générateurs d'appoint avaient déjà été amenés des États-Unis par bateau) quand la proclamation inopinée du 20 mars contraindrait les constructeurs à interrompre les travaux.

Dans les semaines qui précéderont le 20 mars, les habitants de Ramasoon avaient pu observer les signes avant-coureurs d'un changement profond dans les habitudes de la base : au cours de cette période, cent soixante-dix soldats de l'armée américaine vinrent prendre leur service à Ramasoon, et ils furent même logés dans les baraquements de la base. Leur apparition représentait une brusque rupture par rapport à la politique observée jusqu'alors par les Américains, qui n'avaient jamais toléré, auparavant, la présence d'éléments de l'armée thaïlandaise sur le périmètre de leur base de Ramasoon.

Le 20 mars, au moment même où le premier ministre thaïlandais prononçait son allocution, les Américains de Ramasoon, consignés dans la base depuis la veille, étaient en train de chercher des moyens d'apaiser la blessure d'amour-propre qu'ils avaient ressentie un peu plus tôt au cours de la même journée, lorsque le drapeau américain, qui flottait au-dessus du quartier général de la base avait été amené et qu'on avait hissé à sa place les couleurs thaïlandaises, et lorsque les emblèmes de l'U.S. Army avaient été décrochés ou repeints pour symboliser l'autorité du nouveau commandant de la base, un commandant thaï, qui leur était imposé par la force des circonstances.

D'ordinaire, les samedis soirs étaient plutôt animés dans les clubs de la base. Dans les quatre petites pièces du club des officiers, les officiers et les civils ayant rang d'officier, un verre ou une collation à la portée de la main, tapaient dans leurs mains au rythme des contorsions d'une capiteuse Thaïlandaise aux sons nus, qui dansait inlassablement, aussi longtemps qu'il y avait de la musique. Dans la vaste salle de réunion où se retrouvaient les simples soldats, le spectacle était de plus grande envergure : il y avait des chanteurs, un orchestre, des danses, des « massesses » assises aux tables.

Mais ce samedi 20 mars allait être différent de tous les autres. Deux cent cin-

Par A.-C. CULBEAUX

quante personnes environ — spectateurs ou joueurs — participaient à un rituel athlétique bien américain sur le terrain de base-ball de la base : la « finale de championnat du monde de Ramasoon ». Vers 8 h 45, les officiels responsables de la base furent informés du passage à la télévision du premier ministre Kukrit ; ils quittèrent sur-le-champ le match de base-ball et s'installèrent aussitôt en communication avec l'ambassade américaine à Bangkok et le quartier général de l'Agence de sécurité de l'armée (ASA) qui se trouve à Arlington, en Virginie. À 9 h 30, la grande décision était irrévoca-

blement prise : fermer la base, emballer le matériel et vider les lieux.

À minuit, le vaste ensemble de surveillance stratégique avait cessé de fonctionner. Les immenses stades de béton et d'acier qui formaient une arène de 100 mètres de diamètre se dressaient dans la nuit, immobiles et sans vie, comme autant de monuments funéraires. Neuf millions de dollars de matériel réduits au prix du métal à la casse ; encore quelques mois peut-être et les fragments démontés des grandes antennes à réflecteur parabolique iraient rejoindre, sur les tas de ferraille, en bordure de la route, les carcasses pitoyables des six hélicoptères de la base d'Udorn qui y roulaient déjà.

### Départs précipités

**A** TROIS heures du matin, le matériel ultra-secret de cryptage et de surveillance était emballé dans des caisses afin d'être évacué sans tarder par la voie des airs. Ne restait à la base que l'équipement nécessaire aux communications avec le quartier général d'Arlington. À 6 heures, les caisses de matériel étaient embarquées sur les camions qui devaient les transporter jusqu'à l'aéroport voisin de la base d'Udorn. Entre-temps, des documents et des dossiers classés « confidentiel » ou « top secret » étaient réduits à l'état de confettis et brûlés. Dès le dimanche après-midi, plusieurs centaines de soldats se voyaient notified de se tenir prêts — certains dans la demi-heure — pour une évacuation immédiate en direction de la base aérienne de Clark, dans les Philippines. Le dimanche soir, un premier contingent de cent dix-huit techniciens avait quitté Ramasoon ; quatre-vingt-dix autres étaient évacués à leur tour au cours des vingt-quatre heures suivantes.

Aux termes du plan qui avait été approuvé par les hauts responsables de l'Agence de sécurité de l'armée (ASA) et de l'Agence nationale de sécurité (N.S.A.), ces spécialistes devaient être transférés aux Philippines à titre temporaire afin de remettre en place leurs installations sur une ancienne base qui, une fois réactivée, remplirait les mêmes fonctions que celle de Ramasoon.

Le mercredi, trois cents techniciens avaient quitté la base. Le vendredi après-midi, au cours d'un briefing improvisé, le colonel J. D. Howard, commandant américain de la base, annonçait évasi-

vement qu'environ six cents hommes — à la centaine près — étaient encore à leurs postes. Il prévoyait qu'à la fin du mois d'avril leur nombre serait réduit à une centaine en tout, et qu'il mettrait la clé sous le paillasson entre le 1<sup>er</sup> et le 15 mai. Quand on lui demanda s'il envisageait qu'il soit à nouveau nécessaire, dans un proche avenir, de consigner ses hommes dans la base, il répondit que cela serait le cas le 4 avril, jour des élections « afin d'éviter toute possibilité d'incidents néfastes ».

Le plan d'évacuation établi par l'ASA avait subi un certain retard au milieu de la semaine pour deux raisons principales : les autorités thaïlandaises, qui comptaient bien hériter du matériel de communication que les Américains laissent derrière eux, s'alarmèrent de la rapidité et de l'extrême minutie avec lesquelles les démontaient leurs installations, et décidèrent d'interdire l'accès de l'aéroport d'Udorn aux appareils de transport militaire. La réaction des responsables américains ne se fit pas attendre : ils dirigèrent aussitôt les camions chargés de matériel vers le secteur d'Utapao-Sattahip, que desservait une autoroute construite avec des fonds américains et d'où les équipements de Ramasoon pourraient, au besoin, être évacués par la voie maritime. Le second obstacle à l'évacuation immédiate des forces stationnées à Ramasoon fut la réaction du gouvernement philippin lorsqu'il fut informé de ce transfert de troupes auquel il n'avait pu donner son approbation, puisque les Américains ne l'en avaient même pas avisé.

### Conséquences stratégiques et sociales

**Q**UELLES seront les conséquences stratégiques de la fermeture de la base de Ramasoon ? Cette question est au cœur de deux autres : quel était l'intérêt de Ramasoon tant que source de renseignements et centre de surveillance électronique ? Et quelle était sa valeur en tant que symbole de la présence américaine en Asie du Sud-Est ?

Sur le plan strictement opérationnel, puisqu'il n'y a plus d'unités combattantes stationnées en Thaïlande, et puisque les Américains ont cessé toutes leurs opérations militaires sur l'ensemble du territoire indochinois, un poste de surveillance électronique utilisé à des fins militaires n'a plus de raison d'être. Sur le plan stratégique, la plupart des responsables des services de renseignements de l'armée ont sans doute apprécié avec amertume que les besoins de la diplomatie américaine les aient forcés à renoncer au maintien en Thaïlande d'installations auxquelles ils tenaient beaucoup, et dans lesquelles ils voyaient une source potentielle d'informations précieuses sur les troubles qui, à leur sens, ne manqueraient pas de se produire sous peu dans cette région du monde.

Du côté thaïlandais, la base de Ramasoon a un intérêt tactique potentiel : ces derniers mois, la présence américaine en Thaïlande s'est considérablement accrue, et l'on estime que le personnel d'obédience soviétique stationné au Laos compterait entre deux et trois mille spécialistes dont environ deux cent cinquante Cubains. Le poste de Ramasoon, qui se trouve à 60 kilomètres seulement de la frontière laotienne, était, en mesure d'exercer une surveillance sur les activités électroniques des Soviétiques au Laos. Le parti révolutionnaire du peuple Lao, qui est bien conscient de ce danger, a accusé le gouvernement thaïlandais d'avoir conclu un accord secret avec les Américains pour qu'ils conservent des stations d'observation radar en Thaïlande afin de fournir des renseignements à l'extrême droite laotienne. Du point de vue thaïlandais, la fermeture de la base de Ramasoon créait un manque non du côté des radars vietnamiens et des missiles chinois (qui préoccupent les Américains), mais plutôt du côté des Mig-21, des tanks et de l'artillerie lourde d'origine soviétique qui sont aux mains des unités laotiennes, nord-vietnamiennes et cubaines massées de l'autre côté de leur frontière.

Quelles seront les conséquences sociales et économiques de la fermeture des bases américaines de la région d'Udorn ? La base aérienne de l'armée de l'air thaïlandaise, d'où Air America, la compagnie de la C.I.A., faisait décoller des missions de combat d'un genre très spécial pendant la guerre du Vietnam, est fermée depuis janvier. Le petit centre commercial qui orbitait autour de la base a été contraint d'opérer immédiatement sa reconversion économique.

sera beaucoup plus gravement affecté, émotionnellement et économiquement, par la fermeture des bases : celui que constituent les *les rakk*, ces « épouses » sous contrat qui souffriront beaucoup du brusque départ de leurs maris-clients américains, dont la solde mensuelle et les articles achetés au rabais dans le PX étaient leur unique moyen de subsistance.

Un troisième groupe économique pâtira considérablement du retrait des forces américaines : celui des civils thaïlandais employés par les bases. En 1975, la base de Ramasoon employait un large contingent de civils thaïs — un bon millier, soit pratiquement autant que de personnel militaire américain.

La fermeture des bases entraînera également des conséquences néfastes pour les nombreux civils américains qui étaient employés comme vacataires sur les bases de l'ASA (les rares employés civils contractuels furent parmi les premiers à être évacués). Elle affectera aussi la petite colonie de retraités de l'armée qui ont été résidents dans la région d'Udorn.

Mais, pour la majorité des millions de Thaïlandais qui peuplent la *changwai* (ou province) d'Udorn-Thani, la fermeture des bases n'a aucune signification, car la présence militaire américaine n'avait jamais rien changé à leur existence.

L'échec des négociations américano-thaïlandaises sur le statut extra-territorial du personnel du poste de surveillance de Ramasoon appelle une explication : en effet, la Thaïlande est la quatrième pays de la péninsule indochinoise où la diplomatie américaine essuie une grave revers en l'espace d'une seule année. Pourquoi les diplomates à Bangkok et leurs mentors du département d'État ont-ils été incapables d'obtenir du gouvernement thaïlandais les garanties juridiques qui leur auraient permis de poursuivre à découvert leurs opérations de contre-espionnage en sol thaï ?

L'erreur fondamentale des Américains et de leurs amis thaïlandais, qui fut sans doute la raison de l'échec retentissant de M. Kukrit aux élections du 4 avril (il n'obtint même pas la majorité dans sa circonscription d'origine, à Dusit), aura été de laisser intervenir dans l'arène pure et dure la politique électorale thaïlandaise, la controverse sur le statut légal du personnel des services de renseignements américains opérant en Thaïlande. Les diplomates américains auraient dû se rendre compte que les Thaïlandais protestaient trop sur un détail technique relatif à la capacité juridictionnelle des tribunaux thaïlandais : il s'agissait là d'une argutie juridique érigée en pur symbole du nationalisme thaï. S'ils voulaient vraiment conserver leur base de Ramasoon, les dirigeants américains auraient dû proposer en échange aux nationalistes thaïs un symbole d'une valeur encore plus grande à leurs yeux — leur offrir, par exemple, de consigner en permanence le personnel de Ramasoon sur le périmètre de la base, — ce qui aurait permis de conserver Ramasoon tout en n'empiétant pas sur la souveraineté thaïlandaise.

Puisque la décision initialement prise par M. Kukrit, le 19 mars 1975, était motivée par son désir d'assainir les relations de la Thaïlande avec les pays voisins en interdisant aux Américains toute nouvelle possibilité d'engager des opérations militaires sur la péninsule, les Américains et leurs amis thaïs auraient pu insister sur le fait que les promesses de M. Kukrit étaient accomplies dès lors que les dernières unités combattantes avaient quitté le sol thaïlandais. Les autorités thaïs avaient d'ailleurs elles-mêmes suggéré cette solution en désignant le personnel non combattant de l'armée américaine sous le nom de « techniciens », et non plus de « soldats ».

critique communiste

**Le Monde**  
**de l'éducation**  
numéro d'octobre

**L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE**

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au secrétariat d'État aux universités, et André Casadevall, recteur de l'académie de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'État une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... »

— Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.  
— Propositions pour l'éducation sexuelle.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)  
France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'Éducation »  
5, rue des Italiens, 75422 Paris Cedex 09.



# Politique et littérature

## MAIN BASSE SUR LA MAISON BLANCHE

Par MARIE-FRANÇOISE ALLAIN

Il n'aura pas suffi de sacrifier un « bouc émissaire » pour dissiper la défiance généralisée à l'égard du pouvoir : pas plus qu'il n'aura suffi des abus d'un Nixon et de son administration pour détourner complètement le peuple du culte de ses présidents à la compétition entre MM. Jimmy Carter et Gerald Ford semble le prouver. Reflétant ces contradictions ou paradoxes apparents, mais aussi cette profonde continuité de la vie politique américaine, certains thrillers présidentiels n'en sont pas moins à manipuler avec les plus extrêmes précautions. Car si les ouvrages sur la corruption politique s'inscrivent dans une tradition déjà ancienne (O.H. Upton Sinclair, 1927, *Revelty*, S.E. Adams, 1926) et se portent toujours bien, si le chef de l'exécutif reste le héros privilégié, l'axe autour duquel pivote toute l'action dans ces livres qui rendent à César ce qui lui revient en vertu même des lois de la « présidence impériale » (1), le thriller politique peut comporter des traîtrises. En effet, nombre de romans ne respectent plus les règles du jeu : ils avaient pour mission d'avertir, de mettre en garde, d'informer tout en divertissant et, comme leur nom l'indique, en faisant passer le grand frisson ; mais hélas ! le thriller conduit souvent au balancement et l'avertissement se mue en radiotage.

### Probité candide et nouveau cynisme

On sait, surtout depuis deux ans, qu'il y a « quelque chose de pourri » en cet empire. Mais le « système » paraît avoir fonctionné comme un bon dispositif de sécurité. Il fonctionne encore bien, en apparence, dans *The November Man*, de Brian Freemantle : les ambitions de James Murray, candidat démocrate à la Maison Blanche, aboutissent, puis qu'il est élu en 1976. Ce fils d'une des plus grandes familles américaines, diplômé de Harvard, élégant, richissime, intègre, avait toutes les chances de réussir. Il allait de surcroît « un libéralisme acceptable pour le nord du pays, avec un passé d'hostilité au changement pouvant plaire au sud ». Deux ans avant les élections, ayant compris que son atout majeur serait la politique étrangère, il amorça une

Pis : ces romans déroutent, détournent ; bien que quelques-uns facilitent la prise de conscience d'aspects peu connus (ou peu croyables) de la réalité politique — par exemple les liens étroits entre Mafia et institutions légales (2), ou encore les manigances des futurs présidents ou des hommes au pouvoir (3), — d'autres annexent cette réalité ; ils font appel à la mémoire et à l'information plus qu'à l'imagination et au jugement, qu'ils appauvrissent par l'utilisation outrancière d'événements « frappants », donc faciles : chantage, assassinats, kidnapping (4). Cela a pour effet — voulu ? — d'anesthésier, de provoquer une accoutumance au choc chez les lecteurs encore susceptibles de s'intéresser à la marche des affaires publiques. Important aux dernières législatives (1974), l'abstentionnisme, prévoit-on, fera encore des progrès aux présidentielles de novembre, ce qui illustre bien le phénomène d'érosion.

Malheureusement, nul ne propose un « autre regard » — et comment serait-il concevable dans les perspectives électorales actuelles ? C'est tout au plus un conseil — « Choisissez si tu l'oses... » (5) — que semblent donner les quelques romans venant ajouter leur tribut à la défiance des électeurs.

opération de détente avec l'U.R.S.S., où sévit la famine. En échange de blé et d'une aide technologique américaine, il obtient la promesse du retrait des troupes soviétiques d'Europe. Il sauve ainsi les fermiers américains de la banqueroute tout en relançant la fabrication et la vente de machines agricoles.

Mais, dans sa course à la Maison Blanche, il a oublié un élément primordial : le machiavélisme des partisans. Par contre, les Russes ont si bien manœuvré que, petit à petit, ce président irréprochable devient, à son insu, un de leurs pantins ; son beau-fils, Hollis, milliardaire anglais, a servi d'appât au K.G.B., qui, de contacts en chantage, l'a conduit à tuer un de ses agents autrichiens de taille internationale dont les révélations



(Dessin de Pierre Simon.)

tions posthumes ont entraîné le retour de la guerre froide. Ainsi, Hollis sera celui par qui le scandale peut à tout instant arriver. Dans ces conditions, faire pression sur James Murray et manipuler sa réélection devient un jeu d'enfant : quel président américain pourrait avoir pour beau-frère un espion et un assassin ? Les Russes gardent le « secret » à condition de contrôler toute la politique étrangère américaine.

La leçon, si leçon il y a, paraît claire : il faut se méfier de la probité candide tant recherchée depuis le Watergate. Elle représente un autre type de danger pour les institutions, même si celles-ci semblent fonctionner toutes seules pendant un temps, car, ne l'oublions pas, « un cycliste ne pédale jamais aussi vite que lorsque la chaîne a sauté » (6).

L'ironie, l'irrévérence profonde des auteurs de la *Carte sauvage* à l'égard du diabolisme présidentiel qu'ils mettent en scène contribuent à leur manière, sous des allures très fantaisistes, à la démythification de la fonction suprême. Ce livre reflète bien le nouveau cynisme des Américains à l'égard du chef, sentiment d'ailleurs réitéré par les sondages au début du Watergate : « L'opinion publique accepte — du fait qu'elle ne veut pas l'impeachment ou la démission — le fait que le président soit un escroc, tout comme les autres hommes politiques » (7). Le président du roman (qui, détail significatif, ne porte pas de nom) parle un langage ordurier, tout comme Nixon dans ses enregistrements, et, surtout, est parfaitement immoral, calqué encore sur « Tricky Dick », qui avait, « par sa

conduite privée dépourvue de scrupules, traité la foi sur laquelle tout l'Etat repose » (8). Il faudra donc que, dans le livre, il pousse encore plus loin la forfaiture pour tirer de leur torpéur des Américains tellement habitués à la corruption qu'ils ne sont même plus indignés par l'exemple pourtant symbolique de leurs Boy-Scouts détournant les fonds du gouvernement ! (9).

Alors, conseillé par le docteur Nadelman, le président va provoquer un Seveso géant. Pourquoi ? Pour galvaniser le pays en proie à la terreur, au racisme, à la menace gauchiste. Comment ? En faisant exploser au-dessus de Los Angeles une bombe bactériologique qui fera des milliers de victimes ; on simulera une agression par des extra-terrestres ; ensuite, on liquidera les savants qui ont collaboré à cette opération. Ainsi aura été effectué le « regroupement complet du peuple devant la présence soudaine d'un ennemi redoutable ». Le président pourra régner à nouveau, après avoir — suprême raffinement dans l'horreur — réussi à pleurer en public sur « ces gens au corps mutilé qui lui ont servi de support émotionnel ».

Le conte est drôlatique ; il n'est pas immoral ; le crime sera puni, un jour, par une justice aux voies mystérieuses. Mais l'inquiétude communicative perçue sous la carapace d'humour des auteurs ; et si tout cela était possible ? John Herbers, correspondant du *New York Times* à la Maison Blanche, avoue bien s'être demandé en 1973 si Nixon, pour faire diversion, n'allait pas lancer les Etats-Unis dans une guerre (10).

### La Main noire à Washington

La peur du fascisme ou d'un proto-fascisme rôde encore au fond des consciences. La politique-fiction l'entrevoit depuis longtemps, et nul ne peut dire que ce ne soit à juste titre. Ainsi, après la mort récente du gangster Roselli, les révélations de la presse sur une complicité entre Mafia et C.I.A. dans des tentatives d'assassinat de Castro, et leur rôle dans celui de Kennedy, rendent plus plausible encore le scénario de Robin Moore, l'auteur de *The French Connection*. Dans *The Fifth Estate*, la Main noire devenue « Cinquième Pouvoir » grâce à la souplesse — ou à la faiblesse — du système américain, place virtuellement son homme à la tête de la Maison Blanche. Ici, le danger ne vient plus de l'étranger ou d'un individu avide de puissance mais d'une organisation dont on retrouve avec terreur les pions à tous les échelons.

Au sommet de la hiérarchie, le super-Parrain, C.L. Ciano, férocement ambitieux mais prudent : il se contentera de faire en sorte que son candidat et son équipe gagnent les présidentielles de 1978. Ceux-là mêmes qu'il téguide de se rendre pas tout de suite compte qu'on les manipule. Quand ils prendront conscience qu'ils sont devenus les esclaves du Cinquième Pouvoir, il sera déjà trop tard. Disposant de techniques d'espionnage très perfectionnées, la Mafia peut exercer sur eux un chantage efficace auquel — la peur ou le manque de scrupules aidant — obéissent la plupart des personnalités politiques du livre.

L'engrenage fabriqué par Ciano est parfait. Le médiocre sénateur W.F. Adams arrive sur le devant de la scène

politique en lançant une vaste campagne contre le crime et la drogue. Tout un réseau de trafiquants est démantelé. Le mérite en revient en apparence à Kennedy, fils de choc, intelligent mais naïf. Ciano, bien au-dessus des lois de son milieu, a sacrifié quelques truands afin de parvenir à son objectif premier : rendre Adams populaire. Cet objectif atteint, il projette de défaire la Constitution, jugée démodée, et de confier les rênes aux militaires. Ensuite, il nettoiera le pays : toute personne coupable d'« activités antisociales » sera purgée dans des sortes de réserves (*separation societies*), les syndicats seront anéantis ou noyautés, etc.

La menace que fait peser Robin Moore semble d'autant plus authentique que nombreuses sont ses allusions à des événements réels. Le cas du fils de choc du roman, par exemple, s'apparente de très près à celui de l'officier de police Gene Burnett, qui tombe en disgrâce malgré plusieurs coups de filet « miraculeux » sur les cercles de jeu de Granite-City (Illinois) (11). L'auteur paraît noircir à plaisir la justice américaine par son portrait du magistrat C. Orellian ; mais, en 1943, Frank Costello, chef du syndicat du crime, imposait à Tammany-Hall la nomination de son poulain, le magistrat T.A. Aurelio...

On pourrait certainement découvrir d'autres analogies entre le roman et l'histoire : dès 1925, la Main Blanche était surnommée « *Pseudomafia* », parce qu'on pouvait y mettre des sons et obtenir n'importe quoi en contrepartie ! Toujours est-il que le lecteur américain moyen devrait désormais frémir

à l'idée qu'il va être obligé de choisir un candidat qui sentira éventuellement le soufre : un drame peut se jouer à partir de ce choix ou de cette absence de choix.

Cependant, d'autres thrillers viennent rehausser l'éclat un peu terni de la présidence ; car le chef de l'exécutif, bien que présenté avec quelques mépris par Alistair McLean, ou de façon neutre par Charles Templeton, « fait » un bon sujet de roman. Le suspense de leurs deux histoires de kidnapping et de chantage tient surtout à l'importance planétaire des enjeux. Bien sûr, dans *Le Pont de Golden Gate*, l'intérêt principal se porte vers l'obscur agent du F.B.I. qui déjoue les pièges des terroristes, et, dans *The Kidnapping of the President*, le véritable héros, débrouillard et dévoué, c'est Gerry Regan, spécialement chargé de la protection du très flegmatique Adam Northfield Scott. Mais enfin ces romans servent avant tout au public ce qu'il désire : du spectaculaire (la chasse au président et aux millions demandés pour sa rançon), un peu de peur par procuration, et beaucoup de réconfort (les terroristes, méchants gauchistes latino-américains chez Templeton, ou idéalistes fumeux chez Alistair McLean, perdent toujours la partie). Chaque fois, le président sort grandi de l'épreuve, incarnant plus que jamais le « courage » et l'« intégrité », même s'il a pu — c'est humain, après tout — avoir fugitivement comme une « boudruche dégonflée ».

Probablement involontaire de la part des auteurs, cet hommage rendu au chef trahit néanmoins une certaine forme de lassitude. Certes, le président demeure, tout comme dans la vie, la vedette d'« un des plus grands shows du monde » : c'est bien ce que représente la « course » à la Maison Blanche ; et c'est encore ainsi qu'il a été vu, selon Th. White, toute l'affaire du Watergate, comme un témoin du dernier livre de Woodward et Bernstein, dans leur froide et maniaque passion pour le moindre détail de la chute de Nixon (12). Mais, le spectacle terminé, on retombe dans le néant. Ce goût pour le sensationnel cache un désintérêt profond pour la complexité des vrais problèmes politiques. Il révèle aussi une bizarre incapacité à saisir ou à supporter la réalité. L'importance excessive et superficielle accordée à la fonction présidentielle vide celle-ci de sa substance. Son détenteur n'apparaît plus que comme une idole creuse, un objet de culte, objet tout court, ouvrant aujourd'hui la voie à un cartésisme populiste. La fiction, en s'ajustant à la réalité, accusait-elle la fin de la « religion civique » qui a modelé la société américaine ? (13). Dans ce cas, il faudrait peut-être les signes avant-coureurs de ce besoin d'un pouvoir ultra-fort qui la remplacerait logiquement et qui permettrait véritablement de faire main basse sur la Maison Blanche.

(1) Arthur Schlesinger, *La Présidence impériale (The Imperial Presidency)*, trad. M. Bieckel-Belair, P.U.F., 1976, 200 pages, 26 francs.

(2) Robin Moore, *The Fifth Estate*, Doubleday, 1973. (Gaspel : John Crosby, *Contract on the President*, Dell Books, 1973.)

(3) Brian Freemantle, *The November Man*, J. Cape, 1976 ; R. Hawkey & R. Bingham, *La Carte sauvage (Wild Card)*, trad. M. et J. Perrin, Denoël, 1976. (Rapport : F. Knebel, *Dark Horse*, Doubleday, 1972) ; E. Stewart, *They've Shot the President's Daughter*, Alton Lane, 1972.

(4) Charles Templeton, *The Kidnapping of the President*, Quartet, 1976 ; Alistair McLean, *Sur le pont de Golden Gate (The Golden Gate)*, trad. F. Chastagnier, 1976, et, dans cette catégorie, de nombreux ouvrages également britanniques. Rappel : A. Coppel, *Clash (Thirty Four Days)*, trad. F.M. Watkins, Denoël, 1974 ; E. Hunter, *Nobody Knew They Were There*, Constable, 1971.

(5) Cornelle, *Heracles*, acte IV, scène IV.

(6) et T. Hubert Gourdon, « Dieu aux Etats-Unis : à propos de Watergate », *Revue française de Se. Po.*, n° 2, 1976.

(7) Theodore White, *Forlknurs à la Maison Blanche (Breath of Fresh Air)*, trad. F.M. Watkins, Fayard, 1976.

(8) Cité par John B. Anderson, *Vision and Betrayal in America*, World Books, 1975.

(9) John Herbers, *Mr. Thank you, Mr. President*, W.W. Norton Comp. Inc., 1976.

(10) Estes Kefauver, *Crime in America*, S. Shalvet, 1951.

(11) R. Woodward et C. Bernstein, *Les Derniers Jours de Nixon (The Final Days)*, trad. F. Strassman, Laffont, 1976.

(12) Voir les thèses développées par H. Gourdon, op. cit. ; T. White, op. cit. ; Patrick Moraylan, « Politics as the Art of the Impossible », *Discussions at Notre-Dame University*, 1969, etc.

### « LES HOMMES DU PRÉSIDENT »

Un film de Alan J. Pakula

« J'aimerais pas les journaux leurs inexactitudes, leur superficialité », déclare, dans le film, un mystérieux indicateur du journaliste Woodward (Robert Redford). L'œuvre de Pakula mérite, pour d'identiques raisons, un dédain comparable.

Pourtant, le sujet permettrait de relever les abus de l'administration nixonienne et l'importance politique d'une presse indépendante. Ces deux thèmes se trouvent parallèlement foulés par l'impudence du réalisateur à réussir avant tout, dans la tradition hollywoodienne, un récit nerveux, emporté, angoissant.

Du journalisme américain, il nous propose une image habituelle, caricaturale : Bernstein et Woodward, dépourvus de motivation politique, courent après le scoop, gérant de la réussite ; ils emploient, pour y parvenir, tous les moyens : bulles, intimidations, étronneries. « Vous avez un côté lève et sauterie », leur dira un collègue qu'ils ont utilisé, dans une intrigue galante, pour obtenir des renseignements. Ils n'apparaissent humbles, obéissants, enfants sages que devant leur rédacteur en chef (interprété par Jason Robards), lequel demeure seul soucieux de déontologie : il corrige les excès verbaux, exige des suppléments de preuves, amoindrit l'effet de scandale, et mesure sans cesse les conséquences politiques des informations qu'il publie. Il est, de toute évidence, le héros du film aux dépens du tandem Woodward.

L'indicateur du parking, au surnom conus (Deep throat), est l'autre figure centrale : excédé par les maladroites des deux reporters, il décrit enfin l'évidence du nixonisme (1) que les journalistes, aveuglés par leur enquête, ne voient point. « Tout est corrompu, dit-il, jusqu'au plus haut niveau. Les Républicains ont fait annuler arbitrairement des réunions de démocrates ; produit de fausses lettres, de fausses coupures de presse ; fouillé illégalement la vie des opposants... L'univers du renseignement lui-même est pourri. » C'est la seule réplique, dans un film de plus de deux heures, qui fasse allusion à cette gangstérisation du pouvoir que, précédemment, l'affaire du Watergate permit de dénoncer. Le réalisateur néglige d'insister sur le fait que jamais peut-être, même durant le maccarthysme, les droits des citoyens des Etats-Unis ne furent à ce point méprisés par une administration qui pratiquait une politique étrangère d'une rude brutalité (Vietnam-Cambodge-Chili), une politique intérieure basée sur le renseignement, la diffamation, la répression et une politique économique où la corruption tolérée faussait la concurrence (Lockheed).

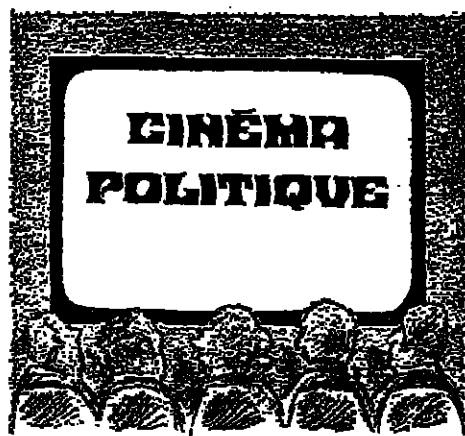
De tout cela, qui combré sa réelle importance au cambriolage du Watergate et aux révélations du Washington Post, le film ne dit rien ou presque. Les téléspectateurs des derniers plans nous informent du succès des journalistes ; ils nous laissent sur une impression de victoire des justes ; comme si la justice provenait d'un pari gagné et comme s'il n'était point nécessaire de s'attarder sur les failles d'un système démocratique qui autorisèrent, six ans durant, une personnalisation du pouvoir d'Etat contraire à sa propre Constitution.

I. R.

(1) Pour une définition de ce terme, et des méthodes et abus qu'il désigne, voir le *Réve et l'Histoire*, de Claude Julien, chapitre II : « L'Ordre contre la Liberté » et, plus précisément, pp. 200 et 208. Grasset, Paris, 1976.

مكتبة العمل





## Le Western: une rhétorique ruinée.

émergent alors de la nuit, qui revendiquent le droit à étudier leur propre culture, qui se débarrassent du complexe de colonisé, brisent par contrecoup la rusticité innocente du genre américain. Les auteurs confondus découvrent soudain que le contenu des fictions qu'ils affectionnent est politiquement perçu; il est raciste, militariste, colonialiste, machiste... Le western est alors dans l'ère du soupçon.

A vrai dire, certains auteurs s'en doutaient déjà et, depuis quelque temps, avaient entrepris de rétablir un début de vérité sur de nombreux points; le premier western pro-indien date de 1950, c'est la *Flèche brisée*, réalisé par Delmer Daves, qui représente un être que la conquête de l'Ouest n'avait été qu'une entreprise coloniale de dépossession de terres appartenant, par traité, aux communautés indiennes. Après lui, Samuel Fuller et Anthony Mann restaurant l'Indien dans sa dignité, ensuite viendront les grands réalistes: John Ford, Howard Hawks et Raoul Walsh. John Huston, en 1951, entreprend de saper le mythe de l'héroïsme militaire; son film, *The Red Badge of Courage*, fait l'objet de toutes les critiques, car le protagoniste des « téniques bleues » est encore très grand. Il faudra attendre la révolution des abus militaires au Vietnam pour que R. Nelson, dans *Soldat Bleu*, et A. Penn,

dans *Little Big Man*, rappellent la triste tradition des massacres des guerres indiennes.

Plus tard, vers 1958, c'est le mythe le plus tenace, celui de la virilité du cow-boy, qui s'effrite; Arthur Penn révèle dans le Goucher l'homosexualité historique de Billy « the Kid »; Andy Warhol, dans l'extraordinaire *Longtime Cowboy* (1968), ridiculise la masculinité de ces vachers affectés, et John Schlesinger montre, dans *Macadam Cowboy* (1969), que les effets des cow-boys de cinéma servent à peine à recouvrir des efféminés dans la rue.

Brisé dans ses principales certitudes, il restait au western à gérer les signes et les codes qu'il avait élaborés durant quarante ans de fictions ininterrompues. Ce sont des réalisateurs italiens qui s'en chargeront: pour eux-ci, l'Ouest est une simple convention filmique, leur référent est, à la rigueur, l'histoire du western mais non point l'histoire du Far-West. Débarassés du ton épique, ils mettent alors au point une machine à récits dont la seule contrainte est d'ordre purement fictionnel. La réussite, au début, est telle que les Américains eux-mêmes tentent de les imiter avec la série des « dirty westerns », dont la Horde sauvage (1969), de Sam Peckinpah, est peut-être le meilleur exemple. Mais les signes aussi sont mortels, et le western, à trop les parodier, les a démontés, il leur a été toute crédibilité, toute expressivité. De là aussi son effacement actuel.

Sans Indians à sculpter, conscient de son comportement colonial, n'attendant plus le clairon salvateur de l'héroïque cavalerie, doutant de sa virilité, égaré dans ses signes, le héros de western a découvert, en même temps que les spectateurs, que l'histoire de

l'Amérique ne coïncide pas avec son rêve et que le temps des comportements dévotielles était révolu.

Dans de telles circonstances, il n'est plus possible aujourd'hui d'entreprendre innocemment un récit de western; les spectateurs, d'ailleurs, l'en détournent, comme le constatent les chaînes de télévision américaines, qui ont presque supprimé cette année de leurs programmes les (croyait-on) inévitables westerns.

Restent, tout de même, deux attitudes possibles: celle de Robert Altman, qui, dans *Buffalo Bill* et les Indiens, engage une réflexion sur l'origine même du western, sur la première tentative de spectaculisation de l'histoire de l'Ouest, les débuts des conventions (historiques et historiques), des gestes, des mythes; et celle de Arthur Penn, qui, dans *The Missouri Breaks* (1), poursuit son interrogation politique sur la conquête de l'Ouest et s'attache à décrire une certaine phase de la colonisation américaine. Il déclare: « Il y a eu, c'est certain, un colonialisme américain, dirigé contre les Américains, et qui représente une période historique particulièrement noire... » (2).

Ces deux voies, si elles étaient prolongées, tireraient peut-être le western de son déclinisme actuel; elles lui permettraient de devenir un genre offensif, se consacrant enfin à l'élaboration d'une archéologie de l'impérialisme américain.

IGNACIO RAMONET.

(1) *The Missouri Breaks* sort à Paris à la fin d'octobre.  
(2) Entretien avec Stuart Byron et Terry Curtis Fox dans *Film Comment*, vol. 12, n° 4, juillet-août 1976, New-York.

## MORT OU ÉCLIPSE D'UN GENRE ?

QUOIQUE moins spécifiquement cinématographique qu'on ne l'a cru longtemps de ce côté de l'Atlantique (il existait aux États-Unis une littérature western, une peinture western des décennies avant que la geste filmée de la conquête de l'Ouest ne soit inaugurée par Edwin Porter, puis par Griffith), le western, codé en genre, a reflété les péripéties de l'histoire américaine contemporaine. Le western des années 60 nous instruit plus sur les États-Unis de Johnson et de Nixon que sur ceux de Wyatt Earp, de Bill Cody ou de Geronimo.

Dans ces années 60, au temps où pour la première fois les Américains se sont interrogés sur leur civilisation avec quelques doutes, on a assisté à une étrange renaissance du western, à une floraison de films brillants, miroirs lointains et fidèles de la conscience populaire.

Il semble, en effet, que le western, entre 1965 et 1970, ait traduit en surface les mouvements de l'inconscient collectif: genre simple, populaire, le western livrait, ingénument ou moins ingénument (mais notre propos n'est pas de déterminer ce que les auteurs ont délibérément voulu nous dire, et ce qu'ils ont saisi de l'air du temps; c'est souvent, et de plus en plus avec le recul, le part de l'air du temps qui est la plus passionnante), les peurs et les refus de toute une société.

Le western des années 60 était amer, faisait mal, comme si à travers lui, l'Amérique se grattait. Et elle se grattait précisément là où ça la démangeait...

Qu'est-ce que l'Amérique voyait ses plaies, du côté des ghettos noirs qui prenaient feu chaque été; au Vietnam, où la guerre invivable s'empilait chaque année; en Amérique latine, où son rôle de gardienne à gros bâton était dénoncé par des mouvements de libération à l'audience sans cesse élargie. De ce « ça », l'Amérique n'était pas fière. Pour la première fois de son histoire, elle découvrait la mauvaise conscience.

Et le western? La réhabilitation de l'Indien était chose faite depuis longtemps. Anthony Mann, Delmer Daves, avaient accablé l'idée que l'Indien était un homme comme les autres. Vers 1965, le regard change. Après le *Geronimo* d'Arnold Laven, l'Indien est devenu l'autre. Il n'est plus assimilable, parce qu'il a refusé d'être assimilé. Deux exemples: l'enfant de *l'Homme sauvage*, de Robert Mulligan, et le *Willie Boy* d'Abraham Polonsky. Willie Boy et l'enfant ont le même regard noir buté, le même refus du monde confortable qu'une Amérique au cœur large leur proposerait volontiers. Willie Boy ne veut pas que sa compagnie soit instituée comme une Blanche, fût-ce pour instruire les Indiens. La coupure est culturelle. Lui-même, au long de sa longue course, retrouve les peaux, la silhouette, les vêtements de peau de ses ancêtres libres...

A l'époque, ce n'était pas encore le « Red Power » qui était en cause, on n'envisageait pas Wounded Knee. L'Indien, alors, était l'image emblématique de toutes les minorités opprimées qui relèvent la tête. Et, plus précisément, Indien, vers 1968, voulait surtout dire Noir.

Impression corroborée, au même moment, par ce fait inattendu: le Noir, en tant que tel, devenait à son tour héros de western — et souvent au mépris de toute vraisemblance. L'ancêtre avait sans doute été Yul Brynner en shérif mulâtre (il répondait au nom imprévu de Jules Gaspard d'Estimang) dans le *Mercenaire de minuit*, de Richard Wilson. Il y eut, ensuite, Jim Brown dans les *Cent fusils*, de Tom Gries, et surtout Ossie Davis dans *Sam Whiskey*, d'Arnold Laven, et dans les *Chasseurs de scalp*, de Sidney Pollack. Dans ce dernier film, Davis, esclave perdu, vendu par des Indiens à un traqueur inculte, tenait à son nouveau maître des propos dignes

de Montesquieu sur la religion, le racisme et la civilisation. L'apologie était élémentaire. Ni militant ni récalcitrant, il était simplement contemporain du « Black Power ». Il exprimait l'air du temps.

Parallèlement, le western des années 60 opérait un glissement net, dans le temps et dans l'espace, par rapport au western « classique », type Mann ou Daves. Il glissait vers les années 1900-1910, quand les pionniers, devenus vieux, venaient déguiser en Buffalo Bill de baraque de foire (Randolph Scott, alors mythe, dans *Coups de feu dans la plaine*, de Sam Peckinpah), ou mouraient écrasés par la première automobile qui atteignait l'Ouest (*Cable Hogue*, du même Peckinpah). La civilisation de l'Ouest était aussi une civilisation mortelle. Il glissait aussi (surtout) vers le Sud. Les déserts à cactus, les plateaux brûlés du Mexique, détruisaient les montagnes du Wyoming ou les plaines à vaches du Texas. C'est qu'au-delà du Rio Grande les scénaristes avaient trouvé des situa-

tions autres, et surtout un ressort neuf: la politique. Un Mexique de convention, qui renvoyait à toutes les Amériques latines, au Vietnam et aux Cambodges, aux marchands de canons... Et si tant d'aventuriers yankees, venus gagner des pesos sans odeur, passaient au maquis ou à ses réseaux de soutien (l'équipe des *Professionnels*, de Richard Brooks, celle de *la Horde sauvage*, de Peckinpah, le shérif et le petit escroc des *Cent fusils*), s'ils massacraient allègrement les gouvernements locaux et leurs conseillers étrangers, ce n'était certes pas par hasard. Sans vouloir faire de ces films autant d'appels à la désertion des G.I., il est permis de penser que ces Américains, qui faisaient, métaphoriquement, le bon choix, compensaient, au fond de la conscience des scénaristes et des spectateurs, le spectacle quotidien d'une Amérique enlisée de l'autre côté...

Après 1970, la valve s'est soudain tartinée, Jeremiah Johnson, de Pollack, en 1972, c'était la série. Peut-être (hypothèse optimiste) parce que des films

directement politiques ont pris le relais, et qu'il n'était plus nécessaire de glisser le message dans un western familier d'un genre (hypothèse désabusée) parce que le grand mouvement de politisation des minorités américaines, des ghettos et des universités s'est alourdi, puis a reflui après 1971.

Toujours est-il que les seuls westerns politiques des années maigres ont pris le chemin des films libéraux évoqués plus haut. Construits autour d'acteurs connus pour leurs prises de position conservatrices (John Wayne, Clint Eastwood), sont venus des films qui exaltaient l'homme seul, *homo americanus* pur et dur, qui savait imposer la loi et l'ordre de Nixon à des méchants (Indiens, bandits ou déserteurs) et surtout des pleutres. L'homme providentiel, le héros bleu comme Goldwater, le héros définitif et laconique comme Westmoreland, le revolver massif et précis: Clint Eastwood, metteur en scène

et acteur mégalomane de *l'Homme des hautes plaines*, en 1973.

Depuis? La production de westerns est au plus bas. Une dizaine de films par an (qui nous arrivent surtout l'été, c'est-à-dire à une saison où les distributeurs sortent les films sur lesquels ils comptent peu). Dus, pour la plupart, au caprice d'un comédien qui veut se faire valoir: Charles Bronson, le vieux John Wayne ou Kirk Douglas, qui s'est dirigé lui-même, en 1975, dans la *Brigade du Texas*. Les auteurs en scène sont généralement ce que les Américains appellent des *yes-men*, qui se bornent à servir l'acteur producteur (Michael Winner pour Bronson, Andrew Mac Laglen pour Wayne...). Il faut voir *Chisum*, ou *Cahill*, de Mac Laglen, pour mesurer à quelle préhistoire du cinéma ces films nous renvoient. Conservateurs dans le propos, académiques dans la forme, ce sont des dinosaures. Le western de 1976 est un genre éteint, qui ressortit à la paléontologie du cinéma.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

## Paraboles italiennes

AUJOURD'HUI c'est, exténué, le western d'Italie supporta, durant les dix ans de son existence, le mépris persifleur du public progressiste. Seuls échappèrent à ce dédain les quatre films, reconnus fondateurs de Sergio Leone: les autres furent considérés comme des scories ou des déchets, puisque incapables d'égaliser les œuvres de Leone, elles-mêmes fascinées par le modèle américain.

A y regarder de plus près, on aurait pourtant pu noter que, de prétextes en repiquages, de démarquages en régressions, se constituait le corps d'un récit différent, relevant sans doute, par l'abondance disparate des grottes, d'une ténacité des fictions. Le héros, toujours cynique, cynisme (souvent chasseur de primes), n'est jamais emporté par un élan épique. Il avance à son aise dans les dédales ordinaires du récit, piécine après la piécine d'argent demeure le seul moteur de l'action.

Les récits sont souvent torbeux, confus, fermés au psychologisme, et leur vrai sujet n'est autre que le héros lui-même. Les titres de ces films sont rarement descriptifs, ils désignent moins la fiction elle-même que (aujourd'hui) le personnage principal dont ils reproduisent les propos: c'est indubitablement ce héros qui parle en nous lorsqu'on profère les titres des westerns italiens: *Je vais, je tire et je reviens*, *Si je le rencontrais je le tue*, *Tire encore si tu peux*, *Mon nom est Persone*, et toute la série des *On m'appelle...* *Trinità*, *Providence*, *Alleluia*, *Kling*, etc.

L'anti-impérialisme

DANS ce moule truqué, quelques réalisateurs italiens (et espagnols) ont pu tout de même couler un certain nombre de propos vigoureusement politiques à une époque (1965-1973) où l'impérialisme américain se montrait particulièrement brutal en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Ces cinéastes engagés cherchèrent à introduire dans un cinéma-spectacle qui avait l'adhésion des plus larges masses des thèmes radicaux inspirés surtout par les idées de Frantz Fanon: les conflits opposant des Mexicains de vaquerie à des yankés de pacotille illustraient en fait la difficulté du dialogue entre le tiers-monde et le monde industriel; ils voulaient souligner l'échec de la culture euro-américaine et de ses prétentions à représenter la culture du monde entier; ils cherchaient à rappeler les luttes anticoloniales des peuples d'Amérique latine, du Vietnam, et celles des minorités au sein même des États-Unis.

Les hommes qui piégèrent ainsi des fictions populaires sont des intellectuels de gauche souvent importés comme Franco Solinas (scénariste de *Francesco Rosi* pour *Salvatore Giuliano*, de Gillo Pontecorvo pour la *Bataille d'Alger* et *Quemada*, de

Costa-Gravas pour *Etat de siège*, etc.), qui écrivaient pour Damiano Damiani (réalisateur de *Cop jesus*) d'un commissaire de police au procureur de la République et de *Nous sommes tous en liberté provisoire* le scénario d'un roman passionné de Terence, une parodie italienne: *El Chuchino* l'action se déroule au Mexique durant la révolution de 1910: un jeune Américain parvient à s'introduire dans une bande de « brigands révolutionnaires », gagne la confiance de leur chef, « el Chuchino » (G.M. Volonte), et peut ainsi approcher un général insurgé qui abat. Il reçoit une prime importante du gouvernement fédéral et le partage avec « el Chuchino », son complice involontaire: celui-ci prend connaissance de l'insolence de l'Américain, pour qui tout est à vendre, le tue et donne l'argent à un mendiant en lui disant d'acheter non du pain mais de la dynamite. La fin, lorsque le héros revient à la ville, contre l'attitude politique des États-Unis à l'égard des peuples latino-américains.

Ce propos est aussi au centre d'un autre scénario de F. Solinas: *Colorado* (1968), mis en scène par Sergio Sollima, qui présente un Américain, « Colorado », Corbett, homme juste et progressiste (celui-ci a même une femme), qui se livre à la poursuite d'un Mexicain accusé par un grand propriétaire du viol d'une petite fille. Durant la longue traque, Corbett apprend à connaître le Mexicain, celui-ci, « Cuchillo », Sanchez, est en fait un ancien compagnon du leader révolutionnaire Juarez; il lutte pour briser les peones de l'oligarchie et les maintenir les grands propriétaires terriens. Corbett comprend que « Cuchillo » est l'objet d'une accusation calomnieuse et découvre la véritable culpabilité est le grand du patron. La loi et l'ordre institutionnels sont dénoncés comme appartenant à une classe qui s'en sert pour protéger ses intérêts économiques en dépit des exigences de la simple justice.

Dans *Salvados Hombre* (1969), Sergio Sollima reprend le personnage de « Cuchillo » Sanchez, informé de l'enlèvement d'un jeune Mexicain, il se livre à financer la révolution mexicaine. « Cuchillo » résiste à la tentation de s'en emparer et gage à la cause par le programme de revendications politiques remettre l'or aux révolutionnaires. Le thème banal de la chasse au trésor est ici doublement politisé, d'abord parce que de sa découverte dépend le succès d'une révolution, ensuite parce que l'or, fondus, se cache sous l'aspect familier d'un outil de travail bien symbolique. Dans le duel final, traditionnel dans le genre, « Cuchillo » conserve ses herbes et se bat au couteau (*cuchillo*) contre l'Américain bien habillé et armé d'un revolver. La métaphore est simple ici qui renvoie aux manuels élémentaires de la guérilla révolutionnaire.

Un autre scénario de Franco Solinas, *El Mercenario* (1968), réalisé par Sergio Corbucci, dénonce les calamités du

capitalisme apportées par un vilain instinctif et la tentative de l'Américain Jack Palance. Ce même auteur, dans un autre film de S. Corbucci: *Compagnons* (qui dénonce l'occupation impériale de l'Amérique mexicaine du Texas), nous présente un tueur manchot qui nourrit ses aigles de la chair de ses victimes comme l'aigle impériale américaine se sustente des richesses des pays du tiers-monde. Ce film montre, d'autre part, l'absurdité du pacifisme face à l'agressivité des États-Unis.

Citations d'histoire

LES westerns politiques italiens soulignent toujours les idées générales de la révolution mexicaine et critiquent les interventions américaines étrangères. Dans *Révolutions* (1967), de Carlo Lizzani, Pier Paolo Pasolini joue le rôle d'un prêtre révolutionnaire qui s'oppose aux financiers étrangers venus soutenir le gouvernement fédéral contre les paysans insurgés.

La collusion anti-révolutionnaire des pays féodaux et des systèmes capitalistes est résumée un peu cyniquement dans un personnage antipathique d'émigré russe qui, dans *El viva la revolución!* (de Duccio Tessari, 1973), déclare: « Avant, je fus sur le tas, maintenant je suis sur Henry Ford, mon nouveau tas. »

L'antimilitarisme est également commun à ces westerns politiques; même le très décevant *Un Génie, deux Associés, une Cioche* (de D. Damiani, 1974) ne se prive pas de ridiculiser l'institution militaire, et c'est dans un western de Sergio Corbucci que l'on peut entendre cette réplique d'anthologie: « La justice militaire est à la fois justice et à la fois musique militaire est à la fois musique. »

Le rappel de situations européennes est fréquent; les hors-la-loi armés de faux, réclus de bûche, courant dans un paysage alpin dans *le Grand Silence* (1968, de S. Corbucci), renvoient aux Jacques paysannes de l'Italie du début du siècle. Dans *Il était une fois la révolution* (1970, de S. Leone), qui s'ouvre sur cette phrase de Mao Tse-toung: « Révolution: acte de violence justifié dans l'esprit du peuple », le foule rouge du dynamiteur irlandais fait penser à l'IRA et à ses méthodes; les exécutions sommaires dans les fosses de la gare renvoient au célèbre massacre des fosses Ardeatine, à Rome, le 3 septembre 1943, durant la période mussolinienne.

Cette période, bien entendu, est souvent citée, mais un seul western, *le Dernier Fugé à Paris* (1970, de Sergio Sollima), l'a abordée en profondeur. Il met en présence deux personnages: un professeur d'histoire tuberculeux (G.M. Volonte) et un dangereux hors-la-loi, mais cherchant surtout à dénoncer l'instinct brutal du bandit, il voudrait l'imiter et obtenir les mêmes résultats que lui en n'utilisant que son intelligence. L'auteur décrit ainsi la

fascination du fascisme pour les forces instinctives et la tentative de les approprier pour mieux les utiliser. Le professeur déclare: « Tuer tout seul est un meurtre; à dix, un acte de violence, mais à mille cela devient une organisation, une guerre, une civilisation. » Cette pensée froide, méthodique, effraie en somme le brigand, qui finira par abattre l'intellectuel dans le désert.

La plus directe des allusions aux événements politiques européens se trouve dans un western insolite: *Trinità voit rouge* (ex-« la Colère du vent », 1973), réalisé par Mario Camus (ancien scénariste de Carlo Saura pour les *Bandits*, 1963), où le populaire personnage qu'incarne Terence Hill se trouve engagé par un propriétaire terrien andalou (1) pour abattre un leader anarchiste qui prêche la révolution dans les campagnes de l'Andalousie. Le récit est relativement connu, peut-être à cause des coupes apportées par les producteurs du film, surpris de voir au premier plan un propos politique qui aborde, pour la première fois dans l'histoire du cinéma, les grandes insurrections des paysans anarchistes contre les latifundiaires au début du vingtième siècle en Espagne.

L'auteur, tout en conservant vaillant son héros, s'attarde surtout dans les scènes de révolte collective, d'organisation de la grève, de destruction des biens patronaux. Toute la séquence consacrée au théoricien anarchiste est remarquable: s'adressant à tout le village réuni, ce paisible intellectuel vieillissant sait trouver les paraboles les plus claires pour expliquer son projet politique, qu'il définit en ces termes: « Nous voulons une société sans classes, sans exploités ni exploités. Il ne faut plus supporter l'injustice, il faut se révolter et se battre pour la liberté, la justice et la dignité. Nous portons en nous un monde nouveau plein de grandes espérances. Les ruines ne nous font pas peur, car nous avons, de nos mains, tout construit: palais et églises, routes et ponts; nous les détruirons s'il le faut pour reconstruire un monde plus beau. » La même année où le militant anarchiste Salvador Puig Antich était exécuté au garrot à Barcelone, un réalisateur espagnol osait faire tenir de tels propos à un leader anarchiste: il illustrait une grève victorieuse et la solidarité prolétarienne; il dénonçait la brutalité patronale. Seuls les codes du western réputés superficiels et peu soucieux de crédibilité lui permettaient de contourner la censure.

Ainsi, une fois de plus, les auteurs engagés sont parvenus à dissimuler dans des œuvres de réflexion qui non seulement aspiraient à divertir mais cherchaient surtout à dénoncer clairement des injustices sociales et des abus politiques.

I. R.







# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

### L'Assemblée générale ouvre sa trente et unième session

L'Assemblée générale des Nations unies a ouvert sa trente et unième session à New York le 21 septembre, portant à sa présidence par 135 voix M. Hamilton S. Amersingh, délégué permanent du Sri-Lanka. Un nouveau Etat membre a été admis à l'unanimité : les Seychelles. Comme de coutume, l'Assemblée a ensuite élu les présidents des sept commissions et les dix-sept vice-présidents qui composent son bureau. Le débat général a commencé le 27 septembre.

Dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'ONU préparé à l'attention de la présente session, M. Kurt Waldheim constate que les aspirations nationales restent au premier plan, malgré une interdépendance de plus en plus étroite entre les nations, et il situe le rôle que doit assumer l'ONU pour bâtir, dans des limites, un édifice de paix et instaurer un ordre économique plus équitable. Le secrétaire général insiste sur l'importance prise aujourd'hui par les relations Nord-Sud, même s'il subit des problèmes entre l'Est et l'Ouest dans bien des domaines.

### La candidature du Vietnam

Le Conseil de sécurité a décidé le 14 septembre de reporter l'examen de la candidature de la République socialiste du Vietnam à une date en septembre ou novembre, de manière que l'Assemblée générale puisse discuter de cette candidature au cours de l'actuelle session.

**NOUVEAU AJOURNEMENT DE LA CONFÉRENCE DU DROIT DE LA MER.** — Le 17 septembre, la cinquante-neuvième session de la Conférence du droit de la mer, qui s'est tenue à New York depuis le 2 août, a terminé sa cinquante-neuvième session sans parvenir à un texte de compromis. Elle a décidé de tenir sa sixième session à New York du 10 au 14 juillet 1977. Les principaux problèmes débattus portent sur l'exploitation des ressources du fond des mers, qui serait confiée à une autorité internationale des fonds marins, sur des questions générales de droit telles que le régime juridique de la zone économique exclusive et les droits et devoirs des Etats en ce qui concerne les ressources biologiques de cette zone, le droit d'accès à la mer des Etats sans littoral, les limites de la mer territoriale, la question des îlots, la participation aux bénéfices de l'exploitation du plateau continental, etc.

**DESARMEMENT.** — Le comité chargé d'étudier le rôle des Nations unies dans le domaine du désarmement a tenu sa dixième et dernière session du 7 au 10 septembre. Parmi les propositions soumises dans son rapport, on relève le fait que la division des affaires concernant le désarmement soit transférée en un centre des Nations unies qui regrouperait les bureaux des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité. Il recommande aussi que l'ONU publie chaque année un annuaire sur le désarmement.

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES.** — Pour la première fois le 30 septembre, les trente-huit Etats parties au pacte international relatif aux droits civils et politiques (entré en vigueur le 23 mars 1976) se sont réunis. Ils ont élu des représentants au nouveau comité des droits de l'homme prévu par le pacte, ainsi que son président, en l'occurrence M. Alexander Downes (Canada). Le comité doit étudier les rapports des Etats parties sur l'application des dispositions du pacte ; il pourra aussi recommander des mesures de réformes des pays.

**MINORITÉS.** — La sous-commission pour la discrimination contre les minorités a demandé, le 31 août, à la Cour internationale de justice de donner son avis sur la nature juridique, la portée et les conséquences des résolutions des organes principaux des Nations unies et, notamment, de l'Assemblée générale. Elle s'est aussi prononcée sur la situation des réfugiés du Sahara occidental, des droits de l'homme au Châli et en Afrique australe.

**DECOLONISATION.** — Après avoir adopté, le 23 août, ses rapports sur ses petites territoires non autonomes, le comité de la décolonisation a débattu, en septembre, de la situation dans la partie orientale de l'île de l'Azore, à Porto-Rico et dans les îles Vierges britanniques. D'autre part, une résolution sur l'application de la déclaration de l'Assemblée générale sur les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU a été adoptée ; le comité regrette que l'ONU n'ait pas encore pu mettre en œuvre les recommandations de la déclaration de l'Assemblée générale sur la situation des réfugiés du Sahara occidental, des droits de l'homme au Châli et en Afrique australe.

**SAHARA.** Dans une résolution votée par vingt et une voix (contre l'abstention de l'Algérie), le comité de la décolonisation a déclaré que les territoires dépendants : à l'autodétermination et à la libre disposition de leurs ressources naturelles, conformément aux principes de justice et d'équité, et que les Etats occidentaux qui collaborent avec l'Afrique du Sud.

**APARTHEID.** — Le comité de lutte contre l'apartheid a demandé, le 2 septembre, à l'Agence internationale de l'énergie atomique de fournir des renseignements sur la situation de la production d'énergie nucléaire en Afrique du Sud. Il a également demandé à l'Agence de prendre les mesures qui s'imposent en vertu du droit des territoires dépendants à l'autodétermination et à la libre disposition de leurs ressources naturelles, conformément aux principes de justice et d'équité, et que les Etats occidentaux qui collaborent avec l'Afrique du Sud.

**AFRIQUE DU SUD.** — Le comité de lutte contre l'apartheid a demandé, le 2 septembre, à l'Agence internationale de l'énergie atomique de fournir des renseignements sur la situation de la production d'énergie nucléaire en Afrique du Sud. Il a également demandé à l'Agence de prendre les mesures qui s'imposent en vertu du droit des territoires dépendants à l'autodétermination et à la libre disposition de leurs ressources naturelles, conformément aux principes de justice et d'équité, et que les Etats occidentaux qui collaborent avec l'Afrique du Sud.

**OCÉAN INDIEN.** — Le comité de l'océan Indien a entrepris, le 2 septembre, à New York, la sixième session de son comité de l'océan Indien. Il a été créé une commission de l'océan Indien pour l'étude de la situation de l'océan Indien et de la mer d'Arabie. Le comité a également adopté une résolution sur la situation de l'océan Indien et de la mer d'Arabie.

**CONFÉRENCE SUR L'EAU.** — M. Hays Abdel Meged (Soudan) a été nommé, le 29 juillet dernier, secrétaire général de la conférence des Nations unies sur l'eau, qui doit se réunir en Argentine en mars prochain.

**COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.** — Dans l'affaire qui oppose la Grèce à la Turquie, le procès du plateau continental de la mer Égée, la Cour internationale de justice (C.I.J.) a décidé, le 11 septembre, de ne pas indiquer de mesures conservatoires, ainsi que la loi demandait la Grèce. La Cour a également décidé de ne pas indiquer de mesures conservatoires, ainsi que la loi demandait la Grèce. La Cour a également décidé de ne pas indiquer de mesures conservatoires, ainsi que la loi demandait la Grèce.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE.** — La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a tenu sa sixième session à Mexico du 13 au 17 septembre. Elle a adopté une résolution sur les problèmes des concentrations urbaines dans le sous-développement. L'objectif était de



développer les lignes directrices d'une politique d'urbanisation dans les pays membres qui tiennent compte des caractéristiques de la conférence de Vancouwer sur l'habitat.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE.** — Lors de sa dixième session spéciale tenue à Doha (Qatar) en août dernier, la commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale a approuvé que l'on établisse son siège permanent à Bagdad.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE.** — Le comité de l'habitat de la C.E.E.-ONU a consacré les travaux de sa trente-septième session, tenue à Genève du 5 au 10 septembre, à la planification urbaine. Elle a décidé de réexaminer son programme à la lumière des conclusions de la conférence de Vancouwer sur l'habitat.

**La commission du charbon de la C.E.E.-ONU** s'est réunie à Genève du 20 au 24 septembre. Selon son rapport sur la situation du marché charbonnier qui lui était soumis, la production mondiale de charbon a atteint un nouveau record en 1975.

**La C.E.E.-ONU** a publié le mois dernier ses Revues annuelles du marché des produits forestiers, qui couvrent la situation du marché en Europe et en Amérique du Nord en 1975 et en début de 1976.

**M. Yuri Fomichov** (URSS) a été nommé secrétaire économique pour l'Europe ; il a pris ses fonctions le 8 septembre.

## UNESCO

### Vers la création d'un fonds arabe pour la recherche scientifique

UNE conférence des ministres des Etats arabes chargés de l'enseignement de la science et de la technologie au développement (CASTARAB), organisée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) avec la coopération de l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALESCO) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale, s'est réunie à Rabat du 16 au 20 août dernier. La conférence a révisé le projet d'un fonds arabe pour la recherche scientifique et technologique, avec une dotation initiale de 500 millions de dollars ; elle s'est également déclarée très favorable à l'établissement d'un comité directeur d'une conférence permanente de CASTARAB, dont les sessions auraient lieu tous les trois ans. Une déclaration générale a été adoptée par les ministres, soulignant le rôle capital de la science et de la technologie dans le développement économique, social et culturel. Elle exprime la conviction que, en l'absence d'une distribution équitable du savoir scientifique et technique et d'une utilisation rationnelle des ressources dans le cadre d'un ordre économique international, l'essor de la science et de la technologie dans le tiers-monde continuera à se heurter à de nombreux obstacles. La déclaration réaffirme le droit de tous les citoyens arabes d'accéder à la culture scientifique et technologique.

**JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION.** — Au cours des cérémonies marquant la Journée internationale de l'alphabétisation, le 12 septembre, le secrétaire général de l'UNESCO, Jacques Fomichov, a reçu le prix Mohamed-Reza-Pahlavi 1976 pour ses recherches et ses ouvrages en faveur de l'alphabétisation des adultes. Le prix Nedžad-Kropshakia a été décerné au département de l'alphabétisation du ministère de l'éducation et de la culture de la République arabe syrienne.

**COLLOQUE SUR L'ART.** — L'UNESCO a réuni, à Paris, du 5 au 10 septembre, un colloque sur le plan et la fonction de l'art dans le développement.

## F.A.O.

### Perspectives favorables pour la production de céréales en 1976

Selon des informations publiées au mois de septembre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), de bonnes récoltes de blé, de céréales secondaires et de riz, ainsi qu'une augmentation moyenne des stocks de report sont attendues cette année, malgré de mauvaises conditions météorologiques dans certaines régions. Les perspectives pour la production indiquent que la situation alimentaire mondiale, qui s'est considérablement redressée en 1975-1976, devrait connaître une nouvelle amélioration l'année prochaine.

La production totale de céréales dans le monde est estimée à 1 324 millions de tonnes cette année, ce qui représente 6 % de plus qu'en 1975 ; les prévisions concernant la production de blé annoncent une augmentation de 11 % par rapport à l'année dernière, avec un tonnage de 385 millions de tonnes ; la production de céréales secondaires devrait augmenter de 6 % (703 millions de tonnes), tandis que la production de riz (227 millions de tonnes) baisserait au contraire de 2 % par rapport à la récolte record de 1975. La F.A.O. estime que, sur la base des perspectives actuelles pour la production et la consommation, les réserves mondiales de blé et de céréales secondaires devraient augmenter à la fin de la saison 1976-1977, ce qui permettrait d'élargir la marge de sécurité alimentaire mondiale en cas de mauvaises récoltes l'année prochaine.

**CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE.** — A l'occasion de la conférence régionale de la F.A.O. pour l'Europe, qui a eu lieu du 20 au 23 septembre à Bucarest (Roumanie), le directeur général de l'Organisation a exposé, devant les ministres européens de l'agriculture, la nouvelle orientation des travaux de la F.A.O. Approuvée en juillet dernier par le comité, cette nouvelle politique a pour but d'alléger l'administration de l'Organisation et de lui permettre d'œuvrer plus rapidement que par le passé, les pays en voie de développement qui s'adressent à elle ; elle comporte, notamment, une décentralisation plus poussée de la recherche aux organismes de financement des Nations unies, dont la procédure est généralement lente.

**CONFÉRENCE SUR LES MAMMIFÈRES MARINS.** — Deux cent cinquante spécialistes ont participé, du 10 au 13 septembre, à Bergen (Norvège), à une conférence organisée par la F.A.O. sur la protection et l'exploitation des mammifères marins. Les conclusions de la conférence seront soumises au comité consultatif chargé de conseiller le directeur général de la F.A.O. dans le domaine de la recherche sur les ressources des pêches maritimes.

**COOPÉRATION AVEC LE FONDS ARABE DE DÉVELOPPEMENT.** — A l'issue d'une entrevue entre M. Saad Haddad, président du Fonds arabe pour le développement économique et social, et Edward Soumar, directeur général de la F.A.O., cette organisation a annoncé la renouveau de la coopération entre les deux organismes : la F.A.O. et le Fonds arabe contribueront ensemble à élargir

les pays arabes dans le domaine des investissements et dans les activités qui s'y rapportent. La coopération s'orientera vers l'identification et la préparation des projets de développement agricole financés par le Fonds, leur évaluation et leur exécution, et la participation du Fonds arabe au programme F.A.O.-banques.

**SANTÉ.** — Au cours d'une réunion qui s'est déroulée à Genève, du 31 août au 7 septembre, un comité international d'experts et de cinq conseillers scientifiques a examiné les preuves expérimentales de la possibilité de nouvelles épidémies d'encéphalite à tige unique (O.T.S.), l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), l'A.I.E.A. et la F.A.O., ce comité d'experts a déclaré que les épidémies d'encéphalite à tige unique (O.T.S.), papeyes et franges pour l'immunisation humaine ; trois épidémies (riz, poissons et oléagineux) ont été observées récemment, tandis qu'une autre (encéphalite) devra faire l'objet d'une nouvelle évaluation. L'évaluation est précisée pour protéger les produits alimentaires, des insectes et des infections microbiennes, ainsi que des altérations physiologiques.

**DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL.** — Deux cent cinquante à six cents experts ont participé à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'O.M.S. d'une part, l'O.C.D.E. d'autre part, ont été réunis le 31 août à Genève.

**ÉNERGIE ATOMIQUE.** — Le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a approuvé, le 17 septembre, à



## Fonds monétaire international

### Le rapport annuel pour 1976

Selon le rapport annuel 1976 des administrateurs du Fonds monétaire international (F.M.I.), publié le 10 septembre, l'économie mondiale avait, au milieu de 1976, repris depuis un an de se relever de la plus grave récession qu'elle ait enregistrée depuis quarante ans : la production dans les pays industrialisés progressait à nouveau à un taux d'accroissement satisfaisant, et les taux d'inflation (7 % pour le premier semestre de 1976) sont nettement inférieurs à ceux de 1974 (13,5 % par an pour le second semestre de 1975). Cependant, le chômage et l'inflation restent exceptionnellement élevés pour la première partie d'une phase ascendante du cycle.

Le rapport analyse un certain nombre de problèmes qui se posent actuellement aux autorités nationales dans l'élaboration de leur politique économique et décrit les effets de la récession sur les pays de production primaire. Dans un chapitre séparé, le rapport passe en revue les expériences qui ont été faites récemment dans le régime des taux de change et en matière de liquidités internationales. Un troisième chapitre décrit les activités du Fonds au cours de l'année écoulée.

**THÉORIE DES VENTES D'OR.** — Le F.M.I. a annoncé que sa troisième vente d'or s'est effectuée le 10 septembre dernier, à des prix allant de 108,75 dollars l'once à 110,25 dollars l'once. Cette vente a été la plus importante de la série, avec un tonnage de 108,75 tonnes d'or. Les 700 000 onces mises sur le marché ont été achetées par le F.M.I., à la demande de la Banque mondiale, pour financer la reconstruction de la République dominicaine. Cette troisième vente rapportera environ 55 millions de dollars au Fonds fiduciaire créé pour aider les pays les plus pauvres. Le montant des ventes d'or s'élève à 134 millions de dollars.

Pour la première fois, le nom des adjudicataires a été publié le lendemain de l'adjudication. Les souscripteurs, au nombre de quatre-vingt, sont trois banques suisses, deux banques allemandes, trois banques britanniques et six établissements financiers américains.

**ACHATS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE.** — Le F.M.I. a donné, à la fin du mois de septembre, son assentiment à l'achat de devises par quatre pays, au titre du système de financement compensatoire :

- Grèce (le 9 septembre) : achat de l'équivalent de 50 millions de dollars de tirage spéculatif en dollars américains ;
- Jamaïque (le 17 septembre) : achat d'un montant équivalent à 11,25 millions de D.T.S. en dollars américains ;
- 5 millions de D.T.S. en francs français et 2 millions de D.T.S. ;
- Sierra Leone (le 20 septembre) : achat de 3,5 millions de D.T.S. en shillings malaisiens ;
- République dominicaine (le 20 septembre) : achat d'un montant équivalent à 21,5 millions de D.T.S. (9,5 millions de D.T.S. en couronnes suédoises, 9 millions de D.T.S. en couronnes norvégiennes et 2 millions de D.T.S. en quetzales guatémaltèques).

**LE VIETNAM RESTE MEMBRE DU F.M.I.** — Le comité d'administration du F.M.I. s'est prononcé, le 15 septembre, en faveur du maintien du Vietnam comme membre de cet organisme et a approuvé une communication de l'Institut dans laquelle les autorités vietnamiennes s'engagent à respecter les règlements du Fonds. Seuls les Etats-Unis dissent opposés à cette décision.

## Groupe de la Banque mondiale

### Cinq prêts de la BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale, ou BIRD) a octroyé le 9 septembre un prêt de 30 millions de dollars à la Zambie pour l'aider à surmonter ses difficultés économiques actuelles

Rio-de-Janeiro (Brésil), les garanties prévues dans l'accord de coopération signé récemment entre la France et l'Afrique du Sud, dans le cadre de cet accord, annoncé le 29 mai dernier, un consortium français doit livrer deux centrales nucléaires à l'électricité Supply Commission (la régie sud-africaine d'électricité). Bien que n'étant pas signataires du traité de non-prolifération des armes nucléaires, la France et l'Afrique du Sud ont décidé de placer les deux centrales nucléaires et les matières fissiles nécessaires à leur fonctionnement sous le contrôle de l'A.I.E.A. ; les clauses de sauvegarde approuvées par le conseil des gouverneurs s'appliquent aux installations, aux équipements, aux matériels et aux transferts de technologie.

La Grande-Bretagne a signé, le 6 septembre, à Vienne, un accord avec l'A.I.E.A. et l'Europe (Communauté européenne de l'énergie atomique) qui place les activités de l'industrie nucléaire britannique sous le contrôle des deux organismes. D'après les clauses du traité de non-prolifération, la Grande-Bretagne n'est pas tenue de se soumettre à un tel contrôle, comme les autres pays qui, au moment de sa signature, possédaient les bombes atomiques (Etats-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France).

Puis de cent cinquante scientifiques de vingt-neuf pays et de quatre organisations internationales ont participé, du 23 au 27 août, à Vienne, à un séminaire sur la conception et la construction de l'essai des échantillons destinés au transport des matières radio-actives.

Le séminaire a été présidé par le secrétaire général de l'A.I.E.A. et s'est ouvert le 21 septembre, à Rio-de-Janeiro (Brésil). On en trouvera un bref résumé dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

**NAVIGATION MARITIME.** — La République du Cap-Vert est devenue, le 24 août dernier, le cinquante-neuvième membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.).

**MÉTÉOROLOGIE.** — Cent trente-cinq météorologues, chercheurs et fonctionnaires ont participé, du 30 août au 3 septembre, à un colloque sur l'utilisation de l'énergie solaire organisé conjointement par l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) et par l'UNESCO.

et à diversifier son économie. Ce prêt financera en partie des importations de biens d'équipement et de produits semi-finis.

Quatre autres prêts ont été annoncés le 16 septembre :

- 11,5 millions de dollars à la Bolivie, pour un projet d'adductions d'eau et de construction d'égoûts dans les villes de Sucre et de Potosi ;
- 5 millions de dollars (troisième guichet) à la République dominicaine pour un projet de planification démographique et de protection de la santé des familles ;
- 25 millions de dollars à la Société pakistanaise de crédit et d'investissements industriels, pour le financement des entreprises industrielles de grande et moyenne dimension orientées vers l'exportation ;
- 25 millions de dollars à la Société thaïlandaise de financement de l'industrie, pour contribuer à la création, à l'extension et à la modernisation d'entreprises industrielles privées et pour encourager les prises de participation au capital de ces entreprises.

**CRÉDIT DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT.** — L'Association internationale de développement a décidé d'accorder un prêt de 3 millions de dollars au Népal, le 9 septembre, pour financer le coût de l'assistance technique pour la planification et la préparation de projets dans les secteurs agricole et industriel.

**OPÉRATIONS JOINTES.** — La Banque mondiale a octroyé, le 9 septembre, un prêt de 7 millions de dollars à la Banque libyenne de développement et d'investissement, qui prête des fonds à des entreprises du secteur agro-industriel. Le même jour, la Société financière internationale a pris une participation de 300 000 dollars dans le capital de cet organisme.

Un prêt de 15 millions de dollars a été annoncé, le 9 septembre, par la Banque mondiale en faveur du Cameroun, assorti d'un crédit de 10 millions de dollars de l'Association internationale de développement. Les deux opérations sont affectées à la remise en état et à l'aménagement du port de Douala.

**ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS.** — La Banque mondiale et un consortium de banques allemandes (dont la Deutsche Bank A.G. en tant que chef de file, et la Dresdner Bank A.G. en tant que co-chef de file) ont signé, le 8 septembre, un accord pour une nouvelle émission d'obligations de la Banque libyenne de développement. D'un montant de 250 millions de deutschemarks, ces obligations, portées au principal de 175 %, seront remboursées au pair le 1<sup>er</sup> octobre 1983. D'autre part, la Banque mondiale a annoncé, le même jour, son assentiment à l'achat de 150 millions de deutschemarks, ces bons portant intérêt à 7 7/8 % l'an payable annuellement et seront remboursés le 1<sup>er</sup> octobre 1982.

Le 13 septembre, la Banque mondiale a annoncé le placement sur des marchés en dehors des Etats-Unis d'une émission de 350 millions de dollars d'obligations libyennes en dollars américains, facilitées et obligatoires à deux ans de 1976, à échéance du 15 septembre 1978, ces obligations porteront intérêt à 6 7/8 % par an, payable semi-annuellement ; l'émission a été vendue au pair.

**RAPPORTS ANNUELS.** — La Banque mondiale a publié, le 21 septembre, son rapport annuel 1976 qui dresse le bilan de ses activités et de celles de sa filiale, l'Association internationale de développement, pour l'année écoulée. Le total des crédits accordés par les deux organismes s'élève à 6,632 milliards de dollars, soit une hausse de 736 millions par rapport à l'exercice précédent. Les prêts de la Banque se sont montés à 4,077 milliards de dollars en augmentation de 15 % sur l'an passé en chiffres absolus (mais de 9 % seulement si l'on tient compte de l'inflation). Les crédits de l'IDA se sont élevés à 1,655 milliard (soit un accroissement de 5 % en chiffres absolus, mais une baisse de 1 % en termes réels sur 1975).

La Société financière internationale a, elle aussi, publié son rapport annuel le 15 septembre, qui fait état, pour l'exercice 1976, de prêts et de prises de participation en capital s'élevant à un total de 245,3 millions de dollars dans trente-trois entreprises réparties dans vingt-trois pays en voie de

**ÉDITIONS A. PEDONE** 13, rue Soufflot, 75005 PARIS  
Téléphone : 033-05-97

**LES CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE DROIT PRIVÉ**  
(Abrégé théorique et traité pratique, volume I)  
Par FERENC MAJOROS

Un volume de 470 pages ..... 100 FF



développement. Pour l'exercice précédent, le montant correspondant était de 211,7 millions de dollars.

## Banque asiatique de développement

### Ocrot de cinq prêts

La Banque asiatique de développement a annoncé, dans le courant du mois d'octobre, l'octroi de cinq prêts :

- A la Société financière pour le développement de la Corée, le 11 août : un prêt de 40 millions de dollars (sur les ressources ordinaires de la Banque, pour quinze ans à 8,10 %) pour faciliter les opérations de prêt de cet organisme aux entreprises industrielles de la Corée ;
- A la Société de développement du secteur privé aux Philippines : une quatrième ligne de crédit de 25 millions de dollars (pour quinze ans à 9,10 %) pour des prêts aux entreprises privées des Philippines ;

— A la Société pakistanaise pour le crédit et l'investissement industriel : une seconde ligne de crédit de 25 millions de dollars (pour quinze ans à 9,10 %) pour faciliter les opérations de prêt de cet organisme aux entreprises industrielles du secteur privé au Pakistan ;

— A l'Indonésie, le 26 août : un prêt d'assistance technique de 1,15 million de dollars, assorti d'un don d'assistance technique de 100 000 dollars, pour le projet de développement de la ville de Bandung, et un prêt d'assistance technique de 280 000 dollars pour un projet de transfert de populations dans la région sud-est du Sulu ;

Ces deux prêts sont accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour dix ans à 9,10 %.

**MODIFICATION DU TAUX D'INTERET DES PRETS.** — Le conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement a décidé, au début du mois de septembre, d'augmenter le taux d'intérêt des prêts accordés sur les ressources ordinaires de la Banque pour les emprunts de pays dont le produit national brut par habitant dépassait 350 dollars par an à la fin de 1972 : le taux d'intérêt passe de 8,50 % à 9,70 % l'an.

**EMISSION D'OBLIGATIONS.** — La Banque asiatique de développement a conclu, le 8 septembre, avec un syndicat de banques suisses ayant à sa tête la Swiss Credit Bank, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 30 millions de francs suisses (l'équivalent de 22,4 millions de dollars) de bons, d'une durée de quinze ans et portant intérêt à 6,25 %, ont été offerts au public du 8 au 14 septembre dernier, à 100 %.

## Fonds européen de développement

### Décisions de financement en faveur des A.C.P.

La suite des décisions de la Commission des Communautés européennes prises en juin et juillet, de consacrer de nouveaux crédits à la réalisation de projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), ayant signé la convention de Lomé, le montant total des engagements pris sur les ressources du quatrième Fonds européen de développement (FED), depuis le 1<sup>er</sup> avril 1976 (date d'entrée en vigueur de la convention de Lomé), s'élève à 181,876 millions d'unités de compte pour la réalisation de projets ou de programmes d'action. A ce montant s'ajoutent 71,831 millions d'unités de compte fait l'objet le 8 juillet d'une décision de la Commission au titre du STABEX (Stabilisation des recettes d'exportation) et 5,432 millions d'unités de compte fait l'objet le 8 juillet d'une décision d'engagement de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) au titre des capitaux à risques. Au total, trois mois après l'entrée en vigueur de la convention de Lomé, plus de 241 millions d'unités de compte ont été engagés en faveur des A.C.P.

Les décisions prises en juin et juillet par la Commission concernent :

- 1) République du Niger. — 36,79 millions d'unités de compte.

pour la modernisation de l'axe routier Niamey-Zinder et 9,614 millions d'unités de compte pour la fourniture à ce pays de semences d'arachide (aide exceptionnelle au titre de l'article 59 de la convention), soit au total : 56,404 millions d'unités de compte, outre, 1,420 million d'unités de compte pour l'éradication de la péripneumonie bovine ;

2) République du Mali. — 19,197 millions d'unités de compte pour la construction du barrage de Selingué ;

3) République du Tchad. — 3,289 millions d'unités de compte pour la campagne intégrée du programme de développement agricole de la zone côtière (campagne agricole 1977-1978) ;

4) République du Bénin. — 197 000 unités de compte (au titre des aides non remboursables) pour l'extension de l'usine à thé de Togo ;

5) République du Togo. — 10,412 millions d'unités de compte pour l'aménagement et le bitumage de la route Kante-Mango (66 kilomètres) ;

6) République de Madagascar. — 971 000 unités de compte pour compléter le financement de l'aménagement de la route Vohémar-Sambava (troisième FED) : 3 millions d'unités de compte pour la réparation des dommages causés par les cyclones (300 000 unités de compte) et 1,7 million d'unités de compte sur le quatrième FED au titre des aides exceptionnelles ;

Budget initial du Centre pour le développement industriel : 145 000 unités de compte pour couvrir les frais de démarrage du Centre au cours des quatre derniers mois de 1976.

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT.** — En mai dernier, le Dr Karam Donkoh, directeur général de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement, a été élu président de la Banque africaine de développement le 1<sup>er</sup> septembre à Addis-Abeba.

**BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT.** — La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé, le 23 août, un prêt d'un contre-valeur de 30 millions de dollars (122 millions d'unités de compte) à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord. Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

Ce prêt (pour quinze ans à 8,5 %) est consenti à une société américaine, la North Sea Inc. (filiale à 100 % de la Texas Eastern Transportation Corporation), qui détient 20 % du capital du consortium assurant la mise en exploitation du gisement de gaz de Beryl, situé dans le secteur britannique de la mer du Nord.

## Marché commun centraméricain

### La révision de la politique tarifaire

Les coordonnateurs des activités menées dans chaque pays membre du Marché commun centraméricain en vue de la révision de la politique tarifaire commune ont tenu leur deuxième session à San José (Costa-Rica) du 24 au 29 août. Outre l'examen des propositions des différents gouvernements, les questions inscrites à leur ordre du jour portaient sur la nomenclature douanière, le calcul des droits, les exemptions tarifaires, etc. L'avant-projet du nouveau tarif doit être mis au point pour avril 1977, date à laquelle se tiendra une réunion tripartite des ministres de l'économie, des finances et des gouverneurs des banques centrales. L'entrée en vigueur du nouveau tarif est prévue pour le 31 décembre 1977.

**AVANT LA DIX-SEPTIEME SESSION DES MINISTRES DE L'ECONOMIE** qui devait avoir lieu, ce mois-ci, le secrétaire d'Etat à l'économie des cinq pays du Marché commun centraméricain, se sont rencontrés à San Salvador du 5 au 7 août. Ils ont fait le tour des problèmes actuels de la coopération économique et des projets tendant à la renforcer.

**COOPERATION AVEC L'UNION DU FESVU** (Fédération des Etats du Sud-Est de l'Union du Mexique) a été mise à l'ordre du jour. Une délégation de l'Union du Mexique (Union économique institué en 1974 entre la République du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica) a mené des ententes avec les responsables du secrétariat de l'intégration (SIECA) du Mexique. Les deux institutions ont convenu de relations étroites et de consultations sur les positions respectives de chaque partie à propos de problèmes qui font actuellement l'objet des travaux du groupe des 77.

## GATT

### Un rapport annuel pessimiste

Les graves événements économiques survenus dans le monde durant la première moitié de la décennie ont rendu nécessaire une transformation des structures de production qui entrainera probablement la persistance d'un chômage assez important pendant plusieurs années, selon le rapport annuel publié par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sur les perspectives du commerce international.

« Les graves événements », selon le GATT, « ont entraîné du système monétaire international, l'inflation, le renchérissement du dollar et la récession.

transformations structurelles de la demande et de la production que le monde entier connaît actuellement à des degrés divers supposent une redistribution de la main-d'œuvre et du capital entre les divers secteurs de l'économie », déclare le rapport.

De ce fait, il est probable que, très souvent, l'emploi qui pourra être fait de la main-d'œuvre ou du capital ne sera pas le même qu'avant la récession. En conséquence, on pourra assister à une certaine déviation dans certains secteurs de l'économie tandis que d'autres continueront à se débattre avec des capacités excédentaires.

L'inflation, le déséquilibre des balances de paiements, la transformation des structures de production, sont les facteurs fondamentaux qui « continueront à influencer sur l'économie mondiale au moins jusqu'à la fin de la présente décennie », estime le GATT.

L'adoption de mesures restrictives « sur les prix pour lutter contre l'inflation risque d'aggraver le chômage associé à la restructuration, dit encore le rapport, mais l'absence de telles mesures « peut déclencher un processus inflationniste généralisé ».

## Association latino-américaine de libre-commerce

### Les amendements au système des paiements et à l'accord de Saint-Domingue

La dix-huitième session de la commission d'experts des problèmes monétaires de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) a siégé à Montevideo du 4 au 11 août. Elle a examiné une série de mesures techniques relatives au système de compensation multilatéral et de soldes et crédits réciproques de l'ALALC, ainsi qu'à l'accord de Saint-Domingue qui fonctionne dans le cadre des banques centrales des pays membres et de la République dominicaine.

Dans le cas du système des paiements, les recommandations de la commission portent essentiellement sur l'assouplissement des conditions de recours. En ce qui concerne l'aménagement des lignes de crédit de l'accord de Saint-Domingue, le mécanisme de soutien aux balances des paiements des pays membres, la commission a rappelé que l'augmentation des quotas des pays membres au Fonds monétaire international (susceptible à la ratification des gouvernements) entraînerait automatiquement l'augmentation des ressources mises à la disposition de l'accord. A cette occasion, le Venezuela a annoncé sa décision de repousser au 31 décembre 1977 l'appel exceptionnel qu'il avait annoncé l'an passé.

Un groupe de travail a d'autre part été chargé d'étudier les modalités d'une coopération entre les banques centrales des cinq pays membres avec le système des paiements de l'ALALC.

**MARCHES AGRICOLES.** — Un groupe d'experts, chargé d'étudier l'établissement d'un système régional d'information sur les marchés agricoles, a été mis en place le 8 septembre à Montevideo. Le nouveau système devrait permettre de suppléer au manque d'informations sur les marchés de l'offre et de la demande qui freine encore l'expansion des échanges régionaux.

**ACCEPTATIONS BANCAIRES.** — Les acceptations bancaires latino-américaines - ALALC ont été introduites le 23 septembre sur la place de New York. Pour la première fois, un effet de commerce avant l'aval des douze banques centrales latino-américaines peut être négocié sur les marchés financiers internationaux. L'effet d'aval documentaire, cette « lettre de change » constituera un nouveau mécanisme de financement du commerce entre les pays membres, grâce aux capitaux mobilisés à l'extérieur.

## O.C.D.E.

### Le premier rapport de l'Agence internationale de l'énergie

FONDEE en novembre 1974, l'Agence internationale de l'énergie a publié le 24 septembre son premier rapport faisant le point, en 1976, des politiques de conservation de l'énergie mises en œuvre dans les dix-neuf pays membres. La conclusion principale est que des résultats substantiels en matière d'économie de l'énergie ont été obtenus en 1976, les économies ont représenté 14,3 % de la consommation qui aurait dû être enregistrée normalement selon son rythme moyen de progression de 1968 à 1973), mais que la demande perdure encore être considérablement réduite. L'Agence souhaite donc des programmes de conservation plus vigoureux : une liste indicative de mesures à mettre en œuvre à cet effet est incluse dans le rapport qui, par ailleurs, analyse sectoriellement les économies d'énergie déjà réalisées et

examine ensuite les résultats et l'efficacité des politiques et programmes de chaque pays membre.

**AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE.** — L'année 1975 a confirmé la tendance, sensible depuis le début de la crise de l'énergie, en faveur de l'énergie nucléaire. Telle est la principale conclusion du rapport annuel d'activité de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) publié le 2 septembre. L'énergie nucléaire y apparaît comme la seule source d'énergie nouvelle susceptible d'être obtenue en quantité suffisante d'ici à la fin du siècle pour compléter les sources d'approvisionnement traditionnelles et satisfaire la demande croissante d'énergie électrique dans la zone de l'O.C.D.E.

En 1975, l'A.E.N. a accordé la priorité aux questions de sûreté nucléaire, à la gestion des déchets radioactifs et aux études économiques et techniques se rapportant au cycle du combustible nucléaire : une coopération a été instituée avec l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) dans les domaines de la recherche et du développement nucléaires.

## RECENTES PUBLICATIONS

• Autriche et Belgique-Luxembourg, dans la série « Etudes économiques 1976 ».

• La technologie appropriée : problèmes et promesses. Première partie consacrée à une étude de Nicolas Lévy sur les principaux problèmes de politique générale ; deuxième partie, consacré à la politique de la vue de nombreux praticiens (361 pages, 1976).

• Formation des conducteurs, étude consacrée à un programme de recherche routière mené en coopération dans les pays membres de l'O.C.D.E. (106 pages, 1976).

• GROUPES ANDIN. — Le conseil monétaire et des échanges du Groupe andin a tenu sa sixième réunion à Caracas du 30 août au 3 septembre, avec la participation des gouverneurs des banques centrales. Les travaux ont été dirigés par l'un des membres du Groupe andin, le Dr. Carlos Rodríguez Cordero, directeur du Fonds andin de réserves, l'autre relatif au fonctionnement du système monétaire et financier du commerce sous-régional.

— Réuni à Lima du 6 au 9 août pour sa deuxième session, le conseil de la politique fiscale du Groupe andin a tenu sa sixième réunion à Bogota du 29 au 31 août. Les ministres ont notamment approuvé des projets émanant de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur, quant à la création, respectivement, d'un institut andin d'anthropologie, d'une université et d'une école andine de médecine, d'un institut andin de l'artisanat. Le règlement du fonds de financement de l'accord Andin-Bélico — dont les ressources s'élèveront à six millions de dollars — a aussi été approuvé.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU B.L.E. — Les dernières prévisions du Conseil international du blé, publiées le 22 septembre et concernant la production mondiale de blé pour 1976, se situent entre 336 et 398 millions de tonnes. Une production intermédiaire de 351 millions de tonnes serait réalisée à la récolte mondiale de 1976 de 37,8 millions de tonnes (soit 10,7 %) et dépasserait de 5 % le niveau record de 1973 (37,4 millions de tonnes). Les estimations actuelles pour la production sont, pour la première fois depuis 1973, largement supérieures à la tendance des dix dernières années. Pour les pays à économie planifiée, les prévisions actuelles indiquent une augmentation de la production de 15 % par rapport à 1975 ; cette augmentation est de 10 % pour les pays en voie de développement et de 4 % pour les pays industrialisés. La part respective des six groupes de pays dans la production mondiale de blé se répartit ainsi : 39,5 % pour les pays à économie planifiée (contre 36,8 en 1975), 22,7 % pour les pays en voie de développement (contre 22,4 en 1975) et 37,8 % pour les pays industrialisés (contre 40,4 en 1975).

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Réunie du 17 septembre au 27 septembre à Genève, la conférence intergouvernementale des pays producteurs de thé a étudié un certain nombre de propositions concernant la création d'une association internationale pour la promotion du thé. La conférence était organisée par le centre du commerce international CNUCED/GATT.

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — L'aide au Portugal constitue l'un des principaux sujets traités dans le sixième rapport annuel de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) publié au mois de septembre. Le rapport, qui porte sur la période de juin 1975 à juin 1976, donne des détails sur le dénouement de l'Association à la demande d'aide économique présentée par le Portugal : création d'un fonds de développement d'un montant de 100 millions de dollars, concessions tarifaires pour venir en aide à l'industrie portugaise et stimuler les exportations de produits agricoles, assistance technique dans divers secteurs ; l'objectif de ces mesures étant d'aider le Portugal à surmonter ses difficultés économiques et de favoriser l'implantation d'un régime démocratique solide.

Le rapport traite également des progrès réalisés dans la suppression des obstacles techniques aux échanges entre les pays membres de l'Association ainsi que du renforcement de la collaboration économique au sein de l'A.E.L.E.

Le comité consultatif de l'A.E.L.E., composé des représentants des divers ministères économiques des pays membres, s'est réuni à Genève le 10 septembre pour étudier les moyens de parvenir en Europe occidentale à une coopération plus étroite sur les plans économique et social, et pour examiner les relations du comité avec l'Association.

## La réunion à Mexico du groupe des "77"

REUNIE du 13 au 21 septembre, la conférence de Mexico sur la coopération économique a rassemblé soixante-dix délégations sur les cent quarante pays qui composent désormais le groupe des 77. Elle a décidé la création d'un comité de coordination composé d'experts (sept experts pour chacune des trois régions : Asie, Afrique et Amérique latine) qui sera chargé de coordonner les études et les travaux qui vont être entrepris au sein du groupe, et d'en soumettre les conclusions aux réunions ministérielles des « 77 » que la conférence a décidé de tenir périodiquement (trimestriellement tous les ans). La proposition de création d'une « institution multilatérale » (par la création d'un secrétariat) n'a pas été retenue, la conférence ayant estimé que cette décision ne pourrait être prise qu'au niveau ministériel de nombreuses délégations à Mexico ne comprenant aucun ministre.

La conférence a également adopté un certain nombre d'autres mesures préparées en commissions : ainsi le groupe des « 77 » demande aux secrétariats des groupements régionaux ou sous-régionaux d'étudier en 1977 la création d'un système global de préférences commerciales entre pays en voie de développement ; il demande la mise au point rapide des statuts d'un conseil des associations de producteurs de matières premières.

Des études sont prévues dans les domaines de l'alimentation, l'agriculture, l'industrie, les infrastructures (transports, télécommunications, énergie) et les services (assurances, tourisme), la monnaie (établissement d'une « union de paiement », d'une banque commune et d'une unité de règlement). D'autre part, les « 77 » ont décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la coordination de leurs positions sur la réforme du système monétaire international.

Dans leur majorité, ces décisions reflètent la volonté de resserrer la coopération des pays du tiers-monde, de manière à favoriser la poursuite des objectifs du nouvel ordre économique international.

## GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

### Communauté de l'Afrique de l'Est

#### Problèmes de la dette extérieure

Le ministre des finances et de l'administration de la Communauté de l'Afrique de l'Est a annoncé le 4 juin que les trois corporations des chemins de fer, des ports et des télécommunications de la Communauté de l'Afrique de l'Est, ont décidé de reprendre le versement de ses prêts aux institutions de la Communauté.

Le montant de la dette extérieure de la Communauté s'élevait à 425 millions de schillings pour 1976, principalement pour des crédits à long terme consentis par diverses institutions extérieures aux organismes de la C.A.E. chargés des chemins de fer, des ports et des télécommunications. Les trois Etats membres se sont entendus sur les modalités du remboursement au cours d'une session commune des conseils des finances et des communications tenue à Arusha le 29 mai.

La Banque mondiale avait suspendu le versement de ses prêts en avril dernier, à la suite du retard intervenu dans le remboursement des dettes de la Communauté.

**BUDGET 1976-1977.** — Lors de sa session à Arusha le 19 mai, l'Assemblée législative de la C.A.E. s'est essentiellement préoccupée du budget de l'Organisation pour 1976-1977. Un chiffre total de 66,7 millions de schillings lui était proposé, dont 38,9 millions pour les dépenses courantes et 27,8 millions pour les dépenses de capital. Le budget est alimenté par les trois Etats membres : la Tanzanie et 20,54 % pour l'Ouganda.

**COMMUNAUTÉ DES CARAIBES**

### Le plan régional pour l'alimentation

L'ACCORD instituant la Corporation chargée de l'exécution du plan régional pour l'alimentation est entré en vigueur le 10 septembre, après ratification de la Jamaïque le même jour. Doté d'un capital autorisé de 100 millions d'unités de compte, soutenu par les pays membres au prorata de leurs capacités économiques, le nouvel organisme disposera du droit de décider des investissements et d'organiser des opérations financières. Il aura aussi tout pouvoir pour créer des entreprises, les administrer, et pour assurer le fonctionnement des marchés et l'organisation de la distribution.

Le plan régional pour l'alimentation a été adopté en décembre 1975 lors de la deuxième session de la conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes tenue à Basseterre (St-Kitts).

**ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET DU COMMERCE.** Les représentants de l'Association des industries et du commerce des Caraïbes, organisme consultatif rattaché aux institutions régionales des Caraïbes, ont tenu leur réunion à Georgetown le 3 septembre. Ils ont notamment discuté de l'établissement de la corporation chargée de l'exécution du plan régional pour l'alimentation, de la création d'entreprises régionales et des avantages accordés aux industries s'établissant dans les pays les moins développés.

**NICE capitale de la Côte d'Azur**

centre mondial des congrès

met à votre disposition

• Un palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ;

• Vingt salles de capacités diverses ;

• Traduction simultanée ;

• Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;

• D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

EN TOUTES SAISONS

NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME

SYNDICAT D'INITIATIVE

32, rue Hodelier-Postes - Tél. : 85-25-25/26







## DEUX SCANDALES

Aussi accueille-t-on avec espoir une déclaration solennelle qui dénonce le racisme sous toutes ses formes, « interdit aux nations toute ingérence dans les affaires internes des autres », comme toute action oppressive à leur égard », condamne les gouvernements qui « méconnaissent ou violent les droits de l'homme », demande que « les travailleurs puissent se sentir responsables dans les entreprises », montre l'injustice de « situations privilégiées » découlant de « la prédominance accordée à des individus ou à certains groupes ».

Texte capital auquel le prestige de son auteur confère une vaste portée, et qu'il faut méditer en même temps que celui-ci :

« Les conflits sociaux se sont élargis aux dimensions du monde... S'ajoute à cela le scandale de disparités criantes, non seulement dans la jouissance des biens, mais plus encore dans l'exercice du pouvoir... Après avoir rappelé une déclaration antérieure dénonçant le « libéralisme sans frein » qui conduit à cette « dictature », qu'est l'impérialisme international de l'argent », l'auteur ajoute : « On ne saurait admettre que des citoyens pourvus de revenus abondants, provenant des ressources et de l'activité nationales en transfèrent un part considérable à l'étranger, pour leur seul avantage personnel, sans souci du tort évident qu'ils font par là subir à leur patrie. »

DE tel propos touchent au cœur des drames du monde contemporain, dans l'ordre national comme dans l'ordre international. Après tout, il n'est pas tellement fréquent qu'une voix autorisée s'élève pour rappeler avec force toutes les obligations impérieuses liées entre eux les hommes et les groupes humains. L'écho rencontré par de tels propos ne saurait donc surprendre. Mais ces textes sont déjà anciens. Les premières citations sont extraites de l'encyclique de Jean XXIII *Pacem in terris* (1963), les secondes de l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio* (1967). Leur contenu paraît, hélas ! à peu près absent des lettres et déclarations du pape à propos d'un évêque qui s'obstine à vouloir célébrer la messe en latin et refuse toute réforme liturgique.

Tant de bruit, tant de remous parce que Mgr Lefebvre, invoquant la tradition dans la célébration des rites et dans les formes de la vie ecclésiale, s'insurge contre les décisions du concile Vatican II ? Mais le concile ne se bornait pas à une mise à jour (aggiornamento) dans les formes extérieures et dans la liturgie. Tardivement, mais avec éclat, il confrontait l'Eglise catholique au problème majeur de ce temps, au scandale qui, pour un chrétien, devrait ramener tous les autres à de bien modestes proportions :

« Les peuples riches jouissent d'une croissance rapide, tandis que les peuples pauvres se développent lentement. Le déséquilibre s'accroît : certains produisent en excédent des denrées alimentaires qui manquent cruellement à d'autres, et ces derniers voient leurs exportations réduites incertaines [...] Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme. » (Paul VI, *Populorum progressio*.)

CEs phrases sont dans le droit fil du message d'amour universel que le Christ lançait à ses disciples. A ne pas tout faire pour les mettre en pratique, l'Eglise et ses fidèles violent l'évangile de son sens. C'est ce que refusait de comprendre cet ancien ministre français des affaires étrangères lorsqu'il voyait dans les luttes coloniales un affrontement « entre la Croix et le Croissant », ou encore le cardinal Spellman lorsque, dans un sermon de messe de Noël,

il identifiait la guerre du Vietnam à une croisade pour la foi chrétienne, pendant que la police de Saïgon, formée par des instructeurs américains, torturait des hommes dont le crime majeur était de combattre pour leur dignité et pour leur indépendance... conformément à l'enseignement des papes.

Comment ne pas voir que les privilèges de certains groupes sociaux et de certaines nations n'ont rien d'innocent, que « leur aversion prolongée ne pourrait que susciter le jugement de Dieu et la colère des peuples » (Paul VI, *Populorum progressio*) ? Variables dans leur ampleur et dans leur intensité, les conflits en cours n'ont pas d'autres causes : « Quand tant de peuples ont faim, quand tant de foyers souffrent de la misère, quand tant d'hommes demeurent plongés dans l'ignorance, quand tant d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations dignes de ce nom demeurent à construire, tout gaspillage public ou privé, toute dépense d'ostentation nationale ou personnelle, toute course épuisante aux armements deviennent un scandale intolérable. » (Idem.)

Intolérable. Et, de fait, des groupes sociaux, ethniques, nationaux ou régionaux ne les tolèrent plus, manifestent leur colère, montrent l'injustice et, n'étant pas entendus, recourent éventuellement à la violence. Sans doute la plupart n'ont-ils jamais entendu parler de ces encycliques qui, au nom de l'amour chrétien, dénoncent les abus du libéralisme économique, condamnent comme matérialiste la loi du profit, rappellent que le droit de propriété n'a rien d'intangible, proposent une autre vision du monde. Mais, depuis deux mois, ces mêmes victimes d'un ordre foncièrement injuste ont peut-être entendu parler d'un prêtre désuet, obstiné et, somme toute, inoffensif...

LE « cri d'angoisse » que, selon Paul VI, poussent « les peuples de la faim », continuera de retentir même si Mgr Lefebvre se réagit à célébrer la messe selon les rites définis par Vatican II. Et les hommes privés de liberté, gravement sous-alimentés ou cruellement torturés, n'en voudraient guère à Mgr Lefebvre de célébrer en latin s'il prêchait cette phrase de l'encyclique *Gaudium et spes* (1965) :

« Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la régie de la justice, inséparable de la charité. »

Révolution, hurlent les traditionalistes. Mais c'est encore Paul VI qui leur rappelle que cet enseignement s'inscrit dans la plus ancienne tradition, et il leur citait cette phrase de saint Ambroise :

« Ce n'est pas de ton bien que tu fais largesse au pauvre : tu lui rends ce qui lui appartient. Car ce qui est donné en commun pour l'usage de tous, voilà ce que tu l'arroges. La terre est donnée à tout le monde, et pas seulement aux riches. »

Bien antérieure au marxisme, dont on prétend qu'il aurait contaminé d'éminents ecclésiastiques, cette doctrine est consignée dans les textes pontificaux. Mais passe-t-elle pour autant dans les actes ? Fait-elle l'objet d'un enseignement constant, d'innombrables rappels ? Ne reste-t-elle pas sur les rayons des bibliothèques ? Il n'en est en tout cas point fait mention dans les lettres adressées par Paul VI à Mgr Lefebvre, et ce n'est d'ailleurs pas pour le résumer en tant que telle que ce dernier a suscité tant d'émotion au Vatican. L'accent a au contraire été mis sur des rites liturgiques, qui ont sans doute leur importance, mais qui ne touchent pas vraiment à l'essentiel. N'a-t-on pourtant pas évoqué une menace d'excommunication ?

EN fait, dans le même temps, exactement le 17 août dernier, l'Eglise a prononcé plusieurs excommunications. Elles frappaient des agents de la police politique chilienne, la DINA, qui, à l'aéroport de Santiago, avaient participé à une manifestation hostile aux trois évêques chiliens expulsés quatre jours plus tôt d'Equateur en même temps que treize autres évêques (dont cinq venaient des Etats-Unis) et vingt et un prêtres. L'épiscopat équatorien s'était alors contenté d'exprimer son « désaccord » avec les mesures policières qui avaient interrompu la conférence pastorale de Riobamba : la police avait cessé de tenir des prélates pendant vingt-sept heures.

Quant aux policiers de la DINA, ils avaient, à Santiago, crié des slogans insultants pour les trois évêques chiliens. Ce défi appelait une sanction exemplaire, l'excommunication, dont le sens fut commenté au cours d'une conférence de presse à laquelle participait le cardinal Silva Henríquez : « Un modèle de société est en train de prendre forme qui étouffe les libertés fondamentales, limite les droits élémentaires et asservit les citoyens. » Voilà qui paraît bien conforme à l'enseignement pontifical. Mais comment se laisser tromper par les apparences ? Ce n'est pas des insultes criées à l'aéroport de Santiago, mais du putsch de 1973, que date la dictature chilienne. Fut-elle assortie d'un commentaire de portée générale, la mesure d'excommunication frappe les seuls policiers qui ont insulté des évêques. Les autres peuvent en toute quiétude poursuivre leur travail de tortionnaires et d'assassins.

« Votre personne sacrée », écrivait Paul VI à Mgr Lefebvre. Mais non moins « sacrée » est la personne de ces hommes et de ces femmes créés « à l'image de Dieu », fils de Dieu, frères du Christ, qui sont non seulement insultés comme le furent les trois évêques chiliens, mais abominablement torturés dans leur corps et dans leur âme, à Santiago et ailleurs.

D U monde entier, des prélats ont écrit pour exprimer leur solidarité avec le Vatican contre Mgr Lefebvre. Qu'ils manifestent donc la même unité lorsque l'enseignement de l'Eglise est bafoué non seulement par la solennelle célébration d'une messe en latin, mais par des actes révoltants qui insultent la dignité humaine et la justice de Dieu.

Commis par des individus dont on doute qu'ils aient pu conserver quelque chose d'humain, ces actes ne sont possibles que sous l'autorité de personnalités qui n'hésitent pas, comme les membres de la junta chilienne, à s'afficher au premier rang dans les églises, au pied de l'autel. « L'esprit et le ferment chrétiens tiennent peu de place dans des pays depuis longtemps imprégnés de tradition chrétienne », constatait avec tristesse Jean XXIII, qui ajoutait que cette situation « reste largement redressable à des hommes qui, faisant profession de christianisme, régissent au moins partiellement leur vie sur les préceptes de l'Evangile », alors que « leur action au plan temporel n'est pas en harmonie avec leur foi » (*Pacem in terris*).

Un premier scandale tient aux injustices que l'enseignement de l'Eglise sait parfois montrer du doigt. Il se double d'un autre scandale, sans doute plus grand, lorsque ces injustices et ces crimes sont le fait d'hommes se réclamant du christianisme. Mais entend-on alors la voix de l'Eglise ? Où sont les rappels de principe, les avertissements, les condamnations ? Tant de bruit à propos de Mgr Lefebvre... Et cet écrasant silence lorsque le message évangélique est foulé aux pieds par des centaines de millions d'êtres humains... Cette activité fébrile pour une messe célébrée en latin... Et ce simple rappel de textes anciens lorsque tant de créatures de Dieu sont traitées pire que des bêtes... C. J.

### Dans ce numéro :

#### Pages 2 et 3 :

L'émir du Koweït devant une balbutiante démocratie : un certain libéralisme confronté au jeu pétrolier et au problème palestinien, par Chris Kubechka.  
« Les Sept Sœurs » : un siècle d'histoire du pétrole, par Alain-Marie Carron.

#### Pages 4 et 5 :

L'EGYPTE VINGT ANS APRES LA CRISE DE SUEZ : suite de l'article de Marie-Christine Audas sur le nouveau jeu de l'Egypte en Afrique ; La pénétration de l'influence américaine, par Robert Biel.  
Dans les revues...

#### Page 6 :

LES CAPITAUX PETROLIERS ET LA REFORME DE L'ORDRE FINANCIER INTERNATIONAL, par Georges Cornu.

#### Page 7 :

Afrique du Sud : l'indépendance du Transkei, première tentative pour nationaliser le prolétariat, par François Proust et Ferial Drosos.

#### Page 8 :

Cameroon : Durcissement de la répression et aggravation des difficultés économiques, par Woungly-Massaga.

#### Pages 9 à 14 :

POISSANCE DE L'ALLEMAGNE : L'« abominable Allemand » menace-t-il l'Europe ? par Charles Zorge-Bibbe ; La puissance, la précarité et les inquiétudes, par Daniel Vernet ; La R.F.A. se considère comme le bouclier de l'Europe, par Lothar Rühl ; Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, par Walter Schütze ; Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'O.T.A.N., par Paul Neack ; Devant le dialogue Nord-Sud : une foi absolue dans l'économie de marché, par Konrad Seitz ; Bonn aux Nations unies : de la prudence vers des positions plus nettes, par Thomas Bruns ; Bibliographie : L'Allemagne des craintes et des incertitudes (Daniel Vernet).  
Panama : Les négociations sur le statut du canal, par Bernard Cazaux.

#### Page 15 :

LA GAUCHE PORTUGAISE VICTIME DE SES CONTRADICTIONS, par Eduardo Lourenço.

#### Pages 16 et 17 :

LA LUTTE CONTRE LA JUNTE AU CHILI : Le dernier article d'Orlando Letelier : Les techniques économiques ne sont pas neutres. — Vers un rapprochement entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne, par Jean-Pierre Clere.

#### Pages 18 à 21 :

LA POLOGNE A L'EPEUVE, reportage de Maurice T. Maschino et Fadéla M'Rabet.

La mort de Mao confirme les divergences entre partis et pays communistes, par Bernard Féron.

#### Page 22 :

L'armée chinoise et la succession de Mao, suite de l'article de Jean Daubiez.

#### Page 23 :

L'évacuation de la base américaine de Ramonon en Thaïlande : histoire d'une incompréhension et d'un faux-pas, par A.-C. Calbeaux.

#### Page 24 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Main basse sur la Maison Blanche, par Marie-Françoise Allain.

#### Page 25 :

CINEMA POLITIQUE. Le Western : une rhétorique ruinée, par Ignacio Ramonet et Jean-Pierre Jeancolas.

#### Page 26 :

Les livres du mois.

#### Pages 27 à 29 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de septembre 1976 a été tiré à 114 500 exemplaires.

**INTERNAT**  
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

**Cours Jean-Jacques Rousseau**  
établissement privé du second degré  
DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande  
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

**nice cote d'azur**

Octobre 1976